



Duel Eltsine-Ziouganev pour la présidence russe

Les deux favoris ont déclaré leur candidature

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE pour l'élection présidentielle du 16 juin en Russie a été officiellement lancée, jeudi 15 février, avec l'annonce des candidatures des deux favoris du scrutin, le communiste Guennadi Ziouganev et le président sortant, Boris Eltsine. Les deux hommes pourraient s'affronter au deuxième tour de l'élection, à la fin du mois de juin. C'est face à un parterre de notables triés sur le volet, dans son fief natal d'Ekaterinbourg dans l'Oural, que le président russe a annoncé son intention de briguer un second mandat. Se présentant comme le meilleur garant des réformes et le seul rempart à une éventuelle guerre civile entre « rouges et blancs », Boris Eltsine a promis un règlement du conflit tchétchène « avant l'élection » le chef des indépendantistes tchétchènes, Djokhar Doudaev. Le président russe a par ailleurs fustigé le travail des médias dans le conflit et annoncé le limogeage du directeur de la deuxième chaîne de la télé-

vision publique, Oleg Popov, déplorant la diffusion sur l'antenne d'images montrant des « montagnes de cadavres ». En visite officielle à Moscou, le premier ministre français, Alain Juppé, a félicité, lors d'un entretien téléphonique, le président russe pour son acte de candidature. Le même jour était annoncée, à Moscou, la candidature du chef du parti communiste, Guennadi Ziouganev, pour lequel « 90 % des organisations de base » et la majorité des dix-huit partis communistes russes se sont prononcés. Vainqueur des dernières élections législatives, en décembre 1995, le Parti communiste de la Fédération de Russie pourrait cependant avoir du mal à s'imposer au deuxième tour de la présidentielle lors d'un duel avec M. Eltsine. La confusion régnant dans le camp démocrate - dont les responsables ne parviennent pas à s'entendre sur le nom d'un candidat commun - pourrait en effet favoriser la victoire du président sortant.

Lire page 3

L'ARC a également contribué au financement de mairies de droite

Des documents comptables de 1986 à 1988 sont introuvables

L'ARC ne contribuait pas au financement des seules publications de municipalités socialistes, via des pages de publicité, mais aussi à

celles d'autres communes, départements ou régions de toutes tendances politiques. Selon les déclarations au Monde de Michel Lucas,

20H : L'ARGENT DU CANCER DANS LES POCHES DU PARTI.
20H40 : LES TRANSEXUELS.
21H30 : FAUT PAS RÉVER...



Lire page 8

Les Français sont mécontents de la fiscalité et redoutent une réforme

DEUX FRANÇAIS sur trois ne sont pas satisfaits du système fiscal actuel et estiment qu'il faudrait le réformer, selon une enquête réalisée par la Sofres pour Le Monde et France 2. Ce sentiment est très largement partagé chez les détenteurs de revenus faibles. Mais, pour la plupart des personnes interrogées, la perspective d'une réforme du système fiscal est inquiétante : 75 % des Français estiment qu'ils y seraient personnellement « perdants ». Enfin, 71 % des Français considèrent que le gouvernement actuel aurait pu éviter les augmentations d'impôts de ces derniers mois. Dans un cahier spécial de douze pages, Le Monde fait le point sur l'évolution de la fiscalité en France et à l'étranger et propose tous les conseils pratiques indispensables pour remplir la déclaration de revenus de 1995.

Lire page 6 et notre cahier spécial

Changement en Turquie

Les islamistes turcs négocient le partage du pouvoir avec des conservateurs laïques.

p. 2

M. Juppé remanie son cabinet

L'arrivée de Jean-François Probst, ancien proche collaborateur de Charles Pasqua, devrait renforcer Maignon sur le plan politique.

p. 30

La réforme de La Poste

La réorganisation des 17 000 bureaux de poste se fera dans la concertation et sans « aucune contrainte de temps », assure la direction.

p. 17

Le choc Europe-Asie

La domination culturelle du Vieux Continent battue en brèche par l'Asie : les diagnostics de Wolf Lepenies et Odon Vallet.

p. 13

Planchon adapte Alexandre Dumas

Le codirecteur du TNP Villeurbanne retrouve le défi de ses jeunes années en mettant en scène La Tour de Nesle.

p. 25

François Léotard sur France-Culture

François Léotard, candidat à la présidence de l'UDF, est l'invité de l'émission « Le Rendez-Vous des politiques », organisée en association avec Le Monde, dimanche 18 février, à 11 heures, sur France Culture.

Abonnement : 3 DM ; Afrique-Guyane, 8 F ; Asie-Pacifique, 25 ATB ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 12 £ ; Grèce, 250 DR ; Italie, 1.400 L ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 9 DM ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 220 PTE ; Roumanie, 9 L ; Singapour, 200 F CFA ; Suède, 55 SEK ; Suisse, 2,50 FS ; Tunisie, 1 DM ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 0217 - 7.00 F



La NASA veut en savoir davantage sur Eros

C'EST UN VOYAGE vers notre passé que la Nasa nous propose avec le lancement, vendredi 16 février, d'une nouvelle sonde spatiale en direction de l'un de ces astres morts qui viennent tourner dans la proche banlieue terrestre. Le lieu et la date du rendez-vous ont été choisis depuis longtemps. Le 6 février 1999, Near (Near Earth Asteroid Rendezvous) fera ses premiers pas en direction d'Eros, fils d'Aphrodite et d'Arès. A distance respectable cependant, car cet Eros-là n'a rien d'une sylphide avec ses mensurations de fort des Halles : 14-14-40... kilomètres ! De quoi imposer à la petite sonde de l'Agence spatiale américaine et à ses 805 kilos.

S'approcher trop près de ce grand corps sans vie, à la peau grêlée par les impacts de météorites, serait trop dangereux. Aussi Near se donnera-t-elle le temps de la réflexion en ne s'approchant pas à moins de 500 kilomètres du bel astéroïde. En deçà, la petite sonde pourrait bien faire une mauvaise rencontre avec une ou deux lunes en orbite autour de cette bien modeste planète. L'hypothèse n'est pas absurde. En route vers

Jupiter, la sonde américaine Galileo, qui avait survolé les astéroïdes Gaspra et Ida, avait découvert que ce dernier possédait un compagnon, Dactyl, d'environ 1 500 mètres de diamètre.

Une fois ces précautions prises et Eros mis à nu par ses six instruments de mesure, Near devrait, vers le mois de mars 1999, faire quelques pas supplémentaires jusqu'à frôler cet énorme bloc pierreux à une distance de 30 à 50 kilomètres. Le but de ce voyage de trois ans, facturé 122 millions de dollars (environ 650 millions de francs) - la mission Galileo avait coûté 1,6 milliard de dollars -, est d'en apprendre plus sur ces fossiles cosmiques qui sont des témoins des premiers âges du système solaire.

Comètes et astéroïdes sont en effet les derniers vestiges d'une population disparue de corps célestes qui, à l'aube de l'histoire du système solaire, se sont regroupés pour constituer les planètes actuelles et leurs satellites. Les premières sont des « boules de neige sale » qui nous viennent des confins du système solaire et se vaporisent peu à peu au

contact des rayons du Soleil. La sonde européenne Giotto nous l'a bien montré à l'issue d'un acrobatique rendez-vous avec la comète de Halley. Les seconds sont des « tas de graviers collés », des rochers de nature carbonnée, pierreuse ou métallo-pierreuse dont la plupart patrouillent entre Mars et Jupiter.

D'où viennent tous ces errants ? Pour certains, il s'agirait des restes d'une planète mère qui se serait fragmentée. Pour d'autres, et c'est l'hypothèse la plus en vogue, on serait en présence d'une population d'objets dont la réunion sous la forme d'une planète aurait été bloquée par Jupiter. Deux raisons de plus pour que la petite sonde du John Hopkins University Applied Physics Laboratory ait son premier rendez-vous avec Eros en 1999, quitte à lui faire, deux ans plus tôt, une infidélité avec Mathilde, un autre de ces vagabonds dont certains, comme Toutatis, ont failli, voilà trois ans, nous faire tomber le ciel sur la tête !

Jean-François Augereau

L'Allemagne frappée par la récession

LES MAUVAISES NOUVELLES se succèdent en Allemagne à un rythme inquiétant. Après le choc causé il y a une semaine à l'ensemble du pays par la forte augmentation du chômage, qui, pour la première fois, a dépassé la barre des quatre millions, l'annonce d'un recul de la production nationale à la fin de 1995 et probablement encore au début de cette année risque de démoraliser un peu plus nos voisins.

La Bundesbank vient en effet de reconnaître dans son dernier rapport mensuel, publié jeudi 15 février, que le produit intérieur brut avait « probablement été inférieur en données corrigées des variations saisonnières et calendaires à celui du troisième trimestre, qui avait lui-même stagné par rapport au second ». La banque centrale ne donne pas de chiffres mais, selon les analyses de grands instituts privés, le recul du PIB a atteint 0,5 % au quatrième trimestre par rapport au précédent.

Et pour tout arranger, presque simultanément, le très réputé institut de conjoncture DIW de Berlin prévoit une baisse du PIB de 1 % au premier trimestre 1996 par rapport au quatrième tri-

mestre 1995. Une baisse de la production nationale pendant deux trimestres consécutifs, cela s'appelle une récession.

Sans doute faut-il se garder de dramatiser à l'excès une situation qui pourrait n'être que passagère. Une partie du recul enregistré est due à la faible activité du bâtiment, gêné par un hiver assez rude. De même, le DIW, connu pour son pessimisme, a peut-être tendance à en rajouter : le premier trimestre est loin d'être achevé et pourrait se terminer mieux qu'il n'a commencé, puisque la pression fiscale est en train de s'alléger en Allemagne après avoir beaucoup augmenté l'année dernière.

Les ressources des ménages, qui avaient été ponctionnées d'une trentaine de milliards de marks en 1995 (une centaine de milliards de francs), soit l'équivalent de 1,4 % de leur revenu disponible, vont au contraire augmenter d'une douzaine de milliards de marks (44 milliards de francs), soit 0,6 % du revenu disponible des ménages.

Alain Verhulst
Lire la suite page 12

Un All Black avec les Irlandais contre la France



MURRAY KIDD

SON ARBRE GÉNÉALOGIQUE ne révèle pas la moindre trace d'écossais dans le Connemara ou le Munster. Néanmoins, le très conservateur rugby irlandais lui a confié, à l'automne 1995, les destinées du quinze national, qui doit affronter la France, samedi 17 février, au Parc des Princes de Paris. Murray Kidd est le premier étranger à diriger une équipe britannique dans le Tournoi des cinq nations.

Ce Néo-Zélandais de quarante-deux ans, ancien joueur de Lyon, a découvert le rugby irlandais en 1989, à la faveur d'une petite annonce passée par le modeste club de Garryowen dans une gazette d'Auckland. En deux saisons, ses méthodes ont conduit le club de la deuxième division jusqu'au titre de champion d'Irlande. Il connaît la même réussite à Cork depuis 1994. Le rugby de mouvement qu'il préconise a métamorphosé le championnat irlandais. On attend qu'il en fasse de même avec l'équipe nationale. Murray Kidd se refuse toutefois à greffer brutalement l'approche all black du jeu sur un rugby encore très ancré dans l'espérance. Il compte l'imprégner progressivement de la rigueur néo-zélandaise, tout en préservant le « fighting spirit » (l'esprit combattif) un peu échevelé qui fait l'originalité irlandaise.

Lire page 20

International	2	Jen	22
France	6	Agenda	23
Société	1	Alimentation	23
Cronos	10	Météorologie	23
Horaires	11	Culture	24
Entreprises	16	Guide culturel	27
Finances	18	Communication	28
Ajourné	28	Salle-Médias	28

COALITION L'hypothèse d'un gouvernement de coalition où les islamistes, premier parti du Parlement turc depuis les élections du 24 décembre 1995, figureraient en bonne

place a gagné en consistance, jeudi 15 février. A l'issue de deux jours de pourparlers avec le premier ministre pressenti, Mesut Yilmaz, chef du Parti de la mère patrie (ANAP, conserva-

teur laïque), le chef des islamistes du Parti de la prospérité (Refah), Necmettin Erbakan, n'a pas exclu un accord, peut-être dès samedi. **● DOUTES.** Les déclarations violent-

ment anti-islamiques, anti-OTAN ou pro-iranienne de M. Erbakan inquiètent l'opinion internationale et de nombreux Turcs. **● REVERS.** La diplomatie turque a subi un échec avec

le vote du Parlement européen donnant raison à la Grèce dans le différend en mer Egée. **● EAU.** Damas et Bagdad contestent l'utilisation par Ankara des eaux de l'Euphrate.

Les islamistes turcs négocient leur entrée au gouvernement

Une entente est possible entre le conservateur laïque Mesut Yilmaz, chargé de former le cabinet, et le chef du Refah, Necmettin Erbakan. M^{me} Ciller paraît prête à s'installer dans l'opposition

ISTANBUL

de notre correspondant

La Turquie va-t-elle se retrouver avec un gouvernement dominé par les islamistes ? Tel est l'enjeu d'un marchandage politique à huis clos qui tient le pays en haleine depuis plusieurs jours. Les islamistes du Parti de la prospérité (RP ou Refah) avaient obtenu le plus grand nombre de voix aux élections législatives anticipées du 24 décembre 1995, mais leur chef, Necmettin Erbakan, n'avait pas réussi à trouver de partenaires de gouvernement. Le premier ministre sortant, Tansu Ciller, présente ensuite, n'a pu former un gouvernement réunissant les deux formations laïques de droite, le Parti de la juste voie (DYP) - qu'elle dirige - et le Parti de la mère patrie (ANAP) de son rival Mesut Yilmaz. C'est donc ce dernier qui a entrepris le « tour de piste » le plus risqué, en négociant directement avec les islamistes, au mépris de ses promesses répétées. Jeudi 15 février, à l'issue de cinq heures de dialogue en tête-à-tête avec Necmettin Erbakan, reparti sur deux jours consécutifs, M. Yilmaz n'était pas encore prêt à s'engager dans une telle alliance, qui risque de se heurter à l'opposition de l'armée et d'une partie importante de son électorat.

La discussion entre les deux partis se poursuivra donc, après consultations avec le président Süleyman Demirel, samedi 17 février, date à laquelle la Turquie connaîtra peut-être, enfin, la réponse à cette question cruciale. « Avec

VOUS N'ÊTES
MÊME PAS D'ACCORD
SUR LES RÈGLES
DE LA COURTE
PAULE !



l'aide d'Allah, la possibilité d'arriver à un accord de principe existe », a pour sa part déclaré M. Erbakan, harcelé par les journalistes frustrés du silence entourant les discussions entre les deux partis. Selon les rumeurs, un système de rotation est prévu à la tête du gouvernement et Necmettin Erbakan aurait accepté de céder la priorité à Mesut Yilmaz, condition sine qua non posée par l'ANAP pour « rassurer l'armée et l'opinion publique ». L'ANAP souhaite également garder le contrôle des affaires étrangères et de l'économie.

Reste à convaincre les députés des deux partis. Necmettin Erbakan, qui est âgé de soixante-neuf ans, est à court de patience et semble prêt au compromis pour être associé au pouvoir. Mais certains, au sein du RP, jugent que le poste de premier ministre revient de droit à leur parti. L'ANAP qui est tiraillé entre une aile conservatrice et religieuse - favorable à une alliance avec les islamistes - et des libéraux laïcs qui s'y opposent catégoriquement et annoncent qu'ils ne voteront pas la confiance à un tel gouvernement, avance avec

prudence. Mesut Yilmaz doit également tenir compte d'une troisième faction, celle du Parti de la grande union (BBP), un petit parti de l'extrême droite religieuse, qui menace de mettre fin à l'alliance qu'il a passée avec l'ANAP s'il n'obtient pas de portefeuilles dans une coalition avec les islamistes. Le départ des huit députés du BBP, élus sous l'étiquette de l'ANAP, affaiblirait encore la position de Mesut Yilmaz par rapport à celle de Tansu Ciller, dont le DYP contrôle déjà deux sièges parlementaires de plus que l'ANAP.

UN TON RASSURANT

Pragmatisme pour les uns, trahison pour les autres, le fût surprenant de l'ANAP et des islamistes illustre le degré de confusion qui règne sur la scène politique. Mesut Yilmaz avait invité les électeurs à voter pour lui afin de barrer la route aux islamistes : « Tant que la direction actuelle du parti est en place, nous n'accepterons pas de collaborer avec le Refah, ni d'ailleurs de nous associer à leur table pour en discuter », affirmait-il deux jours avant le scrutin.

Necmettin Erbakan, depuis les élections, a lui aussi changé de ton. Abandonnant ses promesses de « libérer Jérusalem, la Bosnie et la Tchétchénie », d'abolir les intérêts bancaires et de s'éloigner de l'OTAN, il s'est fait rassurant, prêt à tous les compromis pour le bien de la nation. Mais quelques remarques infécondes - notamment son éloge de la révolution islamique en Iran - ont cependant

vélé que la rhétorique enflammée et les idées radicales n'ont pas réellement disparu. Au sein des coalitions des années 70, M. Erbakan s'était révélé un partenaire difficile et inflexible pour le premier ministre de l'époque, Bülent Ecevit.

Certains commentateurs soupçonnent l'ANAP ne ne pas vouloir vraiment s'allier avec les islamistes mais de chercher à faire pression sur le parti de M^{me} Ciller pour la contraindre à former un gouvernement du centre. Certains, à l'intérieur du DYP, poussent à cette solution, mais Tansu Ciller semble prête à s'installer dans l'opposition en attendant qu'une crise gouvernementale entraîne de nouvelles élections.

Son pari est que l'instabilité inhérente à une alliance entre les islamistes et l'ANAP lui profitera à moyen terme. « Le parti qui reste le plus fidèle à ses promesses électorales sortira renforcé », com-

mentait récemment un diplomate. Au cours des trois dernières semaines, des discussions informelles entre partis ont eu lieu lors de l'« iftar », le repas convivial à la tombée du jour qui a réuni régulièrement des politiciens de diverses tendances pour mettre fin au jeûne quotidien du ramadan. Les partis feront malicieusement usage de la pause du « bayram », les célébrations qui marquent la fin du ramadan, pour évaluer leur situation.

L'ANAP et le RP parviendront peut-être à un accord samedi. Mais, à l'issue des congrès officiels qui débiteront mardi prochain, d'autres scénarios, d'autres surprises peuvent encore émerger. Les partis n'ont aucune raison de se précipiter dans une alliance : les quarante-cinq jours prévus pour la formation du gouvernement n'arrivent à échéance que le 22 mars.

Nicole Pope

Les eurodéputés soutiennent la Grèce dans son différend en mer Egée

STRASBOURG

(Union européenne)

de notre correspondant

Le Parlement européen a condamné la Turquie, jeudi 15 février, à une écrasante majorité - 342 voix pour, 21 contre et 11 abstentions - dans le différend qui oppose la Turquie à la Grèce en mer Egée. Le texte de l'Assemblée des Quinze porte de « dangereuse violation des droits souverains » d'Athènes. Il souligne aussi avec force que « les frontières de la Grèce constituent une part des frontières extérieures de l'Union européenne » et la nécessité pour Ankara de « se conformer aux traités internationaux ». Dans la foulée, les eurodéputés s'indignent de la passivité de la Commission de Bruxelles et des gouvernements membres qu'ils invitent à « réagir efficacement dans le cadre de la politique étrangère et de la sécurité commune ».

La présidence italienne de l'Union, représentée par Walter Gerdini, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, s'est défilée en appelant de ses vœux une « solution pacifique » et une « normalisation des relations gréco-turques » sous l'autorité d'un « arbitrage international » ou de la Cour internationale de justice de La Haye. Plus adroïtement, Hans Van den Broek, commissaire européen chargé des relations extérieures, a manifesté sa « solidarité » avec Athènes en se félicitant qu'un « conflit majeur » ait été évité.

Après ces réponses jugées timides, Manuel Medina Ortega (socialiste espagnol) est venu à la rescousse de ses collègues grecs : « Imia (NDR : Kardak pour les

Turcs, l'ilot qui est l'objet du litige) fait partie de l'Union au même titre que Strasbourg ou Bruxelles ». Jan Bertens (libéral néerlandais) s'est indigné de son côté des « provocations inacceptables de la Turquie, surtout depuis l'entrée en vigueur de l'union douanière » au 1^{er} janvier.

La Grèce a obtenu un soutien unanime.

L'ARME DU DROIT Le Parlement européen a voté un deuxième rapport sur le respect des droits de l'homme dans ce pays. Son intention est de s'appuyer sur l'aide financière (0,5 milliard d'euros, soit 9,45 milliards de francs, sur cinq ans) qui sera consentie à Ankara pour corriger les effets négatifs de l'union douanière. L'Assemblée demande au conseil des ministres des Quinze de décider à la majorité la suspension de l'aide au cas où il serait constaté des violations des libertés individuelles.

A ce stade, les Etats membres refusent de suivre cette voie, considérant qu'une telle décision doit être prise à l'unanimité sans besoin de recueillir l'avis des eurodéputés. Dans cette affaire, le Parlement a le soutien de la Commission de Bruxelles, qui est aussi favorable à une décision à la majorité des Quinze. M. Van den Broek a même indiqué qu'il informerait l'Hémicycle si Bruxelles devait proposer une suspension de la coopération financière. En tout état de cause, l'Assemblée de Strasbourg détient une arme de poids : c'est elle qui arrête le budget de l'Union, et rien ne l'empêche de geler les crédits destinés à la Turquie.

Marcel Scotto

Damas et Bagdad contestent le captage des eaux de l'Euphrate par Ankara

AMMAN

de notre correspondant

au Proche-Orient

Après cinq jours de discussions à Damas, au niveau des techniciens, la Syrie et l'Irak ont décidé, jeudi 15 février, de coordonner leur position « pour contraindre la Turquie à respecter la loi internationale pour un partage équitable des eaux de l'Euphrate ». « Nous n'hésitons pas à soumettre cette question aux instances internationales et à utiliser tous les moyens légaux pour obtenir nos droits », a affirmé Mouñib Rifai, un responsable du ministère syrien des affaires étrangères.

La querelle sur le partage des eaux, qui couve depuis le lancement par la Turquie, au début des années 80, d'un vaste programme hydraulique sur l'Euphrate, a resurgi en novembre 1995, après l'annonce par Ankara d'un accord pour le financement de la construction d'un barrage à Birecik, à moins de 50 kilomètres en amont de la frontière syrienne. Le nouvel ouvrage sera doté d'une centrale hydroélectrique. Inquiète des conséquences de la construction de ce nouveau barrage sur le débit de l'Euphrate - qui traverse la Syrie avant de rejoindre l'Irak - Damas a porté l'affaire en décembre devant la Ligue arabe et a averti les compagnies engagées dans la construction du barrage qu'elle les tiendrait pour responsables des éventuels dommages qui lui seraient infligés. « Il y a deux problèmes », affirme Abdel Aziz Almasri, ingénieur au bureau des eaux in-

ternationales à Damas. « D'une part, la Turquie, selon la loi internationale, ne peut établir ce quatrième barrage avant un quelconque accord tripartite turco-syrio-irakien sur un partage équitable des eaux. D'autre part, l'eau que nous recevons aujourd'hui est si polluée que c'est une menace pour la population qui vit le long des terres irriguées. » Ces accusations ont été reprises par l'Irak, qui, à son tour, s'est plaint auprès de la Ligue arabe.

UN MOYEN DE PRESSION

La Turquie affirme, pour sa part, qu'elle a toujours respecté le protocole temporaire signé en 1987 avec Damas, qui prévoit un débit de l'Euphrate de 500 m³ par seconde à la frontière syrienne. Selon notre correspondant en Turquie, Nicole Pope, Ankara s'en tient à un plan en trois phases, qui prévoit une étude des ressources en eau du bassin Euphrate-Tigre, une étude des terres agricoles - et donc des besoins en eau des trois pays - et une évaluation des conclusions pour déterminer une distribution « raisonnable, équitable et optimale ».

La Syrie se fonde sur un accord conclu en janvier 1993 avec la Turquie, qui prévoyait « la conclusion d'un accord définitif avant la fin de 1993, fixant les parts en eau » des trois pays. Depuis, il n'y a eu aucun progrès. Les comités mixtes tripartites, qui ont tenu seize réunions jusqu'en octobre 1992, ne se sont plus réunis.

La querelle sur l'eau révèle en fait des différends d'ordre politique entre la Syrie et la Turquie, d'une part, la Syrie et l'Irak, d'autre part. Bien qu'elle se défende d'établir un lien quelconque entre le terrorisme et les problèmes d'eau, il est évident que la Turquie, qui reproche à Damas son soutien aux Kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, en lutte armée contre Ankara), utilise la question de l'eau comme un moyen de pression sur Damas. Ankara a récemment demandé aux Etats-Unis et à Israël de tenir compte du « soutien syrien aux terroristes du PKK » avant tout accord avec la Syrie.

Bagdad a utilisé ce problème pour tenter un rapprochement avec Damas, avec laquelle elle n'entretient plus de relations diplomatiques depuis 1980. Toutefois, la Syrie n'a pas accédé à la demande irakienne de créer un comité technique permanent, qui aurait signifié l'ouverture d'un point de la frontière entre les deux pays. En revanche, on n'exclut pas à Damas la possibilité d'une rencontre entre les deux ministres des affaires étrangères, en mars au Caire, en marge d'une réunion de la Ligue arabe, qui débattrait des plaintes syro-irakiennes contre la Turquie et dont la Syrie attend « une attitude ferme et un appui total », a indiqué M. Rifai. Damas dispose déjà du soutien de l'Egypte et des six monarchies pétrolières du Golfe.

Françoise Chippaux

L'Irak et l'ONU discutent pied à pied la formule « pétrole contre nourriture »

Un accord provisoire aurait été trouvé sur la distribution des vivres, mais les pourparlers achoppent sur l'acheminement et la vente du pétrole

NEW YORK

(Nations unies)

de notre correspondant

La bonne nouvelle concernant les discussions entre l'Irak et l'ONU est qu'elles continuent et que le négociateur irakien est désormais pleinement mandaté par le président Saddam Hussein pour négocier la mise en œuvre de la formule « pétrole contre nourriture ».

Le seul fait que les pourparlers, commencés le 6 février à New York, continuaient encore dix jours plus tard, estiment les diplomates qui suivent de près le dossier irakien, traduit la volonté de Bagdad d'accepter le concept qui lui est proposé par le Conseil de sécurité. Fondée sur la résolution

986, adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 14 avril 1995, la formule « pétrole contre nourriture » autorise l'Irak à exporter du pétrole pour un montant de 2 milliards de dollars par semestre, pour l'achat de produits alimentaires et pharmaceutiques, à condition que l'exportation du pétrole, comme l'utilisation des revenus et la distribution des vivres, soient placées sous la surveillance de la communauté internationale.

Conduites, contrairement à l'usage onusien, dans le plus grand secret, les négociations de New York auraient déjà abouti à un accord « provisoire » sur la distribution des vivres, en particulier dans les provinces kurdes du Nord. Le gouvernement irakien, explique

un diplomate, tient à sauver sa souveraineté « au moins en apparence » et à donner l'impression que c'est lui qui est chargé de distribuer les vivres. Sur ce point la résolution laisse une certaine liberté au Secrétaire général des Nations unies.

En revanche les discussions sur le second point - c'est-à-dire la vente et l'acheminement du pétrole, qui ont commencé jeudi 15 février, paraissent nettement plus difficiles. Un exemple : la résolution 986 stipule que « la partie la plus importante » du pétrole devra être acheminée via la Turquie. Pour les Etats-Unis cela signifie deux tiers des quantités exportées, alors que pour l'Irak il ne devrait s'agir que de 51 % du pétrole ven-

du. En dépit des divergences, les pourparlers seraient sur la bonne voie.

Lors d'une réunion, mardi, avec les membres non alignés du Conseil de sécurité, le chef de la délégation irakienne, Abdel Amir El Anbari, a affirmé qu'il disposait désormais d'un mandat l'autorisant à discuter de « tous les aspects » de la vente de pétrole pour l'achat de nourriture. Il aurait également rassuré ses interlocuteurs sur le fait que son gouvernement « n'a aucune intention de renégocier les termes de la résolution (986) ».

Furieux d'être moins informés des discussions que leurs collègues non-alignés, les représentants américain et britannique à l'ONU

ont manifesté leur mécontentement. L'ambassadeur américain, Madeleine Albright, qui préside le Conseil pour le mois de février, a mis publiquement en doute le degré d'engagement des irakiens et les a accusés de « manipuler l'opinion publique » par une « présentation optimiste » des pourparlers. Son collègue britannique, John Weston, aurait « édifié », lors d'une réunion à huis clos, un compte-rendu de la part des membres non alignés. Ces demandes ont été refusées par les ambassadeurs d'Egypte et du Chili, qui ont protesté contre « le ton » de Sir Weston.

Avec l'arrivée au Conseil, au début de l'année, de cinq nouveaux membres, l'atmosphère sur le dos-

sier irakien a changé. La voix du monde arabe - représentée ces deux dernières années par le sultanat d'Oman - est désormais exprimée par l'Egypte, dont le représentant, Nabil El Araby, est l'un des ambassadeurs les plus respectés de l'ONU. Les représentants du Chili et de la Corée du Sud sont aussi très actifs et font preuve d'esprit d'indépendance.

La durée de cette première session de pourparlers reste incertaine. Elle devrait, selon le chef de la délégation irakienne, se conclure par un protocole d'accord qui devra être approuvé par le président Hussein avant la reprise des discussions.

Afsane Bassir Pour

IONAL

et entrer au gouvernement

سكوت من الامم

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 17 FÉVRIER 1996 / 3

Boris Eltsine ouvre sa campagne électorale en muselant la télévision publique

Le président russe aura Guennadi Ziouganov, candidat communiste, pour principal adversaire

Le président Boris Eltsine et le chef du parti communiste Guennadi Ziouganov ont annoncé, jeudi 15 février, leur candidature à l'élection pré-

sidentielle russe. Il sont ainsi apparus comme les deux grands rivaux du scrutin du 16 juin, qui s'annonce serré. Boris Eltsine a inauguré sa cam-

pagne en limogeant le chef, jugé insuffisamment fidèle, de la seconde chaîne télévisée russe, Oleg Poptsov.

MOSCOU
de notre correspondante
Il y a bien eu surprise, jeudi 15 février, en Russie, mais pas là où il était convenu de l'attendre. Boris Eltsine, comme prévu, a officiellement annoncé sa décision de briguer un second mandat présidentiel, devant 1500 notables de son fief natal d'Ekaterinbourg. Le même jour, son principal rival, Guennadi Ziouganov, a lui, été désigné comme il sied - à l'unanimité, à mains levées et aux accents de l'internationalisme - candidat du parti communiste. L'imprévu fut que Boris Eltsine, tout en affirmant qu'il restait le seul capable de barrer la voie « à une revanche rouge », ébranlait en même temps ce qui est considéré comme la garantie primordiale contre un retour au passé : la liberté des médias. Ses services ont, en effet, annoncé dans la soirée le limogement du président de la deuxième chaîne de télévision (KTR), Oleg Poptsov. A Ekaterinbourg, Boris Eltsine s'était emporté contre lui, affirmant que sa chaîne, contrairement à la première, « déformait les faits » et les « barbouillait de noir ».

La KTR, chaîne gouvernementale, ne se permettait pas les impertinences de NTV, chaîne privée à diffusion plus restreinte. Pourtant, elle a su, lors de divers épisodes de la guerre tchétchène, se montrer presque aussi cruelle pour le pouvoir que NTV. Son chef, Oleg Poptsov, a failli, par deux fois, perdre un poste qu'il occupait depuis l'euphorie démocratique de 1991. Il fut alors sauvé par de fortes mobilisations en sa faveur et des promesses de bonne conduite. Mais aujourd'hui, le couperet est tombé sans avertissement.

« L'insuffisance du travail avec les médias », le motif du pouvoir au début de la guerre en Tchétchénie, est d'ailleurs revenu à l'ordre du jour. Le premier ministre Viktor Tchernomyrdine l'a inclus dans son dernier plan de règlement

« pacifique » du conflit : il faut bien expliquer à l'opinion, a-t-il souligné, pourquoi le pouvoir est « obligé » de mener des opérations de « liquidation des bandits ». Ce qui pourrait signifier que la nouvelle tentative de reprise en main des télévisions, qui avait déjà touché NTV - interdite d'accès au Kremlin - est liée à de nouveaux projets d'offensive militaire. Correspondant aux mêmes, dans l'esprit du Kremlin, aux durs impératifs de la campagne électorale de Boris Eltsine, qui ne parvient tou-

jours pas, selon NTV, à décoller dans les sondages (les derniers lui donnaient 6 à 7 % des intentions de vote).

Boris Eltsine a réaffirmé, jeudi, que, pour lui, la Tchétchénie est avant tout un boulet électoral : « J'aimerais que la guerre soit finie avant l'élection », a-t-il dit, tout en expliquant comment il s'y prendra : « Il faut casser les séparatistes en petits groupes et s'en saisir. » « Les forces fédérales arrêtent d'ailleurs 40 à 50 combattants par jour », a-t-il ajouté dans un élan manifestement inspiré, une nouvelle fois, par de faux rapports de son entourage. Quant aux chefs indépendantistes, « Douaev et Bassaev, ils doivent être livrés et exécutés », s'est exclamé le président russe. Et à défaut de pouvoir les éliminer, Boris Eltsine s'est attaqué

à leurs symboles : dans un acte dérisoire, les militaires russes ont entrepris jeudi de détruire à l'explosif la grande carcasse noire du palais présidentiel dans le centre de Grozny.

Mais le président aura-t-il plus de succès auprès de ses compatriotes ? Les premières réactions des journalistes de RTR permettent d'en douter : « Oui, nous avons menti, comme l'a dit Boris Eltsine, mais seulement en diffusant les informations officielles sur la Tchétchénie », a déclaré une présenta-

Le Parti communiste en quête d'un « large front »

Dans un style évoquant lourdement les traditions d'antan, la « quatrième conférence du Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) » a investi, jeudi 15 février, son chef, Guennadi Ziouganov, comme candidat à l'élection présidentielle. Mais si les quelques six cents délégués réunis à Moscou, presque tous d'âge respectable, voire franchement avancé, ont retrouvé de la vigueur pour extorquer tous les compléments de l'internationalisme, ils ont évité de chanter d'ores et déjà victoire. Sachant qu'ils auront du mal à gagner au second tour, les communistes doivent l'emporter dès le premier. D'autant, ont-ils déploré, que Boris Eltsine leur complique la tâche en leur « volant » leurs meilleures idées.

trice. Ses collègues, solidaires, ont prédit de « durs moments » à leur nouveau chef, le président de la Confédération des unions de journalistes, Edouard Sagaliev. Et ils ont perdidement diffusé une réaction à chaud de Vladimir Jirinovski : « Le président a eu tout à fait raison, il ne doit pas admettre qu'on lui manque de respect [...]. Il fallait depuis longtemps chasser Poptsov, qui ne m'admettait pas sur sa chaîne. »

ORPHELINS DE LA DÉMOCRATIE
Pourtant, Boris Eltsine a sans doute calculé que ce nouveau tour de vis autoritaire ne nuira pas aux efforts qu'il déploie pour s'imposer, auprès des démocrates, comme le « meilleur rempart » contre le communisme. Ainsi Oleg Poptsov, « invité » jeudi soir sur ce

qui fut sa chaîne, a conclu son plaidoyer pour le pluralisme médiatique par un appui à la candidature de celui qui l'a humilié, calomnié et chassé. Il avait pourtant lui-même interdit la semaine dernière la diffusion d'un « portrait croisé » du communiste Ziouganov et du démocrate Grigori Iavlinski, qui aurait rappelé que ce dernier, candidat du parti labloko, dépasse Boris Eltsine dans les sondages. Mais tout semble fait pour qu'on l'oublie. Le frère ennemi de labloko, le parti Choix de la Russie de l'ex-premier ministre Egor Gaidar, y met beaucoup du sien en refusant obstinément de soutenir Grigori Iavlinski. En revanche, M. Gaidar, qui jurait il y a peu qu'il ne soutiendrait plus jamais Boris Eltsine, a déclaré jeudi que la confirmation de la candidature du président « oblige à reconsidérer la question ».

Car ces orphelins de la démocratie russe s'accrochent à l'espoir que Boris Eltsine finira par définir une stratégie électorale qui leur ferait place. Mais, pour l'instant, le président fait feu de tout bois, et dans le désordre. D'un côté, il ne cède rien en Tchétchénie, multiplie les oukazes populistes, laisse son ministre de l'intérieur évoquer des renationalisations et promet que tous les retards de paiements seront épongés en mars. De l'autre, il a juré jeudi que cela sera fait « sans imprimer un seul rouble de bois » et a évoqué un retour aux affaires du monétariste Anatoli Tchoubais, largement honni en Russie et chassé il y a un mois. Au milieu de ces inconséquences, brille une décision ferme : celle de casser le miroir irritant qu'était la deuxième chaîne. Mais les élections législatives de décembre ont montré que les Russes se laissent peu impressionner par les débauches de propagande télévisée. Et que l'effet peut même être inverse.

Sophie Shihab

La France et la Russie ont signé cinq contrats de coopération

MOSCOU
de notre envoyé spécial
Boris Eltsine avait une bonne raison d'être absent de Moscou, jeudi 15 février, lors de la visite du premier ministre français, la quatrième qu'Alain Juppé fait en Russie depuis 1993 et la première en qualité de chef de gouvernement. Le président russe, en effet, a choisi ce jour pour annoncer sa candidature à l'élection présidentielle de juin. Il l'a fait de son fief, à Ekaterinbourg, où il fut secrétaire du Parti communiste de la région. Quoi qu'il en soit, les deux hommes ont eu une conversation téléphonique que M. Juppé a qualifiée de « sympathique », précisant que Boris Eltsine avait « une voix tonique et décidée ».

Déjà perturbé par cette déclaration de candidature, ce voyage, destiné à renforcer la coopération économique entre les deux pays, a eu à subir également les propos quelque peu abrupts et radicaux de M. Eltsine sur la Tchétchénie et

son président. Une nouvelle fois, M. Juppé a déploré le recours à la violence d'où qu'elle vienne, faisant allusion aux prises d'otages pratiquées par les Tchétchènes et à l'usage de forces armées par les Russes. « Seule la discussion, le dialogue politique peuvent permettre de trouver une solution qui respecte l'intégrité territoriale de la Russie et la nécessaire identité de la Tchétchénie », a rappelé le premier ministre.

DES MONTAGES FINANCIERS COMPLEXES
Cette condamnation jugée suffisante par Paris, qui apporte son soutien explicite à la politique de réformes de M. Eltsine, n'a donc pas empêché la signature de cinq contrats intergouvernementaux entre les deux pays.

Trois contrats portent sur la coopération en matière d'information de la Russie, sur l'énergie (qui se substitue à un accord de 1975) et sur l'environnement, pour la gestion de l'eau et des déchets. Deux accords ont trait à des fac-

ilités de financement pour un montant de 4 milliards de francs (Le Monde du 16 février). L'un concerne des crédits d'aide pour financer des exportations de biens d'équipement et de services (1,5 milliard), l'autre portera sur des exportations de pétrole ou de produits pétroliers, la recette étant placée sur un compte-séquestre à l'étranger qui servira de garantie pour des opérations françaises d'exportation sur la Russie.

La complexité des montages financiers mis en place s'explique en partie par la crainte des chefs d'entreprise quant à l'instabilité tant politique qu'économique ou législative qui règne en Russie. De ce point de vue, Viktor Tchernomyrdine, premier ministre russe, a donné des assurances à son homologue français. Assurances qui sont soumises aux résultats de la prochaine élection.

Olivier Biffaud

Un engin explosif aux « marques de l'IRA » a été désamorcé à Londres

LONDRES. La brigade antiterroriste a désamorcé, jeudi 15 février, un plein centre de Londres, un engin explosif portant les marques de l'IRA (Armée républicaine irlandaise). L'organisation avait averti dans une entretenu publié jeudi matin par un journal du Sinn Féin, son aile politique, qu'elle « continuerait à défendre les droits nationaux irlandais face au refus britannique, aussi longtemps que nécessaire ». Six jours après l'attentat de l'IRA à Canary Wharf, où deux personnes avaient péri et une centaine d'autres avaient été blessées, Scotland Yard a été averti jeudi à midi de la présence d'un nouvel engin par deux alertes codées. L'engin a été trouvé dans un sac, dans une cabine téléphonique. - (AFP)

EUROPE
■ **GRANDE-BRETAGNE :** Downing Street a fait savoir, jeudi 15 février, que John Major n'avait pas l'intention de se séparer de trois de ses ministres mis en cause dans le rapport du juge Richard Scott sur les ventes d'armes à l'Irak et présenté aux Communes mercredi (Le Monde du 15 février). Absolvant tout à tour M^{me} Margaret Thatcher et M. Major, le rapport accuse néanmoins trois secrétaires d'Etat d'avoir tenu le gouvernement et le Parlement dans l'ignorance des « assouplissements » auxquels ils avaient procédé dans la réglementation sur les exportations d'armes à la fin des années 80.

■ **Un pétrolier transportant 130 000 tonnes de brut s'est échoué,** vendredi 16 février, au large du port de Milford Haven, au pays de Galles. Le *Sea Empress*, battant pavillon panaméen et manœuvré par un équipage de vingt-huit Russes, devait livrer son pétrole à la mer du Nord à une raffinerie de la compagnie américaine Texaco. Quelque 6 000 tonnes s'étaient échappées de la coque vendredi matin, menaçant des colonies de phoques et d'oiseaux marins. - (Reuters.)

■ **ESPAGNE :** des milliers de jeunes ont manifesté, jeudi 15 février, dans toute l'Espagne contre la violence de l'organisation séparatiste basque ETA, après l'assassinat mercredi de l'ancien président du Tribunal constitutionnel, Francisco Tomas y Valiente. - (AFP)

■ **GRÈCE :** un attentat à la roquette qui visait probablement l'ambassade américaine à Athènes a détruit, jeudi 15 février dans la soirée, trois voitures dans un parc de stationnement situé juste derrière la mission des Etats-Unis. Le ministre grec de l'ordre public, Costas Geltonas, a confirmé qu'il s'agissait d'une roquette antichar qui a été tirée à environ 80 mètres du point d'impact. L'attentat n'a pas fait de victime et n'a pas été revendiqué. - (AFP)

■ **LITUANIE :** le Parlement a accordé sa confiance au nouveau gouvernement dirigé par Laurynas Stankevicius, jeudi 15 février. Le nouveau premier ministre détenait le portefeuille des collectivités locales dans le gouvernement précédent, démis après son implication dans un scandale bancaire. - (AFP)

■ **RUSSIE :** l'ancien procureur général de Russie a été arrêté pour « concussion à grande échelle » dans une affaire de trafic de produits pétroliers, selon une déclaration faite par le président russe, jeudi 15 février, depuis son fief de l'Oural. Alexei Iliouchenko avait été démis de son poste de procureur en septembre 1995. - (AFP)

■ **BOSNIE :** le général français Jean Heinrich est arrivé jeudi 15 février à Sarajevo, où il doit prendre ses fonctions de commandant en second de la Force multinationale de l'OTAN (IFOR). Pour la deuxième journée consécutive, des tireurs embusqués ont, jeudi, ouvert le feu sur l'autobus civil qui relie Sarajevo au quartier sous contrôle serbe d'Ilidza. Une femme a été blessée. - (AFP)

■ **SERBIE :** la télévision indépendante *Studio B*, qui diffusait depuis sa création, en 1989, des informations et des entretiens non conformes à la ligne politique du gouvernement de Belgrade, a été nationalisée, jeudi, par une décision du tribunal administratif de Belgrade. Les autorités serbes avaient pris une mesure analogue l'an dernier contre *Borba*, le seul quotidien indépendant du pays. Cette reprise en main des médias privés par le régime serbe a suscité une vigoureuse protestation du commissaire européen pour l'Europe centrale et orientale, Hans Van Den Broek. - (AFP Reuters)

AMÉRIQUES
■ **HAÏTI :** dans un rapport au Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a demandé jeudi 15 février, une prorogation de la Mission des Nations unies en Haïti (Minuba) pour six mois, tout en souhaitant une nette réduction de son personnel de 4 550 à 1 900 hommes. Il recommande que le mandat de la Minuba soit prolongé de six mois à partir du 1^{er} mars, comme le souhaitait le nouveau président haïtien, René Préval. - (AFP)

■ **BRÉSIL :** au moins cinquante-huit personnes ont péri dans l'Etat de Rio-de-Janeiro, dont la plupart dans la seule agglomération de Rio, à la suite de pluies torrentielles qui ont provoqué des glissements de terrain et des coulées de boue. Trente personnes sont portées disparues et plusieurs milliers sont sans abri, ont déclaré, jeudi 15 février, les autorités. - (Reuters.)

ÉCONOMIE
■ **ÉTATS-UNIS :** les commandes industrielles ont augmenté de 1,3 % en décembre, et de 6,7 % pour l'ensemble de l'année 1995, a annoncé le département du commerce, jeudi 15 février. Le résultat de décembre, après des performances décevantes à l'automne, suggère que la croissance économique était vigoureuse au tournant de l'année. - (AFP)

Les enfants participent au grand raid en mini 4x4 et les réductions participent au repos des parents.



Les enfants participeront au TROPHEE CLUB MED JACADI (4x4, moto, escalade...) et les parents au programme de remise en forme (golf, fitness, tennis...). Séjour gratuit pour un enfant de moins de 6 ans par adulte payant et séjour demi-tarif pour un enfant de 6 à 11 ans par adulte payant. Offre valable pour toute semaine à Opio (Provence) comprise entre le 18 février et le 10 mars inclus.

Club Med

Qu'attendez-vous pour aller au Club ?

Pour réserver : 16 (1) 42 96 10 00, Club Med voyages, Havas voyages et agences agréées, 36 15 Club Med (1,27 F/mn).

هذه من الإصل

Georges Habache veut rentrer dans les territoires palestiniens

GAZA. Le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) a demandé le retour dans les territoires palestiniens de son chef, Georges Habache, a déclaré jeudi 15 février à l'AFP le président du Conseil national palestinien (CNP), Salim Zaanoun. Selon M. Zaanoun, le FPLP a présenté « une liste de tous ses membres qui font partie du CNP, dont le Dr Habache, pour rentrer dans la patrie » et participer à la prochaine réunion du CNP. Ce projet de retour ne signifie pas pour autant que M. Habache soit désormais favorable à l'amendement de la charte de l'OLP exigé par Israël et que le CNP doit examiner. A 69 ans, le vieux combattant marxiste, pédagogue de profession, demeure l'un des plus farouches opposants aux accords israélo-palestiniens d'Oslo. (Interim.)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN** : le ministre français de l'équipement et des transports, Bernard Pons, se rendra en Iran le 25 février pour quatre jours. C'est la première visite d'un ministre français dans ce pays depuis plus de trois ans, ont indiqué, jeudi 15 février, des sources concordantes. (AFP)

■ **Moscou** va accroître fortement ses ventes d'armes à l'Iran, lesquelles pourraient atteindre 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) d'ici un ou deux ans, selon une source gouvernementale russe citée mercredi 14 février par l'agence Interfax. (AFP)

■ **ISRAËL** : la justice a accordé, jeudi 15 février, un délai de deux semaines et demie aux psychiatres du meurtrier d'Yitzhak Rabin pour se prononcer sur son état mental. Le procès a donc été renvoyé au 3 mars. (AFP)

AFRIQUE

■ **TOGO** : la junte algérienne est digne de « compréhension », a estimé le sommet des chefs d'Etat du Conseil de l'entente (Togo, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger et Bénin) qui a été boycotté par le chef de l'Etat togolais, Nicéphore Soglo, contrairement à ses pairs, avait condamné le putsch de Niamey. Le Conseil a estimé que le Niger avait besoin de « l'assistance » de la communauté internationale et s'est félicité des mesures en vue de la restauration de la démocratie. (AFP)

■ **CONGO** : les soldats mutins pour obtenir le versement de leur solde ont levé, vendredi matin, le blocus des quartiers Nord de Brazzaville. Un accord entre le gouvernement et les mutins était intervenu dans la nuit. (AFP)

■ **LIBERIA** : une journée ville morte, organisée à Monrovia, mercredi 15 février, pour protester contre la lenteur de l'application des accords de paix a été très suivie. Le mouvement, lancé par les dirigeants religieux et les chefs communautaires, visait à obtenir le désarmement rapide des factions dont les affrontements ont fait 150 000 morts en six ans. (AFP)

ASIE

■ **AFGHANISTAN** : à Kaboul, l'explosion, apparemment accidentelle, d'un dépôt de munitions situé dans l'enceinte du palais présidentiel, au cœur de la capitale, a fait soixante morts le jeudi 15 février, en majorité des militaires. Par ailleurs, le Conseil de sécurité de l'ONU a déploré, jeudi, la poursuite des hostilités en Afghanistan, et appelé tous les Etats à empêcher les livraisons d'armes aux factions adverses. La situation à Kaboul, assaillie et régulièrement bombardée, a été jugée très préoccupante. (AFP)

Le boycottage des élections législatives par l'opposition a été très suivi au Bangladesh

Tous les sièges iront aux fidèles du premier ministre sortant

Les consignes de boycottage des élections législatives du jeudi 15 février qu'avait lancées l'opposition bangladaise ont été écoutées : sans

doute moins de 10 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes. Des incidents en province ont fait au moins onze morts. Le BNP, parti

du premier ministre sortant, devrait emporter la totalité des 300 sièges en jeu. La légitimité de M^{re} Khaleda Zia est donc très compromise.

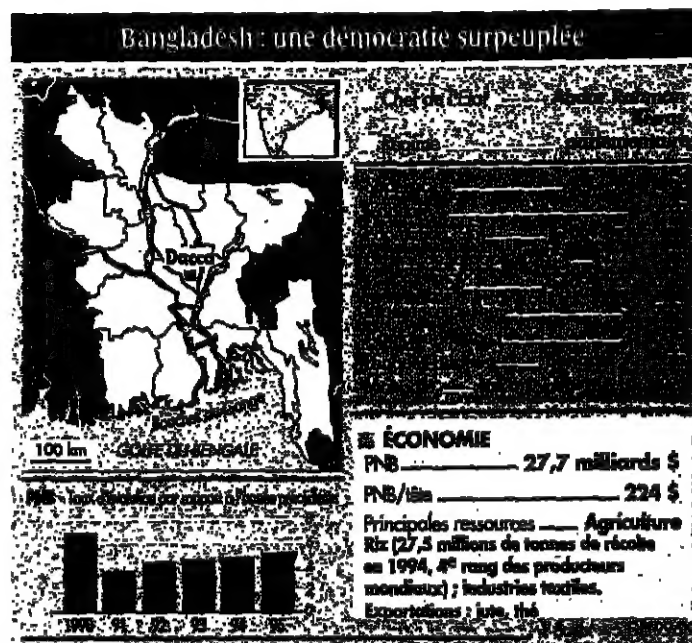
DACCA

de notre envoyé spécial

Très faible participation électorale, violences en province (où onze personnes ont été tuées), 123 bureaux de vote brûlés par des militants de l'opposition, un millier d'« incidents divers » dans tous les pays : des troubles sérieux ont marqué, jeudi 15 février, une journée d'élections législatives boycottées par les grandes formations de l'opposition, sans, pour autant, que n'éclate une violence généralisée.

Les journaux gouvernementaux ont beau affirmer que la participation a été « considérable », vu les circonstances, c'est bien plutôt le taux d'abstention qui retient l'attention. Guère plus de 10 % des électeurs, en effet, se sont rendus aux urnes, soit parce qu'ils avaient peur des militants de l'opposition, soit parce qu'ils se sont désintéressés de ces joutes et de ce combat politique entre deux femmes ambitieuses et deux partis : le premier ministre Khaleda Zia contre sa rivale Sheikh Hasina, le Parti national du Bangladesh (BNP) contre la ligue Awami (pour l'heure alliée avec deux partis qui furent naguère ses adversaires implacables : le Jatiya de l'ex-dictateur, le général Ershad, aujourd'hui emprisonné, et les fondamentalistes musulmans du Jamaat Islami).

« Je remercie le peuple du Bangladesh pour son courage et sa détermination à maintenir la démocratie », a déclaré le premier ministre. « Je prends note de votre ferme et catégorique rejet de cette force que le parti au pouvoir appelle une élection », lui a répondu comme en écho Sheikh Hasina, en se félicitant du très faible taux de parti-



icipation... La victoire sans surprise du parti au pouvoir - sur 130 circonscriptions dont les résultats sont déjà connus, 129 allaient au BNP ; l'attribution des 170 autres sièges ne devrait pas être plus problématique pour le premier ministre sortant - n'empêche pas celui-ci de sortir affaibli du scrutin. Que les électeurs se soient abstenus par crainte, ou par désintérêt envers une politique trop politisée, le gouvernement souffre désormais d'un clair déficit de légitimité.

Mais si le chef de l'opposition peut se féliciter que son appel au boycottage ait été entendu, il est sûr que de nombreux électeurs se

sont abstenus par peur des représailles de partis qui avaient déclaré une grève générale de quarante-huit heures et imposé un « couvre-feu populaire », selon l'expression de Sheikh Hasina.

BUREAUX DE VOTE DÉSERTÉS

Dans Dacca, la plupart des bureaux de vote étaient désertés ; seuls quelques courageux ont bravé la grève pour glisser leurs bulletins dans les urnes : « J'avais peur mais finalement je me suis décidée », nous confie une mère de famille dans la cour d'une école. Au loin, parfois, un cocktail Molotov explose, rappelant qu'en ce Bangladesh volatil, accomplir son de-

voir de citoyen peut être une dangereuse aventure. La présence d'importants détachements policiers, para-militaires et militaires, en tout cas, empêché les militants d'attaquer en force dans une ville fantôme où ne circulaient que quelques cyclo-pous.

Reste à présent à savoir si la partie de bras de fer entre les deux femmes de pouvoir du Bangladesh va se prolonger. Sheikh Hasina continue d'exiger la démission de Khaleda Zia et la formation d'un cabinet intérimaire et neutre, chargé de superviser de nouvelles élections. Le premier ministre affirme, de son côté, qu'elle n'avait d'autre choix que d'organiser ce scrutin, la Constitution obligeant la tenue de législatives dans les quatre-vingt-dix jours suivant la dissolution du Parlement. Un Parlement au demeurant boycotté depuis deux ans par l'opposition.

Le premier ministre pourrait cependant se résoudre au compromis et accepter de faire passer un amendement permettant au président de la République de diriger un tel cabinet. Mais l'opposition, elle, pourrait s'obstiner à refuser une telle proposition, arguant que le chef de l'Etat est une personnalité trop proche du BNP.

Déçu par un premier ministre qui n'a pas pu pacifier la jeune démocratie nationale, lassés des gesticulations d'une opposition qui a refusé tout compromis et imposé une grève générale sur grève générale, les Bangladais ont l'impression d'être les grands perdants d'une lutte entre celles et ceux qui sont prêts à tout, soit pour se maintenir au pouvoir, soit pour y accéder.

Bruno Philip

Une économie en progrès, malgré tout

UNE DENSITÉ de population exceptionnelle, des inondations qui se transforment périodiquement en catastrophes humaines : une image de marque phoyable colle à la peau du Bangladesh depuis une vingtaine d'années, celle d'un pays enfoncé dans la misère et condamné à y rester. Et ce n'est pas la profonde crise politique dans laquelle est plongée la jeune démocratie bangladaise qui améliorera le jugement général.

La réalité est pourtant plus nuancée. Si le pays figure bien parmi les plus pauvres de la planète - avec un revenu par habitant cent fois plus faible que celui d'un Français -, le Bangladesh n'en affiche pas moins d'indéniables progrès : « La croissance y atteint une moyenne de 4 % l'an. Elle pourrait passer à 7 % ou 8 % si la situation politique était stabilisée », affirme un banquier occidental.

Le succès le plus frappant est celui de l'industrie textile. Partie de zéro au début de la décennie, elle représente aujourd'hui près de 60 % des exportations du pays. Elle emploie près d'un million de personnes, essentiellement des femmes, jeunes pour la plupart. En réalité, de l'avis des spécialistes, le chiffre doit être multiplié par trois ou

quatre pour tenir compte des personnes qui travaillent dans de minuscules ateliers ouverts dans les campagnes. Les conséquences sociales de cet emploi féminin sont importantes : baisse de la natalité, et réduction de l'illettrisme.

Le principal atout de l'industrie textile bangladaise est la modicité du coût de la main-d'œuvre. Il est, par exemple, inférieur à celui de la Chine. Avantage supplémentaire pour le pays : il n'est pas assujéti à des quotas d'exportation par les pays acheteurs, au premier rang desquels les Etats-Unis.

Pays bien plus libéral que ses voisins sur le plan économique, relativement homogène sur le plan social, le Bangladesh commence à attirer les capitaux étrangers. Vient du Japon, de Malaisie et de Corée du Sud, les investissements ont largement dépassé le milliard de dollars en 1995. Pour que le mouvement s'amplifie et débouche sur un décollage économique, il y faudra néanmoins une vie politique pacifiée.

Jean-Pierre Tuquoi

Le président Ramos renonce à rapatrier les 2 500 Vietnamiens réfugiés aux Philippines

BANGKOK de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les autorités de Manille ont jeté un pavé dans la mare, jeudi 15 février, en annonçant que les 2 500 réfugiés de la mer (boat people) vietnamiens regroupés sur l'île philippine de Palawan pourraient demeurer sur place. Cette décision aurait été prise lors d'un long entretien entre le président Fidel Ramos et des religieux, au cours duquel le chef de l'Etat aurait même envisagé le transfert à l'Eglise catholique de la responsabilité du camp de Puerto Princesa. « Nous allons devoir trouver un moyen de normaliser la présence de ceux qui ne veulent pas partir », a dit Domingo Sison, secrétaire aux affaires étrangères.

La veille, des affrontements avaient eu lieu, à l'aéroport de Palawan, lors de l'embarquement à bord d'un appareil de Vietnam Airlines de 84 « rapatriés volontaires ». Un millier de Vietnamiens, dont de nombreux anciens soldats de l'armée de Saigon, qui avaient envahi la piste, ont été refoulés à l'aide de gaz lacrymogène. En outre, 63 « volontaires » ont refusé, à la dernière minute, d'embarquer. Enfin, un déporté a, depuis, fait le trajet inverse,

son rapatriement ayant été jugé « non volontaire » à son arrivée à Ho Chi Minh-Ville.

Si l'est maintenu, le revirement de Manille va provoquer des vagues dans une région où sont encore détenus près de 40 000 Vietnamiens, dont la moitié à Hong-kong et le reste, pour l'essentiel, en Malaisie, en Thaïlande et en Indonésie. En 1989, 76 pays s'étaient entendus sur un plan qui devait conduire à la fermeture de tous les camps de transit le 31 décembre 1995 : les demandeurs d'asile auxquels le statut de réfugié politique ne serait pas accordé (l'immense majorité) seraient rapatriés.

SITUATION GRAVE À HONGKONG

Toutefois, les « rapatriements volontaires » ont presque cessé en 1995, quand deux parlementaires américains ont proposé de dégrader des crédits pour accueillir la moitié d'entre eux aux Etats-Unis. Pour être démentie sans suite, cette proposition a néanmoins fait renaitre l'espoir parmi les réfugiés. Washington a alors proposé à Hanoi un transfert global dans un centre de transit de Ho Chi Minh-Ville où une dernière chance serait offerte aux demandeurs d'asile politique. Mais

le Vietnam, qui ne veut pas de rapatriements forcés, s'y est opposé.

En redonnant espoir aux réfugiés, l'initiative de Manille, qui est ainsi à la requête d'une Eglise catholique par ailleurs hostile aux formes économiques de M. Ramos, promet de soulever un tollé dans les pays où se trouvent encore des boat people, d'autant que les Philippines avaient auparavant annoncé la fermeture de Puerto Princesa le 15 mars. C'est à Hongkong que la situation est la plus grave, car les autorités chinoises ont fermement indiqué que les Vietnamiens incarcérés devant avoir évacué le territoire avant sa rétrocession en juin 1997.

Jean-Claude Pommerehne

■ Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire philippin Press Freedom, Ferdinand Reyes, a été assassiné le 12 février à Dipolog, au sud de l'île de Mindanao, lorsque l'organisation Reporters sans frontières, Avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme et de la démocratie, qui menait une lutte active contre la corruption, a été tué alors qu'il travaillait dans son bureau.

LE LOGEMENT : UN BESOIN, UN DROIT LE CRÉDIT FONCIER Y RÉPOND

Aujourd'hui plus que jamais, le logement n'est pas un simple produit marchand, mais un droit essentiel. Seule la puissance publique peut aider à ce que chaque citoyen ait un toit. Le logement social est particulièrement concerné.

La situation des 500 000 personnes officiellement sans domicile fixe n'est pas acceptable dans un pays qui est par ailleurs la 4^e puissance économique mondiale. On en arrive à réquisitionner des logements vides.

C'est la preuve que le problème crucial du logement n'est pas résolu dans ce pays.

Depuis cinquante ans, le CRÉDIT FONCIER DE FRANCE assure une mission de service public en permettant à des millions de familles modestes d'accéder à la propriété. Il permet ainsi une rotation dans les logements HLM, indispensable à un équilibre général.

L'Etat, sous prétexte de déréglementation à tout crin, prend le risque de rompre cet équilibre, et met en jeu, de surcroît, des dizaines de milliers d'emplois.

Le CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, fidèle à sa mission, continue, malgré la crise persistante du marché immobilier et des conditions d'entreprise particulièrement difficiles, à répondre à la demande de nos concitoyens.

Au cours des cinq premières semaines de l'année 1996, il vient de distribuer 3.433 milliards de francs de prêts, chiffre supérieur à celui de la production 1995 à la même époque.

Voilà les preuves irréfutables des capacités du CRÉDIT FONCIER. Elles justifient la pérennité d'un tel Etablissement.

Que les Pouvoirs Publics, de leur côté, prennent leurs responsabilités en donnant au CRÉDIT FONCIER et à SON PERSONNEL les moyens de poursuivre leur action au service du logement.

Intersyndicale du Crédit Foncier de France
CFDT CFE/CGC CFTC FO CGT SN Autonome
19, rue des Capucines, 75001 Paris

50 من الجاهل

RADIO-TÉLÉVISION
INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 17 FÉVRIER 1996 / 5

Un premier accord conclu entre le pouvoir mexicain et la guérilla zapatiste

Les Indiens du Chiapas auront une certaine autonomie

MEXICO
de notre correspondant
Un peu plus de deux ans après le soulèvement des Indiens, qui, sous la direction du sous-commandant Marcos, occupèrent brièvement plusieurs petites villes du Chiapas le 1^{er} janvier 1994, le gouvernement mexicain et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) ont convenu de signer, vendredi 16 février, un premier accord reconnaissant une certaine forme d'autonomie en faveur des populations autochtones.

Partagés entre le triomphalisme et la frustration, les zapatistes ont estimé que les accords « ouvraient la voie à la participation des Indiens, et allaient leur permettre d'avancer dans leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits ». Cependant, ont-ils ajouté, « nous n'avons pas obtenu la reconnaissance des autonomies locales et régionales ».

Le principe de la « libre détermination », tel qu'il est défini dans le document commun, est en effet très restrictif car il s'inscrit « dans le cadre des institutions juridiques et politiques de la nation ». Il ne s'agit donc pas de créer des régions autonomes dotées de leur propre gouvernement, mais plutôt de redécouper certaines municipalités pour permettre aux populations autochtones (un tiers des 3,2 millions d'habitants du Chiapas) de désigner leurs propres autorités.

Pour l'anthropologue Gilberto Lopez y Rivas - qui fait partie des conseillers de l'EZLN et participe, dans les années 80, à la mise sur pied des structures d'autonomie en faveur des Miskitos du Nicaragua - « le fait que le gouvernement mexicain ait accepté le concept de l'autonomie est en soi un pas important. Jusqu'à récemment, on ne pouvait imaginer que le mot "autonomie" apparaîtrait un jour dans la Constitution ».

LE PROBLÈME DE LA TERRE
Avant de signer ce que les deux parties ont convenu de qualifier d'« accord minimum », l'EZLN a procédé à une consultation de sa base. Selon les résultats rendus publics cette semaine, 96 % des personnes consultées ont appuyé les propositions. La même proportion a, cependant, émis des commentaires très négatifs sur le déroulement des négociations, estimant que le problème de la terre devait être résolu en priorité.

Sur ce point, le gouvernement mexicain a été très clair depuis le début des négociations : il n'est pas question d'ouvrir de nouveau le dossier de la réforme agraire. Pourquoi les zapatistes ont-ils accepté de signer un document qui n'est finalement qu'un catalogue de bonnes intentions ? Tout indique qu'ils n'avaient plus vraiment le choix s'ils voulaient éviter de donner des arguments à ceux qui les accusent de chercher à gagner du temps. De plus, les négociations, qui traînent en longueur depuis avril, ont en fait à peine commencé. Seul le premier thème de l'ordre du jour, « Droits et culture indigènes », a été abordé jusqu'à présent. Il en reste cinq, dont les plus délicats portent sur la justice et sur la propriété de la terre.

Bertrand de la Grange

Les réfugiés rwandais refusent toujours d'être rapatriés malgré les pressions du Zaïre

Kinshasa espère les forcer au retour en isolant les camps et en y fermant les commerces

Seuls quelques dizaines de réfugiés rwandais au Zaïre ont accepté, jeudi 15 février, de participer à l'opération de rapatriement organisée par le

HCR (Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés). Mais la fermeture d'un second site, l'arrestation de chefs de camp, les expulsions d'une

journaliste britannique et d'un responsable d'organisation humanitaire confirment la détermination de Kinshasa.

GOMA

de notre envoyé spécial
Le temps n'est pas clément pour les militaires de la Garde civile zaïroise. Cinq d'entre eux, casque lourd sur la tête, poncho imperméable sur les épaules, s'abritent tant bien que mal d'une pluie pénétrente. Ils sont en faction en bordure sud du camp de réfugiés rwandais de Kibumba, à une trentaine de kilomètres au nord de Goma, à l'est du Zaïre, qui fait face à la ville rwandaise de Gisenyi.

Le camp est - théoriquement - sous haute surveillance depuis mardi 13 février. Les réfugiés qui entrent ou sortent avec des cabas chargés de légumes frais l'apprennent à leurs dépens. A l'évidence, il y a moins de mouvement sur la route qui le longe qu'à l'accoutumée.

A l'intérieur du camp, véritable ville africaine de deux cent mille personnes, les placettes et les ruelles grouillent de monde en dépit des intempéries. Les débris de boîtes, illégaux au regard de la loi zaïroise, sont vides. Certains ont été partiellement détruits par les militaires du « contingent zaïrois » placé sous l'autorité théorique du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et chargé de faire régner l'ordre. Les petites échoppes où tout se vendait sont également fermées. Au grand dam des « mamans » de Goma qui venaient s'y approvisionner à moindre coût qu'en ville.

Les réfugiés de Kibumba doivent maintenant vivre des seules rations qui leur sont allouées par les organisations internationales ; mais celles-ci sont en baisse sensible et la décision d'interdire toute activité

commerciale aux réfugiés qui se débrouillaient jusqu'ici pour améliorer leur ordinaire finira par avoir des conséquences.

C'est du moins le souhait du gouvernement zaïrois qui veut voir les Hutus rwandais rentrer chez eux. Quatre jours après le lancement de cette opération (Le Monde du 14 février), moins de deux cents volontaires ont fait le choix du retour. Le HCR, qui dispose d'un plan pour rapatrier dix mille réfugiés par jour, ne se satisfait pas de ce chiffre.

DÉPARTS CLANDESTINS

D'autres - qui craignent d'être contraints au départ - préfèrent s'esquiver clandestinement. Ils quittent Kibumba à travers brousse pour rejoindre plus au nord le camp de Kahindo. Comme cet ancien ingénieur qui, avant de partir, a démissionné de ses fonctions au sein d'une organisation internationale. D'autres encore trompent la vigilance des militaires et vont passer la nuit au camp de Mugunga, moins exposé, où vivent un grand

nombre d'anciens soldats des Forces armées rwandaises (FAR).

Les Zaïrois ont promis d'arrêter ceux qui intimident les candidats au retour. Ils l'avaient fait une première fois à la fin de l'an passé en appréhendant neuf propagandistes, dont François Kavera, ancien préfet de Kigali, en 42^e position sur la liste des « génocides » établie par les nouvelles autorités rwandaises. Ils ont arrêté mardi le chef du camp de Kibumba élu par les réfugiés, Jean-Baptiste Sibomana, son adjoint, Ignace Bazubanza, ainsi que les chefs des secteurs Nord, Centre et Sud. Cinq autres « intimidateurs » hutus ont été cueillis jeudi par les militaires du « contingent ».

Le Zaïre est soucieux de paraître à son avantage. Le jour même où il lançait son opération destinée à fermer progressivement les camps, il restituait au Rwanda une partie des armes saisies aux FAR en déroute en juillet 1994. Jeudi, le vice-premier ministre - ministre de la défense, l'amiral Mavua, a obtenu

de son homologue de l'Intérieur l'expulsion d'une journaliste de la BBC, Jane Standley, et d'un responsable de la délégation de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, John Watt, accusés d'avoir diffusé de fausses informations sur le pillage de Kibumba par des militaires.

L'amiral Mavua est formel, son « armée n'a pas pillé Kibumba ». En outre, il nous a confié que « jamais le Zaïre n'obligerait les réfugiés rwandais à rentrer ». Il a insisté sur « le caractère volontaire » du retour. « Si nous voulions renvoyer les réfugiés de force, nous l'aurions fait dès lundi. L'armée zaïroise en a les moyens mais elle n'a pas reçu cette mission », nous a-t-il dit. Le ministre de la défense a affirmé que son pays n'avait jamais voulu « avoir de mauvaises relations avec ses voisins ».

L'amiral Mavua et le vice-premier ministre - ministre de l'Intérieur Gustave Malumba Mbanga se sont rendus jeudi 15 février à Bukavu, au sud du lac Kivu. Leur visite a précédé l'investissement du camp de Nyangazi-Mulwa, signalé vendredi matin par l'AFP.

Les réfugiés de Kibumba ne prennent au sérieux qu'une seule menace : celle que fait planer sur eux le Nyiragongo. Ce volcan majestueux de la chaîne de Virunga, donne des signes d'impatience, comme s'il était irrité de l'agitation qui règne à ses pieds depuis dix-huit mois. Quelques grondements se font entendre et les volcanologues zaïrois affirment que la lave est montée de plusieurs kilomètres dans la cheminée.

Frédéric Fritscher

On a donc eu l'idée
de faire un fax personnel
qui s'utilise sans
fer à repasser.

PHONEFAX SAGEM 350. Le premier téléphone-fax personnel qui fonctionne avec du papier plat. Il n'y a pas grand chose à ajouter, si ce n'est la réception confidentielle, le téléphone main-libre, le répondeur vocal numérique, l'imprimante Minitel, la connexion PC (option). Et, bien sûr, quelques feuilles de papier normal.



SAGEM Nos concurrents ne peuvent pas penser à tout.

LE MONDE / SAMEDI 17 FÉVRIER 1996

forme. Deux personnes interrogées sur trois se disent favorables à une réforme de la fiscalité, mais, dans le même temps, 75 % d'entre elles estiment qu'elles auraient à en pâtir

personnellement. ● LA BAISSSE de l'impôt sur le revenu, avec pour contrepartie la suppression des abattements et des exonérations, est une solution approuvée par 61 %

des personnes interrogées, mais 71 % d'entre elles sont défavorables à une fiscalité plus lourde sur l'épargne, les placements et le patrimoine. ● LE GOUVERNEMENT est

critiqué par 77 % des personnes interrogées, qui jugent qu'il aurait dû en priorité réduire les dépenses de l'Etat pour éviter d'augmenter les prélèvements.

Le gouvernement est jugé sévèrement pour avoir augmenté les prélèvements au lieu de réduire les dépenses. Le sondage de la Sofres pour France 2 et « Le Monde » confirme que s'ils souhaitent la baisse de l'impôt sur le revenu, les contribuables tiennent aussi aux avantages fiscaux liés à l'épargne.

Deux Français sur trois se disent favorables à une réforme de la fiscalité. Mais, dans le même temps,

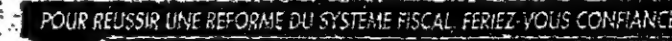
A PROPOS DE LA FISCALITE PENSEZ-VOUS QUE



EN CE QUI CONCERNE LES IMPÔTS, PRÉFÉREZ-VOUS

La nature d'une telle réforme suscite des avis partagés. 61 % des Français (contre 33 %) se déclarent favorables à une baisse de l'impôt sur le revenu en échange de la suppression des abattements et des exonérations. A l'inverse, 71 % sont défavorables à une fiscalité plus lourde sur l'épargne, les placements et le patrimoine ; à l'évidence, ce sont les détenteurs des revenus les plus modestes qui y sont le plus défavorables. L'attitude est plus partagée sur l'hypothèse d'une augmentation de la

EN CAS D'UNE NOUVELLE RÉFORME FISCALE, ESTIMEZ-VOUS FAIRE PARTIE



ENSEMBLE
DES FRANÇAIS

du budget et de la Sécurité sociale. Approuvé par le Parlement.

deux et 4 % sont sans opinion. Seuls les employés et ouvriers à petits revenus (entre 5 000 et 10 000 francs par mois) font davantage confiance à un gouvernement de gauche pour mener à bien une telle réforme.

L'appréciation à l'égard du gouvernement s'explique largement par le jugement porté sur son action fiscale depuis dix mois (augmentation de la TVA et des taxes sur l'essence, création du RDS). 21 % seulement des personnes interrogées estiment que le gouver-

Une enquête réalisée par l'Institut d'opinion, les 9, 10 et 12 février 1974 sur un échantillon de 1.000 personnes, dont 490 à Paris, le Poulain (d'après l'Express, 17-23 février), confirme la crédibilité très faible du gouvernement d'Alain Juppé en matière de réforme fiscale. Alors que 69 % des Français lui font peu confiance pour réformer le service militaire, 56 % pour assurer la sécurité et 59 % pour améliorer le système éducatif, ils sont 18 % qui croient en sa capacité de réduire les impôts, contre 79 % d'avis contraire. 57 % des personnes interrogées pensent qu'il y a, au sein de la majorité RPR, une « forte part d'adhésion à la réforme fiscale positive ». Le pourcentage est de 49 % parmi les sympathisants du RPR et monte à 66 % parmi ceux de l'UDF.

nement ne pouvait pas faire autrement « car il fallait réduire le déficit du budget et de la Sécurité sociale », 77 % considèrent au contraire que le gouvernement pouvait réduire beaucoup les dépenses de l'Etat pour éviter d'augmenter les impôts. Si, logiquement, 87 % des sympathisants de gauche partagent cette opinion, près des deux tiers des sympathisants de droite (64 %) à l'UDF et 57 % au RPR sont sur la même longueur d'ondes.

Le financement des services d'incendie continue à inquiéter les parlementaires

Et, pour témoigner leur impatience, ils ont glissé dans ce texte à tiroirs un amendement rédigé par Henri de Rancourt (R1, Yonne), prévoyant d'étendre à tout le territoire la prestation autonomie versée aux personnes âgées à domicile dans douze départements expérimentaux. « Nous ne pouvons laisser perdurer la situation actuelle », a expliqué Alain Vasselle (RPR, Oise), qui défendait cet amendement. « Voilà quatre an-

Les collectivités lo

Les sénateurs ont voté un amendement de Jean Chérioux (RPR Paris) donnant un statut législatif à l'IGAS (inspection des affaires so-

Caroline Monzo

Ce texte vise à généraliser la départementalisation des SDIS, dont le principe figure à l'article 89 de la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, en les transformant en établissements publics communs à l'ensemble des collectivités territoriales de chaque département et en les dotant d'un corps spécifique. Le caractère particulièrement laborieux de la genèse de ce projet de loi - présenté en conseil des ministres le 28 septembre 1994 par Charles Pasqua, prédecesseur de M. Debré - vient d'ailleurs aux moyens mis en oeuvre qu'à l'objectif visé.

Afin de mieux *signifier* ses réserves, la commission des finances a présenté un amendement autorisant le conseil d'administration du SDIS à lever l'impôt, ce qui a provoqué la colère de Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois. Estimant que cette proposition ouvrait une « *botte de Pandore* : aujourd'hui, les établissements publics spécialisés, comme les hôpitaux, puis les universités... », M. Mazeaud a obtenu qu'elle soit repoussée.

Dans la matinée, une large majorité (RPR, UDF et PS) des députés avait approuvé le projet de loi relatif au logement.

Plus direct, Yves Fréville (UDF), rapporteur pour avis de la commission des finances, a évoqué un système de financement « particulièrement pervers et déses-

Le chemin de croix de M. Delaré n'a pas terminé pour autant : sur plusieurs points (notamment la désignation du président du conseil d'administration du SDIS et le mode de prise en charge des frais occasionnés par les secours aux victimes d'accident), les députés ont soigneusement révisé le texte tel qu'ils l'avaient initialement adopté. Les sénateurs réagissent de ne pas l'accepter en seconde lecture.

Jean-Baptiste de Montvalon

ALORS que les villes bouclent *cielle, on mesure l'effort consenti à* et fiscal. Alors que les grandes vil

La compétence de l'aide sociale revient aux départements, qui perçoivent des dotations de l'Etat. Les communes versent en retour au département un contingent d'aide sociale pour compenser des prestations qui bénéficient à leurs citoyens. On estime que les départe-

Une autre étude, faite par l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS), souligne un coup de frein dans les dépenses d'action sociale des départements, avec une hausse de 7 % en 1995, contre 9 % en 1994. Selon Jean-Louis Sanchez, directeur de l'ODAS, « ce ralentissement devrait se confirmer en 1996 ». En comparaison, les villes voient leurs budgets sociaux augmenter régulièrement.

Sylvia Zammit

Sylvia Zapp

Les maires de gauche interpellent Jean Tiberi sur la préparation du budget de Paris

La répartition des investissements fait l'objet d'une vive polémique

Avant la discussion sur le budget de la capitale, prévue les 25 et 26 mars, les maires de gauche veulent obtenir la réunion de la conférence de

programmation pour discuter des équipements dans les arrondissements. Ils ont écrit à leurs collègues des autres arrondissements pour leur

proposer une démarche commune auprès de M. Tiberi. Ces dépenses risquent d'être fortement en baisse dans les quartiers de l'est.

DANS LA GUÉRILLA qu'ils mènent contre Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, les six maires de gauche appellent à la rescousse leurs collègues des quatorze arrondissements gouvernés par la majorité.

Dans une lettre du mardi 13 février, les cinq élus PS, Pierre Aldenbaum, maire du 3^e, Michel Charzat, maire du 20^e, Tony Dreyfus, maire du 18^e, Roger Madec, maire du 19^e, et Daniel Vaillant, maire du 15^e, ainsi que Georges Sarre (MDC), maire du 11^e, écrivent : « Il nous paraît essentiel qu'à l'occasion du conseil de Paris du 26 février, nous puissions tous ensemble nous rencontrer pour discuter les conditions dans lesquelles devra être abordée la préparation de la conférence de programmation des équipements. »

Les maires de gauche, en effet, font grief à M. Tiberi de ne pas avoir encore fixé de date pour la réunion de cette instance, qui doit précéder la discussion du budget de la ville et où doit être annoncé le montant des investissements prévus dans chaque arrondissement. « La conférence de programmation ne doit pas être une petite

messe basse bâclée en deux ou trois heures de temps. Elle exige bien une journée de travail », estime Georges Sarre.

Comme ses collègues, il argue que les maires d'arrondissement sont les mieux placés pour apprécier les besoins des habitants et il nourrit quelques inquiétudes sur ce qui lui sera attribué. Il y a de quoi : pour boucler un budget difficile en raison de la baisse des recettes (Le Monde du 24 janvier), M. Tiberi a déjà annoncé que « les autorisations de programme sur les opérations nouvelles diminueront d'environ 5,5 %, au détriment des grandes opérations qui soit s'achèvent, soit sont différées ».

PÉRIODE

Du coup, chaque maire d'arrondissement craint pour la construction d'une école ou d'une bibliothèque, la réfection d'un morceau de chaussée ou l'embellissement d'un square.

Et chacun plaide sa cause à sa façon. « Je me bats bec et ongles. Je fais du lobbying auprès de tout le monde », reconnaît René Galy-Dejean (RPR), député et maire du 15^e, l'arrondissement le plus peu-

plé de la capitale, qui espère bien obtenir un deuxième conservatoire de musique. Pour argumenter, les maires épient ce qui se passe chez leurs voisins, comparent le nombre d'équipements à celui des habitants.

Les maires de gauche sont très habiles à cet exercice, d'autant qu'ils ont l'impression que les arbitrages vont se faire à leur détriment.

Les chiffres qui circulent actuellement à l'Hôtel de Ville les confortent dans cette inquiétude. Les investissements du 10^e chuteraient de 2 %, ceux du 11^e de 11 %, ceux du 18^e de 20 %, ceux du 19^e de 23 % et ceux du 20^e de 30 %. En revanche, le 7^e bénéficierait d'une augmentation de 85 %, le 9^e de 40 %, le 12^e de 32 %, le 16^e de 49 %. Ces chiffres, encore officieux, mettent les maires de gauche dans tous leurs états et certains ont fait voter par leur conseil d'arrondissement des « contre-budgets ».

C'est le cas de Michel Charzat qui, pour le 20^e, a chiffré ses besoins à 161 millions de francs, alors que la ville lui en attribue à peine 109 millions. Pour le 18^e, Daniel Vaillant estime ses priorités à

93 millions de francs, alors que la ville lui en alloue 65 millions.

Ces désaccords sur les investissements s'ajoutent à celui sur les états spéciaux, ces budgets de fonctionnement dont les arrondissements ont la gestion directe. Tous les maires de gauche ont décidé de faire repousser par leur conseil ces documents dont ils contestent la modicité.

COMPARAISON AVEC LYON

Champion de l'état spécial, Georges Sarre a fait des comparaisons : « A Lyon, dans le 9^e arrondissement, qui comprend trois fois moins d'habitants que le 11^e arrondissement de Paris, le budget de fonctionnement pour 1995 était de 2 millions de francs, contre 1,3 million pour nous. »

Ces débats posent, une nouvelle fois, la question de la répartition des pouvoirs entre les maires d'arrondissement et l'Hôtel de Ville, mais ils mettent aussi en cause le choix sur la localisation des investissements dans le prochain budget qui sera débattu les 25 et 26 mars.

Françoise Chivot

M. Séguin regrette l'absence de « débat » sur l'Europe

PHILIPPE SÉGUIN a déploré, jeudi 15 février, que la France n'ait « aucune contre-proposition claire et détaillée », au projet fédéraliste allemand, qui permettrait d'engager avec Bonn une « discussion indispensable » sur l'avenir de l'Europe. M. Séguin, qui s'exprimait au cours d'un colloque organisé par l'intergroupe européen de l'Assemblée, a déclaré que les Allemands ont un projet sur la base du document de la CDU. « N'ayant pas mené à son terme, ni même sérieusement entamé, notre débat interne sur l'Europe politique, nous compromettons toute avancée de la réflexion d'ensemble sur l'Europe », a-t-il dit. Valéry Giscard d'Estaing a fustigé pour sa part les « doctrines » des critères de convergence qui veulent tuer la monnaie unique en mettant « la barre si haut que personne ne puisse l'atteindre ». Il a lui aussi plaidé pour un « complément politique » à la monnaie européenne.

DÉPÊCHES

■ ÉLYSÉE : Jacques Chirac a reçu successivement, jeudi 15 février, à l'Élysée, Michel Rocard, Roland Dumas et Robert Hue. L'ancien premier ministre socialiste et le chef de l'Etat ont discuté de la réduction du temps de travail. Le secrétaire national du Parti communiste a notamment exprimé ses préoccupations sur les restructurations dans l'industrie de l'armement.

■ RADICAL : Jean-Michel Baylet veut « des instances de rassemblement et de tranquillité », à la tête de son parti, renforcé depuis le 28 janvier par l'arrivée de Bernard Kouchner (Le Monde du 1^{er} février). M. Kouchner, président délégué chargé de l'innovation politique, a annoncé qu'il allait entamer une tournée des fédérations. « Le PS se met en mouvement. En septembre, il faut un document qui témoigne de notre originalité dans la gauche », a-t-il affirmé.

■ CORSE : la Commission européenne a indigné, jeudi 15 février, qu'elle a décidé depuis le 15 janvier de cesser tout financement communautaire relatif au paiement de l'indemnité spéciale montagne (ISM) et de la prime à la vache allaitante (MPTVA) aux éleveurs de Haute-Corse, pour protester contre l'absence de sanctions pour arrêter les comportements frauduleux constatés, en septembre 1994, par une mission d'inspection. L'enveloppe annuelle moyenne est évaluée à 65 millions de francs. (Corresp.)

■ PARIS : un comité local de sécurité et de prévention de la délinquance a été créé par Roger Madec, maire (PS) du 19^e arrondissement de Paris, jeudi 15 février. Il est composé d'élus de toutes tendances, de membres d'associations et de fonctionnaires. Trois axes de travail ont été définis : les problèmes liés au trafic de drogue, la montée des actes d'incivilité et la mise en place d'une structure d'aide aux victimes.

M. Lafleur souhaite une visite de M. Chirac en Nouvelle-Calédonie

NOUMÉA de notre envoyé spécial La demande d'« excuses nationales » présentée par le président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), Rock Wamytan, à l'occasion de la visite à Nouméa de Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer (Le Monde du 16 février), peut laisser perplexe. Il est encore de vieux Calédoniens, ces Calédoniens d'origine européenne, pour lesquels on ne saurait s'excuser auprès de « ces gens-là », les Kanaks.

Après avoir entendu M. Wamytan expliquer que la « garantie d'un avenir commun passe par le règlement du contentieux colonial ouvert par la prise de possession [du territoire] du 24 septembre 1853 », le représentant du gouvernement a mesuré l'économie qui peut résulter de cet appel à « guérir les blessures du passé ». « Le FLNKS demande que soit soldé un contentieux né de la colonisation, que la mémoire collective mélanésienne ne peut oublier. Le règlement de ce contentieux ne s'exprime plus forcément aujourd'hui par une rupture avec la France », a affirmé M. de Peretti, jeudi 15 février, à la fin de son séjour officiel en Nouvelle-Calédonie.

Sans réagir sur le fond, Jacques Lafleur, député (RPR), président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste) et véritable « pa-

tron » du territoire, a déclaré que la venue de Jacques Chirac aiderait les Calédoniens à trouver un avenir commun. Bien que taxé parfois d'autoritarisme, M. Lafleur, signataire des accords de Matignon de 1988, est l'un de ceux qui entretiennent les meilleures relations avec les Mélanésiens.

Partisan d'un « pacte trentenaire de paix et de développement », le président de la province Sud, la plus riche et la plus peuplée du territoire, estime qu'il faut encore « une génération pour apprendre aux Mélanésiens à se débrouiller ». Favorable à une large décentralisation, notamment pour tout ce qui concerne l'exploitation du nickel, l'énergie et le commerce extérieur, M. Lafleur se défend, en revanche, de vouloir diriger un gouvernement territorial tel que le prévoit, pour la Polynésie française, un statut en cours d'examen au Parlement. « Je suis pour le maintien de l'Etat français », dit-il.

Le député joue de toute son influence pour tenir à l'écart de la négociation avec l'Etat et le FLNKS tous ceux qui, dans le camp loyaliste, contestent sa manière d'agir. « J'en ai assez qu'on me traite de mafieux ! », se fâche M. Lafleur. Le premier vétéran de l'indépendance (RPCR), ancien président de la Fédération patronale calédonienne, devenu à la faveur des élections territoriales de juillet 1995 le responsable de la troisième force politique locale, Une Nouvelle-Calédonie pour tous (UNCT),

Porte-parole de la bourgeoisie libérale, M. Leroux redoute que toute forme de désengagement de la France n'aboutisse à une « société sans contre-pouvoir ». A l'adresse du FLNKS, il lance cet avertissement : « Plus vous donnez de pouvoirs au territoire, plus vous donnez de pouvoir aux Blancs ! » De manière on ne peut plus claire, l'UNCT s'élève encore du climat qui règne sur le territoire. « Le pouvoir confisqué par un petit nombre sert d'abord les intérêts d'une classe politique qui réserve les postes administratifs à ses amis, et qui n'accorde ses faveurs qu'à ceux qui acceptent d'en payer le prix », affirme-t-elle. Elle n'a pas été entendue. Le gouvernement considère que M. Lafleur demeure le meilleur interlocuteur au sein du camp loyaliste. La véritable négociation, qui s'ouvrira le 20 février, sur l'avenir institutionnel du territoire, sera strictement réservée aux trois partenaires des accords de Matignon du 26 juin 1988 : l'Etat, le FLNKS et le RPCR.

Jean-Louis Saux

Lire aussi notre éditorial page 12

Le PS espère un siège de député en Seine-Saint-Denis

SUR LES DIX PANNEAUX de la gare routière de Noisy-le-Grand, la Seine-Saint-Denis affiche, timidement, des petits signes de nouveauté. D'abord, pour l'élection législative partielle dont le premier tour a été fixé au dimanche 18 février, il y a deux candidats favorables, Michel Pajon, le tout nouveau maire socialiste de Noisy-le-Grand, et Claude Pernès, un radical de l'UDF, dont les noms sont inscrits sur les listes de la treizième circonscription. Les « baronnies Demuyneck et Mahéas », comme on dit ici pour parler des candidats UDF et PS des législatives de mars 1993, ont en apparence cédé la place.

Dans les mémoires des candidats et des électeurs, dans les professions de foi et les débats publics, il y a, ensuite, marquée au fer, la date du 9 juin, jour de l'incident criminel du gymnase de Noisy (Le Monde du 12 juin 1995).

« 40 millions de francs de dégâts pour la mairie, et 9 % de plus pour le Front national », rappelle un conseiller municipal. Plus frais encore dans les mémoires, il y a enfin ce drôle de mois de décembre sans bus ni RER qui, assure-t-on, a changé bien des choses. C'est, en tout cas, ce qu'on espère - ou ce que l'on craint - des urnes, le jour du scrutin.

Circonscription « test » pour une époque « test » face aux soixante mille électeurs de Noisy, Neuilly-Palaisance, Neuilly-sur-Marne et Gournay, les dix candidats « ont la pression dans la tête », explique l'un d'eux.

Tous, ou presque, sont d'accord sur les grands enjeux de cette circonscription de banlieue parisienne réputée difficile : priorité à la sécurité, opposition à l'autoroute A103... Le projet d'ouverture d'une gravière, sur la Haute-Ille, à Neuilly-sur-Marne, provoque

à peine quelques passes d'armes. Même la pose de la première pierre d'une église traditionaliste, autorisée par la mairie socialiste de Noisy-le-Grand (Le Monde du 6 février), n'est pas réellement exploitée comme un argument de campagne.

M. RAOUX, UN « VOISIN »

Avec Robert Hup, Michel Rocard et Lionel Jospin, Philippe de Villiers, Jean-Louis Debré et Alain Madelin venus respectivement les encourager, les dix candidats et leurs électeurs débattent de Maasricht, de plan épargne-logement, de chômage, ou d'Eric Raoux - un « voisin » - et de son pacte de renoncement pour la ville. Maire de Rosny-sous-Bois, M. Pernès s'interroge sans entrain devant Alain Madelin : « Pourquoi je me présente... Parce qu'on me l'a demandé », soupire-t-il en regardant Christian Demuyneck, maire (RPR)

et conseiller général de Neuilly-Palaisance, qui a préféré, en septembre, le siège confortable de sénateur à celui de député, gagné avec 51,98 % des voix en 1993, quand Noisy-le-Grand, la plus grosse commune de la circonscription, était à droite.

« On commençait juste à bien travailler », soupire, de son côté, M. Pajon, qui affronte deux adjoints « qu'il aime bien » : Jean-Luc Benhamias, conseiller régional (Verts) et Serge Epinard (Mouvement des citoyens). « Avec Tapie et Kouchner », mais sans vraiment leur aval, Joël Juvinet, de Radical, mène campagne contre un candidat du PS dont le « gouvernement a favorisé le malheur des familles par le scandale du sang contaminé » (Le Monde du 16 février).

En face, la « droite unie », comme dit M. Pernès, attend. Michel Paulin, candidat du Front national, explique comment « reconquérir la banlieue » et espère profiter des divisions de la gauche pour être au second tour (son score était de 15,30 % en 1993). Le maire de Rosny se tourne vers sa suppléante : « La gauche est donnée gagnante, mais elle est éclatée, et c'est notre chance ». Elizabeth Demuyneck sourit. C'est la femme de Christian, vainqueur de la dernière législative face à Jacques Mahéas, maire socialiste de Neuilly-sur-Marne, dont la femme, Anne-Marie, est la suppléante de Michel Pajon.

Jean-Claude Pierrette

Arlane Chemin

Franck Borotra change de suppléant dans les Yvelines

DIX CANDIDATS tentent, dimanche 18 février, de contrer le ministre de l'Industrie, Franck Borotra (RPR), à l'occasion de l'élection législative partielle organisée dans la deuxième circonscription des Yvelines, dont il est député depuis 1986. Cette fois, le passage devant les électeurs de M. Borotra, président du conseil général depuis avril 1994, ne sera pas une simple formalité.

En mars 1986, il avait été l'un des quatre députés élus à la proportionnelle sur la liste du RPR, qui avait obtenu 29,30 % des suffrages derrière le PS. En 1988, il avait manqué de peu la réélection au premier tour (49,37 %), tout comme en mars 1993, où il avait

frôlé la barre des 50 % (49,96 %) pour s'imposer au second tour avec 67,24 % des voix. Dimanche, outre ses dix adversaires - dont l'ancien maire de Vélizy, Antoine Trani (ex-RPR), le maire socialiste de Magny-les-Hameaux, Jacques Lilloz, et deux écologistes, - M. Borotra devra surmonter deux handicaps : celui d'être le ministre de l'Industrie, de la poste et des télécommunications d'un gouvernement peu populaire ; celui de présider un département secoué par une affaire de corruption présumée, qui a déjà conduit à la mise en examen d'une trentaine de personnes - fonctionnaires, chefs d'entreprise, responsables de bureau d'études, ainsi que deux élus, dont son ancien suppléant, Claude Dumond (UDF-FD).

Après l'incarcération de M. Dumond à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, le 15 novembre, M. Borotra, nommé ministre le 7 novembre, avait décidé de se démettre de son mandat de député le 4 décembre, et de provoquer ainsi une élection partielle, plutôt que de laisser entrer au Palais-Bourbon un élu mis en examen. Cette décision est ressentie par certains proches de M. Dumond, principalement dans le canton de Chevreuse, dont il est l'élu, comme un « lâchage ». Ce canton, qui représente à lui seul plus du tiers des électeurs de la circonscription, aurait apprécié de voir le nouveau suppléant de M. Borotra choisi parmi ses élus. Or, c'est André Damien (UDF-FD), ancien maire de Versailles, qui a été choisi pour siéger à l'Assemblée nationale tant que M. Borotra sera ministre. Pour mobiliser des électeurs ten-

tés par l'abstention, M. Borotra a multiplié les réunions publiques dans sa circonscription, au cours d'une campagne lancée par Philippe Séguin le 6 février à Versailles. Deux ministres, François Bayrou et Guy Druet, et le président de la commission des lois à l'Assemblée nationale, Pierre Mazaud, sont venus l'appeler.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

« Les femmes et le pouvoir : l'exception française »

Envoyer 80 F à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 220 F pour l'abonnement annuel, (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

“Je ne sais pas comment le fait, mais moi je le retrouve”

TAHITI 4 990 F

ROME	750 F
TUNIS	800 F
ISTANBUL	1 100 F
ABIDJAN	2 050 F
GUYANE	2 450 F
BANGKOK	2 990 F

• vous aller retour
• à certaines dates
• hors taxes aériennes
• 180 agences en France
• 36 33 33 33 (1,48 F la minute)
• 3615 NF (1,20 F la minute)

NOUVELLES FRONTIERES

Tout le monde s'y retrouve

هكذا من الإهل

AFFAIRES Après la révélation par Michel Lucas, le nouveau président de l'ARC, des relations ayant existé, via l'Ofres, entre cette association et une centaine de municipalités

socialistes, on apprend aujourd'hui que l'ARC entretenait le même type de relations avec d'autres sociétés - AREO et CDA Consultants - qui travaillaient avec des municipalités de

tous bords politiques. ● UNE CENTAINE de municipalités et de conseils généraux de droite ont-ils accueilli, moyennant finances, des publicités de l'ARC dans leurs publications ? In-

terrogé par Le Monde, Hubert Haddad, qui servait d'intermédiaire, affirme qu'autant de « mairies de gauche que de droite ont été concer-

nées par ce système ». ● « SCANDALISÉ » par ces révélations, le garde des sceaux, Jacques Toubon, se demande s'il ne serait pas temps, pour les affaires de financement politique, de « remettre les compteurs à zéro ».

L'ARC a contribué au financement de municipalités de toutes tendances

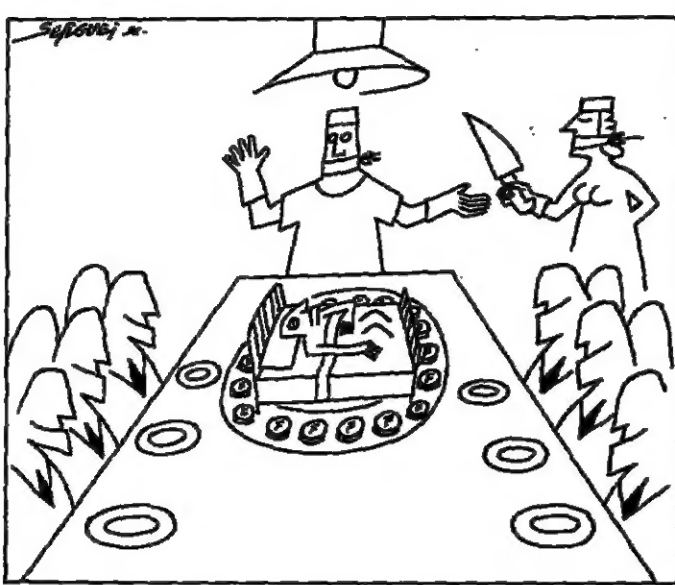
De la même manière qu'avec l'Ofres pour le compte de mairies socialistes, l'ARC, via deux autres sociétés - AREO et CDA Consultants - a acheté des encarts publicitaires dans des bulletins municipaux et revues de conseils généraux tenus par la droite

A QUOI a pu servir l'argent donné durant des années par des millions de Français à l'ARC ? Plus on avance dans les découvertes sur la nature exacte des activités et du mode de fonctionnement de l'Association pour la recherche sur le cancer, plus on s'éloigne du financement effectif de la recherche en cancérologie. On cerne ainsi de mieux en mieux ce qui, en définitive, apparaît aujourd'hui comme un objet essentiel de l'association : le financement de multiples sociétés sous-traitantes chargées de « l'information et de la communication ».

Le rapport de l'IGAS de 1990 puis, en 1995, celui de la Cour des comptes avaient bien chiffré, globalement, les sommes a priori exorbitantes qui quittaient Villejuif vers ces sociétés. Ils ne mentionnaient pas, en revanche, ce qui apparaît aujourd'hui comme une autre caractéristique de l'ARC, et qui concerne les contributions financières apportées, via l'achat de pages de publicité, dans plusieurs centaines de publications de municipalités, départements ou régions. Et ce toutes tendances politiques confondues.

RABAIS

Selon des informations recueillies auprès de Michel Lucas, Thierry Herceud, directeur délégué de l'ARC, Yves Ledoux, ancien vice-président de l'ARC, et Jean-Marcel Denis, expert-comptable de l'association, l'ARC a, au fil du temps, outre l'Ofres, noué des relations similaires avec les sociétés AREO et CDA Consultants. Alors que,



comme l'explique Michel Lucas, l'Ofres travaillait de manière quasi-exclusive avec des municipalités « à majorité socialiste », ces autres sociétés collaboraient avec des publications - bulletins municipaux, publications de conseils généraux - de toutes tendances. « Nous avons retrouvé des factures de 1989 qui correspondent à des villes, des régions et des départements de toutes tendances politiques », nous a indiqué M. Herceud, faisant explicitement allusion aux liens unissant alors l'ARC à la société CDA Consultants dirigée par Dominique Carbonnier, ancien membre de l'ARC.

Jacques Crozemarie avait, dans un premier temps choisi, de travailler avec l'Ofres, organisme en relation avec de nombreux élus socialistes et dirigée par Hubert Haddad. M. Haddad a expliqué au Monde être complètement retiré, depuis les années 1984 ou 1985, du « charity business ».

« J'ai beaucoup souffert de la campagne visant l'Ofres en 1988. J'ai été victime d'un infarctus, j'ai subi un triple pontage et dû faire face à de nombreux problèmes familiaux », nous a-t-il confié, ajoutant être « dégoutté » par ce type d'activité.

Revenant sur les relations de l'Ofres et de l'ARC au début des années 80, M. Haddad se souvient

que l'ARC souhaitait au plus vite trouver les moyens de se faire connaître, compte tenu notamment du conflit qui l'opposait à la Ligue nationale contre le cancer. M. Haddad croit se souvenir que cette nouvelle politique de développement avait reçu l'aval du conseil d'administration de l'association. « Les liens passés entre l'Ofres et l'ARC tenaient au fait que l'Ofres pouvait offrir à cette association les moyens de se faire connaître dans l'ensemble de la presse municipale. Il s'agissait de publicités incitant au versement de dons. La publicité concernant l'ARC publiée dans les bulletins municipaux était facturée à des prix très réduits », explique M. Haddad qui précise que les pages de publicité habituellement payées 15 000 francs étaient facturées à l'ARC entre 3 000 et 5 000 francs.

MAIRIES DE DROITE ET DE GAUCHE

Pourquoi de tels rabais ? « Publier des publicités de l'ARC nous conférait une sorte de prestige, se souvient M. Haddad. C'est pour quoi nous pouvions faire un geste financier vis-à-vis de cette association. Grâce à nous, l'ARC a pu très rapidement se développer de façon très importante. En investissant un million de francs, cette association pouvait en récupérer dix. Les comptes de cette association doivent pouvoir le prouver. Nous avions 500 parutions par an ! Rendez-vous compte, 500 pages incitant au don pour l'ARC ! »

Les premiers contacts de M. Haddad avec l'ARC remontent à 1982-1983. « A l'époque les bulle-

tins municipaux étaient des brochures faisant l'apologie de l'équipe en place, explique M. Haddad. Ces bulletins étaient adressés à tous les foyers des villes concernées. Ils correspondaient à l'intérêt conjoint du maire et des annonceurs. Nous ne gérons que la publicité. Avec les régimes de la publicité, nous garantissons au maire l'impression de son bulletin. Nous avons négocié avec nos concurrents le passage des pu-

cations de gauche de gauche concernées par ce système. Nous sommes en effet, à cette époque, allés voir nos confrères et concurrents de manière à leur proposer de diffuser les mêmes publicités de l'ARC. Il n'y a pas de financement de parti ! Si ces publicités avaient effectivement été payées 15 000 francs la page, on aurait pu s'interroger. Mais les sommes versées étaient de l'ordre de 30 % du

Jean-Marcel Denis, la « mémoire » de l'association

« Il n'y a pas qu'à gauche. La tendance politique des municipalités avec lesquelles nous avons travaillé n'est pas uniforme. Je ne peux rien vous dire de plus ! » Interrogé à deux reprises, jeudi 15 février et vendredi 16 février au matin, par Le Monde, Jean-Marcel Denis, l'expert-comptable de l'ARC, ne cachait pas son embarras d'avoir à s'expliquer sur les relations de l'association avec des sociétés de courtage en publicité travaillant pour des publications de municipalités de toutes tendances politiques. S'abritant derrière le « secret professionnel », il a assuré qu'il était prêt à fournir toutes les précisions voulues, « à condition d'avoir l'accord de Michel Lucas et de Thierry Herceud », directeur délégué de l'ARC.

M. Denis est la « mémoire » de l'ARC. En place depuis le début des années 80 - et présent lors du dernier conseil d'administration - c'est lui qui était chargé de collecter tous les justificatifs, c'est-à-dire un exemplaire de chaque revue où paraissaient des publicités de l'ARC. Mis en cause notamment dans le rapport établi par l'IGAS en 1990 - ce document précise qu'en 1988 le cabinet Expert conseils associés avait été rémunéré pour la somme de 1 228 624 francs -, il assure avoir remis à Thierry Herceud toutes les pièces comptables, du moins celles concernant l'Ofres et Areo, en sa possession actuellement.

Publicités de l'ARC dans les journaux dont ils s'occupaient, des bulletins municipaux des villes de droite. Cette société s'appelle AREO. Sur 500 bulletins municipaux, l'Ofres en gérait environ 350 et AREO 150. L'Ofres a disparu en tant que telle en 1988, mais a été reprise par les responsables de la société Publications extérieures.

Pour sa part, Yves Ledoux, qui était vice-président de l'ARC jusqu'en 1988 avant d'en être chassé par Jacques Crozemarie, se souvient que c'est Hubert Haddad qui est entré en contact avec l'ARC. « A cette époque, nous voulions davantage nous implanter au niveau national et régional. Jacques Crozemarie considérait que les bulletins municipaux - ainsi d'ailleurs que l'affichage publicitaire - était un bon moyen de publicité. Selon lui, le contrat fut négocié directement entre MM. Haddad et Crozemarie. En 1986, à la suite du changement de majorité, ajoute Yves Ledoux, Jacques Crozemarie voulait également travailler avec des publications émanant de municipalités de droite. »

Pour Hubert Haddad, « parler aujourd'hui d'un financement du Parti socialiste par l'ARC via l'Ofres,

tarif normal. » « Je ne veux pas blanchir le Parti socialiste, mais ce parti n'a rien à voir dans cette histoire, ajoute-t-il encore. Nous étions à la recherche d'annonceurs parce que nous étions des bulletins municipaux des mairies, bulletins qui visaient les électeurs en place ou à gagner d'autres élections. Nous faisons des bulletins pour le conseiller général qui devenait maire, député et ainsi de suite. Mais ce n'était pas dans l'esprit de vouloir, stricto sensu, financer en prenant l'argent du cancer pour aller payer des affiches... » Pour M. Haddad, on essaie aujourd'hui de faire un « faux procès » au PS « parce que Bernard Pons a fait des lettres pour soutenir, à un moment donné, Jacques Crozemarie ». Mais il faut, selon lui, rappeler que le PS a été le premier « à envoyer l'IGAS enquêter sur l'ARC ».

C'était en 1990, à la demande de Claude Estier, alors ministre des affaires sociales du gouvernement Rocard, et les résultats de cette enquête n'auraient jamais été rendus publics, si la presse ne s'était pas efforcée d'en informer l'opinion.

Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

M. Lucas s'interroge sur les conventions passées entre 1986 et 1988

MICHEL LUCAS pourra-t-il rapidement avancer dans l'enquête qu'il mène et qui vise à faire la transparence sur l'association qu'il préside depuis quelques semaines ? Rien n'est moins sûr, tant les obstacles qu'il rencontre sont nombreux et les silences pesants. Paradoxalement, le départ de Jacques Crozemarie, suivi par quelques-uns de ses plus proches collaborateurs, n'a nullement facilité la tâche de l'ancien patron de l'IGAS. Si M. Lucas a pu retrouver quelques-unes des archives de l'association - comme celles concernant l'Ofres et les municipalités socialistes -, de nombreuses pièces demeurent introuvables. C'est le cas, par exemple, des premières observations que la Cour des comptes avait transmises à Jacques Crozemarie durant l'été 1995 et qui, dit-on, se trouvent aujourd'hui chez l'un des avocats de l'ancien président.

L'une des interrogations de M. Lucas concerne l'identité des principales sociétés sous-traitantes de l'ARC durant la période si-

tuée entre 1986 et 1988. Plusieurs éléments laissent penser que le changement de majorité a coïncidé avec l'établissement de nouvelles relations commerciales. On sait que l'Ofres a, en tant que telle, cessé d'avoir des liens financiers avec l'ARC au début de 1986. Une autre société, CDA Consultants, apparaît en 1989. Avec qui, entre-temps, a traité Jacques Crozemarie ?

« J'ai demandé à la comptabilité de l'ARC si des conventions avaient été établies durant cette période avec des organismes de même nature, travaillant pour le compte de municipalités, nous a déclaré M. Lucas. Pour le moment, les réponses sont négatives. Je continue néanmoins mes recherches. Je sens qu'à l'ARC des gens ont encore peur. Ils craignent que je ne demeure pas longtemps à la présidence de cette association. Ils craignent aussi que des proches de Jacques Crozemarie ne reviennent. En fait, j'en apprendrais plus à l'extérieur de l'association qu'à l'intérieur. »

Le cas de Jean-Marcel Denis, l'expert-comptable de l'ARC depuis plusieurs années,

soulève un problème particulier. « M. Denis n'a pas ouvert la bouche lors du dernier conseil d'administration, où j'ai fait part des liens de l'ARC avec l'Ofres et de très nombreuses municipalités, précise M. Lucas. J'espère que, dans les jours qui viennent, je vais pouvoir le rencontrer et obtenir des informations. » M. Denis avait, le 7 octobre 1986, présenté un rapport d'audit au conseil d'administration. Ce document estimait que les procédures de contrôle interne des comptes de l'ARC « avaient été progressivement améliorées » et « avaient été adaptées à l'accroissement du volume d'activité ». Les enquêteurs de l'IGAS ne partageaient nullement cette opinion quand ils écrivaient en 1990 : « Il semble ou bien que l'expert n'ait pas vérifié ses sujets de satisfaction, ou bien que la pratique de l'ARC se soit dégradée depuis 1986. L'IGAS dénonçait alors les anomalies dans le domaine de la « mise en concurrence des fournisseurs ».

J.-Y. N.

Le garde des sceaux est favorable à une remise « des compteurs à zéro »

« ABSOLUMENT scandalisé » par les liens financiers entre l'ARC et plusieurs mairies socialistes, via l'Ofres, le garde des sceaux, Jacques Toubon, s'est déclaré, jeudi 15 février, partisan d'une « mise à plat » des problèmes de financement politique.

Invité de l'émission de radio « le grand O - O-FM/La Croix », M. Toubon, qui souhaite que « tout ça soit mis sur la place publique », a, dans le même temps, jugé nécessaire « que nous cessions d'ouvrir, jour après jour, cette boîte de Pandore ».

Le garde des sceaux n'a pas résisté au plaisir de clouer au pilori le Parti socialiste. Si, selon lui, cette affaire montre « à quel point, à certaines époques, les formations politiques ont dû recourir à des expédients odieux », il a estimé que le PS « fait la démonstration qu'il a été dans ce domaine (...) pionnier et exemplaire ». « Comment voulez-vous que ça ne lève pas le cœur de nos concitoyens ? », a-t-il insisté.

Néanmoins, M. Toubon s'est dit inquiet de ce « tourbillon » qui donne à l'opinion publique « le sentiment que la vie politique est pourrie ». Estimant que les nombreuses lois sur le financement politique « ont montré leurs li-

mites », le garde des sceaux a évoqué une éventuelle nouvelle législation. Depuis 1988, quatre lois ont été votées sur le financement des partis politiques et les campagnes électorales.

SOLUTION CONSENSUELLE

La dernière, celle du 19 janvier 1995, interdit les dons de personnes morales aux formations politiques. « Peut-être faut-il un grand débat, peut-être faut-il re-

consensuelle », a déclaré M. Toubon.

François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche, s'est pour sa part déclaré « effaré par ce qu'il observe ». L'ARC, d'après lui, a-t-il expliqué vendredi 16 février sur RTL. Maintenant, on s'aperçoit qu'elle a financé des partis politiques, notamment le Parti socialiste. Un financement que le PS dément farouchement.

Un démenti de Claude Estier

A la suite de nos articles sur les liens entre l'ARC et l'Ofres (Le Monde du 16 février), Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat et ancien responsable de l'hebdomadaire L'Unité, tient à « apporter les précisions suivantes » : « L'Ofres n'a jamais été une « pompe à finances » de l'Unité, qui, faute d'argent, a disparu en 1986 ; la publicité de l'ARC, dont vous rappelez qu'elle a été diffusée dans plusieurs quotidiens, parmi lesquels Le Monde, sans que cela ait choqué personne. Ne l'en a-t-on jamais dit dans L'Unité, qui n'a donc pas reçu le moindre centime de cette association ».

mettre les compteurs à zéro ? (...) On résoudre le problème par une solution non pas conflictuelle - les uns accusant les autres et inversement - mais par une solution

Jeudi, Henri Emmanuelli, qui précise n'avoir intégré la direction du PS qu'en 1987, a dénoncé « le raccourci » fait entre l'ARC et son parti. « Parler de pompe à finances

devient une mode, une maladie chronique. L'Ofres est une société privée, ce n'est pas une antenne du PS », a ajouté l'ancien premier secrétaire.

Alain Claeys, actuel trésorier de la Rue de Solferino, a également récusé tout financement venant de l'ARC. « Après vérification au niveau du siège central du parti, nous a-t-il affirmé vendredi matin, je peux assurer qu'il n'y a pas en la moindre fin de compte, sous quelque forme que ce soit, en provenance de l'ARC ou de la société Ofres ».

Notant que ses compétences de trésorier national ne concernent que le siège central du parti, et qu'il ne peut donc connaître les accords passés avec des municipalités, M. Claeys assure également que l'ancien journal du parti, L'Unité, « n'a jamais reçu de publicité de l'ARC ». En revanche, cet hebdomadaire, aujourd'hui disparu, avait bien « comme régisseur publicitaire l'Ofres ».

Dans un communiqué rendu public jeudi soir, le PS indique « qu'il se réserve d'utiliser tout moyen de droit » dans cette affaire.

R.M.

Il n'y a pas que la télé dans la vie de votre téléviseur.

Le Monde

Pascal Compain condamné à huit ans d'emprisonnement

Les proches et les amis de la victime, un Zaïrois de 17 ans, ont vivement contesté le verdict de la cour d'assises de Paris, avant d'être expulsés du Palais de justice par la gendarmerie

Coupable de « coups et blessures volontaires avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner », l'ancien inspecteur de police Pascal Compain a été condamné, jeudi 15 février, à huit ans d'emprisonnement par

la cour d'assises de Paris. Dans son réquisitoire, l'avocat général, Michel Laudet, avait requis une peine de dix ans de réclusion criminelle, en soulignant qu'il ne s'agissait pas d'une « bavure ». En avril 1993, le policier

avait tué d'une balle dans la tête Makomé M'Bowole, jeune zaïrois en plein commissariat. A l'annonce du verdict, la famille de la victime et des représentants de la communauté zaïroise ont bruyamment manifesté

leur désapprobation. Mal comprise, cette sanction apparaît néanmoins comme l'une des plus lourdes infligées à un policier pour des violences mortelles commises dans l'exercice de ses fonctions.

APRÈS une délibération ayant duré à peine une heure et demie, la cour d'assises de Paris, présidée par Bernard Ligout, a prononcé, jeudi 15 février, une peine de huit ans d'emprisonnement à l'encontre de Pascal Compain, reconnu coupable de « coups et blessures volontaires avec arme, ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Cet ancien inspecteur de police comparait depuis le 12 février sous l'accusation de meurtre pour avoir, le 6 avril 1993, au commissariat de police des Grandes-Carrières, à Paris, dans le 18^e arrondissement, tué Makomé M'Bowole, ressortissant zaïrois âgé de dix-sept ans.

Pascal Compain affirmait que c'est pour calmer le jeune homme qu'il l'insultait qu'il avait braqué son arme de service sur lui. Le coup se serait porté dans des conditions qu'il ne pouvait expliquer. En prononçant son arrêt, le jury a répondu « non » à la question relative à l'homicide volontaire et « oui » aux trois questions concernant les violences ayant involontairement entraîné la mort. Après quelques instants de silence, la décision a été accueillie par des cris de désespoir venus des bancs où s'étaient rassemblés la famille et les amis de Makomé, ainsi que de nombreux membres de la communauté zaïroise de Paris. Quelques jeunes gens portant des pancartes où figuraient des noms de victimes de violences policières ont tenté de manifester avant d'être expulsés du Palais de justice par la gendarmerie.

Mal comprise par les proches de la victime, la peine infligée à l'inspecteur Pascal Compain constitue néanmoins l'une des plus fortes sanctions jamais prononcées

à l'égard des policiers condamnés pour des violences mortelles exercées dans le cadre de leurs fonctions. Au cours de sa plaidoirie, M^e Philippe Lemaire, l'un des défenseurs de Compain, avait souligné que son client était le premier policier accusé d'un crime commis dans l'exercice de sa profession à comparaître devant la cour d'assises de Paris. L'avocat a aussi rappelé qu'il était conseil de la partie civile lorsque le CRS Gilles Burgos avait, en juin 1990, été condamné à cinq ans de prison, dont trois avec sursis, pour avoir tué un jeune homme de vingt-huit ans en juillet 1986, rue de Mogador à Paris. Depuis, les peines ont, dans l'ensemble, été plutôt moins sévères, mais l'analyse des seules condamnations n'a aucun effet statistique, dans la mesure où chaque dossier criminel comporte des éléments très différents.

Ainsi le crime reproché à Pascal Compain présentait des caractéristiques particulières. Commis dans un commissariat et sur un mineur, il ne permettait pas d'invoquer la légitime défense. Concernant le comportement de Pascal Compain, l'avocat général Michel Laudet a justement souligné qu'il ne s'agissait pas d'une « bavure ». C'est sans doute pour marquer cette nuance que la chambre d'accusation avait renvoyé le policier devant la cour d'assises pour homicide volontaire.

Dans son réquisitoire, M. Laudet avait insisté pour que cette qualification soit conservée. « Lorsque l'on tient un revolver aussi dangereux, a martelé le magistrat, que la partie visée est l'œil, que le canon est à bout touchant et qu'il faut une pression du doigt de six kilos pour que le coup parte, il y a homicide volontaire. Si l'on ne retient pas l'homicide volontaire, il n'y aura plus en France que des assassins et des accidents. » Conscient que sa démonstration ne comportait pas l'élément intentionnel nécessaire à la qualification de meurtre,

M. Laudet tentait de l'établir en déclarant : « Prendre une arme dangereuse dans la main induit l'intention homicide ». L'avocat général a repris une argumentation déjà présentée par M^e Francis Terquem, conseil des parents de Makomé, selon laquelle Compain, mal noté par ses supérieurs, aurait voulu « sortir une affaire » afin de corriger son image. « Sans doute sous la colère, il a tiré. Il a peut-être cru qu'il observait le magistrat, avant d'envisager que le tir ait eu lieu dans un moment d'aberration ». En terminant son réquisitoire, M. Laudet a demandé dix ans de réclusion criminelle.

La défense représentée par M^e Jean-Yves Lénard et Philippe Lemaire était parvenue à modifier la qualification, en obtenant une réponse positive du jury aux questions qu'elle avait elle-même demandé d'ajouter. M^e Lénard s'est appuyé sur les expertises qui montraient que la victime s'était sans doute agrippée à l'arme. « Il y a eu opposition de mouvements et situation de lutte. Quant l'un des protagonistes est armé de cette cohomme-

re de revolver et qu'il y a crispation, il y a un tir accidentel », a expliqué l'avocat non sans évoquer « la pulsion imbécile » de Compain. « Ce n'est pas Rambo, a insisté M^e Lemaire, ses supérieurs ne lui reprochaient aucune violence dans son comportement habituel, ce qui rend son geste encore plus inexplicable. » Et lui aussi d'invoquer les expertises, qui sont le noyau de cette affaire, car Compain n'a avancé aucune explication.

« On ne sort jamais une arme dans un bureau de commissariat »

Trop rapidement évoquées à l'audience au cours d'un procès mené tambour battant, ces expertises auraient mérité un plus large débat. Une fois de plus, en présence de nombreux proches de la victime, la cour d'assises a manqué

De très lourdes peines requises dans le procès des policiers « ripoux » de Lyon

L'AVOCAT GÉNÉRAL Christian Cadiot a requis, jeudi 15 février devant la cour d'assises du Rhône, les peines maximales légales à l'encontre des trois principaux membres de la bande de malfaiteurs, comprenant cinq policiers, qui a commis près de soixante hold-up de 1985 à 1990. L'avocat général demande la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans pour l'ancien policier Michel Lemercier et Alain Chémédikian, et trente ans de réclusion criminelle contre l'ancien policier Don-Jean Giovannetti. La même peine a été requise contre Hugues Gubbi, tandis que M. Cadiot a demandé une peine de réclusion criminelle à perpétuité, mais non assortie d'une période de sûreté, à l'encontre de Dominique Delagrée.

Les trois autres policiers sont menacés de peines allant de treize ans de réclusion criminelle à huit ans d'emprisonnement. M. Cadiot a estimé que leur statut de policiers était une circonstance aggravante dans les faits qui leur sont reprochés.

Maurice Peyrot

Accusés de meurtre, les deux amants se déchirent devant les jurés de Haute-Savoie

ANNECY

de notre envoyé spécial
C'est une écoute téléphonique qui résonne dans la salle d'assises de Haute-Savoie, comme la bande-son d'un polar bien ficelé.

« Lui : D'après ce que j'ai vu, il y a un portrait-robot... m'effraie... qui ne me ressemble pas, hein ? »

« Elle : Tu rigoles. Moi, j'ai reconnu tout d'suite. Tu veux rigoler, non ? »

« Lui : Oui, mais écoute-moi. C'est pas un problème... Euh... Un portrait-robot, je sais ce que c'est, moi... Je suis pour rien. »

« Elle : Tu parles, j'en ai deux qui t'ont vu (...). Je te dis qu'on t'a vu, on t'a vu... »

La pièce est dite « à conviction ». Chacun tente donc d'y déceler le fin fond de l'énigme du meurtre de Denis Chemel, 35 ans, le coiffeur séropositif de Rumilly abattu le 16 juin 1993 dans son salon de coiffure d'un coup de fusil (Le Monde du 16 février). Selon l'accusation, l'assassinat aurait été commandé par l'une de ses anciennes amantes, Viviane Bernard, 51 ans, pour se venger d'avoir été contaminée par le virus du sida. Le meurtrier serait Paolo Giardina, 28 ans, un « immature » péché par la blonde quinquagénaire parmi ses anciennes relations de passage.

« Lui : Fais attention, hein ? De toutes façons, tu ne risques rien, toi. »

« Elle : Tu rigoles ? Moi je vais te dire une chose, je ne veux plus que tu m'appelles, je ne suis pas complice de ça (...). C'est toi qui as fait le truc, moi je t'ai rien demandé... »

« Lui : Mais moi... »

« Elle : ... T'ai rien demandé de faire. »

« Lui : J'ai jamais cru que t'allais faire ça (...). »

« Lui : ... Moi, de toutes façons, j'ai jamais rien fait. »

« Elle : (...) Moi, je vais claquer, je vais crever... »

Viviane Bernard a appris qu'elle était séropositive en novembre 1992,

un mois après que Denis Chemel, son ancien amant, lui eut indiqué sa propre séropositivité. Selon les proches du coiffeur, elle aurait harcelé la victime les mois précédant le meurtre et lui en voulait « à mort ». Mais la quinquagénaire bon chic bon genre a toujours nié avoir commandité le meurtre. Docile, elle reconnaît sa voir sur la bande et celle du beau gosse Paolo Giardina. « C'est faux ! C'est faux ! », vocifère celui-ci, dont le ton rappelle celui de l'enregistrement. « Ce n'est pas moi. C'est le complice de M^e Bernard, un sosie... On m'a fabriqué coupable et je le prouverai. » Cisant son innocence, Paolo Giardina avait pu, un temps, jeter le trouble. Mais, cette fois, ses dénégations confinent à l'outrance. Il conteste tout. Les proches-verbaux des gendarmes ? Des faux : « Ils commencent à taper quand j'allais aux toilettes... » L'accusé veut faire comparaître le juge d'instruction, traite son avocat de « corrompu », s'en prend jusqu'à son neveu, « un cinglé ».

Viviane Bernard, elle, laisse filer l'audience. D'autant que deux témoins à charge se sont effondrés à la barre. L'un d'eux fut celui d'une ancienne codétenue qui a clairement nié que Viviane lui aurait fait des « aveux » sur la commandite du meurtre.

Viviane Bernard était-elle donc simplement complice d'un secret ou directement complice de l'action ? Si sa culpabilité n'était pas retenue, alors deux interrogations demeurent : pour quelles raisons Paolo Giardina aurait-il commis ce crime contre un coiffeur qu'il n'avait jamais ni vu ni rencontré ? En pour quoi lors de cette conversation « écoutée », a-t-on un moment utilisé ce « on » si peu indéfini : « On ne risque rien, maintenant. On ne risque rien. »

Jean-Michel Dumay

Itineris lance ses 4 formules d'abonnement pour que chacun ait sa façon d'aller

Plus loin

Itineris

Pour choisir votre formule d'abonnement, appelez gratuitement le :

N° Vert 05 10 07 07

APPEL GRATUIT

On va beaucoup plus loin avec Itineris.

France Telecom Mobiles

Comme tant d'autres, elles ont tout essayé pour trouver du travail. Boulots précaires et stages de formation. Vie à Paris ou en province. De l'espoir à l'angoisse ou à la résignation, exemple d'une mère et de sa fille à la recherche d'un emploi

ELLES s'appellent Jocelyne et Jocelyne. La première a quarante-cinq ans, les yeux vert vif, une expression volontaire qui parcourt son visage où se lisent les jours et les nuits sans repos, les anciennes peurs à fleur de peau. A quatorze ans, elle a quitté l'école. L'année suivante, elle se marie. Trois enfants sont arrivés coup sur coup. Trois filles. En 1977, elle s'est retrouvée seule pour les élever. « J'étais faible, la vie m'a durci », Jocelyne était prête à faire n'importe quoi. Elle l'a fait.

Femme de ménage, hôtesse de pressing, serveuse au rayon charcuterie-fromage d'un magasin Leclerc, assistante de maternelle, marchande de légumes, de fleurs. Puis elle a passé un diplôme d'auxiliaire de vie. « C'est un métier qu'il faut apprendre. Un vieux, ce n'est pas un meuble. Et on va devenir vieux. » Elle a poussé la porte des maisons de retraite, offrant ses services, son sourire, ses dimanches et fêtes.

L'autre Jocelyne a vingt-huit ans, les yeux vert intense, un joli minois soigneusement maquillé, « car le physique, ça compte beaucoup ». Elle a vendu des fripes dans le Sentier, des chocolats chez un traiteur. Elle a tenu une caisse dans un supermarché, dans une cafétéria. A Paris, à Chamonix, en Suisse. Elle s'est passionnée pour l'imagerie médicale. A l'issue d'un stage en radiologie, on lui a signifié que sa formation (un BEPC) était insuffisante pour rester. Il aurait fallu reprendre des études. Mais comment faire avec une fillette de cinq ans, Stéphanie, qu'il faut assumer sans mari ? Comment se déplacer sans auto ni permis de conduire, quand on habite Château-Yvon, un village isolé à dix kilomètres de Lisieux ?

Jocelyne et Jocelyne ont bien des choses en commun. L'une est la mère de l'autre. Et toutes les deux cherchent un emploi. Soudées comme les doigts de la main, petites sœurs du chômage. Même prénom, même prison. « On attendait un garçon. Mon mari a été pris de court. A l'état civil, il a appelé notre fille comme moi... »

En septembre 1993, elles ont quitté le 20^e arrondissement de Paris pour la Normandie. Avec Jean-Pierre, un ouvrier boucher originaire de Lisieux, le compagnon de Jocelyne mère. « Il travaille pour payer les factures. » Elles ont lâché des boulots précaires, un quartier « qui se dégradait », une existence grise où l'espoir ne faisait plus vivre. « Avec toutes les maisons de retraite de la région, on m'avait dit que je trouverais facilement un travail, explique Jocelyne mère. Mais il fallait du piston et moi je n'ai pas de piston. D'ailleurs je n'en veux pas. Je suis de la vieille école. Je préfère qu'on me juge sur mes qualités. » Sa fille l'interrompt : « Moi, je serais prête à tout accepter. Même avec du piston. C'est tellement dur ! »

A Château-Yvon, elles ont une maison sans luxe, en bordure de la grande route. Le chauffage marche au charbon. « On a 19 degrés et on rajoute un pull. » Le mobilier n'est pas de prime jeunesse. Mais, par la fenêtre, on aperçoit des collines, des prairies, des cy-

près et des chevaux. Une carte postale en CinémaScope. L'impression de revivre et d'être quelque part pour les voisins. « Ils nous demandent si on se plait toujours, si on n'est pas découragée. » Tout est moins cher. « Un sapin de Noël à 50 francs, c'était déjà la fête », se réjouit Jocelyne fille.

RESTE le point noir de l'emploi. Près d'un tiers des jeunes sont au chômage dans ce bassin du pays d'Auge. Wonder a fermé, comme la majorité des sites industriels. Sauf Knorr-Dahl, le leader européen du freinage, « accélérateur économique de notre région », dit une publicité collée sur le flanc des autobus. Lisieux cache sa misère tant bien que mal sous les reliques de sainte Thérèse. Le textile, la tannerie, les toiles de lin, c'est fini. Les pommes à cidre et le « calva » ne font plus de miracles. Les visiteurs filent vers Honfleur, Deauville, Cabourg.

Ici la souffrance du désespoir s'installe sans bruit. Pas de cris, peu de casse. C'en est même étonnant. Une sorte de résignation. On parle de ces chômeurs qui vivent à l'envers, ouvrent un œil à midi et s'endorment avec la télé vers 3 heures du matin, après avoir zappé jusqu'au bout de leur angoisse. Et de leurs enfants nourris au café au lait, qu'on retrouve à l'hôpital, soignés pour carence alimentaire. Dans la

verte et grasse Normandie ! Absence des gamins à la cantine (les parents n'ont plus l'argent pour payer), retards matinaux à l'école (les parents ne se lèvent plus pour réveiller leurs enfants et les aider à se préparer), c'est le quotidien du chômage à Lisieux.

Jocelyne et Jocelyne ont vécu sept mois d'enfer. « Parfois, on craque, murmure la mère. Jamais les deux en même temps, heureusement. Quand c'est moi, ma fille me console. Elle me dit que je vais m'en sortir, que j'ai un diplôme d'auxiliaire de vie. Quand c'est Jocelyne, je lui dis « tu es jeune et puis tu as une petite, tout le monde n'a pas cette chance. »

Elles ont écrit des CV, envoyé des lettres, attendu ensemble, reçu toujours la même réponse : non. « Maman a pu mieux comprendre ce que je vivais en le vivant à son tour, se console la jeune Jocelyne. Avant, elle pouvait penser que je ne faisais pas tout ce qu'il faut pour trouver du travail. » Regard compatissant de la mère sur sa fille. « Il y a deux ans, elle est revenue habiter chez nous avec Stéphanie. Cela m'a rassuré. Ici, elles mangent, elles sont au chaud. C'est de l'égoïsme de ma part », lance-t-elle en riant. « Ma mère m'a redonné une deuxième vie », répond Jocelyne. Mes amis m'ont demandé comment je supportais, à presque trente ans, d'être retournée chez mes parents. Je ne peux pas faire autrement. Bien sûr, ce

n'est pas toujours facile. Hier, je n'avais pas envie de manger. Je me suis mise à table pour ne pas les laisser dîner seuls. Ma mère, je lui dois tout... »

Les deux femmes s'épaulent au milieu des jours ternes, les jours où elles n'ont plus envie ni de s'habiller ni de sortir, les jours où elles nettoient la maison de fond en comble pour se laver des idées noires. « Ce qu'elle m'apporte, je peux le lui apporter », dit la jeune Jocelyne. Mais la déprime ne dure jamais. Début janvier, elles ont chacune obtenu un stage aux

« Quand on est au RMI, il faut donner une bonne image, ne pas s'apitoyer sur soi. Mon apparence, c'est ce que j'ai en moi »

Cèdres, un organisme de formation très en vue à Lisieux. « Ces personnes ne cumulent pas de freins à l'embauche. En période de plein emploi, elles travailleraient depuis longtemps, témoigne Liliane Soenen, qui suit le parcours de la jeune Jocelyne. Elle prépare une construction de projet. Sa mère suit un stage d'incitation à la mobilité. Elles ne se laissent pas abattre. »

Jocelyne touche du bois. « Je vais sûrement signer un contrat en juin dans une maison de retraite. Je demande juste de vivre norma-

lement, pas plus, pas moins, surtout pas moins. » Pour sa fille, les perspectives restent incertaines. « On m'a proposé un poste de vendeuse en grande surface dans la haute ville, à Lisieux. Il fallait commencer à 5 heures et demie du matin. Mais sans voiture, c'est compliqué. » Jocelyne a rêvé d'être esthéticienne. Elle a dû en rabattre. « L'école coûte 25 000 francs pour une année de cours. » Sans commentaire.

Depuis quelques jours, elle travaille dans un institut de beauté de Lisieux. Quatre mois de répit, et un salaire de 4 070 francs, au lieu des 1 800 francs du RMI. « Après, je voudrais rester dans la parfumerie, même si cela se résume à ranger des produits sur les linéaires d'un supermarché, je ne vois plus comme avant. Il faut savoir changer, réduire ses exigences. »

Le téléphone a sonné. Sa mère est allée répondre. Jocelyne continue sur le ton de la confiance. « Vous comprenez, maman, sa vie est faite. Pas la mienne. J'ai envie de plaisir. » Avez-vous touché d'une jeune femme souriante et

« On réapprend tout ça. » Ces jours-ci, la fille a pu rembourser ce qu'elle devait à sa mère. Puis elle a acheté des crèmes pour l'eczéma de Stéphanie, des choses indispensables. « Pour les fêtes, c'était difficile. La petite m'a demandé une poupée Barbie. On ne pouvait pas la lui offrir. Je ne lui mens pas. Je lui dis la vérité avec des mots à sa portée. J'ai expliqué à Stéphanie que je n'avais pas d'argent, que je ne travaillais pas. Elle a compris. Mes sœurs, qui ont une bonne situation à Paris, nous soutiennent beaucoup. Mais à Noël, elles ont ouvert certains cadeaux chez elles, pour qu'il n'y ait pas trop de différences. » Jocelyne mère montre son joli ensemble blanc. « Une de mes filles me l'a donné en m'assurant qu'elle ne le portait plus, c'est ce qu'elle dit... regardez, il est neuf. Au moins je peux me changer. Si on n'avait pas la famille... »

MALGRÉ les sacrifices, aucune des deux n'envisage de revenir à Paris. « J'ai eu la tentation, reconnaît la maman de Stéphanie. C'est passé. » Un silence et elle reprend : « Une situation pareille, ça peut toucher n'importe qui. Dans mon stage, il y a un ancien patron. On devient plus tolérant et, quand on se prive, on sait pourquoi. Autour de nous, les gens pensent qu'on va s'en tirer, qu'on va réussir. Moi, je m'investis à fond. J'apprends. J'ai tellement envie d'apprendre. Je me suis arrangée pour trouver une nourrice. Quand la petite sera malade, je n'aurai pas de problème de garde. Il faut y penser avant de chercher un employeur. »

Elle y croit, Jocelyne, avec son regard de chat, son sourire gourmand et son franc-parler. « Si on m'essaye, c'est bon ! », lance-t-elle avec entrain. « Il faut de la ténacité, reprend sa mère, tanner ceux qui ont reçu notre candidature, être patientes et rester soudées. » Elle se souvient qu'à leur arrivée, tout était fermé. « On était des Parisiennes, c'était mal vu. Personne n'a voulu prendre la peine d'appeler mes anciens employeurs pour vérifier mes compétences. Mais à l'ANPE, le changement a été total. Les portes se sont ouvertes. J'ai ressenti une réelle écoute, un contact humain, une véritable volonté de nous aider. Comme aux Cèdres. Sans eux, on n'y arriverait pas. »

Pourtant la crise redouble en pays d'Auge. On a enregistré deux mille chômeurs de plus au cours des deux derniers mois de 1995. La Seel, une grosse entreprise du bâtiment, est en redressement judiciaire. L'abattoir de Lisieux aussi. Jean-Michel Gadrat, le patron des Cèdres, note la forte progression des chômeurs de longue durée, « en nombre et en temps d'inactivité ». Le Calvados compte 28 % de jeunes de moins de vingt-cinq ans inemployés, soit huit points de plus que la moyenne nationale. « Beaucoup de misère feutrée », souligne Jean-Michel Gadrat. L'hôpital est le premier employeur de Lisieux, devant la mairie. Lisieux, capitale du tourisme furtif et du bois sculpté.

Les deux Jocelyne tiennent bon. Elles veillent à ne pas gaspiller l'électricité. Elles l'ont « au bout des chaussures », parce que c'est comme ça. Elles continueront à tout se dire, « les bonnes et les mauvaises choses ». Aux autres, elles cachent qu'elles sont « limitées ». Jocelyne, la mère, en touchant du bois (non sculpté), Jocelyne, la fille, en arborant son sourire à toute épreuve. « On sait qu'on est travailleuses », dit l'une. « Maintenant, on attend d'être heureuses », reprend l'autre en écho.

ERIC FORTINHO
Dessin Alain Le Querrec



سكزا من لاجل

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Sébastien Faure
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Péroche, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Dominique Boyette
Rédacteurs : Jean-Marie Colombani, Dominique Boyette, Luc Kervadec
Rédactrice en chef technique : Eric Petit
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur adjoint : Eric Petit / Directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la rédaction : Alain Ruffat / Directeur des relations internationales : Daniel Weymann
Médias : André Lacroix
Comité de surveillance : Alain Ruffat, Olivier Billaud, Yves-Yves
André Lacroix : Hubert Bourde-Mey (1944-1995), Jacques Péroche (1989-1992)
André Lacroix : Hubert Bourde-Mey (1944-1995), Jacques Péroche (1989-1992)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Capital social : 330 000 F. Adressés : 100 rue de la République, 75001 Paris
Associations : Hubert Bourde-Mey, Société anonyme des éditions de Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Éditions, Le Monde Éditions, Le Monde Éditions
RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL : 10, RUE FAUBOURG DES FILLES DU CALVAIRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (0) 1 46 45 35 25 Télécopieur : (0) 1 46 45 35 29 Fax : (0) 1 46 45 35 28
ADMINISTRATIF : 10, RUE FAUBOURG DES FILLES DU CALVAIRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (0) 1 46 45 35 25 Télécopieur : (0) 1 46 45 35 29 Fax : (0) 1 46 45 35 28

L'Allemagne frappée par la récession

Suite de la première page

Si les cotisations sociales (retraite et maladie) augmentent pour les Allemands aisés, les impôts payés par les familles baissent (de 5 milliards de marks) ou sont même complètement supprimés pour les plus pauvres (15 milliards de marks). Autant dire que ces 20 milliards de marks (70 milliards de francs) devraient être largement consommés et très peu épargnés. Ce qui pourrait amorcer une reprise de l'activité.

Mais quand on a énuméré toutes les raisons - véritables - qu'a la conjoncture d'être bonne outre-Rhin, force est bien de constater que la situation y est mauvaise. Encore faut-il voir que la croissance économique se poursuit dans les Länder de l'Est à un rythme qui doit rester proche de 5 % l'an, un recul de la production pour l'ensemble du pays signifie une très forte dégradation de l'activité à l'Ouest.

D'une certaine façon, et c'est bien là qu'est la surprise, la situation pourrait s'améliorer plus rapidement en France qu'en Allemagne. La dernière enquête effectuée par l'Insee auprès des entreprises industrielles françaises sur leurs projets d'investissements est plutôt rassurante, les dépenses d'équipement devant sensiblement augmenter cette année. Outre-Rhin, au contraire, c'est l'investissement qui manque le plus et non la consommation, qui, l'année dernière, a progressé de 1,3 % malgré les prélèvements fiscaux et sociaux. En 1995, les dépenses d'équipement, qui devaient croître de 6 ou 7 %, n'ont finalement progressé que de 1,5 %. Là est la grosse déception, qui explique pour l'essentiel la défaillance allemande.

Il est facile d'imaginer après coup toutes les raisons qui expliquent pourquoi les chefs d'entreprise n'ont pas réalisé les pro-

jets qu'ils avaient formulés il y a un an : hausse excessive des salaires au début de 1995 ; appréciation du mark qui, à la fin de l'année dernière, s'était réévalué de 6 % en un an (en tenant compte de l'inflation) par rapport à la moyenne des autres grandes monnaies ; contrecoup de la hausse des taux d'intérêt à long terme de 1994... Il n'empêche qu'aucun institut de conjoncture n'avait envisagé un scénario de récession il y a un an, ni même il y a six mois.

Une telle dégradation de la situation, aussi brutale que soudaine, incite tout le monde à imaginer des taux de croissance infimes pour cette année, de l'ordre de 1 à 1,5 %. Une perspective rendue plausible par la baisse à peu près certaine de l'activité du BRP qui va maintenant payer les hauts niveaux atteints grâce à la réunification.

PRIVÉE DE BOUSSOLE

Pour le bâtiment, les chiffres sont éloquent : 460 000 logements ont été construits en 1993, 574 000 en 1994 et encore environ 600 000 l'année dernière. A ces rythmes annuels, il est difficile de progresser plus vite, même s'il manque encore à peu près 1,5 million de logements outre-Rhin, à l'Est pour la plupart. La situation pourrait même se renverser complètement puisque les permis de construire en 1996 ont fortement chuté.

Les pouvoirs publics comme les instituts de conjoncture ont été longs à prendre la mesure de la situation. Cette lenteur est excusable : l'Allemagne a été presque complètement privée de statistiques pendant six mois pour cause d'harmonisation des chiffres entre les Länder de l'Ouest et ceux de l'Est. Les boussoles existent à nouveau depuis l'automne. On peut espérer que le gouvernement y verra plus clair pour rétablir une confiance dans l'avenir qui, comme en France, fait cruellement défaut. Un manque qui semble bien être le principal responsable des malheurs actuels de l'Union européenne.

Alain Verhulst

APRÈS bien des hésitations, et avec encore beaucoup de précautions de langage, le Front de libération national kanak socialiste a sauté le pas en affirmant, le 15 février à Nouméa, de la façon la plus officielle, que « le FLNKS ne demande pas l'indépendance ». Certes, on aurait tort, en métropole, de prendre au pied de la lettre la déclaration de Rock Wamytan, le nouveau président du Front, tant celle-ci s'accompagne de rappels du droit du peuple kanak à exercer sa souveraineté. M. Wamytan est issu de l'Union calédonienne, la composante la plus modérée du FLNKS, et son prédécesseur, Paul Néaoutche, plus radical, n'a pas manqué de faire connaître aussitôt sa désapprobation. L'affaire calédonienne vivra donc encore de nouveaux rebondissement.

Il reste que, huit ans à peine après la signature des accords de Matignon, la dernière avancée des « indépendantistes » - faut-il désormais accompagner ce terme de guillemets ? - vient souligner la justesse de la méthode suivie par Michel Rocard. Moins de deux mois après le drame d'Orléans, sous le gouvernement de Jacques Chirac, le premier ministre nommé par François Mitter-

Nouvelle donne à Nouméa

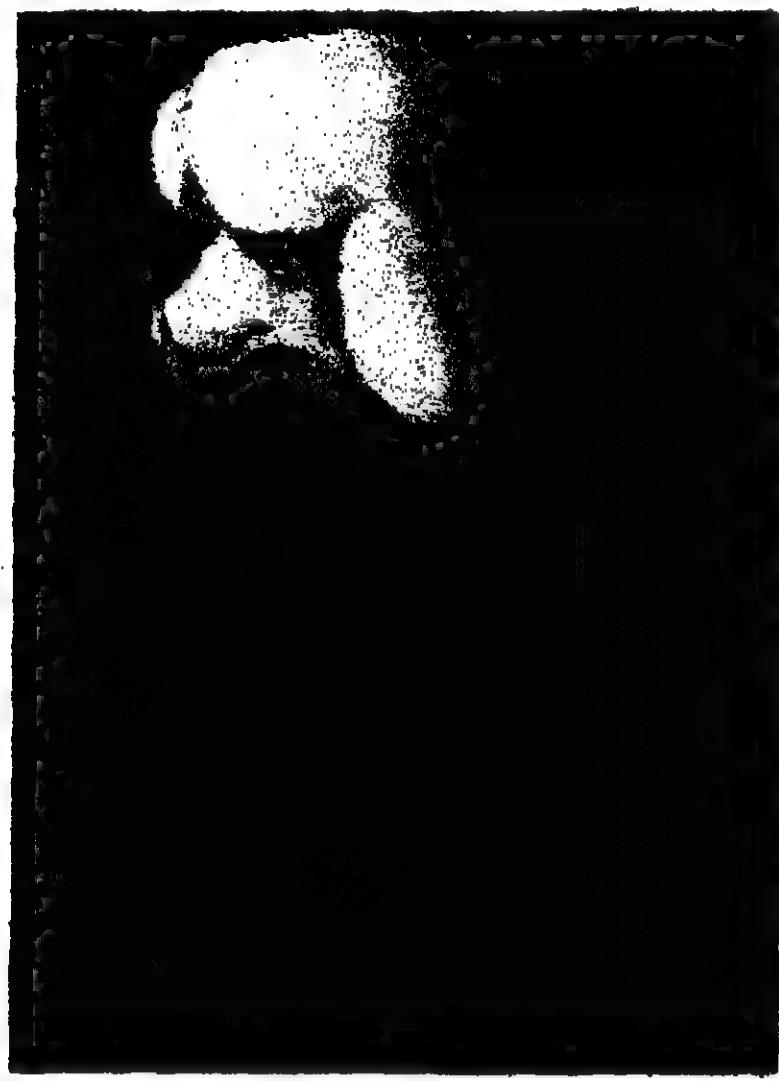
rand au lendemain de sa réélection était d'aujourd'hui pour récolter les fruits de ces années de paix civile, mises au service du développement économique du territoire, encore très inégal, et de la formation de cadres mélanésiens, encore trop peu nombreux. Grâce au nickel, la Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui le territoire d'outre-mer le moins dépendant de la métropole. Doté d'une large autonomie, il pourrait de-

venir le plus grand des micro-Etats de l'immense région du Pacifique Sud et renvoyer au monde anglo-saxon qui l'entoure une image de décolonisation enfin réussie. Après la réprobation soulevée par la dernière campagne d'essais nucléaires, décidée par Jacques Chirac en juin 1995 et close en janvier, la réputation de la France dans cette partie du monde a bien besoin d'être redressée.

Pour parvenir à l'objectif d'une autonomie calédonienne acceptée par les deux communautés et dont les bienfaits soient également partagés, beaucoup reste à faire, cependant. Le réajustement économique prévu par les accords de Matignon est à peine amorcé. Chaque jour, de jeunes Kanaks désœuvrés quittent le Nord pour les mirages de Nouméa « la Blanche », où règne l'affairisme. Alors qu'à tout moment une explosion reste possible, le gouvernement continue de s'appuyer sur une petite classe politique qui entretient ses réseaux de clientèle, contrôle l'essentiel des leviers économiques et restreint la liberté d'expression. Ce n'est pas la meilleure méthode pour sortir durablement la Nouvelle-Calédonie de la colonisation.

Le courtisan nuisible

par Philippe Bertrand



L'image brouillée de la Pologne

EN JUILLET dernier, à Marjorie, un ex-espion russe qui rentre de la plage en maillot de bain est abordé par un autre espion, polonais celui-là, et désormais haut gradé des services de son pays. Quelques heures plus tard, grâce à son savoir-faire et, semble-t-il, à quelques dollars, le second obtient du premier la confirmation de ce dont les services polonais avaient déjà eu vent : les Russes disposent depuis des années à Varsovie d'un agent répertorié sous le nom d'« Oline », et qui se meut dans les plus hautes sphères de l'Etat : c'est Jozef Oleksy, à l'époque premier ministre...

Sept mois plus tard, un nouveau premier ministre, appartenant à la même formation politique que le précédent, Włodzimierz Cimoszewicz, constitue un gouvernement à peine renouvelé, appuyé sur la même coalition « post-communiste ». Jozef Oleksy, qui reconnaît avoir été imprudent dans ses relations amicales avec un diplomate russe mais proteste de son innocence, a fini par accepter de démissionner, après avoir accusé de machination les services secrets de son propre pays. Mais il a été aussitôt élu « triomphalement » à la présidence du Parti social-démocrate et continue à jouer un rôle de premier plan dans la vie publique.

La Pologne a vécu l'un des épisodes les plus rocambolesques et les plus troublants de son histoire récente, et rien ou presque n'a changé. La jeune démocratie a tremblé sur ses fondements, la classe politique est entrée en ébullition, l'opinion, déjà secouée par la défaite électorale de Lech Wałęsa et la victoire totale des post-communistes, s'est trouvée partagée entre l'inquiétude, l'incrédulité et le dégoût. Mais sans que ses intentions de vote en soient profondément altérées : les sondages indiquent que de nouvelles élections consolideraient plutôt les positions déjà dominantes des post-communistes. L'opposition a fait une fois de plus la preuve de son impuissance, et de son incapacité à surmonter ses divisions.

Certes, l'enquête ouverte « à propos » de Jozef Oleksy se poursuit. Mais elle risque de durer fort longtemps, et les « munitions » qui ont alimenté, toutes ces dernières semaines, la bataille politique s'épuisent. Les nombreuses « fuites » concernant le dossier, et l'éventuelle implication d'autres hommes politiques, se sont soudainement tarées. Les responsables gouvernementaux ont décidé de s'attaquer à ce problème des « fuites » avec la plus grande énergie. La commission parlementaire spéciale, après avoir constaté que

l'affaire Oleksy ne ressemblait en rien à un coup monté, contrairement aux affirmations de l'intéressé et de ses amis politiques, a mis fin à ses travaux, laissant le terrain à la justice. La vie politique reprend son cours « normal », et les Polonais sont appelés, ce dimanche, à se rendre aux urnes pour participer à un référendum sur la privatisation, où l'on prévoit une très forte abstention.

« C'est aux Polonais de faire la preuve qu'ils sont toujours dignes d'accéder à l'OTAN »

Est-ce à dire que cette crise sans précédent a « glissé » sur la société et la classe politique polonaises sans laisser de traces ? Assurément pas. L'affaire Oleksy a brutalement rappelé à quel point le passé récent, celui de la Pologne « populaire », pesait sur le présent. A quel point la scène politique y était encombrée de fantômes, et surtout de travestis : d'hommes - y compris d'hommes jeunes - qui ont leurs racines dans un autre système de valeurs, qui ont établi leur position et lancé leur carrière selon les méthodes en vigueur à l'époque de la no-

menklature, et ont soudainement revêtu, quand ce monde s'est effondré sans qu'ils n'y aient aucun mérite ni aucune part, des habits de « sociaux-démocrates » et donc de démocrates tout court.

Bien entendu, ce n'est pas vraiment une découverte ; Alexandre Kwasniewski était parvenu à opérer cette métamorphose en souplesse, réussissant même l'exploit, non seulement de battre Lech Wa-

FURSSE avait cessé d'exister reste l'un des mystères non élucidés de cette étrange histoire.

Mais le problème concerne - à des degrés divers - une bonne part du personnel politique actuellement en fonctions. Du même coup, on a vu resurgir dans les rangs de l'ancienne « opposition démocratique » un vieux débat : les premières équipes gouvernementales issues de Solidarité n'ont-elles pas commis une erreur cardinale en décidant de « tirer un gros trait sur le passé », en s'abstenant de toute mesure de « décommunisation » de la vie publique ? Les avis sont toujours aussi partagés, et la réalité est toujours la même. Par exemple, le nouveau ministre de l'éducation, M. Wlasi, est un homme affable et aux manières policées, mais également l'ancien directeur de l'institut des problèmes fondamentaux du marxisme-léninisme.

Si l'affaire Oleksy a ainsi fait réapparaitre les vieilles couleurs sous les nouvelles couches de peinture, elle a aussi, et surtout, brouillé l'image de la Pologne en général. En dépit de l'incrédulité initiale manifestée par l'Occident, en dépit des propos bienveillants tenus en public par les responsables occidentaux, les Polonais, aussi bien au pouvoir que dans l'opposition, ne se font aucune il-

lusion : leur pays est désormais observé d'un autre oeil.

A l'étranger aussi, l'épisode a en effet remis de vieux souvenirs - ne serait-ce que parce que certains des agents polonais qui ont conduit l'enquête et réussi à obtenir les confidences de certains Russes étaient fort bien connus des services occidentaux pour leurs exploits datant d'une toute autre époque, celle de l'« indélébile amitié polono-soviétique ». En un sens, on pourrait considérer que les Polonais, ou en tout cas leurs services secrets, ont ainsi fait l'éclatante démonstration de leur crédibilité nouvelle, en déployant toute leur énergie et leur savoir-faire « contre » leurs anciens « parrains ». Et que la démonstration sera encore plus convaincante lorsque la justice aura mené sa mission jusqu'à son terme et livré des conclusions incontestables.

Mais, en attendant, l'affaire est pain béni pour tous ceux qui n'ont aucune envie de voir la Pologne - et les autres pays de l'Est européen - adhérer aux structures occidentales, et en particulier à l'OTAN. Désormais, pour reprendre l'expression d'un ambassadeur occidental, « c'est aux Polonais de faire la preuve qu'ils sont toujours dignes d'accéder ».

Jan Krauze

Le fondamentalisme occidental est dépassé

par Wolf Lepenies

A SPIRER la domination culturelle a toujours été l'un des buts de la stratégie politique et économique de notre continent. Ordonner à des fins européennes le reste du monde, pour reprendre les termes de Paul Valéry. Que cette domination s'affaiblisse aujourd'hui n'est pas seulement un échec de la *Geistespolitik*. Marx avait raison lorsqu'il disait que toute idée qui croît se passe d'intérêts se ridiculise au regard de l'histoire du monde. Aujourd'hui, l'avance européenne dans le secteur productif se reflète dans le monde entier. En conséquence, les idées européennes s'estompent face à d'autres systèmes d'idées venus d'ailleurs.

Sur le plan économique comme sur le plan culturel, l'Europe en expansion avait espéré trouver des marchés. Elle a trouvé des sites de production. En économie comme dans le domaine de la pensée, la compétitivité des pays non européens s'accroît. Plus d'un producteur de logiciels, ne pouvant plus concourir avec les programmeurs du marché indien, se voit obligé de prendre enfin au sérieux le démocrate raffiné qu'était Descartes. A l'époque préindustrielle, ce dernier affirmait déjà que le bon sens était la chose du monde la mieux partagée.

L'Europe qui, hier, imprimait le rythme de la modernisation, devra-t-elle se plier demain à un rythme dicté par d'autres ? Chercher le coupable politique ou idéologique serait une entreprise superflue. L'arrogance du moderne est une idéologie européenne bien ancrée dans les esprits et partagée par toutes les écoles de pensée.

Les deux scénarios d'avenir qui marquent les débats depuis 1989 – la « fin de l'histoire » et la « guerre des cultures » – illustrent fort bien cet état de fait. L'un offensif et conquérant, l'autre défensif et nerveux, ces deux scénarios sont analytiquement improductifs, erronés dans leurs hypothèses de base, et en même temps de texture archaïque : des images d'Épinal dans un monde informatisé.

Il s'agit, sous le couvert de l'intellectualité, de réactions pour une grande part émotionnelles aux pertes subies par le monde moderne occidental. Formulées par des élites aux allures de simples porte-parole, non sans un regard oblique sur les masses. En d'autres termes, un fondamentalisme.

Dans la théorie classique de la modernisation, l'Ouest a brossé un scénario d'avenir que plus personne ne partage dans l'opinion publique et dont on déplore à tort basse le vieillissement. Les théories de la modernisation définissaient en effet dans quelles conditions et à quel rythme les autres avaient le droit de devenir ce que nous sommes. Il y a certes un mode de lecture postif : l'élément d'une politique éducative internationale qui déterminait les chances de progression de sociétés tout entières. Une seconde lecture nous révèle qu'il s'agissait de théories d'une « quasi-modernisation ». Certaines sociétés non européennes pouvaient certes rattraper leur retard dans des conditions données. Mais il était clair que le monde occidental, pourrissant son développement, poursuivait son retardataire, ne pourrait jamais être pleinement rattrapé.

Or les industries et cultures occidentales courent aujourd'hui le risque d'être dépassées par leurs concurrents asiatiques. Nous avons beaucoup de mal à donner une réponse économiquement adéquate, c'est-à-dire autre que l'exportation d'emplois. Nous manquons surtout de conceptions de nature à relever les défis intellectuels qui accompagnent les controverses économiques. Nos attitudes se caractérisent par un manque de cohérence flagrant. Alors que le confucianisme, par exemple, fut longtemps considéré comme un obstacle insurmontable, on se demande aujourd'hui si ce n'est pas précisément le confucianisme qui cimente les

de soi – ce dont souffrirait nécessairement l'économie japonaise. Peut-on gagner des marchés sans créer à la fois des sites de production ? La réponse est non. Les Européens doivent reconnaître qu'il ne sera plus possible de forcer l'approbation d'une sorte de pacte de non-prolifération culturelle qui déterminerait les critères de modernité dont l'Occident se réserve l'exclusivité. Notre stratégie de surcompensations culturelles face à ce type de sociétés qui, à notre stupeur, se modernisent sans s'occidentaliser montre combien nos espoirs sont tenaces en dépit des preuves du contraire.

Hamann à Kant : « C'est moi que vous devez interroger, et non vous, si vous voulez me comprendre. » Il serait bon que le monde occidental suive au plus vite ce conseil vis-à-vis des sociétés non européennes

cultures industrielles postmodernes du continent asiatique.

D'autre part, nous nourrissons toujours – à l'égard du Japon avant tout – l'espoir que les structures de la société industrielle occidentale n'aient fait qu'effleurer en surface les sociétés asiatiques. Phénomène éphémère, en somme, qui s'effacerait à la première secousse interne affectant le monde asiatique. La métaphore est volontaire : certains commentateurs occidentaux, après le séisme de Kôbe, n'ont pas manqué d'exprimer sans la moindre pudeur leur espoir de voir ainsi le Japon ébranlé dans sa conscience

Le terme « globalisation » trace le portrait d'un monde en voie d'uniformisation croissante. Or, tandis que ce monde donne en surface une impression d'homogénéité accrue, les sphères de vie individuelles qui l'habitent en profondeur s'entrechoquent de plus en plus. Elles ne sont aucunement uniformes ; elles relèvent au contraire de formes mixtes. Il n'y a plus que des cultures hybrides.

Cet état de fait jette une lumière d'irréalisme sur la prophétie du *clash of civilizations*. On confond politique et culture. Dans l'ex-Yougoslavie, ce ne sont ni les

cultures ni les religions qui se sont heurtées ; ce sont les groupes politiques qui les ont instrumentalisées à leurs propres fins.

Afin de réduire également cette marge d'instrumentalisation, nous devons redoubler d'efforts dans le sens de la traduction des cultures. Celle-ci est et reste fondamentalement possible. Comme l'a constaté Claude Lévi-Strauss, le principe selon lequel ce ne sont pas les ressemblances mais les différences qui se ressemblent est valable pour toutes les cultures. L'évolution des cultures dans la société mondiale dépendra beaucoup de la création de « communautés éducatives » et, partant, de potentiels innovateurs. L'expérience de l'après-guerre nous a montré le rôle décisif qu'a joué la « communauté éducative » entre les États-Unis et l'Europe ou encore, au sein de l'Europe, entre l'Allemagne et la France. A l'inverse, de grandes chances ont été manquées après 1989 parce que – en Allemagne notamment – l'Ouest s'est livré à une orgie éducatrice au lieu de s'engager, face aux énormes défis politiques et économiques, sur la voie d'un apprentissage mutuel avec ses voisins de l'Est.

Parviendra-t-on à ce type de communautés éducatives entre l'Extrême-Orient et les pays occidentaux ? La question reste ouverte. Il convient d'œuvrer dans ce sens. Et, parallèlement, d'exercer une pression croissante sur les grandes institutions supranationales, afin de les inciter à recourir plus sérieusement aux savoirs et aux experts des systèmes autochtones. Il nous appartient aussi de soumettre nos instruments à un contrôle plus serré : lorsqu'une institution comme la Banque

mondiale s'appuie exclusivement sur les conseils d'économistes néoréalistes, il n'est pas besoin de s'étonner de ses échecs dans le domaine de la prétendue « politique de développement ».

Ce qu'il nous faut, c'est une inversion de direction de notre force motrice intellectuelle d'une part, de notre politique culturelle extérieure d'autre part. Le mercantilisme a encore moins sa place dans la culture que dans l'économie.

Nos sociétés industrielles occidentales, qui se sont toujours assigné le rôle de sociétés éducatrices, doivent devenir des sociétés qui apprennent. Dans le domaine de la politique culturelle extérieure, la primauté de l'exportation est surannée depuis longtemps : il s'agit aujourd'hui d'orienter notre politique culturelle vers l'importation. L'aspect diplomatique est l'un des volets de cette approche. En plus de leur compétence juridique, les nouvelles générations de diplomates devraient acquérir une compétence d'interprétation fondée sur une approche anthropologique plus claire qu'elle ne l'est jusqu'à ce jour. Lorsqu'on a affaire avec des sociétés et des individus étrangers, il s'agit de développer les approches de recherche « avec » au lieu de se cantonner dans la recherche « sur ». Une évidence crée les yeux, qui mérite le nom de scandale intellectuel : pourquoi une douzaine d'étudiants dans nos universités s'intéressent-ils à la Chine et au Japon, alors que des milliers se consacrent à la sociologie et à la psychologie des populations rurales, comme Lucien Febvre le soulignait non sans sarcasme dès les années 30 ?

Peut-être faut-il voir dans cette réorientation de la politique culturelle sur l'importation une chance particulière pour l'Allemagne. Par sa propre faute, qui engendra de grands avantages, l'Allemagne de l'après seconde guerre mondiale, dans sa partie occidentale en tout cas, a vite évolué vers une culture hybride. Les domaines traditionnellement allemands n'existaient que sous des formes mixtes, et c'est en tant que tels qu'ils eurent un grand impact international. Cette expérience devrait nous motiver à accentuer l'orientation de notre politique culturelle vers l'importation.

Non seulement à l'échelle allemande, mais aussi à l'échelle occidentale, la politique culturelle devrait se libérer de cette mentalité éducative pour s'ouvrir à d'autres cultures, les écouter, les apprendre. Johann Georg Hamann, se sentant pour la première fois incompris, écrivait à Emmanuel Kant : « C'est moi que vous devez interroger, et non vous, si vous voulez me comprendre. » Il serait bon que le monde moderne occidental suive au plus vite ce conseil vis-à-vis des sociétés non européennes.

Wolf Lepenies est recteur du Wissenschaftskolleg de Berlin. (Traduit de l'allemand par Anne-Marie Geyer.)

Quand la France s'éveillera... par Odon Vallet

NOS réflexes politiques et notre malaise social – pour le replacer dans un contexte mondial. Au classement des grandes puissances économiques, l'Allemagne a été dépassée par la Chine ; la France va être bientôt rejointe par l'Inde. Le Japon s'est rapproché des États-Unis la Corée du Sud talonne l'Espagne. A l'horizon 2010, il en croit le FBI, la France ne sera plus que la neuvième puissance mondiale, précédée par Taiwan et suivie de près par l'Indonésie.

A Paris, les immeubles de bureaux sont vides. En Asie, on se les arrache. Les loyers sont plus chers dans le centre d'Hanoi que boulevard Haussmann. Les grandes artères commerciales du monde sont désormais extrême-orientales : le prix du mètre carré de boutique est plus élevé à Orchard Road (Singapour) qu'aux Champs-Élysées et sur la rue de Nanjing (Shanghai) que sur la V^e Avenue. A Hongkong (Causeway Bay), il vaut dix fois plus qu'à Rome (via Condotti). Doit-on parler du déclin de l'Occident au moment où le mensuel américain *Fortune* vient de désigner Singapour comme la cité mondiale numéro un pour les affaires ?

Assurément, le pouvoir financier et les enjeux sociaux se situent désormais à l'autre bout du monde. Le sort de la livre ou du franc se joue en pleine nuit lorsque, aux antipodes de Greenwich, les Bourses de Sydney et de Kuala Lumpur commencent leurs cotations. La sombre averse de nos emplois se décide à Saigon ou à Colombo quand s'ouvre un nouvel atelier de chaussures ou de textile dont la production se retrouvera dans les boutiques parisiennes, parfois estampillées « made in France ».

L'opinion publique n'a pas encore pris conscience de ces bouleversements : combien d'Occidentaux savent qu'il y a, au fin fond du Sichuan, une ville, Chongking, plus peuplée que Londres, New York ou Paris ? Et on aurait tort de cantonner ces formidables mutations sous la rubrique économique : derrière les marchés émergents, il y a des philosophies montantes, et l'on ne peut séparer les circuits de l'argent du mouvement des idées.

En 1904, quand l'Angleterre puis l'Allemagne et les États-Unis étaient à leur apogée, Max Weber écrivait son étude *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Dans

les années 60, avec les « minimes » français, italien et espagnol, on pouvait discuter sur le moralisme catholique et l'expansion dans les pays latins. Aujourd'hui, on évoquerait plutôt le devoir bouddhique (*dharma*) et la croissance à dix chiffres ou l'individualisme taoïste et le petit commerce chinois.

Certes, le prix de la main-d'œuvre l'exporte souvent sur la valeur des doctrines : quand *Swissair* transfère à Bombay, capitale de l'Indonésie militante, ses services informatiques de Zurich ou de Genève, la compagnie aérienne ne reconnaît pas la supériorité de Shiva sur Calvin ni celle de Vishnou sur Zwingli. Mais on a trop longtemps considéré les religions d'au-delà de l'Indus comme des ennemis du progrès collectif et individuel. Sigmund Freud voyait dans le nirvana une pulsion de mort et Nietzsche trouvait dans le bouddhisme « une esthétique de la volonté ».

Devons-nous donc faire notre deuil des acquis de la Révolution pour nous convertir aux disciplines confucéennes ? Il serait bien naïf de renier notre histoire et de nous battre avec les armes des autres. Le cinquantenaire de l'indépendance indonésienne (17 août 1945) vient d'être marqué par l'un des plus

grands idéologues de toute l'histoire du monde, durant lequel cent millions de citoyens ont allumé les villes et villages du pays. Imagine-t-on la moitié des Français marcher au pas le 14 juillet ? Certes non et, d'ailleurs, beaucoup d'Asiatiques commencent à se plaindre de leur

Sans doute nous faudrait-il réfléchir à ce qu'il y a de meilleur dans des civilisations si différentes des nôtres et faire une revue de ces deux mondes

vie collective, trop uniforme et collifiée.

Certains Asiatiques épousent carrément les traditions occidentales. Au Vietnam comme en Corée, les églises sont pleines. Il y a plus de catholiques aux Philippines qu'en Italie et quatre fois plus de jésuites en Inde qu'en France. Des Japonais se marient dans les chapelles des châteaux de la Loire tandis que leurs acheteurs de tableaux font main basse sur nos collections d'impressionnistes. Ils ont compris qu'il était vain de séparer performances économiques et références

culturelles, d'opposer le score et le style.

Sans doute nous faudrait-il, loin de tout folklore illusoire, réfléchir à ce qu'il y a de meilleur dans des civilisations si différentes des nôtres et faire une revue de ces deux mondes. Il ne s'agit pas d'exalter la culture, d'opposer le score et le style. Sans doute nous faudrait-il, loin de tout folklore illusoire, réfléchir à ce qu'il y a de meilleur dans des civilisations si différentes des nôtres et faire une revue de ces deux mondes. Il ne s'agit pas d'exalter la culture, d'opposer le score et le style. Sans doute nous faudrait-il, loin de tout folklore illusoire, réfléchir à ce qu'il y a de meilleur dans des civilisations si différentes des nôtres et faire une revue de ces deux mondes. Il ne s'agit pas d'exalter la culture, d'opposer le score et le style.

Dans le domaine de la santé, on ne comble pas le trou de la Sécurité sociale sans approfondir le

rôle social de la médecine : elle est au centre de la réflexion taoïste, laquelle se mêle du « *sortir transcendant* » qui « ne voit que ce qu'on lui laisse voir ». Une leçon à méditer pour un système qui fait la part trop belle aux spécialistes et multiplie la gamme des examens.

Certes, il faut du discernement dans cette approche des civilisations asiatiques, qui ne sont pas exemptes de conflits internes et externes tout en subissant pollutions et corruptions. Mais leur réussite économique mérite une attention vigilante. Aucun système philosophique n'a le secret de la prospérité ni le monopole de la misère. Soyons donc modestes et réalistes même si notre orgueil national doit en souffrir et s'il va falloir encore plusieurs années pour effacer, en Asie, l'effet désastreux des essais nucléaires français. Durant la campagne présidentielle de 1981 Valéry Giscard d'Estaing faisait ce constat démographique : « La France, c'est un pour cent du monde. » Dans la grande Bourse des valeurs, il nous reste à rendre ce centième prospère et son tirage gagnant.

Odon Vallet enseigne aux universités Paris-I et Paris-VII.

L'ouverture, de Charles de Gaulle à François Mitterrand

PAR moments, par sursauts, la France sait exprimer un sentiment national. Les obsèques de François Mitterrand lui en ont donné l'occasion. Les Français se sont rassemblés dans la contemplation de leur histoire, dans le souvenir de ces quatorze années partagées. Quels que soient les combats antérieurs, les idéologies différentes, on a vu le président de la République célébrer avec grandeur la personnalité et l'œuvre de celui qui l'avait précédé ; on a vu des ministres de la majorité actuelle, qui avaient servi sous François Mitterrand dans les gouvernements difficiles de la cohabitation, reconnaître sa contribution historique. Ses amis politiques ont exprimé leur fidélité. Personne ne cherchait ni à récupérer l'histoire ni à en travestir les déroulements.

En 1981, le nouveau président replaçait la gauche dans le jeu national après vingt-trois ans d'éloignement. La France devenait

une démocratie adulte. Les deux cohabitations de 1986 et 1993, avec des tensions politiques différentes, ont civilisé l'alternance. Les Français, sans renoncer à rien de leurs convictions, ont accepté la règle commune : les mécanismes de la Constitution. Cette victoire paradoxale de François Mitterrand a été aussi la victoire posthume du général de Gaulle : le président, tenu à ses fonctions essentielles et placé au-dessus des partis, redevenait l'inspirateur et le garant des institutions qu'avait établies la V^e République. La campagne électorale de 1988 s'est faite presque naturellement sur le thème de la France unie. Ce n'était pas uniquement un slogan ou une ambiguïté consensuelle. Après l'élection de 1988, où François Mitterrand pouvait se sentir libre de ses positions, le choix de l'ouverture politique et la constitution d'un gouvernement composé à moitié de personnalités non socialistes constituaient un acte de courage et une reconnaissance des

acquis de l'alternance. Ainsi, les majorités n'étaient-elles pas destinées à s'affronter coûte que coûte. Elles pouvaient admettre, à la marge, quelques points d'adhésion.

La pédagogie s'est révélée difficile. Jusqu'où aller trop loin sans être accusé de pratiquer un consensus mou et par là sans signification ? Comment ne pas se montrer trop prudent en se contentant de débauchages individuels ? La logique des partis allait à l'encontre, puis les pressions électorales quand les élections s'approchaient. L'expérience a pris fin, pour l'essentiel, en 1991.

François Mitterrand le disait souvent lui-même : pour gagner des élections, il faut d'abord rassembler son camp. Au risque de trancher la France en deux blocs. Il n'avait jamais renoncé à ses convictions socialistes, aux valeurs de la gauche. Il ne prétendait pas se camoufler sous un unanimisme menteur. Mais, dans ces convictions assumées de part et d'autre, il

reconnaissait aussi qu'un dialogue était possible et que l'opposant en démocratie n'était pas seulement un adversaire.

Ministres d'ouverture, avec les difficultés d'un positionnement politique particulier, nous l'avons soutenu dans ce combat. Nous nous sommes battus pour un renouvellement de la politique. Il ne suffisait plus de suivre les sentiers battus des partis pris traditionnels. Nous avons compris que les valeurs de la République, l'ambition européenne, la nécessité de la réforme, le renforcement des cohésions sociales, la définition même d'un avenir commun exigeaient un rassemblement plus vaste des Français ; que le débat politique, ardent et convaincu, ne devait pas détruire l'essentiel de nos fraternités. Qu'un nouveau départ était possible.

Les leçons de l'histoire sont claires. Les Français ont accepté les efforts nécessaires. Ils ont renoué avec la confiance. Ils se sont retrou-

vés pour de grandes tâches et de rudes transformations quand ils ont eu l'impression qu'un seul parti ne les prenait pas en otages. Le général de Gaulle, au moment de la Libération, puis des grandes réformes de la V^e République, a mis en place des gouvernements rassembleurs. Les Français n'accepteraient pas qu'on ne réquisitionne leur ardeur que pour la seule gloire d'une majorité électorale.

Nous avons été heureux de symboliser dans les gouvernements de François Mitterrand cette volonté-là.

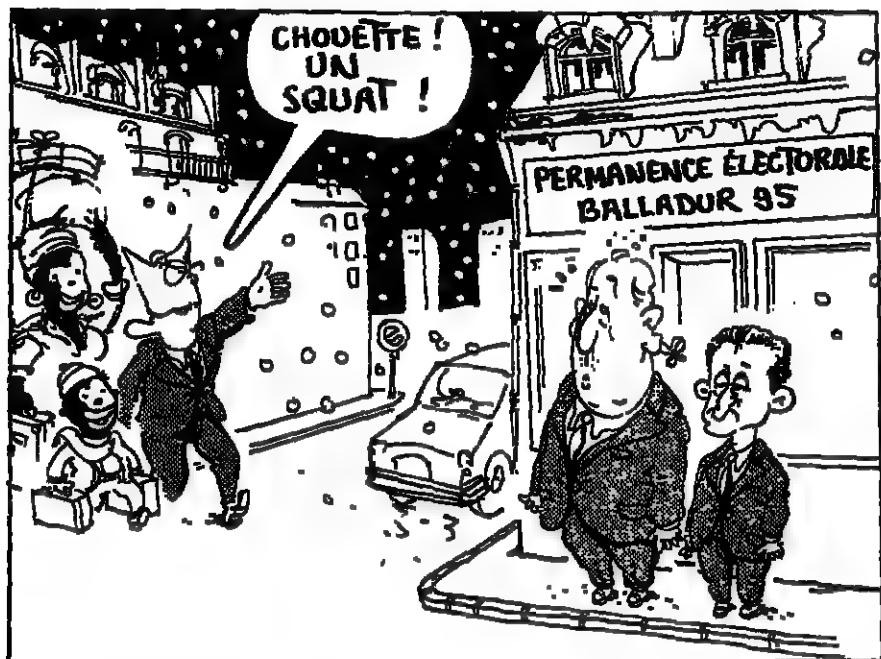
Roger Bambuck, Thierry de Beaucé, Hélène Dorlhac de Borne, Michel Durafour, Bruno Durieux, Bernard Kouchner, Brice Lalonde, Jacques Pelletier, Jean-Marie Rausch, Jean-Pierre Soisson.

هكذا من الإهمل

L'ANNÉE 1995 DES

JANVIER

● **Présidentielle** : Edouard Balladur présente sa candidature.



FÉVRIER

● **Mexique** : le pétrole est l'objet de convoitises américaines.

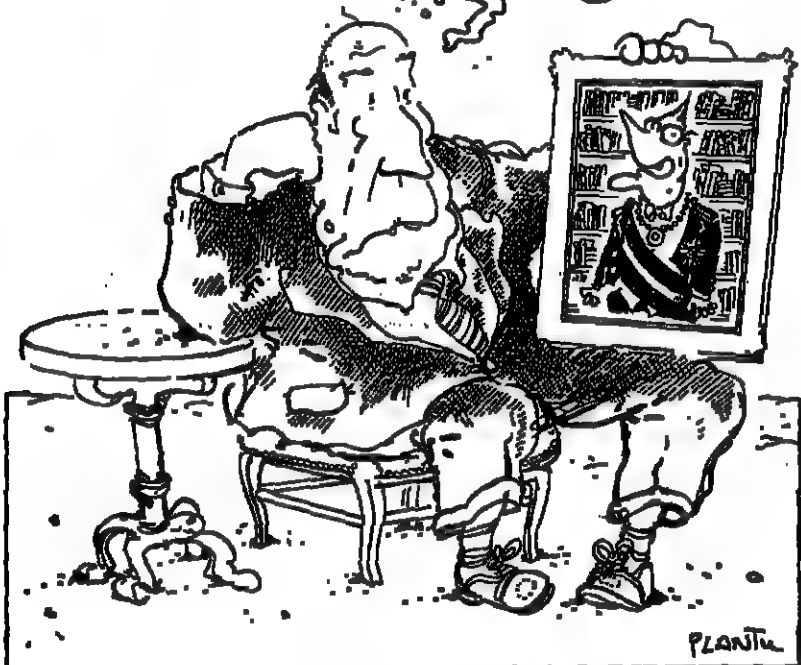


MARS

● **Kurdistan** : l'armée turque lance une opération contre



N'EMPÊCHE !... J'AURAI DU MAL À M'Y FAIRE !...



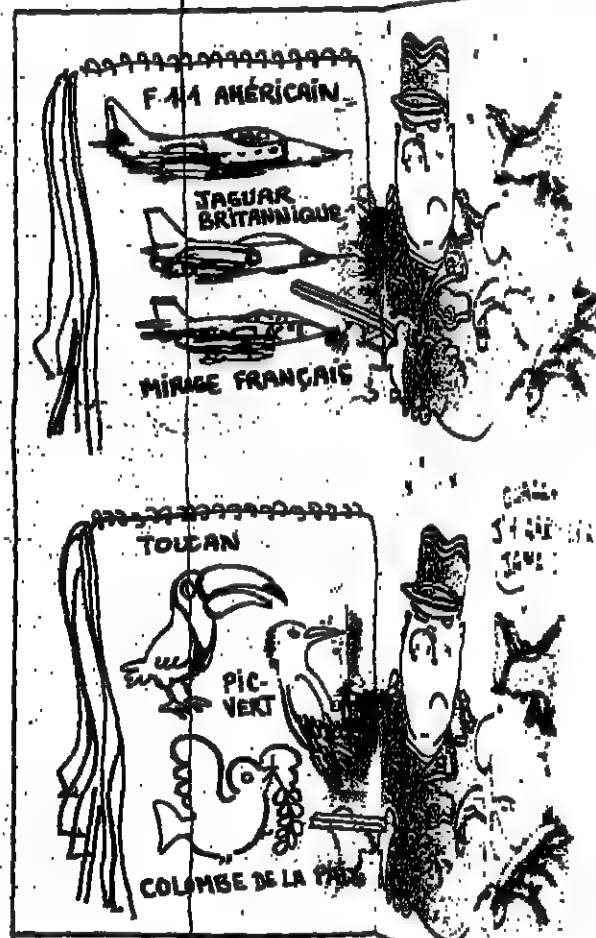
JUIN

● **Juppé** : le nouveau premier ministre découvre les finances du pays.



JUILLET

● **Bosnie** : négociations de paix en ex-Yougoslavie.

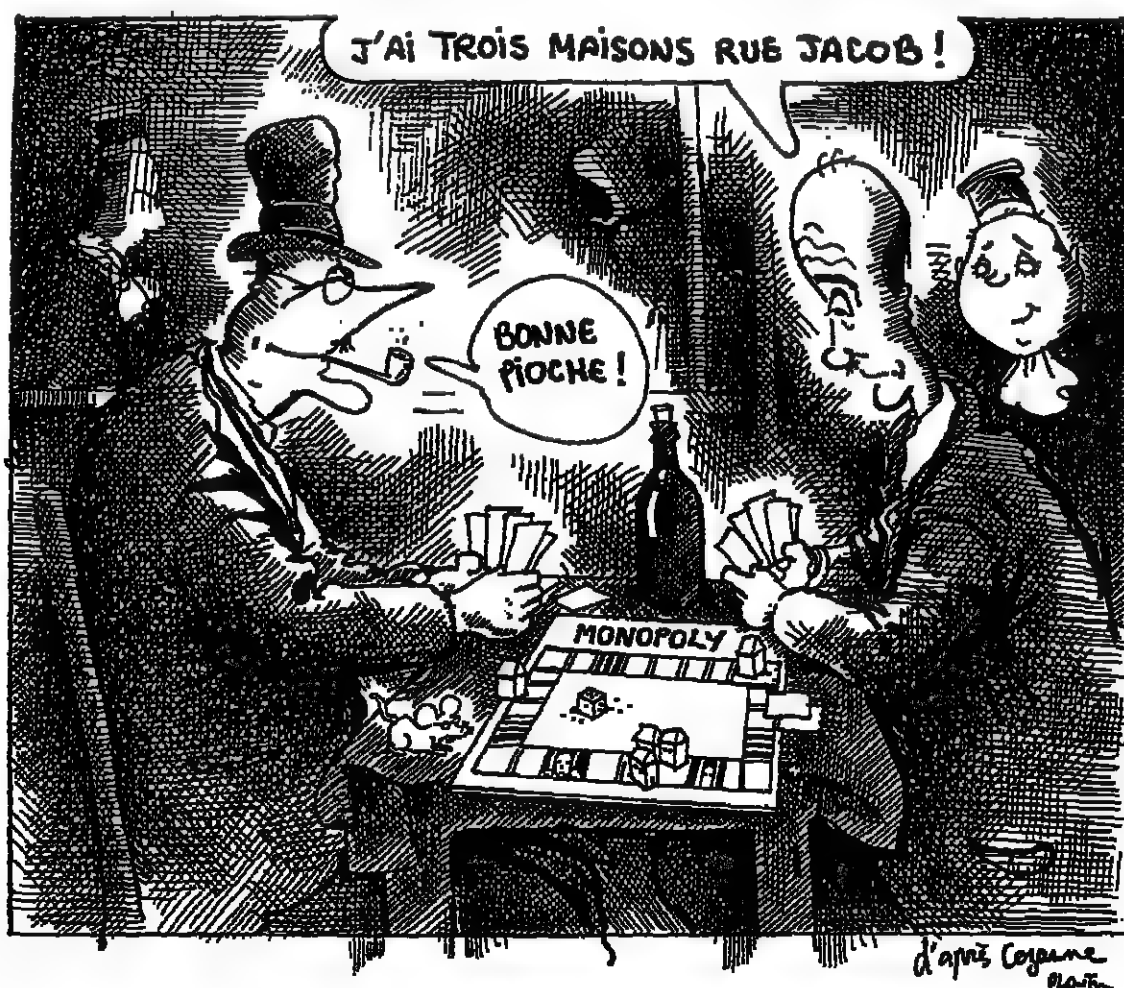


MAI

● **Chirac président** : le maire de Paris remplace François Mitterrand à l'Élysée.

OCTOBRE

● **Loyers** : polémique autour de l'appartement d'Alain Juppé, rue Jacob, à Paris.



NOVEMBRE

● **Israël** : assassinat d'Yitzhak Rabin à Tel Aviv.



L'ANNÉE 1995

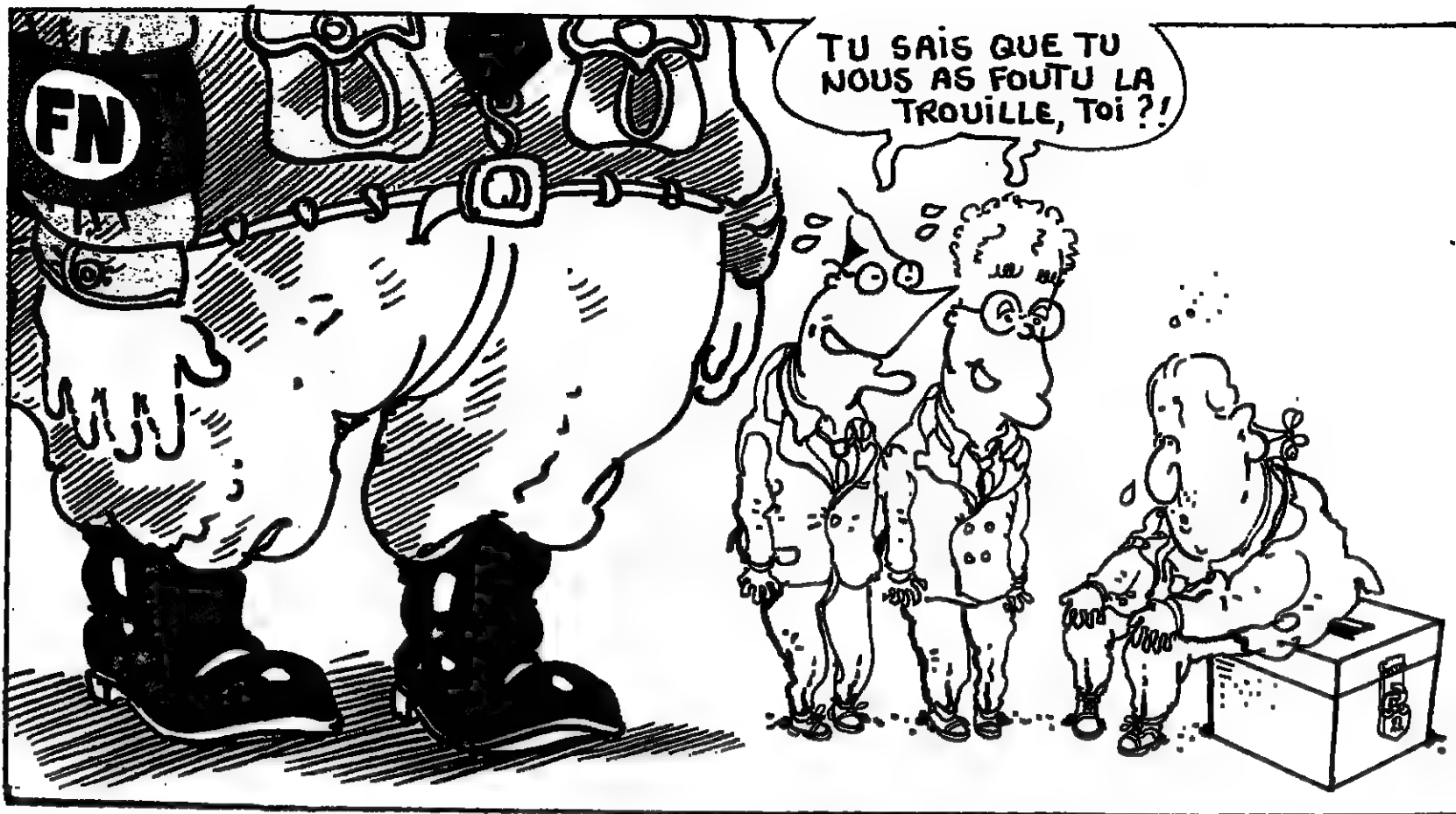
سكز لمن لا يمل

NÉE PAR PLANTU

LE MONDE / SAMEDI 17 FÉVRIER 1996 / 15

AVRIL
● France : premier tour de l'élection présidentielle.

VOUS PRÉFÉREZ ?
MASSACRER ?



TU SAIS QUE TU NOUS AS FOUTU LA TROUILLE, TOI ?!

SEPTEMBRE

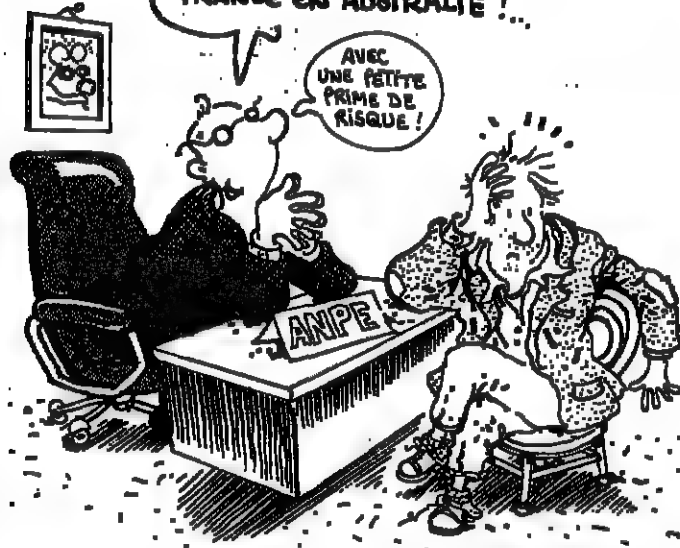
● « Vigipirate » : vague d'attentats en France.

AOÛT

● La bombe : le gouvernement australien proteste contre les essais nucléaires français.

J'AI UN SUPER-BOULST À VOUS PROPOSER :
ATTACHE DE PRESSE À L'AMBASSADE DE
FRANCE EN AUSTRALIE !

AVEC
UNE PETITE
PRIME DE
RISQUE !

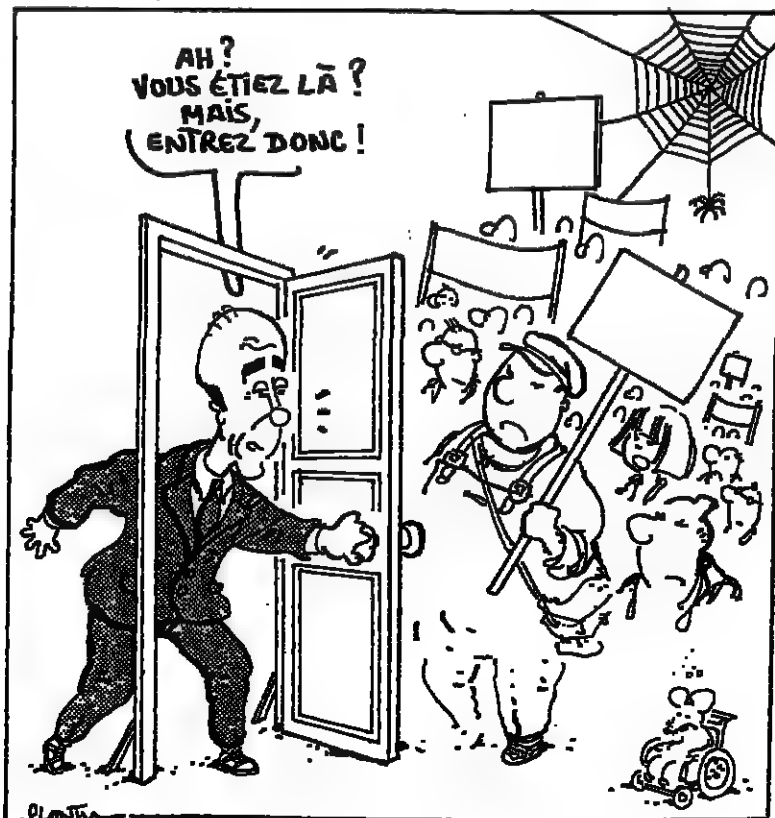


ATTENTION
ÉCOLE

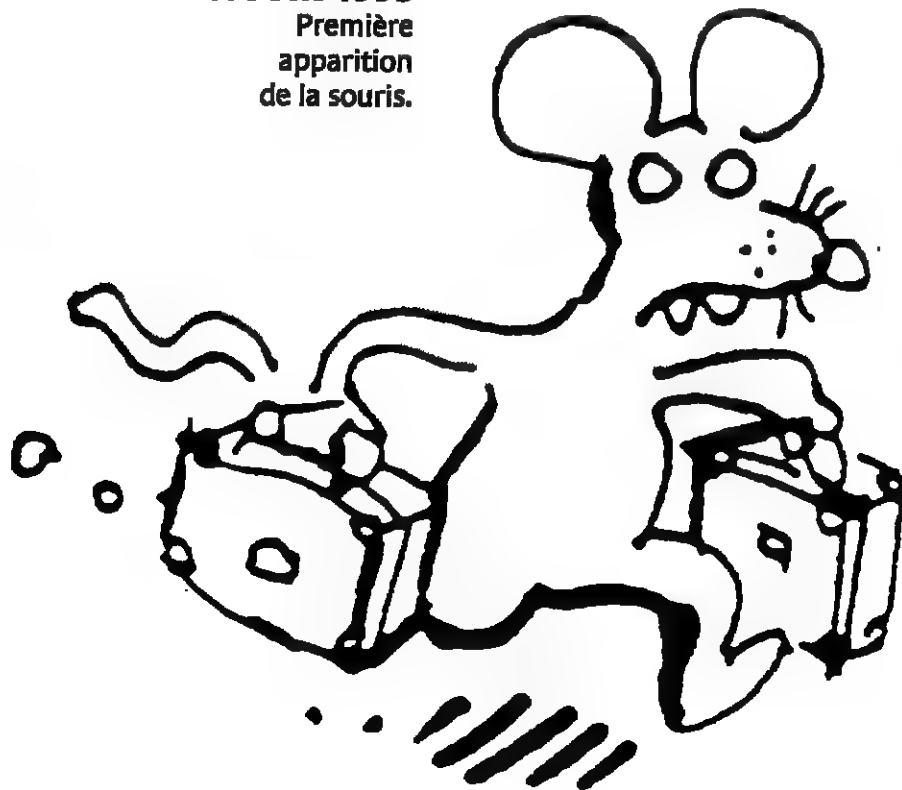
DÉCEMBRE

● Grèves : vives protestations des syndicats contre le plan Juppé.

AH ?
VOUS ÉTIEZ LÀ ?
MAIS,
ENTREZ DONC !



21 JUIN 1995
Première
apparition
de la souris.



هكذا من الإله

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 17 FÉVRIER 1996

AÉRONAUTIQUE Manfred Bischoff, président du directoire de Daimler-Benz Aerospace, filiale du groupe automobile Daimler-Benz, a engagé une profonde remise en

ordre de l'entreprise. Il annonce des pertes records de 4,3 milliards de marks (14,7 milliards de francs) qui tiennent compte d'une provision de 2,3 milliards de marks en

cas de fermeture de Fokker. ● LE GROUPE ALLEMAND, qui avait pris le contrôle de ce constructeur néerlandais en 1993, a confirmé qu'il ne le soutiendrait plus. ● UNE NOU-

VELLE STRATÉGIE se dessine qui vise à consolider les liens européens tissés au travers de sa participation dans Airbus. M. Bischoff insiste pour que le consortium eu-

ropéen décide de la construction d'un gros-porteur de 400 places et évoque des partenariats avec les Russes ou les constructeurs asiatiques.

Daimler-Benz Aerospace veut faire d'Airbus sa nouvelle priorité

La filiale du géant de l'industrie allemande enregistre une perte de 4,3 milliards de marks en 1995. Manfred Bischoff, le nouveau président du directoire, veut développer les projets au sein du consortium européen

MUNICH
de notre envoyé spécial
Daimler-Benz Aerospace (DASA), la filiale aéronautique du géant de l'industrie allemande qui fabrique les voitures Mercedes, s'attend pour son exercice 1995 à la perte la plus importante de sa courte histoire. Manfred Bischoff, le président du directoire, a annoncé, jeudi 15 février, qu'il prévoyait un déficit considérable de 4,3 milliards de marks (14,7 milliards de francs), pour un chiffre d'affaires de 31,4 milliards de marks, en recul de 13,8 %. « L'année 1995 a été marquée par l'accumulation des difficultés, notamment la faiblesse du dollar par rapport au mark et une détérioration des prix et des conditions du marché », a-t-il constaté.

Les principaux secteurs d'activité frappés par cette conjoncture sont l'aéronautique stricto sensu (avions, hélicoptères), qui représente 57 % de l'activité de DASA, et les moteurs (12 % des ventes), handicapés par une vive concurrence et une guerre des prix. De son côté, l'activité « défense » (18 % des ventes) a « renoué avec les profits » alors que l'activité « espace » (13 %) continue de bénéficier de l'essor de l'industrie satellitaire et des succès d'Ariane.

L'ABANDON DE FOKKER
En affichant ce déficit, Manfred Bischoff a voulu mettre de l'ordre dans le groupe qu'il ne préside que depuis mai 1995. Après en avoir été le directeur financier depuis sa création, en mai 1989, il succède à Jürgen Shrepp, qui a pris la tête de la maison mère Daimler-Benz. Il a engagé de « nombreuses mesures essentielles (...) pour hisser la compagnie au niveau des standards internationaux ». M. Bischoff promet le retour aux bénéfices « pour la fin

1997 », date à laquelle l'effectif du groupe s'élèvera à 38 000 salariés contre 48 000 aujourd'hui, en excluant Fokker. L'abandon du constructeur néerlandais, annoncé le 22 janvier dernier, constitue la partie principale de la remise en ordre. Cette décision a été intégralement prise en compte dans les résultats 1995 : DASA, qui a placé Fokker - racheté en avril 1993 - en situation de quasi-faillite en refusant de lui apporter tout nouveau concours financier, passe une provision de 2,3 milliards de marks (7,9 milliards de francs) pour couvrir l'« hypothèse la plus pessimiste », à savoir la liquidation de l'avionneur. Manfred Bischoff ne veut encaisser aucune hypothèse. « Fokker continue de négocier avec les éventuels repreneurs, mais nous aurons notre mot à dire en tant qu'actionnaire à hauteur de 51 %. Pour notre part, nous n'investirons plus un seul mark », a-t-il réaffirmé. DASA a tiré un trait définitif sur cette acquisition malheureuse.

UNE DIVERSIFICATION COUTUEUSE
Daimler-Benz est pour partie un investisseur dans l'industrie aéronautique. C'est DASA qui avait lancé la coopération avec l'américain Boeing sur le « super jumbo » ; c'est pour constituer un pôle européen d'avions régionaux en concurrence avec ATR (Aérospatiale et Alenia) que DASA avait racheté Fokker.

Discussions difficiles pour les moteurs

Pour rentabiliser sa filiale de moteurs MTU, Daimler-Benz a engagé des conversations avec le constructeur britannique Rolls-Royce, associé en Allemagne avec l'autre fabricant d'automobiles, BMW. Une fusion des intérêts allemands autour des technologies du britannique était envisageable.

Mais, pour Manfred Bischoff, l'espoir d'une telle conclusion est dérisoire. « Les salaires m'ont fait un beau cadeau de départ. Ils ont dû penser : le vieux a tellement travaillé, il faudrait lui faciliter la tâche. » C'est par cette boutade inhabituelle chez un homme qui cultive volontiers un air renfrogné en public que Jan Timmer a ouvert, jeudi 15 février, la traditionnelle conférence de presse de présentation des résultats annuels de Philips. Il est vrai que les chiffres ont, à première vue, de quoi le rendre « fort satisfait ». Alors que le chiffre d'affaires a augmenté de 6 % par rapport à 1994, à 64,5 milliards de florins - 1 florin vaut environ 3,01 francs -, le bénéfice net a bondi de 31 %, pour atteindre le niveau record de 2,68 milliards.

Autre bonne nouvelle : la reprise de l'embauche se confirme, avec des effectifs passés en un an de 253 000 à 265 100 salariés. On est très loin de l'année 1990, qui s'était soldée sur le déficit record de 4,2 milliards de florins et des années de crise qui ont entraîné la disparition de quelque 60 000 emplois.

UNE RENTABILITÉ DE 18 %
Toutes les branches n'ont pas participé à cette remarquable croissance. Celle-ci résulte principalement de l'explosion du marché des composants et des semi-conducteurs, qui s'est traduite par un résultat d'exploitation passant de 1,6 à 2,3 milliards de florins. En revanche, l'électronique do-

estique (TV, hi-fi, vidéo, etc.) a souffert de la concurrence sans pitié que se livrent les constructeurs (et qui se traduit par une érosion des prix, donc des bénéfices, de 4 %). De la méfiance des consommateurs face à un afflux de produits nouveaux dont ils ne voient pas toujours l'intérêt et de la situation dramatique de la filiale allemande Grundig (Le Monde du 7 février) qui a obligé Philips à provisionner 302 millions de florins.

Le bénéfice record de Philips masque des faiblesses dans l'électronique grand public

D'autres signaux passent du vert à l'orange. Le résultat d'exploitation du quatrième trimestre est, à 1,2 milliard, inférieur de 100 millions à celui de l'an dernier. Après plusieurs années de réduction de la dette, celle-ci remonte, le ratio dette/fonds passant de 31/69 en 1994 à 34/66. Le cash-flow a baissé et les stocks ont augmenté, ce qui « ennuie » Jan Timmer.

Où trouver la croissance ? Quel seul de rentabilité exige des activités d'un groupe présent dans des domaines aussi variés que l'éclairage, les appareils médicaux, la TV, la hi-fi, les écrans plats, le radioguidage ou les téléphones mobiles cellulaires ? « Chaque activité doit afficher une rentabilité des capitaux engagés d'au moins 24 % », répond Jan Timmer. Aujourd'hui, ce taux s'élève à 18,1 %. Mais c'est principalement la question des choix stratégiques qui occupe Timmer et surtout son successeur au 1^{er} octobre, Cor Boonstra.

Car sur le plan géographique, la cause est entendue. La croissance se fera en Asie-Pacifique et, dans une moindre mesure, en Europe de l'Est, qui représente aujourd'hui 1 milliard de florins de chiffre d'affaires. L'Asie représente 17 % des ventes. Elle bénéficie déjà de l'intérêt tout particulier de Cor Boonstra, et, pour la première fois, Philips vient de nommer une personne originaire de la région au conseil du groupe, l'un des organes les plus élevés de la multinationale.

AMBITIONS MULTIMÉDIAS
L'an dernier, le chiffre d'affaires de Philips dans les composants a bondi de 28 % alors que le marché croissait de 20 %. « On ne pourra pas poursuivre à ce rythme », reconnaît M. Timmer. Mais Philips va tout de même investir dans ce domaine en 1996, preuve de notre confiance dans ce marché. Dans le domaine du grand public, Philips a encaissé quelques déceptions. Pour la première fois, Jan Timmer a d'ailleurs prudemment reconnu que la cassette digitale DCC, l'un des chevaux de bataille du groupe ces dernières années, est loin d'avoir donné les résultats escomptés. « Nous espérons qu'elle démontre la cassette traditionnelle. A moins d'une baisse importante du prix, ce dont je doute, je ne pense pas que cela changera. » Les ventes

de CD-I ont tout juste atteint l'objectif du million de lecteurs. Mais l'appareil semble avoir perdu de son importance aux yeux de Philips depuis que les constructeurs européens, japonais et américains se sont entendus sur un standard commun pour le nouveau vidéodisque numérique DVD. Ces appareils, dont les premiers exemplaires seront introduits à la fin 1997, incarnent une bonne part des espoirs de la profession. M. Timmer ne doute pas que « la nouvelle famille du DVD, grâce à ses applications audio, vidéo, CD-ROM et interactives aura un succès comparable » à l'apparition de la vidéo ou du disque compact.

Grâce à ses profits historiques, Shell est le premier pétrolier mondial

LONDRES
de notre envoyé spécial
« Une période dure » oui, une « année horrible » tout de même pas. Quelques semaines après les tensions au Nigeria, un de leurs principaux terrains d'activité, et plusieurs mois après la campagne de boycottage lancée par Greenpeace pour empêcher le sabotage de la plateforme Brent Spar dans l'Atlantique, les dirigeants de Shell sont toujours mal à l'aise pour évoquer ces événements qui ternissent leur image. A La Haye comme à Londres où le pétrolier anglo-néerlandais présentait simultanément ses résultats financiers le 15 février, l'autocritique a été modérée. L'accent a été mis sur le bénéfice record, en hausse de 7 %, à 4,375 milliards de livres (34,5 milliards de francs) qui fait de Shell le premier pétrolier mondial par le

bénéfice, juste devant l'américain Exxon. Aux Pays-Bas, Cor Herkstroeter, le président du groupe, a reconnu la nécessité d'« être plus à l'écoute du monde environnant ». En Grande-Bretagne, le vice-président, John Jennings, a regretté que « l'image donnée à travers ses affaires ne corresponde pas à la réalité ». Revenant sur l'attitude de Shell dans l'exécution de l'écrit d'arrêt néerlandais Ken Saro-Wiwa, dirigeant du Mouvement pour la survie du peuple ogoni et de huit de ses compagnons, le président du groupe a rappelé les efforts de diplomatie secrète entrepris par sa compagnie auprès du gouvernement de Lagos pour obtenir leur grâce. « On nous accuse de génocide, de dévastation écologique, c'est faux ! » a affirmé vigoureusement, de son côté, le vice-pré-

sident du groupe, Embarassé par ces « questions émotionnelles », John Jennings évolue avec beaucoup plus d'aisance dans la réalité chiffrée et rationnelle. En 1995, le bénéfice a atteint son plus haut niveau historique bien qu'il ait été pénalisé par des provisions importantes pour restructuration et pour dépréciation d'actifs, en raison de la mise en conformité avec la nouvelle comptabilité américaine.

La réorganisation a touché la structure de direction du groupe, elle concernera prochainement la branche raffinage. En mai 1995, la multinationale a décidé d'abandonner son organisation « matricielle » reposant sur une concentration poussée entre les différentes unités pour adopter une structure plus classique reposant sur les quatre métiers du groupe : l'exploration-production, le raffinage-

distribution, la chimie, le gaz et le charbon. L'objectif d'acquiescer une meilleure réactivité et d'accroître la rentabilité des investissements. Sur le plan de l'emploi, l'abandon de cette structure trentenaire s'accompagne d'une réduction de 28 % des effectifs aux deux sièges du groupe à La Haye et à Londres : ils passeront à 2 820 en 1997 contre 3 900 en 1995.

Reconnaissant comme tous les pétroliers, que la situation dans le raffinage est « délicate » tant en Europe qu'aux Etats-Unis en raison des surcapacités, John Jennings n'a pas voulu préciser ses intentions. Des discussions sont en cours en Grande-Bretagne et en France, où Shell dispose de trois unités sur l'étang de Berre dans les Bouches du Rhône, à Petite Couronne près de Rouen et à Reichstett près de Strasbourg.

La réforme du change

MANA
Le groupe...
En 1995, le chiffre d'affaires de DASA a augmenté de 6 % par rapport à 1994, à 64,5 milliards de florins - 1 florin vaut environ 3,01 francs -, le bénéfice net a bondi de 31 %, pour atteindre le niveau record de 2,68 milliards.

Le groupe textile DMC est revenu à l'équilibre en 1995
DMC, premier groupe textile français, a dégagé en 1995 un résultat net compris entre 0 et 5 millions de francs, après avoir perdu 148 millions en 1994. Son chiffre d'affaires a pourtant baissé de 10,7 %, à 7,1 milliards de francs, l'an dernier. « La dépendance du groupe vis-à-vis du mark ainsi que la cession d'une filiale allemande, Syntex, expliquent plus de la moitié de cette diminution », considère Michel Rivet, directeur financier de DMC. Le faible niveau de la consommation de textile - en recul de 3 % en France, où le groupe réalise 25 % de son chiffre d'affaires, et de 5,5 % en Allemagne, où il dégage 19 % de ses recettes - explique le reste du recul des ventes.

Les restructurations, dont les frais ont été en grande partie imputés aux comptes de 1994 et du premier semestre 1995, commencent à payer. En Allemagne, foyer important de pertes, les effectifs ont été réduits de 10 % et ramenés à environ 2 700 personnes. DMC souffre d'avoir un outil de production majoritairement situé outre Rhin. D'ici à l'an 2000, les sites allemands ne représenteront plus que 25 % des capacités de production d'imprimés, contre la moitié aujourd'hui. DMC achètera plus de tissus écus en provenance d'Italie, moins chers et plus à la mode que les imprimés, ce qui devrait avantager son usine bon-gros.

La stratégie de redéploiement passe ensuite par le développement des comptes grand client, comme Levis, Marks & Spencer, Benetton, Zara. Elle passe aussi par l'internationalisation du groupe vers l'Asie-Pacifique et les Etats-Unis. Enfin, DMC prévoit un retrait, plus ou moins partiel, des activités les plus en amont, filature et tissage, à faibles marges. La filature de Lagosse sera fermée et sa production rapatriée à Saint-Nabord, dans les Vosges, de même que l'une des quatre unités de tissage de la région Rhône-Alpes.

50 من لامل

La réforme de La Poste illustre les difficultés du changement dans le secteur public

La direction veut moderniser son réseau dans la concertation

La direction de La Poste a rencontré jeudi 15 février les organisations syndicales pour présenter son projet de réforme de son réseau. Celui-ci

visait à consacrer les 17 000 bureaux de poste à l'accueil du grand public. Les entreprises seraient désormais traitées séparément. Les syndi-

cats craignent que ce projet accélère les suppressions d'emplois. La direction veut éviter tout conflit et engage une concertation.

UNE RÉFORME ? Quelle réforme ? Jeudi 15 février, à l'issue de sa rencontre avec les organisations syndicales, Claude Bourmaud, directeur général de La Poste, minimisait le projet de « réorganisation » du réseau des 17 000 bureaux et agences de La Poste.

« C'est un dossier technique pour lequel il n'y a aucune contrainte de temps », affirme-t-il. Éventuellement, cette réforme se traduirait, selon ces syndicats, par un abandon des missions de service public au profit d'un « comportement de banque », avec, en prime, « des milliers de suppressions d'emplois ». De son côté, la CFTD dénonçait, elle aussi, « une restructuration du réseau qui conduira à de nouvelles suppressions d'emplois et à une dévalorisation de la plupart des métiers ».

En fait, La Poste doit faire face à des contraintes financières et sociales qui placent ses dirigeants dans une situation délicate. Après une année 1995 qui se soldait par un déficit d'environ 1 milliard de francs, comme le président de La Poste l'a confié au Monde du 17 janvier, 1996 s'annonce bien sombre : le développement du fax exerce une concurrence accrue sur le courrier, les principaux clients

de La Poste prennent peu à peu l'habitude de travailler avec les messageries privées et, en permettant aux banques de distribuer le livret jeunes, appelé à se substituer partiellement au livret A, le gouvernement vient de fragiliser l'un des principaux fonds de commerce de La Poste.

AUCUNE PERMUTATION Pourtant, services publics et aménagement du territoire obligent, La Poste s'est engagée en juin 1995 à ne fermer aucun de ses 17 000 « points de contact » d'ici à la fin 1997. Or son réseau rural lui coûte cher. Plus de 2 milliards de francs. Créé il y a plus de cent dix ans, ce réseau n'a pas suffisamment accompagné l'urbanisation de la France. Les chiffres sont parlants : 60 % des points de contact sont situés dans les zones rurales où ne vivent que 26 % de la population et 20 % de la clientèle de La Poste. Si un reproche peut être fait à La Poste, c'est donc moins d'être

tentée d'abandonner la Lozère - où il y a un bureau de poste pour 900 habitants - que de ne pas assez investir en Seine-Saint-Denis, où il n'y a qu'un bureau pour 15 000 habitants.

Ayant pris la décision de ne pas fermer de bureau, les dirigeants de La Poste entendent, en revanche, rendre ce réseau plus performant, « en substituant à l'actuelle répartition des fonctions par métiers une organisation basée sur une logique de marchés ». Pour les particuliers, cela ne changera rien.

En revanche les entreprises et les « grands comptes » qui, ensemble, représentent plus de 80 % du chiffre d'affaires de La Poste, seront pris en charge par des forces commerciales spécialisées. Faut-il en déduire que les guichets vont être transférés en « établissements financiers », comme le redoutent certains syndicats ? « C'est un contresens parfait. Aujourd'hui, l'activité courrier de notre réseau représente 14 milliards de francs et

son activité financière 17 milliards. Notre objectif est, en fait, de développer la première », affirme Claude Bourmaud.

En privé, certains dirigeants syndicaux admettent le bien-fondé de la réforme dont il est difficile de savoir, après la réunion de jeudi, si elle est maintenue ou repoussée à des jours meilleurs. Pourtant, balayer les critiques d'un revers de main serait absurde. Paul Emaer, représentant au conseil d'administration de La Poste au titre de la Confédération syndicale des familles (CSF) le reconnaît : « Cette réforme est indispensable et ne changera rien pour les particuliers. Mais les habitudes changent. Nous écrivons de moins en moins et les machines de tri sont de plus en plus performantes. Les syndicats ont tort de dire que cette réforme va réduire de 6 000 à 2 000 les bureaux de poste distributeurs, là où s'effectue le dernier tri du courrier. Mais ils ont raison de s'inquiéter car cette réduction s'effectuera. Bientôt les machines seront capables de trier le courrier, rue par rue. Les facteurs n'auront donc plus à faire ce travail. Et comme ces machines sont puissantes, elles seront en nombre limité. Avant de faire sa tournée, le facteur devra donc aller chercher le courrier dans une autre ville. Le nombre de salariés ne peut que diminuer. »

SYMBÔLE DE BLOCAGE

Comme l'analyse un parlementaire qui suit ce dossier de près, « l'incompréhension grandit entre une direction qui, à juste titre, cherche à augmenter son chiffre d'affaires et à équilibrer ses comptes et une base très attachée à la fonction première de La Poste : la distribution du courrier et le lien social qu'il génère. Or, si le personnel entre en dissidence morale et perd confiance en ses dirigeants, on va à l'échec ».

En dénonçant cette réforme, les syndicats ont rappelé que les postes étaient inquiets de leur avenir et qu'ils ont tout à raison les vœux de tout changement comme une menace. Mais que jamais, le premier employeur de France après l'Etat ne peut ignorer ce sentiment. Le projet de La Poste comme le contrat de plan de la SNCF montrent combien le changement est devenu difficile dans le secteur public.

Alain Deboue

Frédéric Lemaître

Le groupe suédois Wallenberg introduit Scania en Bourse et mise sur des secteurs de technologie

STOCKHOLM de notre correspondant en Europe du Nord

En annonçant, jeudi 15 février à Stockholm, la prochaine introduction en Bourse du constructeur de poids lourds Scania et la vente aux institutions financières nationales et étrangères ainsi qu'au public d'environ 70 % du capital, l'empire industriel suédois Wallenberg cède - en partie - un de ses bijoux et l'une de ses principales « vaches à lait ». Scania est le numéro cinq mondial, mais l'entreprise la plus rentable de ce secteur. Son bénéfice net a été de 4,8 milliards de couronnes en 1995 (+32 %) pour un chiffre d'affaires de 34,8 milliards (+31 %) et 22 000 employés dont la moitié en Suède (une couronne suédoise vaut 0,73 franc). Scania contrôle 14,3 % du marché européen des véhicules de plus de 16 tonnes.

Pour Scania, il s'agit en fait d'un retour en Bourse. Jusqu'en 1991, l'entreprise, qui s'appelait alors Saab-Scania AB, y était cotée avant qu'investor, la principale holding d'investissement de la sphère Wallenberg, ne décide de l'absorber totalement, à la suite de diverses attaques menées par le financier Sven-Olof Johansson. En mai 1995, investor, dont le président n'est autre que Peter Wallenberg, « patron » de la famille depuis la mort de son père, Marcus, en 1982, annonçait une réorganisation de Saab-Scania AB. Scania (poids lourds) était détachée des autres activités du groupe moins rentables voire déficitaires : Saab automobile (dont General Motors détenait déjà 50 % du capital social), et Saab Aircraft (civil et militaire).

« La demande de camions va croître car le parc de véhicules d'occasion se réduit rapidement en Europe, expliquait, voici quelques mois, Lef Oosting, président du groupe. Ce parc est littéralement aspiré par les pays d'Europe centrale et orientale, ce qui force l'Europe de l'Ouest à acheter neuf. D'autre part, les règlements anti-pollution vont éliminer les vieux modèles du marché. » Scania est également particulièrement bien placé en Amérique du Sud (Brésil et Mexique) et s'intéresse de près à la Chine. En revanche, il ne s'est pas lancé, comme Volvo avec beaucoup de problèmes au-

jourd'hui, dans une « aventure américaine ». La stratégie de l'entreprise reste de fabriquer moteurs, boîtes de vitesse et cabines de conduite en Suède et de miser sur des sites de montage en dehors du royaume, notamment en France (Angers) et aux Pays-Bas, avec une technique maison, considérée comme l'une des clés de son succès.

L'opération devrait rapporter, selon plusieurs analystes à Stockholm, « une vingtaine de milliards de couronnes » à investor, holding au cœur du pouvoir de la sphère Wallenberg, avec une influence déterminante, sous forme de portefeuilles d'actions, sur des entreprises multinationales comme Astra (médicaments), Stora (papier et pâte à papier), Ericsson (téléphone), Atlas Copco, SKF, Saab et Electrolux. Autant d'entreprises prospères qui ont largement profité d'une couronne faible. « La vente de 70 % du capital servira à rembourser des vieilles dettes et à investir éventuellement dans d'autres branches », déclarait, jeudi, Claes Dahlback, directeur général.

INTÉRÊT POUR LES MÉDIAS

Le groupe Wallenberg n'a pas été épargné par la récession qui avait conduit « sa » banque, Skandinaviska Enskilde Banken, à demander un coup de pouce de l'Etat pour éviter la déroute, et qui est « sortie du rouge » en 1995. Sa stratégie est désormais de chercher à devenir moins dépendant des industries sensibles à la conjoncture pour s'engager davantage dans les secteurs de haute technologie à croissance forte.

La prise de contrôle de WM-Datata est citée en exemple par M. Dahlback et, plus récemment, celle de la société Gambro (instruments de dialyse, traitement du sang et chirurgie cardiovasculaire) par Incentive, autre holding industrielle de l'empire, témoignent de cette orientation nouvelle. L'intérêt pour l'information et les médias va également grandissant : Wallenberg - dont la devise familiale est pourtant « agir mais ne pas apparaître » - est déjà l'actionnaire principal de Svenska Dagbladet, l'un des deux grands quotidiens du matin à Stockholm ; investor est le second actionnaire,

après Kinnreid, dans la chaîne de télévision privée TV4.

On n'exclut pas, dans les milieux financiers suédois, que l'investor se retire progressivement de Saab-Automobile, devenu pour moitié par General Motors, avec qui des négociations ont eu lieu. Pour ce qui concerne la division aéronautique, Saab a conclu des accords de coopération avec British Aerospace afin de trouver d'autres clients que la défense suédoise pour le « Jas » et Saab Aircraft cherche, dit-on, un partenaire, dans le secteur civil.

Alain Deboue

Frédéric Lemaître

Les importations « sauvages » de voitures en Europe sont légales

LA COUR EUROPÉENNE de justice du Luxembourg a rendu, jeudi 15 février, un arrêt confirmant le droit des négociants indépendants à acheter des voitures dans les pays européens pour les revendre dans le reste de la Communauté. Cette décision fait suite à la plainte déposée par des concessionnaires français des marques Peugeot, Citroën, Renault, Ford, Nissan et Honda, qui avaient intenté une action pour concurrence déloyale contre des mandataires indépendants. « La Communauté européenne fait profiter certains du non-achèvement du marché unique, qui entraîne des disparités fiscales et monétaires en Europe », s'indigne le constructeur Peugeot. Selon une étude de Bruxelles, rendue publique le 15 février, le prix des modèles européens varie de plus de 20 % selon les pays. L'Allemagne, l'Autriche et la France sont les pays où les voitures sont les plus chères, tandis qu'elles sont les moins chères en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni. Profitant en outre des différences de change, les mandataires importent de plus en plus de véhicules en France. Ces ventes auraient représenté entre 3 % et 10 % du marché en 1995.

L'américain Arco signe un contrat d'un milliard de dollars en Algérie

L'ALGÉRIE a conclu le jeudi 15 février un nouvel accord dans le secteur des hydrocarbures avec une firme étrangère, en concédant une partie de la production du champ de Rhoud El-Baguel à la compagnie américaine Arco pour 1 milliard de dollars (5 milliards de francs). Cet accord prévoit l'accès à une part de la production du gisement en contrepartie du paiement d'un droit d'entrée de 225 millions de dollars. Arco s'est notamment engagé à injecter de gaz et à investir 50 millions de dollars pour la découverte de nouvelles sources de gaz au profit de la compagnie pétrolière algérienne Sonatrach. Ce contrat porte à quelque 6 milliards de dollars le total des accords conclus par l'Algérie avec des firmes étrangères (les pétroliers BP, Total et Repsol) et la firme d'engineering américaine Brown and Root) depuis la fin décembre.

■ **CRÉDIT DU NORD** : la filiale du groupe Paribas est quasiment sortie du rouge en 1995. Philippe Toussaint, qui a remplacé Bernard Auberger à la tête de la banque à l'issue d'une transformation des instances dirigeantes en directoire et conseil de surveillance, a annoncé le jeudi 15 février une perte nette consolidée part du groupe ramenée à 14,4 millions de francs en 1995, contre 487 millions en 1994. Le Crédit du Nord a terminé son recensement sur le métier de banque de détail en France en 1995. La banque a également bénéficié au 1^{er} janvier 1995 d'une recapitalisation à hauteur de 1,6 milliard de francs par Paribas.

■ **DEUTSCHE TELEKOM** : la compagnie publique allemande de télécommunications envisage une alliance avec le studio de production cinématographique Dreamworks du réalisateur américain Steven Spielberg, affirme l'hebdomadaire Der Spiegel à paraître samedi 17 février. Le président du directoire de Deutsche Telekom, Ron Sommer, a déjà mené des discussions étroites avec Dreamworks, affirme Der Spiegel. Il veut encourager les développements multimédias comme les films et la télévision à la demande et les programmes d'animation pour ordinateurs.

■ **LYONNAISE DES EAUX** : le groupe de services a annoncé jeudi 15 février une réduction de sa participation de 48 % à moins de 20 % dans la filiale canadienne United Westburne. Héritage de l'ancien groupe Dumex, cette société spécialisée dans la distribution de matériel électrique était en vente depuis longtemps. L'opération, montée avec l'aide d'un courtier canadien, permet à la Lyonnaise d'obtenir tout de suite 500 millions de francs, sans moins-values.

■ **CROWN CORK** : le groupe d'emballage américain détient 98,69 % du capital de CarnaudMetalbox, à la suite de l'OPA/OPE lancée sur le capital de la société franco-britannique, a annoncé la Société des Bourses françaises, jeudi 15 février. 46 millions de titres ont été apportés à l'OPA et 40 millions à l'OPE. Crown Cork devra débours 9 milliards de francs. La CGIP devient le premier actionnaire du groupe avec plus de 30 % du capital.

■ **BANKERS TRUST** : l'agence de notation financière Standard and Poor's a abaissé jeudi 15 février les notes de la banque américaine, spécialiste des produits dérivés, et de certaines de ses filiales. La note de la dette principale de Bankers Trust est ramenée de A+ à A, celle de la dette subordonnée de A à A- et celle des actions préférentielles de A- à BBB+.

Aller - retour pour tous au départ de Paris.

Tarifs Clin d'Oeil jusqu'au 30 mars 1996 sur vols désignés.

PAU, LOURDES/TARBES, PERPIGNAN, MONTPELLIER, NÎMES, TOULOUSE, MARSEILLE, TOULON

550F^{AR}

D'autres offres promotionnelles vous attendent, profitez-en vite !

Renseignez-vous sur les conditions d'application de ces tarifs auprès d'Air Inter Europe (à Paris : 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages ou 3615 AIRINTER (1,29F/mn).

Tarifs hors taxes aéroport (28Frs).

AIR INTER EUROPE



■ **LES RÉSERVES** de changes de la Banque de France ont augmenté de 3,56 milliards à 121,49 milliards de francs entre le 1^{er} et le 8 février, selon le Crédit lyonnais.

CAC 40 ↑ Obscure	CAC 40 ↑ 1 an	CAC 40 ↑ 1 an	MIDCAC ↑ 1 mois
------------------------	---------------------	---------------------	-----------------------

Du côté des valeurs, DMC gagnait 5,5 %, Cerus 5 %, Rousse Uclaf 2,8 % et Michelin 2 %.

Cheuvreux de Virieu, qui reste négative sur le titre, s'attendait à un bénéfice plus élevé, de l'ordre de 100 millions de francs.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en nette hausse grâce à de bons chiffres de l'inflation laissant espérer une baisse de taux prochaine. L'indice Footsie s'est inscrit en clôture à 3 779,8 points, soit un gain de 0,9 % sur son niveau de la veille. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a terminé à son plus haut niveau de la séance, à 2 423,01, soit un gain de 0,17 %.

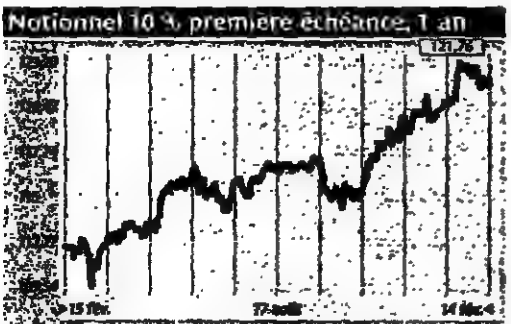
INDICE MONDIALE

INDICES MUNDIAUX	
	COURS le 1902
Paris CAC 40	1964.21
New-York/DJ Index	5397.48
Tolyo/Nikkei	20786.20
Londres/FT100	2778.60
Francfort/Dax 30	2423.01
Francfort/Commer.	864.32
Bruxelles/Bel 20	1918.59
Bruxelles/Général	1652.96
Milan/MIB 30	988
Amsterdam/AEX	340.50
Stockholm/Var	331.00
Stockholm/AFS	1418.86
Londres FT30	2762.50
Hong Kong/Hang S.	11471.80
Singapore/Strait T	2439.21

PARIS → jour le jour	PARIS ↗ CAT 10 ans	NEW YORK → jour le jour	NEW YORK ↗ Sondis 10 ans	FRANCFORT → jour le jour	FRANCFORT ↗ Sondis 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------	---------------------------------

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif a ouvert en hausse, vendredi 16 février. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait 10 centièmes à 121,48 points.

Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,58 %, soit un écart de 0,43 % par rapport à celui du titre d'Etat allemand de même échéance.



TAUX 1952	jour le jour	10 ans	30 ans	des prix
France	3,93	6,60	7,38	2,10
Allemagne	3,38	6,17	7	1,58
Grande-Bretagne	6,31	7,65	7,72	3,80
Italie	10	10,47	10,80	5,80
Japon	0,38	3	4,75	0,20
Etats-Unis	5,13	5,68	6,10	2,50

	Taux au 1/1/92	Taux au 1/1/92	Indice (base: 100 fin 95)
Taux de rendement			
Fonds d'étr. 3 à 5 ans	3,42	5,35	100,68
Fonds d'étr. 5 à 10 ans	4,01	5,93	100,68
Fonds d'étr. 10 à 15 ans	4,38	6,42	100,90
Fonds d'étr. 15 à 20 ans	6,61	6,53	100,74
Fonds d'étr. 20 à 30 ans	7,21	7,25	101,19
Obligations françaises	6,84	6,69	100,63
Fonds d'Etat 3 TME	-1,74	-1,35	101,08
Fonds d'Etat 3 TRE	-1,31	-1,30	100,86
Oblig. franc. 3 TME	-0,97	-0,82	99,76
Oblig. franc. 3 TRE	-0,62	-0,60	100,07

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

	1502	1502	1402	1402
Jour le jour	-1.785	—	-2.105	—
1 mois	4,26	4,63	4,17	4,32
3 mois	4,48	4,55	4,28	4,25
6 mois	4,56	4,61	4,30	4,35
1 an	4,53	4,71	4,35	4,35
PAN FRANC				
Pièce Francs 1 mois	6.384,6	—	6.325,2	—
Pièce Francs 3 mois	6.507,8	—	6.443,3	—
Pièce Francs 6 mois	6.559,2	—	6.483,2	—
Pièce Francs 9 mois	6.562,5	—	6.507,6	—
Pièce Francs 12 mois	6.564,4	—	6.509,1	—
Pièce Eco				
Pièce Eco 1 mois	6.689,3	—	6.671,5	—
Pièce Eco 6 mois	6.620,0	—	6.620,0	—
Pièce Eco 12 mois	6.620,0	—	6.614,6	—

échancres 15/82	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 96	60465	121,44	121,44	121,38	121,38
juin 96	2583	121,50	121,60	119,46	121,54
Sept. 96	2	120,30	120,30	120,38	120,34
Déc. 96	—	—	—	—	119,16
PICOR 3 MOIS					

Sept. 96	4457	73,34	73,37	73,33	73,35
Dec. 96	1254	85,40	85,42	85,38	85,40
ECU LONG TERME					
Mars 96	1154	90,48	90,48	90,36	90,44
juin 96	---	---	---	---	---

Mois	1966	1967	1968	1969	1970
Février 96	3066	1958	1964	1953	1960
Mars 96	583	1963	1969,50	1964	1967,50
Avril 96	1	1969	1968	1977,50	
Juin 96				1944	

PRINCIPAUX ECARTS AU SECOND MARCHÉ

[illegible]

HAUSSENS, 12h30			
	1500	1510	+/ -
Dow Jones Ind.	5370	5368	-2
Euro Trane-Yeaple Ind	403	402	-1
Alphab. Address Ind.	87,70	87,68	-0,02
Metall. Alpiere Ind.	135	134	-1
Chaine de Trane	139,90	139,80	-0,10
HAUSSENS, 12h30			
Physical	79,80	79,70	-0,10
Securities Ind.	64	63	-1
Ind. Metrople TV	62	61	-1
Truway Camlin S	99,75	99,65	-0,10
Bolton Ind.	218,90	218,80	-0,10
INDICES SBF 120-250, MIDCAT ET SECOND MARCHE			
	1500	1402	Var. %
Ind. gen. SBF 120	1387,10	1386	+0,10
Ind. gen. SBF 250	1192,81	1191,68	+1,13
Ind. Second Marché	1199,61	1198,54	+0,96
Indices Midicat	1191,61	1190,54	+1,06
Values Index	1523,74	1523,74	+0,00

1 - Energie	1463,12	1463,36	- 0,36
2 - Produits de base	1515,28	1515,28	+ 0,07

SÉANCE, 12 h 30	1602 Times échange	Capitalisation en KF
Total	194392	6657465,18
Paribas	250493	66579063,30
Lafarge	167921	53062354,30
Michelin	240974	5387407,21
Damone	68213	52193985
Pechiney	259777	51561789,30
Banq. (Cie. Org.)	95083	49466771
Elf Aquitaine	136020	48789232,60
Unimor Sador	597514	47462672,50
L'Oréal	39457	46575214

3 - Construction	1508,07	13,55%	-0,13
4 - Means of equipm.	7085,34	63,97%	+1,26
5 - Automobile	1802,75	16,28%	+1,19
6 - Electric consum.	2198,39	19,78%	+0,27
7 - Includ. agro-alim.	1469,24	13,26%	-0,30
Services	1393,46	12,50%	+0,52
8 - Distribution	2415,18	21,74%	+0,63
9 - Autres services	984	8,76%	+0,44
Société Financière	993,25	8,89%	+0,36
10 - Interbroker	700,99	6,28%	+0,78
11 - Services financ.	993,04	8,88%	+0,43
12 - Sociétés invest.	1210	10,87%	+0,72

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

	1992	1993
Allied Lyons	5.25	5.21
Barclays Bank	6.08	7.92
B.A.T. Industries	5.66	5.64
British Airways	0.57	0.58
British Aerospace	5.19	5.01
British Gas	2.41	2.41
British Petroleum	5.34	5.41
British Telecom	5.76	5.74
B.T.R.	3.99	3.97
British Telephones	5.83	5.85
Casbury Schweppes	5.35	5.35
Crestone	5.51	5.51
Fortis	5.50	5.48
Globe	9.49	9.36
Grand Metropolitan	4.56	4.47
Gumwax	4.54	4.35
Hanson Plc	1.86	1.87
ICI	2.88	2.89
I.C.S.B.C.	10.82	10.62
Imperial Chemical	6.22	6.20
Legal	7	6.50
Marins and Spender	4.82	4.50
National Westminster	6.46	6.63
Parsons Oriental	3.69	3.65
Reuters	6.97	6.96
Savitch and Seatch	1.08	1.10
Sea Transport	8.99	8.94
Smithkline Beecham	7.35	7.33
Telecom Life	4.27	4.68
Unilever Ltd	12.83	12.70
Zanica	12.99	12.92

	1992	1992
	2758	2476
Alliance Holding AG	350,70	351,30
Basf AG	457,80	457,30
Baye AG	36,43	36,53
Sys TypoMechanik AG	32,75	32,85
BMW	821	818,70
Commerzbank	348,50	343,80
Continental AG	24,50	24,50
Deitler-Born AG	84,90	80,70
Deutsche AG	52,38	52,38
Deutsche Linien AG	114,10	112,20
Deutsche Bank AG	73,50	74,00
Dresdner BK AG FR	38,35	38,60
Henkel AG	562,50	564,50
Hochtief AG	436,20	438,50
Kombi AG	58,28	58,28
Kurtel Holding	354,30	354,30
Linde AG	885	866
LT Lufthansa AG	220	200,80
MT AG	428	431,90
Mannesmann AG	305,30	306,50
Mittelbank AG	13,65	13,65
Preussag AG	60,80	60,50
Rwe	60,09	59,95
Scherling AG	104,60	104,80
Siemens AG	826,30	837,70
Thyssen	275,50	274,10
Varta AG	55,55	54,47
Vag	626	621,10
Weslag AG	750,30	763,80

US/F ↓ 3,050	US/DM ↗ 1,470	US/W ↓ 10,100	DM/F ↓ 3,448	E/B ↓ 7,745
--------------------	---------------------	---------------------	--------------------	-------------------

LE DOLLAR était en légère hausse, vendredi 16 février sur les places financières européennes, à 14685 marks 105,85 yens et 5,0595 francs.

Les investisseurs s'interrogent sur la possibilité d'un resserrement de la politique monétaire japonaise. Une hausse du taux d'escompte de la Banque du Japon, qui se situe aujourd'hui à un niveau historiquement bas de 0,5 %, pourrait offrir un soutien à la devise japonaise.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	compt BOF 1502	% 1402	ficht	Vente
Allemagne (100 dm)	344,520	-0,04	390	399
Isr	6,316	-0,15	-	-
Ita-Unis (100 f)	5,096	-0,20	6,7500	-
Portugal (100 esc)	16,750	-0,20	16,1000	-37,00
Grèce (100 dr)	307,00	-0,05	307,00	-
Irlande (100 Ir)	3,182	-0,05	2,9500	-3,30
Danemark (100 kr)	99,000	-0,02	82,5000	-8,50
Islande (100 Is)	8,004	-0,09	7,6500	-8,00
Che-lesannes (1 L)	7,7745	-0,27	7,3500	-4,00
Grèce (100 drs)	2,0615	-0,30	1,9500	-2,30
Grèce (100 f)	72,890	-0,30	65,5000	-2,30
Israël (100 N)	8,2226	-0,13	4,40	5,60
Normie (100 h)	78,5200	-0,05	72,5000	-6,00
Autriche (100 sc)	9,0068	-0,03	47,5000	-50,00
Espagne (100 pes)	4,0840	-0,21	3,7300	-4,30
Portugal (100 esc)	9,3100	-0,15	2,8500	-5,00
France (1 dollar ca)	6,5595	-0,01	6,5595	-
Japan (100 Yens)	4,7770	-0,28	4,5500	-4,00
Hollande (100 g)	110,120	-0,01	109,5000	-1,60

LES MATIÈRES PREMIÈRES

	cours 1502	cours 1402
Or fin (le barre)	65000	65000
Or fin (en lingot)	65250	65650
Once d'or Londres	403,10	404,60
Pièce française (20F)	378	370
Pièce suisse (20F)	377	377
Pièce Union lat (20F)	378	377
Pièce 20 dollars us	2560	2605
Pièce 10 dollars us	1403	1400
Pièce 50 pesos mex.	2415	2430

INDICES		METEAUX (New-York)		
Dow-Jones composite	1502	1402		
Dow-Jones à terme	230,92	232,28		
CBS	246,66	247,66		
METEAUX (Londres)	dollars/tonne			
Cuivre comptant	2529			
Cuivre à 3 mois	2498			
Aluminium comptant	1610,50			
Aluminium à 3 mois	1649			
Plomb comptant	722			
Plomb à 3 mois	721			
Zinc comptant	6275			
Zinc à 3 mois	6270			
Zinc à 3 mois	1062			
Zinc à 3 mois	1061			
Nickel comptant	6265			
Nickel à 3 mois	6345			
Argent à terme	5,73			
Palladium	144,50			
GRAINES, DENRÉES (Chicago)				
Blé (Chicago)	5,26			
Mais (Chicago)	3,77			
Grain. soja (Chicago)	7,34			
Sucre blanc (Chicago)	231,20			
POISSONS, DENRÉES (Londres)				
P. de terre (Londres)	200			
Orpe (Londres)	108,40			
SOFTS				
Cacao (New-York)	1286			
Café (Londres)				
Sucre blanc (Paris)	1555,52			
OILSEEDS, AGRUMES				
Coton (New-York)	0,83			
Ju d'orange (New-York)	1,23			

En dollars	cours 15/02	cours 14/02
Brent (Londres)	17,95	17,95
WTI (New York)	18,75	---
Crude Oil (New York)	16,91	16,91

1. *Chlorophyll a* and *Chlorophyll b* were determined by the method of Arar and Collins (1971) using a Shimadzu 1601 UV-Visible Spectrophotometer. The concentration of chlorophyll was expressed in $\mu\text{g mL}^{-1}$.

100

**RÈGLEMENT
MENSUEL**

COMPTANT:

SECOND

V

CAC 40
▲

+0,14
CAC 40
1966

[illegible]

+0.53	Lyonnais Club
+1.72	Mafra Wander
+2.30	Mala-Hachette
+0.27	Melchior
+0.87	Mercure Inter
+3.39	Michelin
+0.25	Modeste
+1.42	Narbonne Miste
+2.27	Nord-Ec
+0.48	Narbonne (N)
+2.25	NIR
+0.19	OL Nîmes
+3.39	Parfums
+0.25	Pechiney
+1.54	Pechiney CIP
+0.23	Pechiney Inst.
+0.42	Pernod-Ricard
	Pessagno
	Picard (P) Ind
	Plastic-Omn (L)
	Pollet
	Primit
	Promoteur
+2.54	Publicis
+0.05	Radiotechnique
+1.05	Renaissance
+1.05	Rennet
+1.14	Rent
	Rhone Poulenc A
+1.31	Rochet (P) Ind
+1.36	Roussel Uclaf
+1.28	Rue Impres (L)
	Sade (N)
+0.91	Sagat
	Saint-Gobain
+1.31	Saint-Louis
+0.42	Salsbery (L)
+0.43	Salvatore (N)
+0.36	Sant
+0.13	Sart
+0.30	Saurget (N)
+0.30	Schneider SA
+0.06	SCOR SA
0.30	S.E.R.
	SEFA
+0.35	SEITA
+0.73	Sectoban
+0.27	SFRM
	SGE
-0.93	Sidel
	Simco
-0.70	S.I.T.A.
+0.47	SIA Regional
	Sigon
-0.32	Societe Civile A
-0.30	Solideo
+0.66	Societe Albaric
-3.14	Sophia
+1.30	Spil Communication
+0.30	Stratral Pacom
+0.30	Suez
+0.31	Syntheslab
+0.35	Tachim
+0.35	Thomson-CSF
	Tire

493.20	100.00	+0.65	100.00
397.40	98.80	+0.36	98.80
117.70	98.60	+0.67	15.15
51.35	98.50	+1.46	98.50
10.00	98.40	+0.67	98.40
2.80	22.20	+1.18	22.20
87.70	98.30	+0.94	98.30
10.00	98.20	+0.67	98.20
13.60	98.10	+0.98	98.10
25.40	98.00	+1.23	98.00
195	97.90	+1.23	97.90
97	97.80	+1.39	97.80
320.50	97.70	+0.99	97.70
11.80	97.60	+0.16	97.60
498.90	97.50	+0.67	97.50
479.80	97.40	+0.95	97.40
30.56	97.30	+0.95	97.30
359	97.20	+0.83	97.20
49.00	97.10	+0.91	97.10
142.10	97.00	+0.91	97.00
10.00	96.90	+0.87	96.90
125.30	96.80	+0.87	96.80
59.60	96.70	+0.87	96.70
497	96.60	+2.66	96.60
133.30	96.50	+1.21	96.50
4100	96.40	+0.16	96.40
625	96.30	+0.16	96.30
1400	96.20	+1.85	96.20
2400	96.10	+0.16	96.10
413	40.00	+0.40	39.60
300.00	39.80	+0.35	39.50
2400	39.60	+0.34	39.00
1320	39.40	+0.34	39.00
212.80	39.20	+0.35	39.00
162.60	39.00	+0.35	39.00
875	38.80	+1.38	38.80
875	38.60	+1.38	38.60
198	38.40	+0.35	38.40
106.90	38.20	+0.35	38.20
106.90	38.00	+2.62	38.00
106.90	37.80	+2.62	37.80
1997	37.60	+0.21	37.60
1997	37.40	+0.21	37.40
1997	37.20	+0.21	37.20
1997	37.00	+0.21	37.00
49.80	36.80	+1.76	36.80
578	36.60	+0.21	36.60
578	36.40	+2.16	36.40
490	36.20	+0.21	36.20
217.90	36.00	+1.94	36.00
528.50	35.80	+0.70	35.80
18.60	35.60	+0.70	35.60
599	35.40	+0.70	35.40
481	35.20	+2.21	35.20
481	35.00	+2.21	35.00
165.10	34.80	+0.70	34.80

	11/23/90	11/24/90	%
UAF	112,30	112,30	+1,24
UFP Localnet	463	463	+1,29
UCC DA (M)	248	248	-0,70
UCC	62,50	62,50	-0,63
USF	400,00	400,00	-0,73
USF	526	526	-0,28
Unifocal	129	129	-0,33
Unifocal - Value Fed	540	540	-0,38
Univer Sactor	78,90	78,90	+0,65
Value	266	266	+0,65
Valourum	218	218	-0,39
Via	118	118	-0,39
Worms & Cie	280	280	-2,16
Zodiac serv third	965	965	-0,11
El Galtou	867	867	-0,11

	Cours précéd.	Derniers cours	%
ABN Amro Hol.	221,20	221,20	+1,21
Adidas AG	301	301	+0,97
American Express	266,50	266,50	+1,59
Anglo American	385	385	+2,49
Anglo	541	541	-1,66
Argo Wiggins App	14,75	14,75	-0,74
A.T.T.	341,10	341,10	+1,37
Banco Santander	299,50	299,50	+1,02
Barrick Gold	157	157	-1,14
B.A.S.F.	1210	1210	-0,71
Bayer	1368	1368	+0,19
Blokhorn Group	199	199	+1,05
Budifeldoma	23	23	-1,06
Chase Manhattan	354	354	-0,42
Compt. S.G.	81,5	81,5	+0,92
Daimler Benz	2767	2767	-0,25
De Beers	160,40	160,40	-1,74
Deutsche Bank	255,50	255,50	-0,19
Discover Bank	132,50	132,50	+1,02
Driehofen	80	80	+0,25
De Pont. Neousours	403	403	-0,44
Eastman Kodak	394	394	-0,66
Ecot	4,85	4,85	-1,03
Echo Bay Mines	72,10	72,10	-2,98
Electrobus	293,80	293,80	+0,94
Ericsson	101	101	+0,99
Financ Corp	419,00	419,00	+0,94
Fort Motor	135,90	135,90	+0,94
Freight	54,70	54,70	+1,05
Genair Limited	19	19	-0,65
Genstar	391,00	391,00	+0,92
General Motors	265,40	265,40	-0,72
Gte Belgique	404,10	404,10	+0,22
Gte Metropolitan	25,20	25,20	-0,26
Goldcorp	85,80	85,80	+0,94
Hanscom Pk	114,45	114,45	+0,94
Harmony Gold	52	52	-0,49
Hilac	8015	8015	+1,91

100	LM & M	995	566	0,67
100	LCI #	6935	150,40	0,22
100	Imo Yokado #	301,50	880,00	0,46
100	I.T.T. Industrie #	120,20	1,25,00	1,41
100	Intersatella #	64,00	90	0,07
100	Imc Donald's #	360	200,00	0,07
100	Marck and Co #	267	300,00	1,70
100	Mitsubishi Corp. #	6,35	35,00	0,07
100	Mitl Corp. #	573	—	—
100	Morgan J.P. #	419,50	—	—
100	Neste SA Nom. #	5429	54,00	0,18
100	Norddeutscher #	77,00	—	—
100	Norsk Hydro #	217,50	225,00	0,75
100	Petrolina #	1420	1435	0,13
100	Phillips Morris #	49	48,50	1,35
100	Plaza #	265,70	26,00	0,34
100	Placer Dome Inc #	149	140	2,25
100	Procter Gamble #	437,00	437,00	0,22
100	Quilmes #	234,50	234,50	—
100	Randfontein #	45,50	16,25	0,63
100	Rhone Poulenc #	320,70	630	1,71
100	Royal Dutch #	710	700	0,14
100	R.T.T. #	73,10	72,25	0,04
(Nominal)	Saga Enterprises	245	260,00	0,94
(1)	Saint-Helene #	420	40	5,21
100	Sandanger #	590	590,00	2,65
100	SCS Thomson Micro	186,50	180	0,15
100	Shell Transport #	66,00	66,00	3,14
100	Siemens #	28,70	16,17	0,50
100	Sony Corp. #	311	311,00	0,06
100	Somilcor Bank #	9,50	70,00	—
100	T.D.I. #	24,50	26,00	0,60
100	Telefonica #	76,65	76,65	0,15
100	Toshiba #	89,65	89,65	0,13
100	Unilever #	725	100	0,82
100	United Technol. #	329	325	0,75
100	Western Deep #	167	165	0,67
100	Wolfsberg A.G. #	1857	185	0,65
100	Wolvo (S.A.B.) #	101	103,00	2,67
100	Western Deep #	295	295	3,50
100	Yokohama #	113,10	113,10	0,07
100	Zambia Copper	9,83	9,83	1,60

L = Londres; L.L. = Liège; Ly = Lyon; M = Marseille
 Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3
 ● coupon détaché; ● droit de souscription

DERNIÈRE COLONNE (1)
 # = droit de mardi; % variation 30/10
 Mardi daté mercredi = montant du coupon
 Mercredi daté jeudi = paiement dernier coupon
 Jeudi daté vendredi = compensation
 Vendredi daté samedi = nominal

Flora 8,7
OAT 8,59
OAT 9,90

90
OAT 88-
OAT 9/83
OAT 9.50

[illegible][illegible]

miers	Foncière Euris
EUR	Fondis II
FRANCE	France A.R.D.

[illegible]

- Pondaris Euris
- Pondaris #
- Prince LA,B,D
- Prince SA
- Prens, Paul-Renard
- Prension #
- Garetton
- Gavriel
- G.T.T (Transport)
- Immobilel
- Immunobaque
- Im-Marsollet
- Invest,Site Cie.
- Life Services
- Locu-Incubator
- Loterie #
- Lucie
- Microprint
- Melted Playdays
- Mers #
- Navigation (Nile)
- Palud-Marmout
- Pap,Clairfontaine(Ny)
- Parcours
- Paris Orleans
- Pierer Heideckel
- Pimper
- Promotions (C)
- PSI Industries
- Psi-Marketing.Com

168,10	328,30	Rozario	€ 199
426	330	Rougeur	€ 199
509	330	S.A.S.T.C. Alessi	266
509	332	Sage	168
209,90	350	Saline du Midi	466
300	350	Sevichienne (M)	128
128	350	Silk	73
1388	355	S.L.P.M.	50
324	359,50	Sofist	130
104	360	Sole	319
170	365	Software actual rep.	73
1580	368	Sofragi	3710
671	368	Soudure Autogène	1007
179	368	Sovosist	301
1759	370	Tabloger	271
55,60	372,20	Tenr Estel	128
160	380	Tiro	457
453	385	Vino	124
13,90	395		
74,90	395		
244	400		
990	405		
209,80	405		
345	405,60		
183	410		
1388	415		
940	420		
128	425		
121,10	430		

[illegible]

CFPI # _____

Change B
Christ.D
Eipe Fran

VALEURS		
	Cours précéd.	Derniers cours
Acia (N) 0	62,50	62,50
AFI	187	185,50
Alcatel	375,50	381,50
Alfred SA (N)	124,00	124,00
Aletran Technic.	969	969
Montalpin P. G&S	315	322
Atque Picardie (N)	0	0
Atque Software (N)	0	390
Atque Technologie	715,10	717,50
Atque Verrier	0	0
Banque 0	516	522
B&P	79	79
Boiron (Ly) 0	520	520
Boussier (Ly)	280,40	280,40
C&S SA	315	315
Carifit SA	651	651
CDM - C&S Alpes	132,10	132,10
C.E.F.	280	279

[illegible]

Diamond (U.S.)	400	100
Dynalene Corp.	400	100
Eastman Corp.	400	100
Eco-Tow-Tampo U.S.	366	76
Emile-Leydener (U.S.)	424	100
Emulex Corp. (U.S.)	238	50
Envirotech Corp.	616	100
Expand S.S.	280	20
Petroleum	563	20
Polysar	563	20
Flintab	85	20
Finacor	110	10
Finfoto	445	10
Franchise	258	10
Gautier Franch #	200	10
Gel 2000	85.00	10
GFI Industries #	300	10
Global 40-20	25	10
GLM S.S.	225	50
Grandprix Photo #	49	10
Graphic Castille U.S.	146	10
Graphic	148	10
Guerbet	318	10
Homes Internet-TV	100	10
Hotels	401	10
ICBT Computer #	2219	10
I.C.C.	137	10
Idronaut	60	10
Imperial Hotel #	49.00	10
Intasoft (U.S.)	504	10
Int. Computer #	85	10

- IMTS/Paris
- India
- M6-Metropolis TV
- Maritimo #
- Marmaris
- Marie Elizabeth
- Melad-Liberty/Frank
- MacDonald
- Mercator (Ly)
- MCI Courier
- Michael Taleney #
- Monterey Coast #
- Naf-Naf #
- Norbert Demetres #
- N.S.C. Schlim, NY
- OGF Orion Gas/Petro
- Orion #
- Paul Pradinski #
- P.C.W.
- Pestik Boy #
- Pier Transport
- Poulsen
- Prokubatz-Eis (No)
- Radioli #
- Reynold/Cashland/Ly
- Reynold Indus/Ly
- Rohlfen #
- Rousten-Gulshan
- Secordier #
- Seidner #

145	703								
146	704	Emilio (L)	#	281					
147	705	Emilio (L)	#	82					
148	706	Emilio (L)	#	413					
149	707	Emilio (L)	#	12					
150	708	Emilio (L)	#	257					
151	709	Emilio (L)	#	680					
152	710	Emilio (L)	#	12					
153	711	Emilio (L)	#	257					
154	712	Emilio (L)	#	680					
155	713	Emilio (L)	#	12					
156	714	Emilio (L)	#	257					
157	715	Emilio (L)	#	680					
158	716	Emilio (L)	#	12					
159	717	Emilio (L)	#	257					
160	718	Emilio (L)	#	680					
161	719	Emilio (L)	#	12					
162	720	Emilio (L)	#	257					
163	721	Emilio (L)	#	680					
164	722	Emilio (L)	#	12					
165	723	Emilio (L)	#	257					
166	724	Emilio (L)	#	680					
167	725	Emilio (L)	#	12					
168	726	Emilio (L)	#	257					
169	727	Emilio (L)	#	680					
170	728	Emilio (L)	#	12					
171	729	Emilio (L)	#	257					
172	730	Emilio (L)	#	680					
173	731	Emilio (L)	#	12					
174	732	Emilio (L)	#	257					
175	733	Emilio (L)	#	680					
176	734	Emilio (L)	#	12					
177	735	Emilio (L)	#	257					
178	736	Emilio (L)	#	680					
179	737	Emilio (L)	#	12					
180	738	Emilio (L)	#	257					
181	739	Emilio (L)	#	680					
182	740	Emilio (L)	#	12					
183	741	Emilio (L)	#	257					
184	742	Emilio (L)	#	680					
185	743	Emilio (L)	#	12					
186	744	Emilio (L)	#	257					
187	745	Emilio (L)	#	680					
188	746	Emilio (L)	#	12					
189	747	Emilio (L)	#	257					
190	748	Emilio (L)	#	680					
191	749	Emilio (L)	#	12					
192	750	Emilio (L)	#	257					
193	751	Emilio (L)	#	680					
194	752	Emilio (L)	#	12					
195	753	Emilio (L)	#	257					
196	754	Emilio (L)	#	680					
197	755	Emilio (L)	#	12					
198	756	Emilio (L)	#	257					
199	757	Emilio (L)	#	680					
200	758	Emilio (L)	#	12					
201	759	Emilio (L)	#	257					
202	760	Emilio (L)	#	680					
203	761	Emilio (L)	#	12					
204	762	Emilio (L)	#	257					
205	763	Emilio (L)	#	680					
206	764	Emilio (L)	#	12					
207	765	Emilio (L)	#	257					
208	766	Emilio (L)	#	680					
209	767	Emilio (L)	#	12					
210	768	Emilio (L)	#	257					
211	769	Emilio (L)	#	680					
212	770	Emilio (L)	#	12					
213	771	Emilio (L)	#	257					
214	772	Emilio (L)	#	680					
215	773	Emilio (L)	#	12					
216	774	Emilio (L)	#	257					
217	775	Emilio (L)	#	680					
218	776	Emilio (L)	#	12					
219	777	Emilio (L)	#	257					
220	778	Emilio (L)	#	680					
221	779	Emilio (L)	#	12					
222	780	Emilio (L)	#	257					
223	781	Emilio (L)	#	680					
224	782	Emilio (L)	#	12					
225	783	Emilio (L)	#	257					
226	784	Emilio (L)	#	680					
227	785	Emilio (L)	#	12					
228	786	Emilio (L)	#	257					
229	787	Emilio (L)	#	680					
230	788	Emilio (L)	#	12					
231	789	Emilio (L)	#	257					
232	790	Emilio (L)	#	680					
233	791	Emilio (L)	#	12					
234	792	Emilio (L)	#	257					
235	793	Emilio (L)	#	680					
236	794	Emilio (L)	#	12					
237	795	Emilio (L)	#	257					
238	796	Emilio (L)	#	680					
239	797	Emilio (L)	#	12					
240	798	Emilio (L)	#	257					
241	799	Emilio (L)	#	680					
242	800	Emilio (L)	#	12					
243	801	Emilio (L)	#	257					
244	802	Emilio (L)	#	680					
245	803	Emilio (L)	#	12					
246	804	Emilio (L)	#	257					
247	805	Emilio (L)	#	680					
248	806	Emilio (L)	#	12					
249	807	Emilio (L)	#	257					
250	808	Emilio (L)	#	680					
251	809	Emilio (L)	#	12					
252	810	Emilio (L)	#	257					
253	811	Emilio (L)	#	680					
254	812	Emilio (L)	#	12					
255	813	Emilio (L)	#	257					
256	814	Emilio (L)	#	680					
257	815	Emilio (L)	#	12					
258	816	Emilio (L)	#	257					
259	817	Emilio (L)	#	680					
260	818	Emilio (L)	#	12					
261	819	Emilio (L)	#	257					
262	820	Emilio (L)	#	680					
263	821	Emilio (L)	#	12					
264	822	Emilio (L)	#	257					
265	823	Emilio (L)	#	680					
266	824	Emilio (L)	#	12					
267	825	Emilio (L)	#	257					
268	826	Emilio (L)	#	680					
269	827	Emilio (L)	#	12					
270	828	Emilio (L)	#	257					
271	829	Emilio (L)	#	680					
272	830	Emilio (L)	#	12					
273	831	Emilio (L)	#	257					
274	832	Emilio (L)	#	680					
275	833	Emilio (L)	#	12					
276	834	Emilio (L)	#	257					
277	835	Emilio (L)	#	680					
278	836	Emilio (L)	#	12					
279	837	Emilio (L)	#	257					
280	838	Emilio (L)	#	680					
281	839	Emilio (L)	#	12					
282	840	Emilio (L)	#	257					
283	841	Emilio (L)	#	680					
284	842	Emilio (L)	#	12					
285	843	Emilio (L)	#	257					
286	844	Emilio (L)	#	680					
287	845	Emilio (L)	#	12					
288	846	Emilio (L)	#	257					
289	847	Emilio (L)	#	680					
290	848	Emilio (L)	#	12					
291	849	Emilio (L)	#	257					
292	850	Emilio (L)	#	680					
293	851	Emilio (L)	#	12					
294	852	Emilio (L)	#	257					
295	853	Emilio (L)	#	680					
296	854	Emilio (L)	#	12					
297	855	Emilio (L)	#	257					
298	856	Emilio (L)	#	680					
299	857	Emilio (L)	#	12					
300	858	Emilio (L)	#	257					
301	859	Emilio (L)	#	680					
302	860	Emilio (L)	#	12					
303	861	Emilio (L)	#	257					
304	862	Emilio (L)	#	680					
305	863	Emilio (L)	#	12					
306	864	Emilio (L)	#	257					
307	865	Emilio (L)	#	680					
308	866	Emilio (L)	#	12					
309	867	Emilio (L)	#	257					
310	868	Emilio (L)	#	680					
311	869	Emilio (L)	#	12					
312	870	Emilio (L)	#	257					
313	871	Emilio (L)	#	680					
314	872	Emilio (L)	#	12					
315	873	Emilio (L)	#	257					
316	874	Emilio (L)	#	680					
317	875	Emilio (L)	#	12					
318	876	Emilio (L)	#	257					
319	877	Emilio (L)	#	680					
320	878	Emilio (L)	#	12					
321	879	Emilio (L)	#	257					
322	880	Emilio (L)	#	680					
323	881	Emilio (L)	#	12					
324	882	Emilio (L)	#	257					
325	883	Emilio (L)	#	680					
326	884	Emilio (L)	#	12					
327	885	Emilio (L)	#	257					
328	886	Emilio (L)	#	680					
329	887	Emilio (L)	#	12					
330	888	Emilio (L)	#	257					
331	889	Emilio (L)	#	680					
332	890	Emilio (L)	#	12					
333	891	Emilio (L)	#	257					
334	892	Emilio (L)	#	680					
335	893	Emilio (L)	#	12					
336	894	Emilio (L)	#	257					
337	895	Emilio (L)	#	680					
338	896	Emilio (L)	#	12					
339	897	Emilio (L)	#	257					
340	898	Emilio (L)	#	680					
341	899	Emilio (L)	#	12					
342	900	Emilio (L)	#	257					
343	901	Emilio (L)	#	680					
344	902	Emilio (L)	#	12					
345	903	Emilio (L)	#	257					

HORS-COTE

Une sélection Cours réservés à 12h30

VENDEMI 16 FÉVRIER

VALEURS	Cours précédent	Derniers cours
B.A.C.	0,81	0,81
26 lectures du Monde...	154	154
Nobel	116	116
Mumm	900	900
Généralie Occidentale	45,75	45,75

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; LI = Lille; LY = Lyon; M = Marseille;
 N = Nancy; N = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 catégorie 3; e = cours précédent; @ coupon
 détaché; @ trait détaché; o = offert;
 d = demandé; t offre réduite; d demandé
 réduite; c contre d'animation.

Comptable
Converti
Crédit M

Credit M
Cred. Mut
Cred. Mon

[illegible]

Compass Bank	344.00
Compass Ck	344.00
Credit Mutual Capital	1686.58
Credit Mutual MID AF	95.50
Credit Mut. Ind. Imp	851
Credit Mut. Ind. Dis	92.51
Credit Mut. Ind. P	2739.58
Credit Mut. Ind. P	2320.28
Credit Mut. P. Monde	1774.08
Credit Mut. P. Quatre	1122.50
Diese	1722.07
Diese	1239.24
Ecopar	129.70
Ecar. Actions (eur)	203.11
Ecar. Obligations	100.69
Ecar. Secur. 1997-2001	78947.13
Ecar. Célévations	2842.55
Ecar. Investissement	167.96
Genclik D	136.00
Glaxo	90670.62
Emergence Poste D	101.71
Epacik	4653.99
Epacurac-Bank	88.88
Epargne-Tune	1609.72
Euro Solidarité	1275.06
Eurofin	1623.71
Exxon	78905.60
France Obligations	488.73
France P.	521.68
France P.	101
France Régions	1548.99
Geobank C	617.40
Geobank D	620.03
Geobank D	19948.07
WLM Mountain	1803.01

Intuzay D.	111.89
Interberg	620.94
Intermedco Pco.	56.04
Interne	181.25
Interpumpco	374.90
Intertek CIO	140.95
Lan 2000	1694.82
Lan Associates	1070.07
Ion Inst. Instron	42306.97
Uongkee	1395.18
Uon Triflex	25.67
Ureco Bourne Inv.	616.10
Ureco Portland	852.67
Widemann	254.94
Widemann Corp.	29.00
Widemann	8834.17
Wong-D.	1016.81
Wong-D.	7140.12
Wong-D.	5741.08
Wong-D.	17969.13
Natio Corp Terms	139.19
Natio Corp Terms	3069.97
Natio Espagne	22528.41
Natio Esp. Capital	15739.17
Natio Esp. Violence	225.48
Natio Esp. Diffusions	222.12
Natio Espagne. Instron	133.35
Natio Espagne Instron	10411.94
Natio France Violence	561.14
Natio France Instron	1044.32
Natio Instron	1179.85
Natio Instron	1501.52
Natio Mondaire	2486.94
Natio Opportunities	136.93

[illegible]

1176.70	1176.70	Sl. Eros	53
75671.76	75671.76	Sl. Eros	53
102727	102727	Silverance	85
117446.65	117446.65	Silverance	85
962.65	962.65	Silverance	85
2134.86	2134.86	Silverance	85
3884.64	3884.64	Silverance	85
1162.04	1162.04	Silverance D	17
3831.65	3831.65	Silverance D	17
291.86	291.86	Silverance D	17
189.72	189.72	Silverance D	17
5573.61	5573.61	Silverance D	17
576.40	576.40	Strategic Actions	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99	Strategic Remediation	91
40715.79	40715.79	Strategic Remediation	91
11141.54	11141.54	Strategic Remediation	91
996.32	996.32	Strategic Remediation	91
1181.94	1181.94	Strategic Remediation	91
328.94	328.94	Strategic Remediation	91
7400.44	7400.44	Strategic Remediation	91
766.90	766.90	Strategic Remediation	91
219.88	219.88	Strategic Remediation	91
102.81	102.81	Strategic Remediation	91
150.43	150.43	Strategic Remediation	91
1054.24	1054.24	Strategic Remediation	91
1176.70	1176.70	Strategic Remediation	91
75671.76	75671.76	Strategic Remediation	91
102727	102727	Strategic Remediation	91
117446.65	117446.65	Strategic Remediation	91
962.65	962.65	Strategic Remediation	91
2134.86	2134.86	Strategic Remediation	91
3884.64	3884.64	Strategic Remediation	91
1162.04	1162.04	Strategic Remediation	91
3831.65	3831.65	Strategic Remediation	91
291.86	291.86	Strategic Remediation	91
189.72	189.72	Strategic Remediation	91
5573.61	5573.61	Strategic Remediation	91
576.40	576.40	Strategic Remediation	91
1229.04	1229.04	Strategic Remediation	91
607.75	607.75	Strategic Remediation	91
150.99	150.99		

[illegible]

VENDREDI 16 FÉVRIER

B.A.C.	0,01	0,01
Sté lecteurs du Monde	156	156

Nobel	♦	116	76
Alman	♦	908	908
Généralité Occidentale	♦	45,75	48,75

ABBREVIATIONS
 B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 Ny = Nancy; N = Nantes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon
 détaché; ♦ droit détaché; o = offert;
 d = demandé; † offre réduite; ‡ demande
 réduite; § contrat d'animation.

.....

.....

.....

2022-01-01 00:00:00
 2022-01-01 00:00:00
 2022-01-01 00:00:00

AUJOURD'HUI

SPORTS

RUGBY L'équipe de France recevra celle d'Irlande, samedi 17 février à Paris, pour son troisième match du Tournoi des cinq nations. A Cardiff, les Gallois ren-

contreront l'Ecosse. ● **LA DÉFAITE** piteuse subie le 3 février à Murrayfield a conduit Jean-Claude Skrela, le sélectionneur national, à modifier l'organisation du XV de

France et à en confier la responsabilité au demi de mêlée de Bègles Guy Accoceberry, promu « chef de file » des Bleus sur le terrain. Philippe Saint-André conserve cepen-

dant le brassard de capitaine. ● **LES IRLANDAIS**, qui n'ont encore jamais gagné au Parc des Princes, tenteront d'appliquer la rigueur que tente de leur inculquer leur

nouvel entraîneur, le Néo-Zélandais Murray Kidd, dont l'ambition est de rendre plus efficace l'enthousiasme brouillon et encore très amateur des joueurs au tréfilé.

Le XV de France se cherche un nouveau patron contre l'Irlande

Pour le troisième match du Tournoi des cinq nations, le Béglais Guy Accoceberry s'est vu confier les pleins pouvoirs sur le terrain. Le demi de mêlée n'a pourtant pas le profil du « chef de meute » qu'avaient ses prédécesseurs, Jacques Fouroux ou Pierre Berbizier.

GUY ACCOCEBERRY tient à rester poli en toute circonstance. Il n'aime pas hurler, insulter, maudire. Ce n'est pas le genre de garçon à « faire main basse sur les clés », à s'imposer comme le chef de meute, l'ultime rassembleur des énergies. A Bègles

RUGBY

comme à Paris, le demi de mêlée de l'équipe de France se veut un jeune homme discret, qui ne se reconnaît aucune parenté avec quelques illustres prédécesseurs à l'omnipotente autorité. « Acco », comme le surnomme le milieu, n'est pas un « petit Napoléon » à la manière de Jacques Fouroux. Encore moins un homme de fer façon Pierre Berbizier. « Je n'ai pas une grande gueule », admet-il volontiers, persuadé que cet attribut ne présente aucune nécessité à son poste. Il se sent plus proche de Richard Astre, le demi de mêlée

des grandes années biterroises, qui n'avait jamais besoin de hausser la voix pour se faire entendre. Guy Accoceberry se rappelle encore ses débuts internationaux et se souvient de la timidité naturelle qui l'habitait alors sur le terrain. Aujourd'hui, il a gagné en assurance, en expérience et sans doute en talent. Il ne se sent pas plus qu'hier autorisé à « gueuler ».

C'est pourtant lui que Jean-Claude Skrela a désigné pour diriger la manœuvre. Contre l'Irlande, il n'y aura qu'un responsable du jeu sur le terrain. Ce sera Guy Accoceberry. Parce que, dit l'entraîneur du XV de France, « il faut concentrer les responsabilités », et parce qu'à vingt-neuf ans « Acco » a appris à « taper sur la table lorsqu'il le faut ». En deux petites semaines, Skrela a eu le temps de revivre mille fois la défaite de Murrayfield. Son diagnostic n'a pas changé. Déficit d'enthousiasme, manque d'envie de gagner, approximation dans les plaquages. Mais le XV de France a aussi souffert d'une di-

rection de jeu un peu flottante, comme si personne n'était capable de prendre le pouvoir au sein d'un groupe désarmé. Jean-Michel Gonzales, le talonneur, intronisé leader des avants, s'est perdu dans la furie écossaise. Philippe Carbonneau, le demi de mêlée, n'a pas suffisamment pesé sur la partie, souvent asphyxié par l'ardeur de son vis-à-vis. A Edimbourg, les Bleus avaient tout oublié de leur préparation, égaré leur rugby. Ils étaient en panne de patron.

LE RÔLE DU CAPITAINE

Au spectacle de ce désarroi, l'entraîneur n'a pas voulu se limiter à l'appel de nouveaux joueurs, comme Richard Castel ou Franck Tournaire, choisis pour leur dynamisme présumé, et au rappel du respect des fondamentaux du jeu. Il a entrepris de modifier l'organisation de l'équipe. Il a voulu redéfinir avec clarté les centres de décision. Alors, l'idée de désigner Guy Accoceberry comme « chef de file » a fait son chemin. Des tribunes où le régle-

ment confine les entraîneurs pendant le match, il est impossible de donner de la voix. Il faut un joueur pour porter sur le terrain le message du jeu préconisé par Skrela. Le demi de mêlée est un relais idéal, par sa place sur le terrain, par son style de jeu. Et à Bègles l'entraîneur s'inspire ouvertement de la méthode toulousaine, à laquelle se réfère l'encadrement du XV de France.

Guy Accoceberry a commencé les répétitions de son rôle de meneur dès les premiers entraînements du stage préparatoire. Volontairement, Jean-Claude Skrela s'est tenu en retrait, lui laissant l'initiative lors des exercices des avants. Peu d'indications, à peine quelques remarques pour sanctionner les fautes les plus évitables ou encourager les velléités de bien faire de joueurs en mal de rachat. L'entraîneur prenant du recul, et la voix d'« Acco » annonçant comme un métronome les combinaisons, reprenant d'une inflexion les moindres petits défauts. « Le rugby est imprévisible, dit-il. Il y a des

matchs où je n'ai besoin de rien dire. Tout s'enchaîne naturellement. Quand l'adversaire prend le dessus, c'est là que cela devient plus dur, qu'il faut faire acte de présence. »

Dans le nouveau partage des responsabilités, Philippe Saint-André ne renonce pas à sa fonction de capitaine. Dans l'orientation choisie par les responsables, celle-ci s'exerce plutôt hors du terrain. L'ailé est un lointain exilé d'où l'on aperçoit parfois à peine les actions. Philippe Saint-André s'avoue partisan d'une vision plus moderne du capitaine. Il se veut l'homme capable de rappeler au groupe les valeurs collectives, de sacrifice et de solidarité dans les actions de jeu, « le SMIC du rugby ». « Le demi de mêlée et le demi d'ouverture ont toujours été les « tauliers » du jeu, précise Philippe Saint-André en rappelant qu'aujourd'hui les grandes équipes leur confient de moins en moins le brassard de capitaine. Ils ont tellement de choses à faire sur le terrain que mon rôle est aussi de les décharger de tout ce

qui ne concerne pas directement le jeu. Cela va de la motivation, de l'effort à retrouver un véritable collectif jusqu'aux relations avec la presse. »

De ce dispositif, Jean-Claude Skrela attend une victoire et peut-être un peu plus. Si Guy Accoceberry parvient à accomplir la tâche qui lui a été assignée, les Bleus auront sans doute fait leur premier pas vers un rugby plus complet, mieux maîtrisé. Mais cela ne répondra à l'angoissante question qu'avait posé l'entraîneur de l'équipe de France, moins de six mois après son entrée en fonction : « Pourquoi les joueurs français sont-ils capables des plus grands exploits et des pires catastrophes ? »

Pascal Caux

La composition des équipes

● **France** : 15. Jean-Luc Sadourny ; 14. Emilie Ntamack ; 13. Thierry Lacroix ; 12. Olivier Campen ; 11. Philippe Saint-André, cap. ; 10. Thomas Castaignède ; 9. Guy Accoceberry ; 8. Fabien Pelous ; 7. Laurent Cabannes ; 6. Richard Castel ; 5. Olivier Roumat ; 4. Abdelatif Benazzi ; 3. Franck Tournaire ; 2. Jean-Michel Gonzales ; 1. Christian Calléja. ● **Irlande** : 15. Jim Stiles ; 14. Niall Woods ; 13. Jonathan Bell ; 12. Kurt McQuillan ; 11. Richard Wallace ; 10. David Hughtown ; 9. Niall Hogan ; 8. Victor Costello ; 7. David Coady ; 6. Jeremy Davidson ; 5. Patrick Johns ; 4. Gabriel Fulcher ; 3. Peter Cloberry ; 2. Terence Kingston ; 1. Nick Poppell. ● **Arbitres** : Ed Morrison assisté de David Pearson et Steve Lander (Angleterre). ● **Retransmission** : en direct du Parc des Princes sur France 2 à partir de 14 h 35.

Murray Kidd, organisateur de la « pagaille » irlandaise

ON POURRAIT croire que le rugby irlandais, à l'encontre du reste du monde, demeure désespérément amateur. Mercredi 14 février, dans l'après-midi, alors que les Français étaient déjà installés à La Valsaine, les joueurs irlandais se trouvaient encore derrière leurs bureaux professionnels, qui à Londres, qu'à Dublin.

Mais même en Irlande, pays de traditions, les signes du bouleversement des mœurs rugbyistiques et de ce professionnalisme naissant sont là et bien là. A commencer par la démarche osée de la fédération qui, pour trouver un nouvel entraîneur au XV national, est allée au-delà de ses frontières, et a fini par choisir Murray Kidd, un Néo-Zélandais. Après les Écossais qui ont adopté sans vergogne le jeu des antipodes, ne risque-t-on pas de voir pousser en Europe une série de clones du jeu « black », et de voir disparaître le charme

du jeu Irlandais et son anarchie inimitable ?

Murray Kidd dément. Pas la peine, selon lui, d'essayer de le faire jouer comme les Néo-Zélandais. Tout ce qu'il veut, c'est apporter un peu d'ordre, structurer le chaos et canaliser l'enthousiasme traditionnel. « Ce sont les grandes qualités de leur jeu et il ne faut pas les perdre. Les Irlandais sont toujours prêts à donner 120 % sur un terrain, mais il faut qu'ils jouent leur propre jeu. Je ne veux surtout pas enlever la pagaille. »

Fanatique de la préparation physique, cet ancien trois-quart centre, vagabond de la planète ovale, a connu des sélections dans trois provinces différentes en Nouvelle-Zélande - Taranaki, King Country et Manawatu. Il était même venu jouer deux saisons en France, au LOU en 1981 et 1983. Sans lien particulier avec l'Irlande, il avait néanmoins répondu à une annonce dans le

Journal d'Auckland en 1989, et s'est retrouvé entraîneur du club de Garryowen, à Limerick.

A l'époque, la Ligue Irlandaise venait juste de naître. Les gens de Garryowen étaient prêts à embrasser les idées venues d'ailleurs. Kidd, avec son franc-parler, son accent à couper le cœur et sa coupe néo-zélandaise, a transformé leur jeu, et le championnat tout entier. Après deux saisons, Garryowen remporte la Ligue, puis la Coupe. Puis Murray Kidd s'en va à Cork pour entraîner Sunday's Wells, un club de deuxième division : la première année, l'équipe réussit la montée ; l'année suivante, elle remporte la Munster Cup pour la première fois depuis 1953.

Les éléments de sa réussite ? La technique, la condition physique, et un jeu rigoureux, structuré. « Le rugby n'était guère plus qu'un divertissement en Irlande, loin

derrière le football gallois, le hurling et le football, explique-t-il. Personne ne prenait la préparation vraiment au sérieux. En Irlande on joue avec beaucoup de cœur, mais il leur manque souvent la technique de base. »

Ses débuts tonitruants dans l'équipe nationale ont secoué quelques-uns des vieux joueurs irlandais. « Nick » Poppell, le pilier, a tout de suite remarqué la différence : « Sur le terrain, nous sommes beaucoup plus organisés, nous avons un plan de jeu beaucoup plus complet qu'auparavant. » Ses entraînements sont plus durs, physiquement et psychologiquement : « Avec lui le rythme est plus élevé, tout est plus intense, plus concentré, confirme Poppell. Ça nous demande plus d'efforts, mais comme aujourd'hui on nous paie pour jouer, il faut produire, non ? »

Ian Borthwick

Les caprices de la météo peuvent bouleverser les données de la descente des championnats du monde de ski

PRADOLLANO

de notre envoyée spéciale

« Je ne vois rien d'insaisissable », estimait Luc Alphand à la veille des championnats du monde. La descente nichée dans le massif sud de la Sierra Nevada n'est pas la pente la plus difficile du monde : « Surtout, c'est celle de la précédente édition, à Morioka, en 1993 », poursuit Alphand. Par deux fois, il est vrai, la fédération internationale de ski (FIS) n'a pas rendu à l'épreuve reine de la discipline les honneurs dus à son rang en éliminant comme sites des championnats du monde le Japon et l'Espagne, deux pays peu réputés pour leurs sommets.

SKI

Chassant le sinistre souvenir de Morioka, et après un an d'attente, la plupart des coureurs de vitesse sont heureux de goûter l'extremisme de la station de Pradollano. Certains, comme Picabo Street, ont passé quelques heures de vacances à Mar-

bella avant le rendez-vous mondial ; les autres profitent des jours de repos pour descendre jouer au golf à Grenade. Mais tous sont unanimes pour juger la descente plus que décevante.

D'une longueur de 3 858 mètres pour un dénivelé de 800 mètres - le minimum indiqué par la FIS -, la descente se situe, statistiquement, dans les moyennes des grandes descentes comme Kitzbühel ou Val d'Isère. « Le problème, remarquait Luc Alphand, mercredi 14 février, après un entraînement transformé en simple reconnaissance sous les chutes de neige, c'est qu'elle est très monotone. Son profil n'est pas vraiment difficile, c'est du droit gauche, des grandes traversées pas très rapides sans partie accidentée, avec deux ou trois petits sauts. Les jambes vont être très sollicitées. Il faut quasiment rester tout le temps en recherche de vitesse et être plus qu'attentif. La moindre faute coûtera les centièmes de la victoire à l'arrivée. »

Piste de glisse peu riche en émotions fortes, elle reste très mystérieuse aussi bien pour les skieurs que pour leurs techniciens. Depuis le début des championnats du monde, le

temps a été plus que changeant. Au grand beau à succès une douce graille, puis du brouillard, qui ne réchauffe les versants, avant que d'abondantes chutes de neige ne viennent aveugler la station, jeudi 15 février, entraînant l'annulation des deux descentes d'entraînement hommes et femmes.

CALENDRIER MODIFIÉ ?

« Le plus épineux consista à choisir le dossier, explique Alphand. Lundi, pour le super-G, j'avais pris un numéro élevé (le 15) en fonction des résultats du super-G féminin, la veille, mais tout avait changé. » A raison d'un départ toutes les deux minutes, il y a une demi-heure entre le premier et le quatrièm. Une demi-heure pendant laquelle la neige et le soleil ont joué, mercredi, à cache-cache avec les skieurs. Et donc, avec la température. Un coup de chaud sur la glace, et la piste devient souvent beaucoup plus rapide. Il y a aussi le vent. Lundi, il avait tournoyé trois fois en trente minutes : « Je n'aimerais pas, dit Luc, que le champion du monde de descente 1996 soit, samedi, celui qui a eu le plus de chance. »

Habités de tels caprices, les techniciens restent sereins : « Nous nous attendons à de telles conditions en Espagne », a expliqué Stéphane Moogin, le préparateur des skis d'Alphand. Ces trois jours de temps changeant nous ont finalement permis de tester et de préparer trois paires de skis. « Samedi, Moogin montrera deux paires. « Nous verrons en fonction du temps et du dossier choisi. » Mauro Comaz, entraîneur des descendeurs français et traceur adjoint de la des-

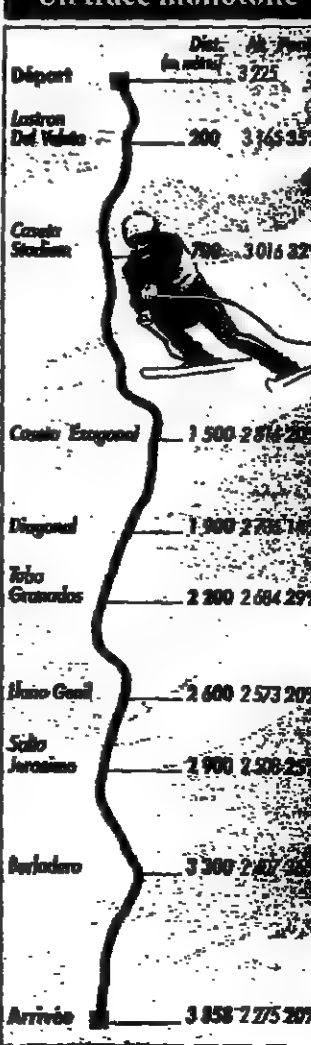
cende confirme la difficulté à rendre la piste moins facile. « Si elle est bien travaillée avec l'eau, c'est-à-dire bien glacée, estime-t-il, elle sera rapide et donc beaucoup plus intéressante. »

Jeudi, le casse-tête a gagné les capitaines d'équipe. Annullés, les entraînements messieurs sont en suspens. Or, dans les grandes formations de descendeurs, les sélections n'ont toujours pas été faites. Les Suisses, les Autrichiens et les Italiens n'ont pas encore désigné leurs quatre coureurs. Seul le Suisse Urs Lehmann, champion du monde en titre, possède une cinquième place d'office. Chez les Français, si Luc Alphand est automatiquement sélectionné, Jean-Luc Crétier, David Prétot, Adrien Duvalard et Xavier Fournier se batront pour les trois derniers dossards.

Casse-tête, aussi, pour les organisateurs et le jury de courses de la FIS. Après quelques atermoiements, ils ont décidé de faire courir les entraînements dames et hommes, vendredi 16 février, avant et après la descente du combiné dames. A la demande de l'équipe de France et d'autres formations, ils ont envisagé une solution de repli. Si les hommes ne peuvent courir vendredi, leur descente serait reportée à dimanche et la descente dames avancée à samedi (les skieuses ayant déjà effectué un entraînement sur une piste légèrement raccourcie). Elle serait suivie par un entraînement messieurs. A condition, bien sûr, que les chutes de neige, tant attendues en 1995, ne perdurent pas sur la Sierra Nevada, et ne gâchent pas les championnats du monde 1996.

Bénédicte Mathieu

Un tracé monotone



RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS
Poule de huitièmes de finale
Seizième et dernière journée (revis)

Groupe A
Olympique de Paris (Gr) - Le Mans (AS) 73-69
Toulouse (Gr) - Héraclès Salomonique (Gr) 73-68
Anadolu (Gr) - CSKA Moscou (Rus) 72-68
Málaga (Esp) - Hapoël (Tur) 62-73
Classement : 1. CSKA Moscou, 2. Toulouse, 3. Olympique de Paris, 4. Istanbul, 5.

Groupe B
Mazda (Jap) - Hapoël (Tur) 79-66
Pau-Orthez (Fra) - CSKA Moscou (Rus) 62-62
Bologne (Ita) - Real Madrid (Esp) 96-115
FC Barcelone (Esp) - Benfica Lisbonne (Por) 105-94
Classement : 1. FC Barcelone, 24. Pau-Orthez, 25. Bologne, 26. Hapoël, 27. Pau-Orthez, 28.

Les quarts de finale
Pau-Orthez-Moscou ; Parafinadakis Athènes-Toulouse ; Olympiakos Le Pirée-Real Madrid ; Istanbul-Barcelone
Match aller chez le premier nommé le 7 mars, match retour le 12 mars, match d'appui éliminé le 14 mars.

Le premier con
allemands va qu

Le premier con
allemands va qu

Le premier con
allemands va qu

Le premier con
allemands va qu

Le premier con
allemands va qu

Le premier con
allemands va qu

Le premier con
allemands va qu

Le premier con
allemands va qu

Le premier con
allemands va qu

Le centre a déjà retraité près de 2 800 tonnes de combustibles d'outre-Rhin

la « poubelle nucléaire » de l'Allemagne, ont été démenties par trois ministres des deux pays, venus superviser les préparatifs du premier envoi.

l'Etudiant

Ce mois-ci dans le magazine l'Etudiant :

l'Etudiant
Devenir PROF

EXCLUSIF **COMMENT DEVENIR PROF**

- Tout sur le métier d'enseignant
- Les meilleures préparations aux concours (CAPE, CAPES, ...)

DOSSIER **GRANDE ENQUÊTE SUR LES BTS:**
le palmarès et les résultats des établissements (1^{re} partie).

Chaque mois chez votre marchand de journaux

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 905

HORIZONTALEMENT

1. Curieusement, on les accuse moins de fausseté que leurs homologues masculins. - II. Ronge aussi les murs. Après la Saint-Jean. - III. Fit son choix. Il met la dernière couche. - IV. Produit après adjonction d'acide. Dieu. - V. Il peut provoquer un vrai déluge. D'une école contre toute école. - VI. Fleuve. Col. Toujours en premier. - VII. Fait le roman avec l'épée. Au Japon. On les souhaite au repos. - VIII. Station fréquentée. Met à bout. - IX. Parmi les ascendants. Arbuste. - X. Habillé de laine. Met souvent fin au travail. - XI. Souhaités en montagne, moins bienvenus en ville.

VERTICALEMENT

1. De moins en moins péjoratif. - 2. Sous son regard, on se sent impopulaire. - 3. Croise une de ses formes. Possible à la pompe.

- 4. Espace vert. Bon pour la retraite. - 5. Appel. La dernière à l'envers est amputée. Saint. - 6. A terre, ils se font suppliants. Sont inclus dans le précédent. - 7. Souvent indéfini. Bat. - 8. Situation. Preuve. - 9. La gloire n'est pas pour lui. Anneau. - 10. Sera à la peine. On le trouve à principes 1-11. Produit de choix. Mettait dans l'ennui. - 12. Mettent les pierres en place.

SOLUTION DU N° 902

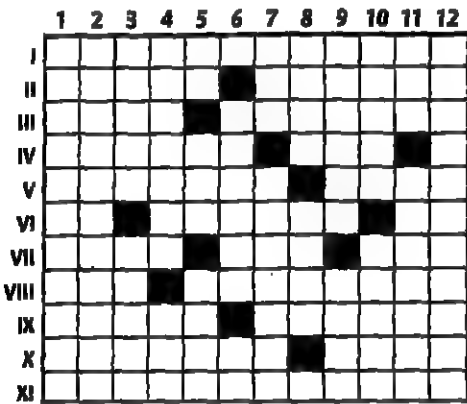
Horizontalement

I. Pépiniériste. - II. Avenant. Eru. - III. Lattis. Tarif. - IV. Ecrites. Umar. - V. Fuit. Pactole. - VI. Réfutation. - VII. Horin. Noé. - VIII. Nuée. Antre. - IX. Subéreuse. - X. Eve. Elne. Son. - XI. Remplètement.

Verticalement

1. Palefrenier. - 2. Evacue. Ulve. - 3. Pétifié. Em. - 4. Intitulés. - 5. Naît. To. UEL. - 6. Inseparable. - 7. Et. Sarcot. - 8. Ret. Cintrée. - 9. Auto. Ré. - 10. Sernonneuse. - 11. Trial. Son. - 12. Entreméient.

François Dorlet



SCRABBLE (R)

Problème n° 491

LE VIEUX DICTIONNAIRE

« Je mis un bonnet rouge au vieux dictionnaire », dit Victor Hugo dans le premier livre des Contemplations. Voire, mais quel est le dictionnaire franco-français le plus ancien ? Ce n'est pas le Dictionnaire de l'Académie française, dont la première édition n'est parue qu'en 1694, ni le Furetière (1690), ni le Bayle (1696), mais le Dictionnaire (sic) français de César-Pierre Richelet, paru clandestinement à Genève en 1680. L'éditeur Lacour-Ollé, de Nîmes (1), qui a déjà réédité le monumental Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle de Pierre Larousse, a eu la bonne idée de sortir un reprint des deux volumes du Richelet (éd. 1693). En voici quelques entrées, avec les définitions et les exemples et citations choisis par l'auteur.

APPRÊTE, E, qui a l'esprit trop recherché : Ce marbre avec sa nudité / Me paraissait trop apprêté (Saint-Amant). - ALENTRÉ, c'est diminuer la force de quelque chose qui est mué : Cette ruse alen-trait la fougue du soldat ; on croit qu'alen-tré vieillit et que ralentir, dans cet exemple, ferait plus d'usage. - COQUETER, cajoler les

belles ; avoir quelque attachement coquet : Eve aimait mieux prêter oreille aux fleurettes du diable que d'être femme et ne pas coqueter. - DOUAIRE, pension viagère que le mari donne après sa mort à sa femme : Une femme qui se remarie dans l'an du deuil, ou qui pêche contre son honneur, perd son douaire. - FAUTRICE, celle qui appuie et favorise : Nous la déclarons fautrice d'hérétiques (Mauclerc, poète, ami de La Fontaine). - GRISETTE, jeune fille qui ne porte point de jupe ni de robe de taffetas, et qui par conséquent n'a nulle qualité : Aimer les grisettes. - GUEUSER, demander sa vie, chercher de quoi vivre en demandant l'aumône : Pour moi, je ne vois rien de plus sot à mon sens / Qu'un auteur qui part tout va gueuser des encens (Molière). Les Femmes savantes, III, 3). - HALÉNER, sentir le gibier ; découvrir une chose : Les flatteurs ne l'abandonneront point depuis qu'ils auront une fois haléné ton trésor (Ablancourt). NDLR : c'est ce traducteur dont les œuvres ont suscité l'expression « les belles infidèles ».

Michel Charlemagne

(1) Lacour-Ollé, 25, boulevard Amiral-Courbet, 30000 Nîmes ; tél. : 66-21-63-57. Dictionnaire français de Richelet (2 vol.), 700 F. Grand Dictionnaire universel de Pierre Larousse (24 vol.), 8 400 F.

Club de Lorient, mercredi 3 janvier 1996.
Tournois à la Maison de quartier de Kervénanec,
lundi et mercredi à 14 heures.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est L'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	NEBKLT	TÉLEX	H 8	48
2	BN-AJTD	BADIN(AH)	13 G	93
3	ENTOMEV	HYMNE	K 10	36
4	EIO+HPT	TELEXIT	H 8	51
5	HOPE+LA	HAPPE	J 6	29
6	LO+ERSAE	AREOLES (a)	K 1	77
7	MACOSUR	MOUCHERAS (b)	S F	71
8	OCATUE	GOUJATE	N 8	94
9	DOTIUSG	OUST	15 L	31
10	DGI+NTUL	DINGUAT	1 F	30
11	L+EFAQU	QUELEA	3 I	42
12	FR+ACIAD	FARDA	2 B	27
13	CL+RSIEN	CARLINES (c)	C 1	72
14	BUEIRET	ÉRURITE	E 6	84
15	REFOESSE	FELERONS	1 A	82
16	NWMEVZS	NEZ	13 C	43
17	MNSV+PI	INV(J)TAMES	11 A	62
18	EIKLOVW	KIVI	A 8	66
19	ELOV	OLIVE	D 9	28
				1060

(a) SOLEAIRE, M 8, ou OLEASTRE, 8 C, 39. (b) SUMAC, 15 K, 46. (c) OU LANCIERS.
1. Henriette Gourlier, 987 ; 2. Céline Le Carvenner, 964 ; 3. Pascal Biennu, 946.

ANACROISÉS (R)

Problème n° 904

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans L'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. EELLORU. - 2. AEGJLS. - 3. EGINNORU. - 4. AANTIZ. - 5. EELNOT (+1). - 6. ALLNOTT. - 7. ACCDEMOMO. - 8. ELNRU. - 9. AERST (-4). - 10. AEEINS (+1). - 11. DEEGNOR. - 12. CEGHINO. - 13. AACINTV. - 14. AEEHRT (+1). - 15. EEEPRRU. - 16. CEHINR (+1). - 17. AEEHSTU. - 18. AEOSSST. - 19. EEFMNOR. - 20. EEEIST (+6). - 21. AEGINSS (+2).

VERTICALEMENT

22. ACEOQSU (+1). - 23. AACHLNO. - 24. ACINRTTU. - 25. AEHIST. - 26. LLOOST. - 27. EEOGRSS. - 28. EEEIMN. - 29. AAINNST (+4). - 30. AEGIMORR. - 31. ELNOST (+1). - 32. ADEMNNO. - 33. EENKRU. - 34. EHLNO. - 35. CEEIRRT (+6). - 36. AAEELLNT. - 37. ACESST (+2). - 38. CEEIOR. - 39. AEIINS. - 40. AEEGMR (+2). - 41. EEEENOT (+1). - 42. AERRST (+1). - 43. ENOSSST.

ÉCHECS

Etude n° 1676

38^e TOURNOI DE REGGIO EMILIA (1996)
Noirs : A. Bellavsky.
Blancs : Z. Azmaiparashvili.
Défense Grünfeld.

1. d4	C6	1. Cx4	C6
2. d4	e5	2. f3	(n) Cx4
3. Cx4	e5	3. Cx4	C2
4. Cx4	f7	4. Cx4	f7
5. Cx4	f7	5. Cx4	f7
6. Cx4	f7	6. Cx4	f7
7. Cx4	f7	7. Cx4	f7
8. Cx4	f7	8. Cx4	f7
9. Cx4	f7	9. Cx4	f7
10. Cx4	f7	10. Cx4	f7
11. Cx4	f7	11. Cx4	f7
12. Cx4	f7	12. Cx4	f7
13. Cx4	f7	13. Cx4	f7
14. Cx4	f7	14. Cx4	f7
15. Cx4	f7	15. Cx4	f7
16. Cx4	f7	16. Cx4	f7
17. Cx4	f7	17. Cx4	f7

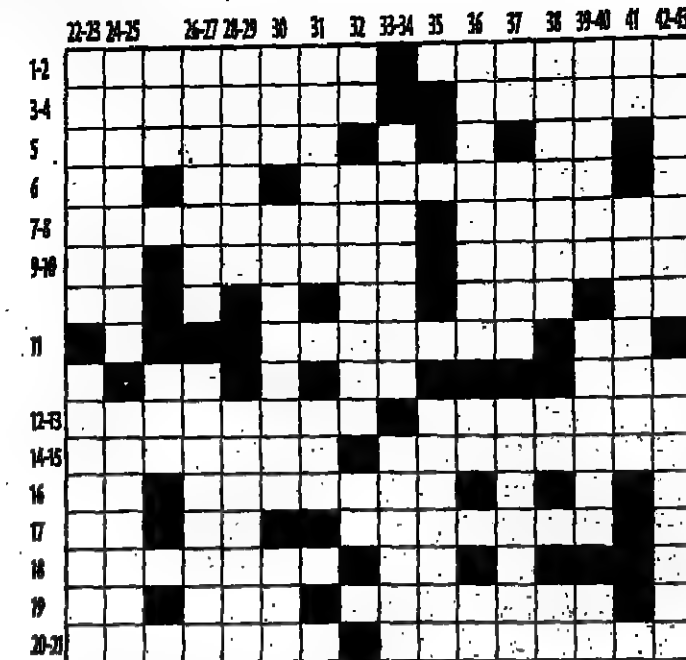
NOTES

a) Délaissant la variante d'échange 4. Cxd5, Cxd5 ; 5. e4, Cx3 ; 6. bxc3, Fg7 ; 7. Fc4, c5.
b) Pour la variante russe.
c) La suite la plus populaire aujourd'hui est cette variante jouée par Ragozine dès 1930, qui a fait l'objet de recherches théoriques poussées depuis les matches Karpov-Kasparov de 1986 et 1987. A envisager sont aussi 7... Fg4 ; 8. Fc3, Cf-d7 (variante Smyslov) ; 7... c6 (variante Boleslavsky) ; 7... a6 (variante hongroise).
d) Ou 8. Db3, 8. Fg5 et 8. Ff4.
e) 9. e5 laisse un bon jeu aux Noirs après 9... Cg4 ; 10. b3, Cxd4 ; 11. bxc4, dxc3 ; 12. bxc3, Da5 ; comme 9. dxc3, Ff6 ; 10. Db5, Tc8 ; 11. Dxb7, Cx5 ; 12. Dxa7, Tc7 ; 13. Da5, Cxd3 ; 14. Fxd3, Dxd4.

f) Un carrefour important. Il faut choisir entre 11... Tg8 ; 12. Ff4 (ou 12. Td1, Ff5 ; 13. d6, h6 ; 14. Ff4, Cd7 ; 15. Td2, Cb4 ; 16. Db3, Ff6 ; 17. Fc4, Cb6 ; 18. Fx6, Txe6 ; 19. Ca4) une amélioration jouée avec succès par J. Piket contre Kasparov à Amsterdam, 1995, au lieu de 19. Fg3, Ff5 ; 13. Ta-d1, Cb4 ; 14. Cb5 (Karpov-Kasparov, Leningrad, 1986) et 11... Ff5.

g) Certains préfèrent la continuation 12. Ff4 ; par exemple, 12... Cd7 ; 13. d6 ou 13. Fg5.
h) Ou 13. Ta-c1, Cb4 ; 14. Db3, Db6 ; 15. Fb3, Td-d8 ; 16. Ch4, comme dans la partie Bareev-Lputian (Lvov, 1990), ou 16. Tf-d1 avec égalité.

i) 13... Ta-c8, une idée de Miralles contre Van der Sterren (Lyon, 1990), est intéressante. Le coup du texte est usuel.
j) De même, il est habituel de défendre le pion b2 par 14. b3, après quoi les Noirs peuvent se lancer dans le sacrifice de qualité 14... Txe3 ; 15. fxe3, Cg4 ; 16. Ca4, Dd6 ; 17. Df4, Dxd4 ; 18. exd4, Cb4 ; avec des chances de nulle (Rago-Kozul, Montpellier, 1989). Les Blancs donnent ici le pion b2



SOLUTION DU N° 905

1. MENADES (EMENDAS...), 2. ARPENTEE (TREPANEE), 3. UVEITES, 4. CONDOMS, 5. REDOWAS, dames à trois temps, 6. HURONNIEN, 7. PEUHLES, 8. ATONALE, 9. PONTIF, 10. REUSSIS (RESSUS RUSSES SURSES), 11. ANTIGANG, 12. PESANTES (PENSATES), 13. CHEMISES, 14. NUMEROS (MEURONS MUEURONS REMUONS), 15. TRACAMES (CARDAMES CRAMATES MASCARET), 16. BRUTION, 17. ANNUAIRE, 18. FIERTES (REFTES), 19. BAUDROIE (BOUDERAI), 20. DEMELOIR, 21. EMPRESSES, 22. SEBANIA, arbrisseau d'Inde, 23. MOUCHARD, 24. ENVOUTE, 25. PHORMIUM, plante donnant des

fibres textiles. - 26. ENROULEE, 27. AMIDONS (DAMONS DOMINAS MADISON MONDAIS), 28. SMICARDE, 29. DETONAS (DANSOTE DENOTAS), 30. ALANITE (ANALITES LAINATES NASALITE SALAIENT), 31. EMIENS (ELIMINES), 32. SASSEES, 33. TENUESES, 34. MESUSA (MASSUE...), 35. REPEPONS (SCORPENE), 36. DEBRAIE, 37. PRUDENTE (DEPUENT DUPEMENT PRETENDU), 38. ERREURS (SERRURE), 39. SOUTIRA (OUTRAIS ROUTAIS SAUTOIR TROUAIS), 40. MASTURBA, 41. MALFACON, 42. ELYSEEN, 43. MONOKIN, 44. GUENON.

Michel Charlemagne
et Michel Duguet

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1675

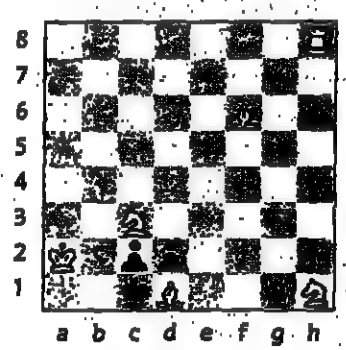
G. COSTEFF (1986)

(Blancs : Ra3, Fa7 et c8, Td1, Fd2 et f2. Noirs : Rc2, Td7, Fa6, Fd3.)

1. Fd3 (si 1... Fxa6, Txa7), Td3 (si 1... d2, 2. Ff5, Rc3 ; 3. Tb1, Fc4 ; 4. Fd3, Fxd3 ; 5. Txb3+, Rc2 ; 6. Tb2+, Rc3 ; 7. Fxd2 suivi de 8. e4d3) ; 2. Fd3, Td2 (si 2... Fxc3 ; 3. e4d3) ; 3. Ff5, Fd3 (si 3... Rc3 ; 4. Tb1, Fx2 ; 5. Tb3+, Rc4 ; 6. Ff7+, Rc5 ; 7. Tc3+), 4. Fxd3, Rc3 ; 5. Td1 (si 5... Td1, 5. Tg1 ou 5. Th1, d1-d1) ; 6. Td1 zugzwang réciproque avec trait aux Blancs ; 7. Td1, ce sont les Noirs qui sont maintenant en zugzwang ; 8. Dd2 ; 7. Tb3 mat.

ÉTUDE N° 1676

J. RUSINEK (1984)



Blancs (6) : Ra2, Tb8, Fd1 et f6, Cc3 et h1.
Noirs (4) : Rc1, Dg1, Fc2 et d2.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Le Monde ROSSIERS & DOCUMENTS

L'INÉVITABLE RÉFORME DU SYSTÈME DE SANTÉ

Comment rendre le système de protection sociale plus juste et plus efficace dans son financement et son fonctionnement alors que des centaines de milliers de personnes en sont exclues.

GALOP RALENTI DES MÉGAPOLES

Dans dix ans, la majorité des habitants de la planète vivront dans les villes. Au Nord comme au Sud, l'explosion urbaine secrète des mutations, des déséquilibres, des mauvais fonctionnements.

FÉVRIER 1996

UNE PUBLICATION DE L'ÉDITION LAROUSSE

BRIDGE

Problème n° 1672

LE LAROUSSE DU BRIDGE

Parmi les nombreuses données qui figurent dans l'encyclopédie de bridge que viennent de publier les éditions Larousse (260 francs), voici une variante du « coup de l'empereur » qui est ainsi présentée : « Il s'agit d'un coup de la main. Il consiste en flanc à défausser une carte maîtresse dans une couleur que le déclarant doit affronter pour créer une rentrée chez le partenaire. »

RD 1084
D87
D652
AV 1094
R943
S
V72
V652
D82
V1098
95
D83
V1075
AR74
Contrat : 3 SA.

Qu'est entamé le Valet de Coeur, le déclarant prend avec le Roi, joue le Roi de Trèfle, puis le 5 de Pique pour le Roi du mort et le 5 de Trèfle pour l'As de la main. Que doit défausser Ouest pour faire chuter TROIS SANS ATOUT ?

Réponse

« Au moment où Sud prend avec le Roi de Trèfle, Ouest doit défausser son As de Pique, permettant ainsi à son partenaire de reprendre la main au Valet de Pique et de rejouer Coeur. Sinon Sud pourrait franchir ses Piques sans rendre la main à Est et réaliser quatre Piques, trois Trèfles, l'As de Carreau et un Coeur. »

En fait, le « coup de l'empereur » avait consisté, à l'origine, à jeter deux As pour créer une rentrée dans la main du partenaire. C'est le champion Jacques Bizot (le père de Marianne Serf) qui, de retour d'Indochine en 1950, a raconté que Bao Dai, un excellent bridgeur, avait fait (ou aurait pu faire) cette impressionnante défense ! Albaran et Le Dour avaient aussitôt publié le coup étonnant dans *Critique de Bridge*.

LA COUPE DE FRANCE

La Coupe de France, appelée aujourd'hui Trophée FFI, est un championnat qui se déroule par knock-out pendant plusieurs mois, avec des matches éliminatoires de 32 zones. C'est l'équipe du Val de Seine (Beauvillain, Longeff, Filtz et Kestel) qui a remporté la dernière édition, en battant en finale l'équipe d'Amberg (Kouffet).

Parmi les 350 données jouées dans toutes les finales depuis la création de la Coupe en 1983, voici une des plus intéressantes, car on avait cru que le chelem à Carreau était infaisable et qu'il fallait donc absolument jouer « 6 Coeurs ». Cette donne avait été distribuée dans la Coupe de 1984.

864
ARV95
102
R76
DV9
863
D874
D103
A52
D
ARV963
AV4

A la table des gagnants (Sud donneur, tous vulnérables), les enchères avaient été les suivantes :

Sud	Ouest	Nord	Est
2 ♣	pas	2 ♣	pas
3 ♠	pas	4 ♣	pas
4 ♣	pas	5 ♣	pas
6 ♣	pas	pas	pas

Qu'est ayant entamé la Dame de Pique, comment Sud peut-il gagner le PETIT CHELEM : 3 à CŒUR ; 2 à CARREAU ?

Note sur les enchères : L'ouverture artificielle de « 2 Trèfles » n'était pas celle d'Albaran, mais une variante du « 2 Trèfles fort et indéterminé » qui promettait de 20 à 23 points (en comptant la distribution) sans indication de couleur. La réponse de « 2 Coeurs » était naturelle et positive, et la demande de « 3 Carreaux » montrait la vraie couleur ; ensuite, les enchères de « 4 Trèfles » et de « 4 Piques » étaient des contrôles, tandis que « 5 Coeurs » confirmait la qualité des Coeurs.

Philippe Brugnon

Magazine pour les amoureux de la Méditerranée

Indice de po...

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnements

Abonnements

Abonnements

Abonnements

5500 من الامم

AGENDA

LE MONDE / SAMEDI 17 FÉVRIER 1996 / 23

Nuageux sauf près de la Méditerranée

LA FRANCE subit un régime de nord-ouest océanique relativement doux, entre des hautes pressions qui protègent la péninsule ibérique et un couloir dépressionnaire entre le nord des îles britanniques et l'Allemagne, avec des débordements nuageux importants sur notre pays, mais peu ou pas de précipitations.

Samedi, des Flandres aux Ardennes, à la Lorraine, à l'Alsace, à la Franche-Comté et au nord de la

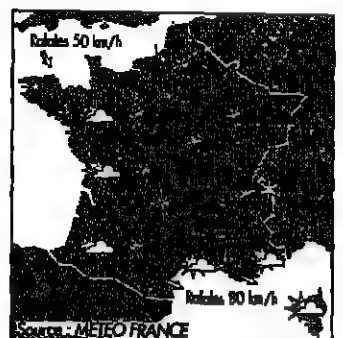
Savoie, le ciel sera nuageux et les éclaircies rares. La grisaille s'accompagnera d'averses sporadiques qui donneront de la neige à partir de 600 à 800 mètres. Du Pas-de-Calais à l'est du Bassin parisien, à la Bourgogne, à la région lyonnaise et au Massif Central, les nuages seront aussi prédominants, mais le temps restera sec.

Sur le Sud-Ouest, la couche nuageuse en début de journée se dissipera peu à peu, laissant apparaître d'agréables éclaircies. De la Bretagne et de la Normandie aux Pays de la Loire, au Centre et à Poitou-Charentes, les passages nuageux alterneront avec des moments ensoleillés. Près de la Méditerranée, le soleil brillera mais le vent sera sensible: du golfe du Lion à la vallée du Rhône et au littoral varois, le mistral et la tramontane se renforceront pour atteindre en rafales 90 km/h l'après-midi.

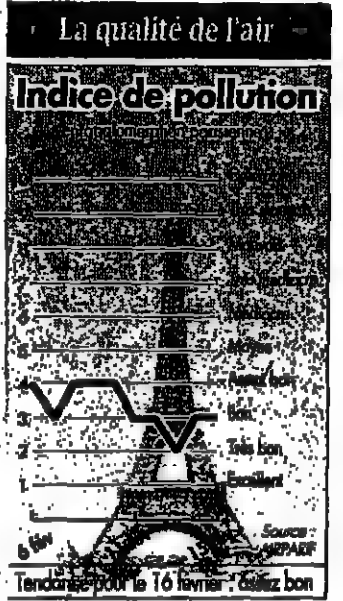
Les températures minimales seront souvent comprises entre 2 et 5 degrés dans l'intérieur des terres (localement 0 sur le Centre-Est), entre 5 et 7 degrés sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique. L'après-midi, il ne fera que 3 à 4 degrés sur le Nord-Est, 6 à 8 du Nord au Bassin parisien, au Massif Central et à la région Rhône-Alpes, 9 à 12 sur l'Ouest et le Sud-Ouest et 12 à 15 sur les rives méditerranéennes.

Dimanche, une zone pluvieuse traversera le pays. Située sur un quart nord-ouest en début de journée, elle atteindra l'après-midi les régions allant de la Charente à la Franche-Comté. A l'arrière, c'est un ciel changeant qui s'imposera par le nord-ouest, avec des averses et des éclaircies, et de fortes rafales de vent sur les côtes de la Manche. A l'avant, de Midi-Pyrénées aux régions du Sud-Est et aux Alpes du Sud, le temps restera agréable. Les températures seront stables.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 17 février vers 12h00



BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 15 février. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver, (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél.: (1) 47-42-23-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel: 36-15 code ENNEIGEMENT. On sur Internet, code: <http://www.ski-france.fr>

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE
Avoriaz: 50-210; Les Carroz-d'Arches: 58-265; Chamonix: 60-267; Châtel: 90-200; La Clusaz: 65-200; Combloux: 100-180; Les Contamines-Montjoie: 70-150; Flaine: 95-265; Les Gets: 75-200; Le Grand-Bornand: 60-160; Les Houches: 70-170; Megève: 50-170; Morillon: 35-265; Morzine-Avoriaz: 60-240; Praz-de-Lys-Sommand: 80-200; Praz-sur-Arly: n.c.

Saint-Gervais: 120-120; Samoëns: 50-250; Thollon-les-Mémises: 90-120.

SAVOIE
Les Allons: 85-140; Les Arcs: 110-220; Arèches-Beaufort: 50-200; Ansois: 50-100; Bessans: 90-120; Bonneval-sur-Arc: 100-200; Le Corbier: 75-165; Courchevel: 50-140; La Tania: 50-140; Crest-Voland-Cohombes: 100-140; Flumet: 60-110; Les Karellis: 70-150; Les Menuires: 55-120; Saint-Martin-de-Belleville: 40-120; Méribel: 60-125; La Norma: 35-120; Notre-Dame-de-Bellecombe: 90-140; La Plagne: 125-210; Pralognan-la-Vanoise: 65-110; La Rosière: 1850-105-150; Saint-François-Longchamp: 90-180; Les Saissies: 125-195; Tignes: 137-200; La Toussuire: 90-120; Val-Cenis: 45-135; Valfréjus: 50-140; Val d'Isère: 120-200; Valloire: 45-130; Valmeinier: 45-130; Valmorel: 110-222; Val-Thorens: 100-180.

DAUPHINÉ-ISÈRE
Alpe d'Huez: 120-300; Alpe d'au-



TEMPÉRATURES du 15 février	maxima/minima
FRANCE	
ALGER	14/-1
BARCELONE	14/-1
BELGRADE	14/-1
BOMBAY	30/22
BRAZILIA	24/1
BUCAREST	24/1
BUDAPEST	24/1
BURKINABE	24/1
CARACAS	27/19
CHICAGO	1/-8
COPENHAGUE	0/0
DAMAK	25/17
DUBAI	24/16
DUBLIN	10/6
FRANCFORT	1/-1
GENEVE	2/-4
HANOI	29/23
HELSINKI	3/-3
HONGKONG	24/1
ISTANBUL	7/4
JAKARTA	31/24
NEW DELHI	30/21
NEW YORK	1/-2
OSAKA	11/5
PALMA DE MAJ	4/-5
PRAGUE	0/-3
PRETORIA	24/2
RABAT	16/9
RIO DE JANEIRO	23/20
ROME	14/-1
SAN FRANCISCO	19/10
SANTO DOMINGO	24/16
SEVILLE	12/8
ST-PETERSBURG	-7/-9
STOCKHOLM	2/-2
SYDNEY	20/17
TENERIFE	20/13
TOKYO	14/4
TUNIS	13/9
VARSOVIE	-4/-4
VENISE	9/-1
VIENNE	-1/-3



Situation le 16 février, à 0 heure, temps universel

Appel à la prudence

EN DÉBUT de semaine, des chutes de neige, modérées à fortes, ont été enregistrées sur la plupart des massifs des Alpes. L'enneigement est donc maintenant correct dans les Alpes du Nord et reste excellent dans les Alpes du Sud.

Par contre, sur de nombreuses pentes au-dessus de 1 800 mètres, le manteau neigeux est très instable, notamment dans les Alpes du Nord, et donc sensible aux surcharges provoquées par les skieurs hors des pistes balisées et ouvertes. En cette fin de semaine, la plus grande prudence est donc conseillée, dans la pratique du ski hors piste et du ski de randonnée.

Des informations plus détaillées sont délivrées par Météo-France sur Minitel au 3615 METEO, ou par téléphone au 36-68-10-20 (répondeur).

Appel à la prudence

EN DÉBUT de semaine, des chutes de neige, modérées à fortes, ont été enregistrées sur la plupart des massifs des Alpes. L'enneigement est donc maintenant correct dans les Alpes du Nord et reste excellent dans les Alpes du Sud.

Par contre, sur de nombreuses pentes au-dessus de 1 800 mètres, le manteau neigeux est très instable, notamment dans les Alpes du Nord, et donc sensible aux surcharges provoquées par les skieurs hors des pistes balisées et ouvertes. En cette fin de semaine, la plus grande prudence est donc conseillée, dans la pratique du ski hors piste et du ski de randonnée.

Des informations plus détaillées sont délivrées par Météo-France sur Minitel au 3615 METEO, ou par téléphone au 36-68-10-20 (répondeur).

PHILATÉLIE

« Le Pont de Narni », de Corot

APRÈS *Le Pont de Mantas*, paru en 1977, La Poste mettra en vente générale, lundi 4 mars, un timbre à 6,70 F d'après une autre œuvre de Jean-Baptiste Camille Corot intitulée *Le Pont de Narni* (1826). Né le 17 juillet 1796 Corot est mort le 22 février 1875. Bien que de formation classique, il prend place parmi les peintres qui annoncent l'impressionnisme.

De nombreuses administrations postales lui ont déjà consacré un timbre: le Yémen (*Le Gitan à la mandoline*, 1968), la Yougoslavie (*La Nîce de Corot*, 1987) ou le

Bhoutan (*Souvenir de Montfort-l'Amaury*, 1968). Le timbre, au format horizontal 48 x 36,85 mm, mis en page par Michel Durand-Mégret d'après l'œuvre de Corot conservée au Musée du Louvre, est imprimé en offset en feuilles de trente.

* Vente anticipée les samedi 2 et dimanche 3 mars, au bureau de poste temporaire « premier jour » au château de Ville-d'Avray, 8, rue de Marnes, à Ville-d'Avray (92).

PARIS EN VISITE

Dimanche 18 février

- LA COMÉDIE-FRANÇAISE (37 F), 10 h 15, place Colette devant la porte de l'Administration (Monuments historiques).
- L'HÔTEL DOSNE THIERS (37 F), 14 h 30, 27, place Saint-Georges (Monuments historiques).
- MÉNILEMONTANT d'hier et d'aujourd'hui (50 F), 14 h 30, 29, avenue Gambetta (Découvrir Paris).
- LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE (gratuit), 11 heures, sortie du métro Père-Lachaise (Emilie de Langlade).
- MONTMARTRE: de la place

- des Abbesses à l'église Saint-Pierre (37 F), 14 h 30, sortie du métro Abbesses (Monuments historiques).
- LE QUARTIER MONCEAU (60 F), 14 h 30, sortie du métro Courcelles (Vincent de Langlade).
- L'ABBAYE DE PORT-ROYAL (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal (Didier Bouchard).
- L'HÔPITAL SAINT-LOUIS et son quartier (55 F + prix d'entrée), 15 heures, place du Docteur-Fournier (Paris et son histoire).
- LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE et sa crypte (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

la durée	France	Europe	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____
Code postal: _____ Ville: _____
Paiement: _____ FF par chèque bancaire ou postal / par Carte bancaire _____
Signature et date obligatoires _____
Changement d'adresse: _____
• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Renseignements: Portage à domicile • Suspension vacances.
• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 46-40-32-30 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour ces stations, on peut s'adresser à l'office de tourisme de chaque pays.
Allemagne: 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél.: 40-20-01-88;
Andorre: 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél.: 42-61-50-55;
Autriche: 53-83-95-20, ou par Minitel: 36-15 code AUTRICHE;
Italie: 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél.: 42-66-66-68;
Suisse: 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél.: 44-51-65-51.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
Imprimé en France.
Imprimé du Monde: 12, rue M. Guesbroux, 94852 Ivry-Paris.
PRINTED IN FRANCE.
Président-directeur général: Jean-Marie Colombani.
Directeur général: Gérard Mordac.
Membres du comité de direction: Dominique Alday, Ghislain Peyrou.
133, avenue des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08.
Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30.

هكذا من الإلهام

EXPOSITION La Fondation Cartier pour l'art contemporain présente dans son espace parisien « By Night », une exposition sur le thème de la nuit. Près de cent cin-

quante œuvres - beaucoup de photographies, mais aussi des tableaux, dessins, vidéos, films, sculptures, planches de BD - forment une promenade nocturne et ludique qui per-

met de découvrir des pièces rarement montrées. ● LA CONFRONTATION entre des figures de l'histoire de l'art (Magritte, Nadar, Nolde, Vuillard, Man Ray) et des auteurs contempo-

rains (Viola, Frank, Alberola, Parnigiani, Depardon) est une des réussites d'une exposition qui met également en avant des peintres peu connus tels Spilliaert, de Degouve

de Nuncques ou Katz. ● NAN GOLDIN présente un diaporama de sept cent vingt diapositives sur sa vie, ses proches, ses amis, le tout agrémenté de chansons à succès.

Créations et créatures de la nuit hantent les murs de la Fondation Cartier

« By Night » est une balade ludique où l'on retrouve, côte à côte, un tableau de Magritte, un film de Depardon, une photographie de Nadar, une BD de Hergé, une vidéo de Bill Viola... Comment représenter le moment où le regard perd son pouvoir

BY NIGHT, Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, bd Raspail, 75014, Paris. Tél. : 43-16-56-50. Jusqu'au 19 mai. Catalogue mis en pages de Jean-Michel Alberola, sélection de textes de Michel Onfray, 160 p., 220 F. Soirée Météo (six films, accompagnement au piano), le 22 février à 20 h 30.

C'est une exposition qui se visite dans le noir, où le spectateur est invité à se laisser entraîner, à perdre ses repères dans un espace où les œuvres jaillissent au mur, où les écrans sont logés haut dans le ciel, où des images colorées sont encastées dans la cloison, où la musique résonne derrière un grand rideau aveugle, où une toile se noie dans la pénombre, où quelque vidéo vous attend au fond d'un couloir d'ence. « By Night » est une exposition conçue comme une promenade nocturne, guidée par le simple plaisir de découvrir des photographies, tableaux, dessins, vidéos, films, quelques sculptures et des planches de BD, le tout sur le thème, pour le moins « croustillant » et tonique, de la nuit.

Les quelque cent cinquante pièces rassemblées (et quatre-vingts artistes) pourraient être remplacées par cent cinquante autres, aussi belles et nécessaires. Il serait facile de regretter qu'il manque un nocturne de Whistler et le *Clair de lune* à Boulogne de Manet, un Degas et un Hopper, la série photographique *Paris de nuit* de Brassai et - pourquoi pas - un Rembrandt et un Caravage. A quoi bon ?

RÉSONANCES ET GLISSEMENTS

Tel est le lot des expositions thématiques : incomplètes par définition, elles courent le risque de la frustration. Elles suggèrent au visiteur de rêver une autre exposition, la sienne, forcément meilleure, exhaustive, imaginée sans tenir compte de la mauvaise volonté des prêteurs, du coût des assurances et des difficultés d'accrochage dans un lieu qui n'a pas la vocation d'un musée. Ainsi pourrait-on concevoir une autre version de *By Night*, plus historique, plus démonstrative, suivant un autre classement que les trois thèmes proposés par la Fondation Cartier : la nuit de la ville, la nuit astronomique et la nuit rêvée.

Ces réserves n'empêchent rien au principal mérite de l'exposition : donner à voir des œuvres rares du XIX^e et du XX^e siècle, prêtées par nombre de collections françaises et étrangères, et de les découvrir, associées à de l'art actuel. Car c'est bien la confrontation entre des figures célestes du passé et des artistes contemporains qui est pas-



Mariko Mori, « Birth of a Star », 1995.

sionnante. Hergé (admirables planches originales de *Tintin*, on a marché sur la Lune) et Nan Goldin, Lewis Carroll et Bill Viola, Magritte et Douglas Gordon, Matisse et Robert Frank, Victor Hugo et Jean-Michel Alberola, Nadar et Parnigiani, Marcel Broodthaers et Mario Mont (délicieuse photo kitsch en trois dimensions), Emil Nolde et Depardon, Edouard Vuillard et William Klein, Henri Michaux et Hugo Pratt, Victor Brauner et Thomas Ruff, Man Ray et Sophie Calle se rencontrent et voisinent tout au long d'une longue balade d'images. L'accrochage n'obéit à aucun ordre

chronologique, procédant par résonances, appels et glissements, ce qui lui évite de devenir jamais ennuyeux.

A l'origine de l'exposition, il y a une photographie : le corps sans vie et le visage ensanglanté coté au bitume d'un New-Yorkais, avec, au premier plan, un revolver abandonné. Hervé Chandes, conservateur de la Fondation Cartier, est parti de cette plus célèbre image de Weegee, homme de la nuit s'il en fut, spécialiste des faits divers dans le New York des années 30. Mais pourquoi tant de photographies dans l'exposition ? Parce que « By

Night » pose quelques questions justes, à commencer par la plus simple : comment représenter la nuit, moment où le visible devient invisible, où le regard perd son pouvoir, où la figure se dissout et tend à se perdre dans l'obscurité ? Par l'image fixe, bien sûr, qui n'a cessé, depuis son invention, de jouer avec la lumière, de jongler avec la pénombre, de faire naître l'abstraction, d'absorber de grandes masses opaques pour mieux saisir un détail, une atmosphère, un sentiment, un visage, un autre monde - interlope ou féérique -, un imaginaire. D'où un

parcours photographique qui sonne juste. Les remarquables vues de catacombes par Nadar mènent aux vues nocturnes des années 30, avec Brassai, Brandt, René-Jacques, Sudek ou Kertész. Cette nuit de la rue, plutôt formaliste, devient psychologique et intime avec les Américains de l'après-guerre, dans la lignée de Walker Evans (Frank, Klein, Faure, Winogrand) avant de devenir plus sociale et d'aborder la folie des années 80, avec des auteurs comme Nan Goldin, Merry Alper ou Wolfgang Tillmans.

La nuit, en revanche, serait l'ennemi du peintre. Sans la lumière, il n'existerait plus. Les artistes de la Renaissance avaient résolu le problème par l'allégorie et montraient la nuit sous l'apparence d'une jeune beauté flottant dans les airs, juchée sur un croissant de lune. Les peintres modernes ont renoncé à ces artifices charmants, ils ont affronté la difficulté de faire et cherché comment faire sans couleurs et, presque, sans dessin. Prudents, ils ont privilégié les clairs de lune, les crépuscules et les aubes, quand une lumière pâle ou mourante permet de distinguer des arbres, une silhouette, la ligne d'un visage.

LE CHAPITRE DES CAUCHEMARS

Ainsi procédait, dans ses paysages bruns, Léon Spilliaert, peintre fin-de-siècle longtemps méconnu, dont la notoriété ne cesse de grandir, à tel point qu'une rétrospective lui rendra bientôt hommage à Ostende. Ainsi encore de Degouve de Nuncques, autre symboliste très opportunément cité, de Nolde et de Magritte, qui a exécuté sur le thème de la nuit des variations énigmatiques. Ainsi les toiles n'ont pas été choisies pour leur signature, mais pour le plaisir de révéler des peintres dont les œuvres attirent le regard après des décennies d'indifférence parfois.

L'un des effets les plus réussis de cette démarche est qu'elle permet d'accrocher une peinture d'Alex Katz, qui n'est assurément pas un artiste à la mode, mais qui a trouvé comment suggérer avec une remarquable économie de moyens un immeuble éclairé au néon, dans une ville invisible - et d'autant plus inquiétante. Le plaisir ici, c'est sous-entendre que la peinture n'a pas perdu la parole, qu'elle n'a pas été vaincue par l'image mécanique. Renouée, elle conserve son inté-

ressant. Mais ce fantastique peut naître par d'autres procédés, très contemporains ceux-ci : le vidéaste Bill Viola montrant une apparition humaine aveuglante, Depardon opérant un lent travelling sur un New York méconnaissable, Marie-Ange Guilleminot filmant une jeune femme vêtue d'un imperméable blanc déambulant dans la lumière des phares et des lampes.

Le bon vieux diaporama de papa prend un coup de jeune avec Nan Goldin. Cette photographe new-yorkaise, qui a poussé très loin l'art de l'autobiographie (*Le Monde* du 29 novembre 1995), présente à la Fondation Cartier l'œuvre qui l'a rendue célèbre : une projection de sept cent vingt diapositives aux couleurs vives autour de son enfance, sa vie, ses amis, parents, rencontres, amants, mais aussi les voyages, la drogue, la violence, le sida et la mort. La projection est agrémentée d'une trentaine de chansons et airs à succès : « Downtown » (Petula Clark), « Norma » (Bellini), « Carmen » (Bixet), « Don't Make Me Over » (Dionne Warwick), « Le Bon, la brute et le truand » (Ennio Morricone), « This Must Be the Place » (Nirvana) - qui permettent au spectateur d'associer les images à sa propre histoire. Nan Goldin a intitulé ce diaporama *The Bul- let of Sexual Dependency* et l'a projeté pour la première fois à la fin des années 70 dans une boîte de nuit de New York. Depuis elle ne cesse de modifier les diapositives et de montrer au monde ce journal intime : quarante minutes d'émotion, de douleur et d'amour.

Nan Goldin dépoussière le diaporama

Les modes d'expression se côtoient et, si l'on peut dire, s'épaulent. La leçon se vérifie quand s'ouvre le chapitre des cauchemars. De l'ombre nocturne, en effet, sortent les monstres, tels que Rops et Brauner les ont dessinés, tels que Hingé les a découverts dans le Biliban. Ainsi le visiteur peut-il glisser d'une image à l'autre, d'un film à l'autre, d'une pièce ténébreuse à une autre, d'une époque à l'autre, Poëlle rythmé par des vagues d'astronomie, depuis les grands ciels étoilés du photographe Thomas Ruff jusqu'aux admirables vues documentaires de la Lune à la fin du XIX^e siècle, dont l'éclipse de 1856 par Auguste Bertrich. Aucun doute : « By Night » est une exposition parfaitement réussie.

Philippe Dagen et Michel Guerrin

Le Pavillon de l'Arsenal décrit les multiples transformations de Paris

Une exposition sans parti pris prouve l'évidence : par touches plus ou moins spectaculaires, la capitale change

MÉTAMORPHOSES PARI-SIENNES. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, 75 004 Paris. Tél. : 42-76-33-97. Jusqu'au 15 avril. Catalogue, 224 p., 249 F.

Jamais le Pavillon de l'Arsenal n'est aussi efficace et pertinent que lorsqu'il joue, dans ses expositions, de la pédagogie et de la séduction. Quelquefois, il en fait un peu trop, mais il suffit de s'y rendre pour constater qu'il est devenu un lieu familier des Parisiens, y compris de ceux qui n'appartiennent pas au milieu de l'architecture.

Les deux dernières expositions de l'Arsenal, l'une portant sur l'exportation du modèle parisien en Europe et au-delà, l'autre traitant du travail des ingénieurs dans la cité, ont été, avec leur catalogue, de belles réussites. La dernière de ses productions, « Métamorphoses parisiennes », a été confiée à Bruno Fortier, qui a plutôt pour habitude

de traîner ses guêtres à l'Institut français de l'architecture (IFA). Là-bas, rue de Tournon, on théorise à qui mieux mieux, on révisait et puis l'on perd pied dans un univers mal défini, où l'utopie flirte avec l'avant-garde, le simple projet avec la réalité, tous accablés par ce ne sont pas sans danger.

DÉCEPTION

Ainsi Bruno Fortier avait-il livré à l'IFA un « Amour des villes » passablement surprenant, puisque, à parcourir les salles de l'exposition, on finissait par se dire que ce concepteur aimait tout et son contraire, ou bien le détestait, ou bien ne savait véritablement pas quoi penser. En somme, le dernier degré du renoncement critique. Dans la foulée, notre auteur a sorti un livre, à la fois recueil de textes, de dessins, d'œuvres et de considérations personnelles qui établissent toutes les composantes d'une remarquable érudition, sans

qu'on puisse pour autant discerner quel lien unissait ces éléments ni ce que l'auteur voulait en définitive expliquer. Cela avait été une grande déception, Bruno Fortier ayant, par ailleurs, été l'instigateur d'un remarquable ouvrage, un « atlas de Paris », dont le titre, *La Métropole imaginaire*, montrait à quel point il savait alors faire la part du réel et du fantasmatique, comment l'un naissait de l'autre et vice-versa.

Au Pavillon de l'Arsenal, Bruno Fortier revient à Paris, mais il est resté passablement imprégné par la névrose typique de l'IFA, qui est une forme de confusionnisme. Il cite à tout va des écrivains (Gracq, Huysmans, Hingé et quelques camarades de classe), des musiciens (on entend Verdi, Satie, Stravinski), et on y voit tout un ensemble d'images assez astucieusement choisies qui tendent à nous montrer que Paris a changé, pour le cas où l'on en aurait douté. Comme

comme le loup blanc, le texte d'une pléiade d'écrivains condamnant la construction de la tour Eiffel marque l'apothéose de cette démonstration.

DES EXEMPLES TÊMUS

En évitant de prendre parti, semble nous dire le responsable de l'exposition, évitons de laisser des traces de notre propre imbecillité, préservons notre fortune critique, puisqu'on voit bien que les monstres d'hier deviennent assésment les gloires d'aujourd'hui. Heureusement, la tour Eiffel mise à part, Bruno Fortier a plutôt cherché des exemples têtus des transformations de la ville. Ainsi, l'ajout d'une salle, d'ailleurs tout à fait réussie, dans les entrailles du lycée La Fontaine (16^e arrondissement), ou un bâtiment d'habitation près de Bercy, un jardin avenue Daumesnil, ou encore l'aménagement des Champs-Élysées, l'éclairage des escaliers de Montmartre, sont-ils

autant d'exemples dont Fortier se sert pour étayer la profondeur de sa thèse : Paris change peu à peu.

En contrepoint ont été accrochées toutes sortes d'images et de photographies propres à vous tirer les larmes, vision simpliste du Paris d'antan, expression de l'émotion d'Atget ou de Brassai devant les rues pavées et les villages qui composaient la capitale, y compris l'inévitable vue de Montmartre, colline bucolique, et le perçement de l'avenue de l'Opéra, tarte à la crème qui est le symétrique au sol de ce que fut l'éclosion de la tour Eiffel en 1889.

Au passage, l'observateur aura noté qu'il est des transformations douces et d'autres peut-être nécessaires, mais assurément brutales. Il aura noté que les transformations douces n'ont jamais véritablement suscité l'ire des populations, tandis que les travaux d'Haussmann conduisaient plus d'un Parisien au suicide. A cet égard, il nous semble

que l'exposition aurait pu davantage s'inspirer de deux ouvrages clés sur la sottise des ingénieurs, des architectes ou simplement du temps : le premier est le *Paris perdu* réalisé sous la direction de Claude Eveno (Éditions Carré), dans lequel cette question des transformations se trouve beaucoup plus posément sérieuse. Mais sans doute la vision très critique des auteurs de l'ouvrage était-elle trop dure pour le maître d'œuvre de cette exposition.

Autre exemple prodigieusement révélateur du caractère parfois indigne des transformations de la ville, l'ouvrage d'Alain Blondel et Laurent Sully Jaumes *Un siècle passe* (Éditions Carré), où sont exposés en trois dates-clés - 1910, 1970 et 1990 - ces rues et ces carrefours qui ont perdu leur mémoire comme nous avons perdu, largement perdu, celle de la ville.

Frédéric Edelmann

Dans sa...
retrouve le...

LA TRISTE...
d'Alain P...
sans. D...
rique d'ap...
Philippe...
stale des...
William P...
Verni (s...
nages. M...
mises. Th...
24 94. T...
qu'un Vi...
vain le 23...
Zavatt, M...
11 h 30.

Les risques

LA TRISTE...
d'Alain P...
sans. D...
rique d'ap...
Philippe...
stale des...
William P...
Verni (s...
nages. M...
mises. Th...
24 94. T...
qu'un Vi...
vain le 23...
Zavatt, M...
11 h 30.

GRAND JOUR...
RTL-Le Mon...

JEAN-MAR...

LE PE...

OLIVIER MAJ...

CHRISTIANE CH...

JEAN-PIERRE CH...

DIMANCHE...
18 H 30

RT...
DIFFUSION EN DIRECT

صكذامن لإيصل

Dans sa « Tour de Nesle », Roger Planchon retrouve le délire de ses jeunes années

Le codirecteur du TNP Villeurbanne adapte librement Alexandre Dumas

Quarante ans après « Rocambole », son premier mélo burlesque, le codirecteur du théâtre de Villeurbanne s'amuse, cette fois, avec l'auteur des

« Trois Mousquetaires », et utilise, par jeu, les plus folles outrances théâtrales. Roger Planchon signe un spectacle populaire, plein d'allant, de

trouvailles et d'inventions, dans lequel une poignée de comédiens se partagent les cent vingt rôles de la distribution.

LA TOUR DE NESLE, de Roger Planchon d'après Alexandre Dumas, mise en scène de Roger Planchon, décor d'Ezio Frigerio. Avec Jacques Weber, Yveline Hamon, Yan Duffas, Nicolas Moreau, Micha Lescot, Paolo Gracioti, Claude Lesko, Marco Bisson, Armand Bédonet, Viktor Garrivier, Joseph Malerba et Alain Poyau. THEATRE NATIONAL POPULAIRE DE VILLEURBANNE, 8, place Lazare-Goujon, Villeurbanne (Rhône). Tél. : 78-03-30-30. Mardi, vendredi et samedi, à 20 h 30 ; mercredi et jeudi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. 170 F et 135 F. Jusqu'au 23 février.

Cent vingt rôles partagés entre onze acteurs et onze figurants très actifs. Seuls, ou presque, Budan et Marguerite (Jacques Weber et Yveline Hamon) sont dissimulés de cumuli de personnages. Les autres multiplient les compositions. Micha Lescot, en narrateur-commentateur, prête ainsi sa silhouette à un alchimiste, un maître assistant de l'UT de Bordeaux, un prêtre et Franz Kafka.

Parcourir la distribution, c'est saisir la clé de l'entreprise : dans sa *Tour de Nesle*, Roger Planchon retrouve la verve iconoclaste et délirante de ses jeunes années.

Plus de quarante ans sont passés depuis son premier mélo burlesque, *Rocambole*. Cet essai concluant ouvrait la voie aux exploits des *Trois Mousquetaires*. On pourrait donc voir un signe de retour aux sources dans cette *Tour de Nesle* qui ramène Planchon à Dumas. Enfin, presque à Dumas. Car on peut se demander qui a vraiment écrit ce drame « troubadour », dont Alexandre Dumas et Frédéric Gallardet assumèrent la paternité officielle après divers tripotillages de manuscrits.

Cette nouvelle *Tour de Nesle*, en tout cas, est bien de Planchon. On peut même la dire planchonisme, tant le dramaturge laisse libre cours à son penchant pour l'hyperbole, l'accumulation, les variations sur l'histoire vraie et ses développements imaginaires. Cette vieille chose de 1832 lui permet de jouer avec les plus folles outrances de la théâtralité, celles du mélo « gothique », tout en faisant défilé, comme autant de ma-

riottes, divers monstres sacrés : de Shakespeare à Nietzsche, de Freud à Hitler, sans oublier Dumas lui-même.

Il y a quelque chose de l'esprit d'Alfred Jarry dans la façon dont Planchon fait passer à la trappe un Karl Marx surgi des profondeurs de l'histoire pour annoncer que « les banlieues flambent, camarade ! ». Mais un jarry pas tout à fait cynique, qui utilise le grotesque pour rappeler l'existence des tragédies réelles. Un jarry un peu brechtien, en somme, qui ne désespérerait pas d'éveiller les consciences. Au risque de choquer quand une de ses marionnettes lance une plaisanterie d'un goût douteux sur le viol des femmes bossaïques.

MÉLO DISTANCÉ

Que les amateurs de drame historique se rassurent. La pièce raconte bien l'histoire concoctée par Dumas & Co. Il est toujours question des ordres et des crimes de Marguerite de Bourgogne, Régente de France, dans le Paris du quatorzième siècle. Et le « nombril de l'intrigue » est toujours Budan, ex-ami de la dame venu

se venger sans savoir qu'il précipite son fils dans la mort. Le drame de base est non seulement traité, mais même clarifié, dans un décor médiévalisant d'Ezio Frigerio.

Yveline Hamon et Jacques Weber (qui a fait un triomphe à la création du spectacle dans son propre théâtre, à Nice) sont parfaits dans le double registre du mélo vibrant et de la distanciation ironique. Tous les acteurs, d'ailleurs, servent à merveille les mouvements de ce « jazz » que Planchon dit écrire. Pour cette musique, Planchon a habilement travaillé les voix : rautité gothique chez Claude Lesko, suavité couante chez Marco Bisson.

Mais Planchon n'a pas négligé les « improvisations » picturales : il disproportionne les tailles, déforme les postures, compose de faux tableaux surréalistes en faisant surgir animaux et personnages incongrus, comme les amants des *Hauts de Hurlevue* qui se demandent ce qu'il font là. Pas d'autre raison que le plaisir débridé du théâtre.

Bernadette Bost

Les risques d'une « esthétique SDF » livrée brute de décoffrage

A TRISTEZA COMPLICE, d'Alain Piatel, pour dix dans. Dick Van der Harst (muse d'après Henry Purcell), Philippe Thuriot (direction musicale des dix accordéonistes), William Philips et Hildegard Deuyt (scénographie et dramaturgie), Marc Vandermeulen (lèvres), Théâtre de la Ville, h 30. Tél. : 42-74-22-77. Jusqu'au 17 février. Tournées : Louvain le 28 mars, Groningen le avril, Mulhouse le 8 juin.

Les pauvres : quel bon sujet ! En fin dans l'actualité. Presque à la ode, serait-on tenté d'écrire. Seulement, les pauvres dans notre société, ils sont partout. Dans la rue, le supermarché, dans le métro, impossible de les cacher. Impossible en parler comme dans les années 70, quand on pouvait encore espérer qu'ils exprimaient les ratés, entêtés jugés, du système écono-

mique. On se souvient d'*Affreux, sales et méchants* le film d'Ettore Scola : on ritait. Aujourd'hui, quand Alain Piatel, orthopédiste, chorégraphe, homme de théâtre, met en scène les pauvres, il est juste et tendre. Il les aime. Mais à force de vouloir être politiquement correct, *La Tristezza complice* (La Tristezza complice), créée en septembre 1995 au Singel d'Anvers, manque de perspective. Comme si la pauvreté était un état sans possibilité d'en sortir. « La pauvreté est une métaphore de la nudité des gens face à la vie. C'est en cela qu'elle m'intéresse. C'est cru, cruel. Les caractères ont moins de camouflage, peut-être parce qu'ils n'ont plus grand-chose à cacher », dit Alain Piatel qui, par ailleurs, avoue qu'il n'a pas hérité d'une nature particulièrement gaie. Il créait, il y a cinq ans, à Gand, un collectif de chorégraphes davantage préoccupés de questions sociales que de recherches formelles. En novembre

1995, on a ainsi découvert *Everyman*, de Hans Van den Broek, au Théâtre de la Bastille. Piatel montrait dans ce même théâtre, en janvier 1996, *Mère et enfant*.

Les personnages de *La Tristezza complice* sont saisis dans un *no man's land* dont l'arrêt de bus et le banc de square sont les seuls repères. Il y a le jeune garçon agité de tics, la caissière d'origine arabe, l'adolescente blonde et râleuse, celle qui mange sans cesse, celle qui jonche le sol de détritus, celui qui s'habille en femme, l'Arabe qui marche son tapis volant comme un *nunchaku*. Il y a l'athlète qui allonge la scène sur un seul patin à roulettes, transportant l'un l'autre, la tête en bas, les pieds en l'air.

EXCITÉS OU APATHIQUES

Tout à tour, ces hommes, ces femmes, deviennent excités, apathiques ou explosent de colère. Aucune action ne débouche. Tout est impasse. Hors du groupe, point de survie. Sauf pour deux jeunes garçons d'une douzaine d'années, le crâne rasé, auxquels ce monde qui s'émiette offre des espaces de liberté illimitée. Libres, mais errants aussi, perdus parfois comme leurs aînés : « Je prends toujours des enfants. Avec eux pas de tricherie possible. Quand ils te disent : "C'est de la merde", ils te font réfléchir », explique le chorégraphe.

Le coup de beauté de ce spectacle est d'avoir choisi des airs célèbres de Purcell, des extraits de *The Fairy Queen*, de *King Arthur*, interprétés, mixés, déconstruits par

dix accordéonistes classiques du conservatoire d'Anvers, chantés royalement par Rudolphe De Beul. Mais pourquoi faut-il que la chanteuse d'opéra ait l'air d'une chaise égarée chez les Zoukous ? Elle figure l'ange protecteur. Tant qu'elle chante, les corps sont saufs. Un hip-hop approximatif flirte avec des esquisses de menuet ; la violence des corps qui se cognent au sol contredit l'étirement des mouvements de ceux qui rêvent, qui dorment. *La Tristezza complice* dit trop l'adaptation des hommes à toutes les situations. On aurait aimé plus de révolte.

On aurait voulu entendre des phrases plus articulées que « *Nique la mère* » ou « *Fuck you* ». Des phrases autres que « *C'est pas parce que je suis Noir que je ressemble à un singe* ». Rires garantis dans la salle. Drôle, mais plutôt limité. L'Américain Mark Tompkins, qui traitait le même sujet dans *Home* (1993), l'enlevait vers la comédie musicale. Les Urban Bush Women dans *Shelter* s'éloignent du réalisme pour danser les sentiments de la femme noire livrée à la rue new-yorkaise. Le courant flamand, hyperéaliste, truculent, ne se sert pas assez du mouvement pour abstraire le sujet. L'« esthétique SDF », présentée ainsi brute de décoffrage, tourne vite en rond. Un spectateur, qui quittait la salle pendant le spectacle, disait tout haut : « On va dans le métro ! Bye, bye ! C'est la même chose. »

Dominique Fréret

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

JEAN-MARIE
LE PEN

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
CHRISTIANE CHOMBEAU (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

DIMANCHE
18 H 30
RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Polémiques autour de la démission du chef allemand de la Philharmonie tchèque

PRAGUE
de notre correspondant

La Philharmonie tchèque, un des orchestres les plus prestigieux et les plus anciens au monde, s'apprête à célébrer son centenaire - le premier concert fut dirigé, le 4 janvier 1896, par Antonin Dvorak. Mais l'orchestre est orphelin de son chef. L'Allemand Gerd Albrecht, soixante ans, a en effet démissionné après deux ans de crises, de polémiques et de tensions au sein de l'orchestre, mais aussi de cabales politiques et nationalistes dans la presse tchèque et allemande.

Elu en 1991 par une majorité de musiciens de la Philharmonie lors d'une tournée au Japon - pour se soustraire aux pressions locales -, Gerd Albrecht n'a jamais été accepté par une partie du public mélo-mane comme de l'orchestre. Directeur musical de l'Opéra de Hambourg, Albrecht avait été choisi pour sa connaissance de la musique tchèque, élément essentiel d'un orchestre résolument national même si son répertoire est ouvert sur d'autres musiques. Gerd Al-

brecht aimait rappeler qu'il serait difficile de s'imposer, lui l'Allemand, à la tête à ce « joyau de la nation tchèque ». Le verdict vient de tomber. Au point que le chef britannique Sir Charles Mackerras, un habitué du Rudolfinum - le palais néorenaissance où joue l'orchestre pragoise -, a déclaré que « la Philharmonie tchèque doit être dirigée par un Tchèque, sinon elle y perdrait sa tchèque », coupant court aux rumeurs sur sa candidature.

« MOYENNEMENT BON »

Les qualités artistiques de Gerd Albrecht ne sont pas mises en cause, mais ce chef, considéré à Prague comme « moyennement bon », a précipité son échec. D'abord par ses mauvaises relations avec deux directeurs successifs de la Philharmonie. Surtout en refusant de participer à un concert au Vatican à l'occasion de l'établissement de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et Israël. Ce refus, motivé par d'autres « engagements très importants », a particulièrement irrité le président

Vaclav Havel. Une affaire de cachets de 140 000 deutschemarks (480 000 francs), perçus pour trois tournées à l'étranger en sus de ses émoluments - 24 000 deutschemarks par mois (83 000 francs) - en contradiction avec son contrat, a dégradé un peu plus son image.

Ce n'est pas tout. Gerd Albrecht a déclaré dans la presse allemande être la victime du « chauvinisme tchèque » et le « bouc-émissaire de trois siècles de domination des Habsbourg en Bohême, de l'occupation nazie et de la participation de la RDA à la répression du printemps de Prague en 1968 ». La publication par le magazine allemand *Der Spiegel*, début janvier, d'un entretien dans lequel le chef d'orchestre se livrait à une véhémence critique des « nationalistes » tchèques, a eu raison de la confiance du ministre de la culture, Pavel Tigrid. Avant réduit les pouvoirs de M. Albrecht en le plaçant sous la coupe du directeur de l'orchestre et d'un conseil artistique de dix-sept membres élus par les musiciens, le chef allemand a préféré partir.

Gerd Albrecht était le premier chef permanent étranger de la Philharmonie, avec laquelle il a enregistré seize disques - un record pour cette formation. Mais la dernière séance d'enregistrement, en décembre 1995, fut un fiasco : une partie de l'orchestre suivait Albrecht ; l'autre interprétait *Ma Patrie* de Bedrich Smetana, l'œuvre sacrée du répertoire, en traînant les pieds... Une nouvelle séance devait avoir lieu le 30 janvier. Mais ce jour-là, Gerd Albrecht a remis sa démission au ministre qui annonçait l'« envoi d'émissaires dans le monde » pour trouver un successeur. Pas si simple. Des prétendants ont refusé : Libor Pesek, à la tête de la Philharmonie au début des années 80, dirige avec succès, depuis plus de dix ans, le Royal Liverpool Philharmonic. Jiri Belohlavek, qui la dirigeait avant l'arrivée d'Albrecht, va s'installer au pupitre de l'Opéra du Théâtre national. Une chose est sûre : l'orchestre sort divisé de cette épreuve.

Martin Plichta

1970-1980, dix ans de chanson française

Le septième volume de l'« Anthologie de la chanson française » est consacré à la fin des « trente glorieuses »

EPM N'EST PAS une maison de disques exactement comme les autres. Elle vend Léo Ferré, Marc Ogeret et bien d'autres, et elle s'est attelée à une tâche monumentale : la publication discographique d'une *Anthologie de la chanson française*. En 1995, *Tradition* - un coffret de quinze compact, où les chansons d'avant l'ère de l'enregistrement, des troubadours aux grands auteurs du XIX^e siècle, agrémentées d'un livre de 928 pages (partitions, textes...) - avait été réenregistrées par des artistes contemporains - semblait clore la période des travaux d'Hercule. Mais rien n'est jamais fini. En septembre 1996, une nouvelle livraison devrait balayer les années 1900-1920.

En attendant, grâce à trois chevaliers servants, musicien (Marc Robine) ou anciens PDG de multinationale (François Dacla, chez RCA), (Jean Queinnee, chez CBS), la chanson hexagonale vient de gagner un septième volume, peut-être le plus difficile à réaliser, puisqu'il concerne les années 1970-1980, soit une période suffisamment récente pour empêcher le recul

historique. Toujours fondé sur le même principe, un CD par an, et une vingtaine de chansons chaque fois, ce dernier tome paru porte un sous-titre : *De la société de consommation à la crise... ou la fin des trente glorieuses*.

UN REJET DES TENDANCES

En 1970, le général de Gaulle meurt et Michel Sardou chante *Les Bais populaires*. En 1971, on démolit les Halles de Paris, et l'été français consacre *Pour un flirt avec toi*, de Michel Delpech. Dix ans passent et, en 1979, éclate la révolution iranienne, tandis qu'*Apocalypse Now*, le film de Coppola, gagne la Palme d'or au Festival de Cannes. Et voici Gainsbourg avec *Aux armes et cetera* ou *Quand l'es dans le désert de Capdevielle* : la chanson, quoi qu'il arrive, mérite une explication de texte, et souvent au second degré. Il voyage en solitaire, de Gérard Manset, par exemple, sort en 1975, quand François Claustre est prisonnière des rebelles toubous au Tchad, alors que Franco meurt et que Pasolini est assassiné. Que dire de 1974, année

de la Révolution des œillets au Portugal, de l'abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans, où triomphe *San Francisco* de Maxime Le Forestier ?

Alors que dans les volumes précédents, l'équipe d'EPM avait pris le parti de sélectionner en priorité des tubes qui ont marqué l'époque, elle a voulu cette fois refléter des tendances : on trouvera donc pêle-mêle des quasi-inconnus, quelques oubliés, pas mal de folk (Malicorne, la Bamboche, Méliane, Stéve), et les voix émergentes de la nouvelle chanson française (Jonasz, Clerc, Souhonnou), au détriment peut-être de talents déjà confirmés à la période yéyé (Johnny, Eddy, Sylvie, présents tout de même).

Véronique Mortaigne

★ Un coffret de 10 CD, en vente par correspondance : EPM Marketing, 188, boulevard Voltaire 75011 Paris. Tél. : 40-24-01-03. Numéro vert : 05-47-68-63. 995 F.

CLASSIQUE

DIMITRI CHOSTAKOVITCH

Concertos pour violon et orchestre n° 1 et 2
Marie Scheublé (violin), Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, James de Priest (direction).

Vu la photographie de pochette, on ne prendrait pas plus au sérieux Marie Scheublé qu'Offra Harnoy, une jeune violoncelliste canadienne dont le ramage ne vaut pas le plumage. La jeune Française joue pourtant avec une sûreté d'intonation, une intensité, une beauté de son assez époustouflantes. Son disque est un achat d'autant plus recommandé qu'il regroupe deux des plus marquants concertos de violon du XX^e siècle accompagnés avec un aplomb technique et une attention musicale remarquables par un orchestre et un chef caméléon qui savent retrouver les accents mous-sorgelands du *Premier Concerto* et unifier la disparate orchestrale du *Second*. La prise de son est excellente.
A. La.
★ Un CD Arion ARN 68326, distribué par Concorde.

PIERRE ATTAIGNANT

Chansons nouvelles et danceries
Ensemble Douce Mémoire

Bien qu'il fut souvent édité par le Parisien Pierre Attainant, Jean-quin ne figure pas dans la réjouissante anthologie que l'ensemble de Denis Raisin-Dadre - Douce Mémoire (c'est le titre d'une chanson de François -) vient de graver. C'est là leur premier disque, mûri par force répétitions et représentations, qui n'ont rien de su-

perlu dans ce répertoire où l'engagement du chanteur comme de l'instrumentiste est essentiel. Les diminutions, « fredons » dans la langue du temps, font toute la saveur de ces pièces au charme simple et immédiat, mais aisément fidèles si on les sert avec un plat respect des partitions n'indiquant souvent rien de l'orchestration, des effets, de l'ornementation surtout laissée à l'initiative des interprètes. Un parcours exemplaire, n'était la voix juste, mais sans grand relief, d'Anne Quentien. Il faut dire que, avec la santé ébouriffante des timbres et des rythmes, il est difficile de proposer une sauvegarde comparable. C'est depuis la *Musique de l'ère* que gravait en 1979 Hespérian XX (Astrée E 7724) l'une des fêtes les plus réussies de la douceur évanouie de la cour des Valois.
Ph.-J. C.
★ Un CD Astrée-Aurville E 8545.

LUIS MILAN

Fantaisies, pavanes et galliades
Jordi Savall, Sergi Casademunt, Eunice Brandon, Lorenz Duftschmid (voies de gambe), Andrew Lawrence-King (harpe et psalterium).

Musicien valencien du début du XVI^e siècle, Luis Milan (Lluís del Milà, indique en espagnol la couverture du livret) était surtout connu par les enregistrements que fit Hopkinson Smith de quelques pièces du fameux *Liber de musica de vihuela de mano* intitulé *El Maestro* de 1536, premier grand recueil en tablature du monde ibérique. On retiendra le volet instrumental (Astrée E 7748), d'une poésie et d'une expressivité exceptionnelle, sans négliger cependant les pièces vocales, anthologie subtilement composée mais servie de façon trop uniforme par Montserrat Figueras (Astrée E 7777). Jordi Savall et ses complices reprennent

aujourd'hui des pièces du même recueil en les adaptant pour ensemble instrumental, l'apparentant ainsi au *Trattato de glosas*, de Diego Ortiz, paru à Rome en 1553 et déjà célébré en un enregistrement mémorable (Astrée E 8717). Tout ce que nous savons - ou presque - des choix des timbres et des effets nous vient de sources littéraires et iconiques. Le choix d'un consort de violes ne doit donc pas hérisser les puristes qui partageront sans réserve avec les amateurs comblés ces moments de grâce, d'une variété parfaite-ment rendue, où le souci d'expressivité, intentionnelle et rythmique, reste essentiel.
Ph.-J. C.
★ Un CD Astrée E 8535.

JAZZ

CÉSARIUS ALVIN

Mister Jones
D'origine brésilienne, Césarius Alvin réside en France depuis plus de vingt ans. Il y a d'abord été connu comme pianiste, puis comme contrebassiste. Le piano, depuis quelques années, est redevenu son instrument. Celui sur lequel il joue dans ce nouvel enregistrement en solo est un Steinway. Un de ces modèles à aborder avec amour et une pointe de respect, et aussi un instrument qui ne pardonne pas. L'homme et le piano se sont trouvés. L'attaque d'Alvin sur les touches est franche, elle rappelle la force de mains de contrebassiste. Compositeur et improvisateur, Césarius Alvin a préféré aux tunnels virtuoses que sont parfois les « piano solo », un parcours plus captivant

de morceaux courts aux mélodies chantantes, mélancoliques et révérentes, où s'entend un caractère impétueux. Alvin joue dans la continuité harmonique de Bill Evans, son modèle annoncé dès la reprise de *The Two Lonely People*, une musique introspective mais sans austérité, d'où s'élève une clarté d'éclipse.
S. S.
★ Un CD Axelrod AXD102. Distribué par Night & Day.

CHET BAKER

ENRICO PIERANUNZI

Soft Journey

A Rome, le 4 décembre 1979, puis le 4 janvier 1980, le trompettiste Chet Baker fait la connaissance de jeunes instrumentistes italiens, avec qui il jouera ensuite régulièrement en Europe. Ils ont été réunis à l'initiative du pianiste Enrico Pieranunzi. Riccardo Del Fra tient la contrebasse, Roberto Gatto est à la batterie, Maurizio Giammarco au saxophone. *Soft Journey*, enregistré ces deux jours-là, n'avait été diffusé qu'en Italie. Ce disque vaut pour les compositions de Pieranunzi, ballades délicates et rappels de *hard bop* selon les messages d'Art Blakey, pour de simples idées d'arrangements - notamment un contre-chant du saxophone sur *Antinori Durni* - la simplicité de la rythmique à jouer pour les solistes, ou encore pour des délicatesses au piano en osmose avec le timbre masculin-féminin de Chet Baker sur une version miraculeuse en duo du seul standard interprété ici, *My Funny Valentine*.
S. S.
★ Un CD IDA Records IDA033. Distribué par Harmonia Mundi.

ROCK

MINISTRY

Fifth Pig

Au même titre que les films d'épouvante, le *hard rock* est un genre pourvoyeur d'émotions fortes. On peut, à son écoute et selon l'humeur, céder au frisson ou au fou rire. A l'instar de Nine Inch Nails, Ministry est un de ces groupes américains qui ont cherché à renouveler le décorum d'un style enrobé au cours des années 80 dans l'auto-parodie. Al Jourgensen, son leader, a insufflé aux guitares brûlantes l'oppression froideur du rock industriel.

Peines d'Amour Perdues
Shirley

théâtre campagne
du 20 février au 3 mars 1996
Tél. 04 94 03 67

Tout le cinéma
36 15 LEMONDE
2-23 F la minute

Peu préoccupé par les mélodies, il veille surtout à ce que la texture et la dynamique de sa musique offrent la plus effrayante métaphore du malaise, de la frustration et des douleurs physiques. Ce jeu ambigu de la répulsion enfante parfois de saisissantes trouvailles : mariage de guitares brisées et de synthétiseurs hypnotiques, voix compressées par un bulldozer rythmique, laminées par la foudre froide des ordinateurs et une reprise de la chanson de Bob Dylan, *Lay Lady Lay*, qui s'imaginait pas passer si près de l'enfer. Même si Ministry s'épuise un peu à chercher perpétuellement à nous impressionner.
S. D.
★ Un CD Warner 9362 45838-2. Distribué par WEA.

LAMBCHOP

How I Quit Smoking

Elaborée à Nashville, la musique de Lambchop se souvient surtout de la country d'avant l'industrie. Quand le bois, la peur, l'intimisme avaient encore leur place. Aux grands espaces, Kurt Wagner et sa nombreuse bande de douze musiciens préfèrent l'ambiance confinée d'une chambre où bruisent d'étranges histoires. Une guitare *pedal steel* et une flûte donnent aux chansons des allures faussement bucoliques. Un quatuor à cordes accompagné d'un ensemble très hétéroclite (orgue, saxophone, clarinette, banjo, batterie) décorent d'envoies en trompe-l'œil les murmures caustiques du chanteur. Ralenties à plaisir, ces douloureuses berceuses engendrent, selon notre humeur, une légère monotonie ou une délicieuse torpeur.
S. D.
★ Un CD Labels 7243 8413702. Distribué par Virgin.

MUSIQUE DU MONDE

AFROPEA

Anthologie présentée par David Byrne

Du Cap-Vert à l'Angola, avec un détour sur l'île de Sao-Tomé-et-Principe, David Byrne est sorti cette fois du cercle brésilien, où il avait réalisé des compilations inédites (la samba, le Nordeste), mais jamais emparées de mauvais goût. En flirtant avec l'Afrique lusophone, le musicien américain a d'abord assuré ses arrières avec l'incontournable, mais si beau, *Sodade*, de Cesária Évora, deux titres de l'Angolaise Bonga, toujours touchant. La sélection s'est faite sur les rythmes, incroyablement mélangés, de ces îles ou pays côtiers. Il y a là du balancement cubain (*N'Gana*, de Waldemar Bastos, angolais), de la rumba-zouk de Tulipa Negra, quelques synthétiseurs de trop (*Livity*, groupe mineur du Cap-Vert),

de la coladeira cap-verdienne, des ballades nostalgiques, au bord de la chanson de variété, venues du vieux continent colonisateur (*Mamae Africa*, du Cap-Verdien Dany Silva).
V. Ma.
★ Un CD Luaka Bop 9362 45669-2. Distribué par WEA.

CHEIKHA RIMITI ROBERT FRIPP

Unreleased Tracks From the Sidi Mansour Album

Un appoint à *Sidi Mansour*, l'album paru en 1994, qui scellait les noces de la mère du rock et du guinéen et manipuleur de sons Robert Fripp. Quatre titres (entre dix et vingt minutes chacun) qui soulignent le talent du musicien, sa précision et sa liberté, et celui de la chanteuse, son tempérament et sa rugosité flamboyante, mais indiquent les limites de l'exercice : leurs deux univers sont si radicalement différents qu'ils ne se marient jamais - à peine se superposent-ils malgré l'aide d'une implacable rythmique.
V. Ma.
★ Un CD Absolute Records AB-SOL005. Distribué par Media 7.

DIDIER MALHERBE LOY ERILICH

Hadouk

Il se connaît depuis longtemps. C'était dans les années 70, sur le vaisseau planant Cong, l'un des groupes inventifs de l'époque. Puis ils ont tracé chacun son chemin, jalonné de belles rencontres. Pierre Vassiliu, Jacques Higelin, Faton, Cabon ou Brigitte Fontaine pour Didier Malherbe ; West African Cosmos, Touré Kunda, Youssef N'Dour, les Visiteurs et John Lurie pour Loy Erlich. L'un et l'autre partagent le même goût pour les voyages, d'où ils ramènent des instruments, leurs trésors : doukoul, ocakina, clarinette-bambou, ukuléle, kora... Un incroyable bric-à-brac utilisé avec astuce et gourmandise pour composer de fines mélodies, vagabondes, alambiquées ou prismatiques.
A. La.
★ Un CD Tangram TC0027. Distribué par MSI.

DAUDE

Daude

Le Brésil croise le hip-hop avec ses traditions, participant ainsi au mouvement étno-punk, parcourt le monde. Dans un album qui vient de sortir en France, la jeune Noire militante Daude chante, rémis au goût de la *hip-hop*, des classiques tels que *Marinheiro* de Caetano Veloso, *Chove Chove*, de Jorge Ben, et même ce surprenant ensemble par d'énergiques remixages de thèmes bien autochtones (*Vida Sertaneja* [vie paysanne] *Acida Rê* [vie paysanne]).
V. Ma.
★ Un CD Natasha Records NAT001-2. Distribué par DAM.

DANS LES SALLES DE CONCERT

ANUNA

Théâtre de la Ville, le 10 février.

Formé à Dublin en 1993, Anuna s'inspire largement du répertoire médiéval de la musique irlandaise, et parfois bien en amont. Certaines pièces jouées par le groupe remontent à plus de trois mille ans, selon Michael McGlynn, fondateur, compositeur et arrangeur d'Anuna, dont deux albums sont disponibles sur le label de prestige Celtic Heartbeat/Atlantic (*Anuna* et *Invocation*). Chœur mixte, auquel se joignent parfois un instrument (violin, guitare, percussion) ou un couple de danseurs, Anuna chante en anglais, en latin ou en gaélique, des textes sacrés et profanes. Entre cristal et tonnerre, jouant des ombres et de la lumière, l'ensemble dessine des climats d'ardente plénitude. S'ils ont d'abord l'habitude des églises, des châteaux et des cryptes, les dix-sept chanteurs et chanteuses d'Anuna s'accrochent sans mal de l'espace du Théâtre de la Ville. Ils investissent la salle, glissent le long des travées, enveloppent le public dans une atmosphère sereine et recueillie, qu'ils cassent par quelques traits d'humour, évitant ainsi l'emphase. Au lendemain de l'attentat londonien du 9 février, marquant la rupture par l'IRA de la trêve instaurée en 1994, Michael McGlynn avait choisi de clore le programme du concert par un chant de paix, *Bird Song*, d'une densité extrême en de telles circonstances.
Patrick Labrosse

LENINE & SUZANO

Hot Brass, le 13 février.

Une fois par mois, le mardi, la jeune productrice franco-brésilienne Rita Sa Rego s'installe au Hot Brass. Il y eut le Nordeste Geraldo Azevedo, Teca Calazans, et la sambiste carioca Dona Ivone Lara. Il y aura, en mars, du *chorinho*, genre semi-érudite où les guitaristes tissent des mélodies rythmées au tambourin, le *pandeiro*, et que Villa-Lobos affectionnait. Pour février, mois de carnaval, elle avait choisi d'inviter deux jeunes provocateurs - à l'image du Bahianais Tom Zé dans les années 70 -, de la nouvelle chanson brésilienne. Lenine & Suzano, un chanteur-guitariste et un percussionniste, s'ingénient à triturer les rythmes traditionnels du Nordeste brésilien. Marcos Suzano a joué avec Joao Bosco, Marisa Monte et Joan Baez. Il a l'apparence sérieuse, joue du *pandeiro*, de la calebasse, des cymbales, et de la boîte en fer-blanc. Décontracté et chaleureux, Lenine a subi les influences d'Alceu Valença, lui aussi originaire de Recife. C'est un excellent guitariste, amateur de synopses, de *breaks* inopinés, des tempos subitement décalés et de climats changeants. Inventif, ni berçant, ni banal, il cultive un style baroque (les accents du *maracatu*, du *caboclinho*, formes mélangées de la musique populaire de Pernambuco) en l'épurant jusqu'à l'minimalisme. Un album, *Ocho de Peixe* (importé par DAM) avait fait ressortir ses qualités d'auteur, le situant dans le vaste mouvement culturel qui se crée à Recife, notamment avec Chico Science & Nação Zumbi, rocker-rapteur tropical. Très à l'aise, il mène sa voix dans des registres différents, de la sole à l'émotion.
V. Ma.

SPECTACLE EUROPE 2 / M6

présente en accord avec Yves EL-BAZE

BILLY PAUL



Mr. And Mrs. Jones - Your Song

LE 24 FÉVRIER 1996

CASINO DE PARIS

Reservations : 36 68 06 86

(7224111111)

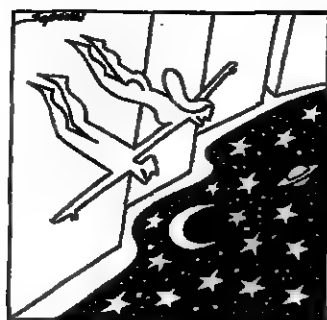
Europe 2

Locations : Points de ventes habituels • 3615 M6 • 3615 EUROPE 2

Du jazz à la Cité de la musique

Cité-jazz propose un programme ambitieux sur deux jours

LIED ANNONCÉ de toutes les musiques, la Cité de la musique ne s'est pas contentée d'être ouverte au jazz de manière régulière, contrairement aux musiques du monde, où y remportent un beau succès, ou à la chanson. Une série de concerts avec le festival Banlieues bleues avaient déjà montré, en 1995, que le site était prometteur. Ce qui refait l'ambitieux programme de deux jours dans la salle des concerts et l'auditorium de la Cité. On y verra ainsi, le 17 février, le trio acoustique de Denis Colin avec l'un des grands orchestres les plus créatifs en Europe, le London Jazz Composers Orchest-



tra, pour une de ses rares venues en France, avant le duo Urs Leimgruber et Fritz Hauser. Le 18 février, un autre duo, celui qui réunit depuis plusieurs années François Couturier et Dominique Pifarély, précèdera Dicotylédone, savante et ludique formation à quatre dont les voyages musicaux fourniront une adéquate introduction à ceux d'Henri Texier avec son Sonjal Septet.

★ Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19. M^o Porte-de-Pantin. 20 heures, le 17 ; 15 heures, le 18. Tél. : 44-84-44-84. De 60 F à 160 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Ubu africain
Ubu n'a pas de frontières, et les comédiens du Sanza Théâtre, atelier théâtral de recherche interdisciplinaire, en font la preuve dans la mise en scène de Richard Demarcy. Chants, percussions et danses viennent enrichir le texte. Il en ressort un Ubu à la fois plus tragique et plus comique. Cette pièce a été présentée dans le cycle « Afriques, paroles d'aujourd'hui » à Avignon en juillet 1995.

Pavillon du Choralis, Parc de La Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19. M^o Porte de Pantin.
21 heures, du mardi au samedi ; 16 heures, dimanche ; 15 heures, mercredi et samedi. Tél. : 40-03-93-95. De 50 F à 110 F ; 50 F le mardi. **Groupes Danse**
Ils dansent pour s'amuser des tranches de vie quotidienne, sautées par une caméra fine mouche qui mêle aux gestes et aux cavalcades des danseurs des figures issues de l'informatique. Bernard

Mischak et Madeleine Chiche sont des enchanteurs. Ils croient au multimedia depuis leurs débuts. Avec *Héu ! et autres bruits, leur « entêtement » est aujourd'hui récompensé.*

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M^o Bastille, Voltaire. 21 heures, les 16 et 17 ; 17 heures, le 18. Tél. : 43-57-42-14. 100 F.

Rajan et Sajan Misra
Les deux frères Rajan et Sajan Misra sont des chanteurs originaires de Bénarès. Ils ont été formés par leur père, le chanteur Haumun Misra et leur oncle, Gopal Misra, joueur de sarangi. Les frères Misra ont développé une approche flamboyante et mystique, à l'image de Bénarès, ville sacrée, dans une forme rare en Inde, le duo.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 6. M^o Châtelet. 17 heures, le 17. Tél. : 42-74-22-77. 80 F.

96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10.

LA LÉGENDE DE CINDY
Dessin animé australien d'Yoram Gross. (1 h 24).

VF : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Cinéma, 2^e** (36-68-70-23) ; **14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e** (36-68-69-58) ; **Las Trois Luxembourg, 4^e** (36-68-70-14) ; **Paramount Opéra, dolby, 5^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 6^e** (36-68-43-47) ; **Sept Parasiens, dolby, 14^e** (40-30-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

L'ILE AUX PIRATES
Film américain de Renny Harlin, avec Geena Davis, Matthew Modine, Frank Langella, Murray Chaykin, Patrick Malahide, Stan Shaw (2 h 03).

VO : UGC Ciné-été les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58) ; **14-Juillet Opéra, dolby, 2^e** (42-25-55-68 ; 36-68-81-09) ; **Gaumont Ambassade, dolby, 3^e** (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **George-V, 6^e** (36-68-43-47) ; **Sept Parasiens, dolby, 14^e** (40-30-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; **UGC Montparnasse, dolby, 3^e** (36-68-70-14) ; **Paramount Opéra, dolby, 4^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e** (36-68-62-33) ; **Gaumont Gobelins, dolby, 13^e** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Miramir, dolby, 14^e** (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (36-68-70-23) ; **Rex, dolby, 3^e** (36-65-70-14) ; **UGC Montparnasse, 4^e** (36-68-43-47) ; **Paramount Opéra, dolby, 5^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e** (36-68-62-33) ; **Gaumont Gobelins, dolby, 13^e** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Miramir, dolby, 14^e** (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (36-68-70-23) ; **Rex, dolby, 3^e** (36-65-70-14) ; **UGC Montparnasse, 4^e** (36-68-43-47) ; **Paramount Opéra, dolby, 5^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e** (36-68-62-33) ; **Gaumont Gobelins, dolby, 13^e** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Miramir, dolby, 14^e** (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (36-68-70-23) ; **Rex, dolby, 3^e** (36-65-70-14) ; **UGC Montparnasse, 4^e** (36-68-43-47) ; **Paramount Opéra, dolby, 5^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e** (36-68-62-33) ; **Gaumont Gobelins, dolby, 13^e** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Miramir, dolby, 14^e** (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (36-68-70-23) ; **Rex, dolby, 3^e** (36-65-70-14) ; **UGC Montparnasse, 4^e** (36-68-43-47) ; **Paramount Opéra, dolby, 5^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e** (36-68-62-33) ; **Gaumont Gobelins, dolby, 13^e** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Miramir, dolby, 14^e** (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (36-68-70-23) ; **Rex, dolby, 3^e** (36-65-70-14) ; **UGC Montparnasse, 4^e** (36-68-43-47) ; **Paramount Opéra, dolby, 5^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e** (36-68-62-33) ; **Gaumont Gobelins, dolby, 13^e** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Miramir, dolby, 14^e** (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (36-68-70-23) ; **Rex, dolby, 3^e** (36-65-70-14) ; **UGC Montparnasse, 4^e** (36-68-43-47) ; **Paramount Opéra, dolby, 5^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e** (36-68-62-33) ; **Gaumont Gobelins, dolby, 13^e** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Miramir, dolby, 14^e** (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (36-68-70-23) ; **Rex, dolby, 3^e** (36-65-70-14) ; **UGC Montparnasse, 4^e** (36-68-43-47) ; **Paramount Opéra, dolby, 5^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e** (36-68-62-33) ; **Gaumont Gobelins, dolby, 13^e** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Miramir, dolby, 14^e** (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (36-68-70-23) ; **Rex, dolby, 3^e** (36-65-70-14) ; **UGC Montparnasse, 4^e** (36-68-43-47) ; **Paramount Opéra, dolby, 5^e** (42-42-56-31) ; **36-68-81-09 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e** (36-68-62-33) ; **Gaumont Gobelins, dolby, 13^e** (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; **Miramir, dolby, 14^e** (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10).

RÉGION

Une sélection musique, danse, théâtre et art

MUSIQUE CLASSIQUE

AVIGNON
Roméo et Juliette de Gounod. Claude Robin-Pelletier (Roméo), Inna Mula (Juliette), Francis Leguérin (Mercutio), Chris de Moor (frère Laurent), Christophe Fel (Capulet), Béatrice Burley (Gertrude), Chorus et Orchestre de l'Opéra d'Avignon, François-Xavier Bilger (direction), Yves Lefebvre (mise en scène).

Opéra, rue Racine, 84 Avignon. 20 h 30, le 23 ; 14 h 30, le 25. Tél. : 90-82-23-44. De 55 F à 340 F.

BORDEAUX
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine.
Beethoven : Concerto pour piano et orchestre n° 3, Symphonie n° 3 « Héroe », Abdel Rahman El-Bacha (piano), John Meschini (direction).
Palais des sports, place Férme-de-Rochmont, 33 Bordeaux. 20 h 30, le 23. Tél. : 56-48-59-54. 100 F.

CAEN
Un ballet en masques de Verdi. Cynthia Makris (Amelia), Keith Ikala-Purdy (Riccardo), Alain Fondary (Renato), Marta Moretto (Ulrica), Brigitte Toulon (Oscar), Orchestre de Caen, Chorus et orchestre du Théâtre des arts de Rouen, Cyril Dieckrich (direction), Jean-Claude Auray (mise en scène), Jacqueline Canal (chorégraphie).

Théâtre, 135, boulevard du Maréchal-Ledier, 14 Caen. 20 h 30, le 22 et 24. Tél. : 31-30-76-20. De 130 F à 190 F.

CHARENTAIS
Orchestre régional de Charente.
Schoenberg : Verklärte Nacht, Pugnani-Kreisler : Prélude et allegro pour violon. Sarasate : Airs bohémien.
Monti : Caros. Saint-Saëns : Concerto pour piano et orchestre n° 2. Gilles App (Violon), Marc Lafont (piano), Alexander Kabanov (direction).

Théâtre Claude-Debussy, Palais des Festivals, 85 Cannes. 18 h 30, le 18. Tél. : 92-98-62-77. De 110 F à 140 F.

FOURMAY
Peter Wispelwey (violoncelle).
Bach : Suites pour violoncelle seul BWV 1007, 1009 et 1011.
Abbey royale, 49 Fourmays. 21 heures, le 17. Tél. : 41-51-75-52. 100 F.

ET LE 18 FÉV. À 18 H. « Suites pour violoncelle seul BWV 1008, 1010 et 1012 ».
LYON
La Flûte enchantée de Mozart. Hans Peter Blochwitz, Gunar Gudbjörnsson (Tamino), Christiane Elze, Verónica Cangini (Pamina), Anton Scherling, Thomas Mohr (Papageno), Virginie Pochon, Stéphanie Morales (Papagena), Natalie Dessy, Tania Marie Livingstone (la Reine de la nuit), Franz Joseph Sell, Corielles Happtmarin (Sarastro, Foraster), Steven Cole, Michaela Cannan (Monostatos), Chorus et Orchestre de l'Opéra de Lyon, Kent Nagano (direction), Robert Carver (mise en scène).

Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 69 Lyon. 20 h 30, le 17 ; 15 heures, le 18. Tél. : 72-00-45-45. De 70 F à 360 F.

Orchestre national de Lyon
Boris de Nerval et Benoît, ouverture, La Mort de Cléopâtre, 7^e Deux, Carole Farley (soprano), Yann Beuron (ténor), Maître de la Loire, Maître de la conservatoire de région de Lyon, Les Petits Chanteurs de Lyon, John Fiore (direction).

Auditorium Maurice-Ravel, 140, rue Garibaldi, 69 Lyon. 20 h 30, le 22 et 24. Tél. : 78-60-37-13. De 70 F à 250 F.

NANCY
Les Martyrs de Donizetti. Nuccio Focile (Pautine), Octavio Arevalo (Polyeucte), Evgenij Dementjev (Sévère), Nicolas Cavalier (Félic), Franco Ferrazzi (Néarque), Jérôme Vernier (Calpurne), Orchestre de Nancy et de Lorraine, Giuliano Carella (direction), Pier-Luigi Pizzi (mise en scène).

Opéra de Nancy et de Lorraine, 1, rue Sainte-Catherine, 54 Nancy. 20 h 30, le 22 et 24 ; 14 h 30, le 25. Tél. : 85-35-30-63.

STRASBOURG
Johanna de Glück. Shirley Close (Alkestis), Glenn Winklade (Admète), Philippe Foucaud (le grand prêtre), Patrick Labiche (Evandre), René Schirrer (le héros, Evandre), Chorus de l'Opéra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Louis Langrée (direction), Moshe Leiser, Patrice Caurier (mise en scène).

Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. 20 heures, les 10, 12, 23 et 27 février et le 1^{er} mars ; 15 heures, le 25 février et le 3 mars. Tél. : 88-75-48-23. De 60 F à 300 F.

TOULOUSE
Orchestre national du Capitole de Toulouse.
Dvorak : Concerto pour piano et orchestre op. 33. Smetana : Ma vlast. Bruno Canino (piano), Pichas Steinberg (direction).

Halle aux Grains, place Dupuy, 31 Toulouse. 20 h 30, le 21. Tél. : 61-43-13-13. De 70 F à 200 F.

LYON
Orage d'August Strindberg, mise en scène de Bruno Meyzard, avec Christine Bartochi, Geoffrey Carey, Sylvie Jobert, Jean-Michel Rivinoff, Philippe Cousin, Catherine Vollen et Vincent Vernillet.

Théâtre le Point-du-Jour, 7, rue des

MEIZ

Christophe Meizart Trio
Un nouveau venu dans la batterie et dans le jazz créatif. Les musiciens parlent souvent de lui. C'est un signe. Les Trinitaires, 10-12, rue des Trinitaires, 57 Metz. Du 22 au 24, 21 heures. Tél. : 07-75-04-95.

NANTES

Cardinal Raulin
Deux solos, le premier au saxophone, le second au piano.
Pannonica, 9, rue Basse-Porte, 44 Nantes. 21 h 30, le 22. Tél. : 40-48-74-74. De 30 F à 60 F.

DAISSE

LYON
Ballet du Mond
Maysa Delente : Roméo et Juliette. Maison de la danse, 8, avenue Jean-Monnet, 69 Lyon. 20 h 30, le 20, 22 et 23 ; 19 h 30, le 21. Tél. : 78-75-88-88. De 50 F à 120 F.

NANTES
Ballet Frankfort
William Forsythe : Chorégraphie. Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélène, 35 Nantes. 20 h 30, le 20, 21 et 22. Tél. : 99-31-12-31. 150 F.

TOULOUSE
Ballet du Capitole de Toulouse
George Balanchine : Who's Cares, Le Fils prodigue, Tarentella. Mauro Bonzonetti : Création.

Halle aux Grains, place Dupuy, 31 Toulouse. 20 h 30, le 17. Tél. : 61-43-13-13. De 155 F à 390 F.

THÉÂTRE

AMIENS
Moi qui ai servi le roi d'Angleterre d'après Bohumil Hrabal, mise en scène de Michel Dubois, avec Jean-Paul Fari.

Théâtre de la Comédie de Picardie, 62, rue des Jacobins, 80 Amiens. 20 h 30, le 17 ; 15 h 30, le 18. Tél. : 22-82-94-95. Durée : 1 h 40. 60 F et 110 F.

ANNÉCY
L'Homme difficile de Hugo von Hofmannsthal, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Vronique Alain, Roland Amstutz, Marianne Basler, Dominique Labouret, Michel Peyronel, Hugues Questier, Mark Sporta et Andrzej Seweryn.

Boulevard, 1, rue Jean-Jaures, 74 Annecy. 20 h 30, le 21 et 22. Tél. : 50-33-44-11. Durée : 1 h 30. 80 F et 120 F.

BOULOGNE-BELLEVILLE
La Femme changée en remard d'après David Garnett, mise en scène de Didier Bezace, avec Serpentine Teyssier, Christophe Grundmann et Benoit Muraud.

Théâtre des Franciscains, 13, boulevard Duguesclin, 34 Béziers. 20 h 45, le 23 et 24. Tél. : 67-29-40-75. Durée : 1 h 30. 50 F et 100 F.

Océan, 7, rue Pierre-Sémard, 30 Nîmes. 20 h 30, le 17 ; 15 heures, le 18. Tél. : 66-67-87-20. 60 F et 100 F.

CAEN-HEROULVILLE-SAINT-CLAIR
Maison de veufs ou l'argent n'a pas d'odeur.

Opéra municipal, rue Nestor-Perré, 63 Clermont-Ferrand. 20 h 30, le 21 et 22. Tél. : 73-91-08-08. Durée : 1 h 30. 65 F et 120 F.

DUMONT ET TOULOUSE
Richard III de William Shakespeare, mise en scène de Roger Planchon, avec Jacques Weber, Arnaud Bédolet, Marco Bison, Yan Duffes, Victor Garrivier, Paolo Graziosi, Yveline Hamon, Michèle Lescot, Claude Lesko, Joseph Malerba, Nicolas Moreau et Alain Pagan.

Théâtre national populaire, 6, place Laxaire-Gouffon, 69 Villeurbanne. 20 h 30, le 17, 20 et 22 ; le dimanche, 18, à 17 heures ; 19 h 30, le 21 et 22. Tél. : 78-03-30-50. Durée : 3 heures. 135 F et 170 F.

ART
AMIENS
Jean-André Allard
Fonds régional d'art contemporain de Picardie, 45, rue Poinçon, 80 Amiens. Tél. : 22-91-66-00. De 14 heures à 18 heures. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'au 29 mars 1996.

ANTHES
1945-1995, cinquante ans d'acquisitions.
Musée Picasso, château Grimaldi, place Maréchal, 05 Anthès. Tél. : 92-90-54-20. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 avril 1996. 20 F.

BORDEAUX
Matthew Barney
CAPC-Musée d'Art contemporain, 2, rue Férrière, 33 Bordeaux. Tél. : 56-46-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 mars 1996. 30 F.

CAEN
Alain Badiou
Galerie de l'Arrière-Porte, 13, boulevard Gambetta, 62 Caen. Tél. : 21-46-77-10. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Egalement au Musée des Beaux-Arts et de la Dentelle. Fermé mardi. Jusqu'au 25 février 1996.

CHALON-SUR-SAÛNE
Michèle Kenna
Musée Nicéphore-Népoux, 24, quai des

Aqueducs, 69 Lyon. 20 h 30, le 17 ; 16 heures, le 18. Tél. : 78-36-67-67. Durée : 1 h 30. 85 F et 100 F.

Electre
d'après Sophocle et des textes d'Eugène Ionesco, mise en scène de Guy Aulouche et Eric Lacascade, avec Martine Cendres, Murielle Colvez, Patricia Polkmezian, Philippe Peltier, Bernard Desbryere, Eric Lacascade et Denis Lipp.

Théâtre les Ateliers, 5, rue du Petit-Dévid, 69 Lyon. 20 h 30, le 17, 20, 23 et 24 ; 17 heures, le 18 ; 19 h 30, le 21 et 22. Tél. : 78-37-46-30. Durée : 1 h 50. 65 F et 110 F.

MAINTENONVILLE
L'illusion comique de Pierre Corneille, mise en scène d'Eric Vigner, avec Nazim Boudjenah, Dominique Charpentier, Cécile Garcia-Rogal, Eric Guérin, Denis Léger-Mithou, Gilbert Marcantognini, Jérôme Olier, Grégoire Ostermann, Guy Parigot, Eric Peltier et le Quatuor Mathéus.

Théâtre des Treize-Vents, domaine de Grammont, 34 Montpellier. 20 h 45, le 20, 23 et 24 ; 19 heures, le 21 et 22 ; 18 heures, le 25. Tél. : 67-58-08-13. Durée : 2 h 30. 90 F et 110 F.

NANTES
Un air de famille d'Agnès Jacot et Jean-Pierre Sacré, mise en scène de Stephan Meidagg, avec Jean-Pierre Darroussin, Claire Maurier, Sam Karmann, Vladimir Yordanoff, Christine Joly et Aude Briant.

Maison de la culture de Loire-Atlantique Espace 44, 84, rue du Général-Buet, 44 Nantes. 21 heures, le 17, 19, 20, 21 et 22. Tél. : 51-85-25-25. Durée : 1 h 45. 80 F et 140 F. Dernières.

SEVANNAY
Bay de Marguerite Duras, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Martine Pascal et Gildas Casadesu.

Comédie de Reims, 3, chaussée Soufflot, 51 Reims. 20 h 30, le 17. Tél. : 26-48-49-00. Durée : 1 h 40. 75 F et 120 F. Dernières.

STRASBOURG
Les Femmes d'Ally de Michel Deuchet, mise en scène de l'auteur, avec Judith Henry, Tomé Vergès, André Wilms, Marie Payan et le groupe Sentimental trois 8.

Weekend-Théâtre national, place de la Foire-Exposition, 67 Strasbourg. 20 heures, le 17. Tél. : 88-35-44-52. Durée : 1 h 30. 95 F et 125 F. Dernières.

TOULOUSE
Châliard de Gregory Motton, mise en scène d'Henri Bornstein, avec Céline Baret, Grigori Manoukov, Abdel Seif, Christian Ruché, Mathilde Robidet, François Lorquet, Gili Gilbert et Philippe Bili.

Biennale Deslans et Jean-Claude Marie (musiciens).
Théâtre Garonne, 19 h 30, le 21 ; 21 heures, le 22 et 23. Durée : 0 h 50.

Un étrange voyage
d'après Nazim Hikmet, mise en scène de Stanislas Nordey, avec Michel Demierre, Olivier Schétrit, Alam Rosa (chant), Claire Antonini, Christian Boissel, Bruno Caillat, Renaud Garcia-Fons et Carole Robinson (musiciens).

L'Etat versera 250 millions de francs à la SFP

APRÈS avoir rencontré Karel Van Miert, commissaire européen, jeudi 15 mars, à Bruxelles, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, a obtenu l'autorisation de recapitaliser la Société française de production (SFP). Les pouvoirs publics se sont donc engagés à verser « très prochainement », 250 millions de francs, à la SFP, pour lui permettre de « faire face à ses difficultés de trésorerie et de poursuivre son activité ». Cette somme permettrait de couvrir pendant deux ans les dépenses de la société, en attendant jusqu'à fin juin. En attendant, la direction de la SFP pourrait mettre en œuvre un plan social (FNE, départs volontaires) afin de réduire des effectifs qui comptent actuellement 1 070 salariés.

Des spécialistes de rang international, comme le professeur George Gerbner (école de communication Amesberg, Philadelphie), rappellent pourtant qu'il n'y a que peu de corrélation effective - de l'ordre de 5 % - entre consommation excessive de programmes violents et comportements de même type. Quant à Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), il a estimé, jeudi 13 février, qu'il « ne fallait pas mourir du doigt la télévision montrant du sang » et rappeler que « les gens ne passent pas en France l'été d'étude qualitative sur les conséquences des programmes de télévision sur le comportement des gens ». M. Bourges, pour qui la « puce antiviolençe » ne sera pas « réalisable avant dix ans », préche pour sa part en faveur de « l'autorégulation » et de « la responsabilisation » des télévisions.

Il y a pourtant loin de la coupe aux lèvres, et les obstacles techniques et juridiques sont nombreux. L'encodage des programmes, opération particulièrement lourde, en est un exemple. Et les normes imposées par ce futur « organisme européen reconnu » risquent de se heurter aux différences de sensibilité nationale, dans des domaines aussi complexes que ceux de la représentation de la violence et de la sexualité, avec en toile de fond les craintes – ou les encouragements

CODE DE DÉONTOLOGIE
Les récents accès de violence qui ont eu lieu dans les collèges et lycées ont remis la télévision sur la sellette. Plusieurs médias lui font écho : un sondage IFOP publié par *Le Pèlerin-Magazine* du 9 février indique que 88 % des Français estiment qu'il y a trop de violence au petit écran, tandis qu'un autre sondage de l'Institut CSA, publié par *l'hebdomadaire La Vie* du 15 février, montre que, pour 56 % des Français, le « spectacle de la violence à la télévision » serait res-

TF1		VENDREDI 16 FÉVRIER		M 6		Canal +	
France 2		La Cinquième		Radio		France-Culture	
13.00 Journal. Météo, Traffic Info.	12.55 et à 13.40 Météo. 12.59 Journal, Point route. 13.40 Derrick. Trompeuse. Série. 14.30 L'Enquêteur. Série. 14.45 et 5.15 La Chance aux chamois. La resour d'Étienne Autry. 16.35 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.05 Qui de nous, docteur ? Le vent de la révolte. 17.35 La Rêve à la maison. Jour de Riss. Série. 18.05 et 3.55 Les Bon Génies. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. Toujours près les petits ? 19.30 et 1.35 Studio Gabriel. Invité : Al Pacino. Brenneman, Michael Mann. 19.39 Journal, Météo, Point route.	13.00 Déroulés de France. 13.30 Attention saint. 13.35 D'Art. Le table de Cane. 13.40 Le Siège de l'espace. Musée phare. 13.45 Les Sœurs de l'histoire. Hubert Boue-Méry et le Monde, l'histoire d'un fondateur, entretiens de Jacques Almaric et Pierre-André Boutang. 16.30 Le Réseau des médus. 16.35 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.15 Affaires publiques. La banque de France. 18.15 Les Clerfs de la nature. Quinquina, l'écorce an ti-pain. 18.30 Le Monde des animaux.	12.25 La Petite Maison dans la prairie. (1/2) l'annonce. Série. 13.25 Le Retour de Max la Menace. 16.05 de Gary Nelson (10 min). 461848 16.15 Entretien en chambre. Le chasseur-téléphone de Max la Menace sonne : l'ex-général doit reprendre du service. 18.05 Deux fois à Miami. (2x). 18.30 Dix Machines. 17.05 Une famille pour deux. 17.35 L'Enlèvement. Série. 18.05 Raven. Série. 19.00 Code Quantum. Série. Le diable par la queue. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. 20.35 et 23.25 D'Art.	► En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 18.45 Nuits blanches. à Sezzelle II. Film américain de Noré Epstein (1999, 101 min). 618222 15.25 Babylon V. Médias. Série. 16.10 Le Journal du cinéma 16.15 Tron III. Film américain de Steven Liebowitz (1982, 92 min). 412803 17.45 Les Raches du cyber. Documentaire. 18.00 Le Destin zéro. ► En clair jusqu'à 20.30 18.40 Nulle part ailleurs.	20.30 Radio archives. Charles De Gaulle (1). 21.32 Black and Blue. Thompson nouvelles avec Christian Soliste. 22.40 Nuits magnétiques. Au pied de l'échelle de la cascade. A la recherche de la poésie. 		

Série Club	TMC
20.45 (et 23.45) Le Masque. La radio.	20.25 Dr
21.40 (et 0.30) Jim Bergerac. Double	Fils du

TV 5

19.30 Journal (RTBF). 20.00 Fort Boyard. 21.30 Itinéraire d'un gort. Invité : le cuisinier Jean Béraud. 22.00 Journal (France 2). 22.35 L'actualité. Invité : Robert Payot (France 2) à 17/19h. 23.30 Sortie libre. 0.30 Sorti (France 3). 1.00 Journal (FSR, 30 min).

Paris Première

20.00 30 la Paris Première.
21.00 ► Les Géants du music-hall. D'André Hôderick. Georges Brassens (83 min). 1.15/55/581
22.25 Scènes en scènes.
22.50 Termite. 74/53/32
0.25 Premiers logs. 0.35 Jean Gaidoni 96. De Bernard Garcia (50 min).

Planète

20.35 D'Ombra beach à Berlin. 21.35 Les Liens sacrés du bouddhisme au Népal. (51) Sur les pas du Bouddha. 22.15 L'ONU malgré tout. 23.10 Les Nouveaux Explorateurs. (5/2) Les enfants de la Rivière. 23.40 L'Intelligence pour regard. Cens 25 de photographes aux frontières. 0.30 Histoire de la marine. (4/7) Menace sous les mers (30 min).

Cinéma

20.30 Justin de Marseilles. Film de Maurice Tourneur (1934, N., 90 min). 66/8/85/87
22.05 ► Le Moon and six pence. Film d'Albert Lewin (1942, N., v.a., 90 min). 30/41/42

Cinéma

21.00 Attention bandits. Film de Claude Lelouch (1987, 105 min). 84/51/30/1
22.45 The Five Heartbeats. Film de Robert Townend (1991, v.a., 120 min). 2/4/6/5/5/57
0.45 Les Passagers de l'angoisse. Film de Tim Fother (1990, 90 min). 7/5/6/5/43
2.05 Jamie Lovvo Jeff. 2.16/51/11 James L (33 min).

Cinéma

21.10 Catherine. ou une vie sans joie méfiance. Film d'Albert Lewin (1924, N., 80 min). 95/39/2/21
21.20 M.A.S.S.I. L'amour vache. 21.45 Le Meilleur du pire. 22.15 Les Champs picotés. 22.30 D'après On, Vole papillon, vole ! 22.55 Scènes. La bête. 23.20 Top bob. 0.00 La Nouvelle star (1990). 0.40 New Top Police Blues. Episode # 35. 1.00 Angela, quinze ans. Un garçon impatient (45 min).

Canal Jimmy

20.30 Les Envolés. Le condamné. 21.20 M.A.S.S.I. L'amour vache. 21.45 Le Meilleur du pire. 22.15 Les Champs picotés. 22.30 D'après On, Vole papillon, vole ! 22.55 Scènes. La bête. 23.20 Top bob. 0.00 La Nouvelle star (1990). 0.40 New Top Police Blues. Episode # 35. 1.00 Angela, quinze ans. Un garçon impatient (45 min).

Eurosport

11.25 Ski. En direct. Championnats du monde. Contre-dames : descente, en Sierra Nevada (Espagne, 95 min). 38/73/1/7/4
13.25 Ski. En direct. Championnats du monde. Entre hommes : messieurs, en Sierra Nevada (Espagne, 65 min). 38/47/4/29
20.00 Tennis. En direct. Open 13 de Marseille. Quarts de finale (120 min). 22/35/1
22.00 Ski. 23.30 Snooker. 0.30 Formula 1 Magazine (30 min).

RTL 9

20.30 Vengeance de femmes. 22.25 Legend. 23.30 Les Nuits chaudes de Clémentine. Film de Cécile Todor et Axel Berger (1985, 90 min), avec André Carpo, Erico. 1.00 1156-actes. 1.15 La Belgique fait des gages. Film de Michèle Massimo Tardani (1973, 85 min), avec Uno Banki, Camille.

DU Monde

Un ancien numéro vous manque ?
 (Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► Signalé dans le Monde
 Télévision-Radio-Multimédia
 ■ On peut voir.
 ■■ On ne pas manquer.
 ■■■ On s'est d'œuvre ou classique.
 ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

2.25 Films

Un ancien numéro

vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément dédié dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Fréhel ou la défaite permanente

La Cinquième lui dédie un numéro des « Lumières du music-hall ».
Née en 1891, morte en 1951, la chanteuse a connu la gloire et le mauvais sort

« C'est la rue qui m'a dressée, c'est la rue qui m'a faite belle que je suis... En passant devant les bistrots, les premiers phonographes à manivelle m'envoyaient les refrains à la mode de leurs voix nasillardes. Je m'arrêtais net, je restais parfois sous une pluie glaciale, mes petites jupes soulevées par la bourrasque, en extase pendant des heures. La chanson s'enregistrait en moi, et je la répétais. De l'enfance, Fréhel garda toujours le visage, les yeux clairs, perdus dans un halo d'espérance impossible. La petite vendeuse de cigares, livrée impulement aux caresses sous cape de messieurs lubriques, a trouvé dans la chanson la voie unique de son salut, comme le champion américain Jack Johnson, son double noir et masculin, dans la boxe.

Marguerite Boulle, fille de Bretons du Finistère, se lavait les mains et les pieds, dit-on, dans l'eau des caniveaux. A cinq ans, elle pousse la goulante sur le trottoir. A treize ans, elle vend les « rénovateurs faciaux » qu'un certain docteur Frayse destine aux vedettes vieillissantes. Elle a deux idoles : Montéux, chansonnier anarchiste, pourfendeur de bourgeois et héritier de la classe ouvrière ; et puis la Belle Otero, « cocotte », courtisane et danseuse, dont l'anatomie était célèbre dans tout Paris - « Elle laissait... la chemise de jour glisser, jusqu'au valon d'ombre creusé entre deux seins d'une forme singulière, qui rappelaient le citron allongé, fermes et relevés du bout », écrit Colette. La jeune Marguerite était fascinée.



Déjà entre deux mondes, la « haute » et le « populo ».

C'est la Belle Otero qui lui offre sa première robe de scène : de somptueux froufrous hispanisants, en total décalage avec le répertoire réaliste qu'elle présente à la Braserie de l'Univers en 1905. Le succès est immédiat. « Il faut croire que mon contrat avait quelque chose de surprenant », commentait-elle (Fréhel, de Nicole et Alain Lacombe, éd. Belfond). L'enfant perdue, élevée par des parents butés, se trouve un nom : la Môme Pervenche. Le soir, après le spectacle (la moto-accident de Diavolo, Pemelet et ses quarante crocodiles, les danses serpentine de Lole Ful-

ler, Leopold Fregoli, ventriloque transformiste), elle chante à la Taverne de l'Olympia, moyennant un litre de café et deux croissants.

A dix-huit ans, la chanteuse a « contracté l'apathie et le préjugé, qui va si bien à sa figure d'Apollon rose et boudée », selon Colette, avait déjà appris l'art de capter l'humour d'un lieu, de donner du poing et de la voix. Dans la salle, un jeune homme blond au « style anglais » la regarde avec des yeux énamourés : Robert Hollar, dit Roberty, un comédien de bonne famille. Ils s'épousent, ont un enfant-accident, qui meurt chez sa nourrice. Le destin est persistant. Roberty offre à la Môme Pervenche un

nouveau pseudonyme, Fréhel, en référence au cap du même nom, point d'ancrage extrême. Il lui donne des cours de diction et de chant. Il l'aime d'un amour silencieux, naïf, jamais démenti. Elle fait la noce.

En 1910, Fréhel chante - Danlester, Jean Lorrain, Xanrof -, à la Gaiety-Rochefort, avec un appétit sauvage. Elle est la vedette montante de la chanson populaire, l'amie de Dania et la reine des nuits « ribouillantes ». Pour elle, Maurice Chevalier, jeune homme ambitieux, fait des infidélités à maman. Ensemble ils émeuvent le Moulin Rouge, l'Alcazar, les Folies-Bergère. Mais Fréhel est impossible : alcoolique déjà, accro à l'héroïne, en attendant la « coco » qui « trouble le cerveau ». A bout de souffle, l'égocentrique Chevalier ira goûter un nouveau repos dans les bras de Mistinguett. En 1913, Fréhel rencontre la grande-duchesse Anastasia, cousine du tsar Nicolas II, et part à Saint-Petersbourg où les princes seront à ses pieds. Dès lors, sa vie prend la forme de montages russes. Drogue, guerres, exil, voyage, Constantinople, Pigalle, où elle meurt le 3 février 1951 dans la misère. C'est l'histoire exemplaire que nous compte, en images et en chansons, ces très didactiques « Lumières du music-hall ».

Véronique Mortagne

★ « Les Lumières du music-hall » : Fréhel, La Cinquième, samedi 17 février à 12 h 30.

Femmes à barbe

par Agathe Logezart

AUTREFOIS, lorsqu'on voulait jouer à se faire peur, on allait à la foire voir la femme à barbe. Depuis que cette espèce est en voie de disparition, et qu'il est devenu plus commode de regarder la télévision lorsqu'on veut se donner des frissons, un produit de remplacement a été inventé : il s'agit de l'ineffable Jean-Marc Morandini, présentateur d'une chose intitulée « Tout est possible », qui revient deux fois par mois sur TF 1, à l'heure où, heureusement, les enfants sont censés être couchés. C'est tant mieux, car il n'est pas douteux qu'ils en feraient de terribles cauchemars. Fils naturel, sinon spirituel, d'un coucoulement de Jean-Pierre Foucault et de Mireille Dumas, le jeune homme a le sourire plein de dents du premier et son éternel air bienheureux de celui qui s'aime très fort. De la seconde, il a adopté le mode d'interview pénétrant, destiné à mettre à jour le moi profond et si possible torturé de ses interlocuteurs.

Hélas oui, tout est possible à la télévision, même cette émission qu'il faut avoir vue pour trouver aux pires programmes des vertus insoupçonnées. Le principe est assez simple : Jean-Marc Morandini a un « invité si rouge » - qui n'a rien à voir avec la solidarité avec les malades du sida - et vient lui vendre une salade quelconque, disque, livre de recettes de cuisine, pièce de théâtre, etc. Juchés sur des tabourets dont l'ascension fait paraître celle de l'événement, un jeu d'enfant, le présentateur et l'invité accueillent des « cas », qui sont autant de femmes à barbe des temps mo-

dermes (pardon pour ceux qui s'y fourvoient sans s'être rendu compte de l'endroit où ils ont mis les pieds). Défilent ce soir-là : une chanteuse brésilienne que le succès a abandonnée et qui trime pour devenir (2) professeur d'université (le seul grand amour de sa vie était un homosexuel, c'est dire si elle a l'habitude des déconvenues) ; une comédienne spécialisée dans le comique sexy qui a eu le grand courage de faire un enfant toute seule (il est en attendant le papa à la porte, à moins que ce ne soit le contraire) ; un acteur qui « a fait tous les bandes de France et de Navarre » avec une prédilection pour « femmes fortes à la poitrine abondante » avant de retrouver sa femme qui désormais le vise à la maison ; une jeune femme atteinte d'une maladie obsessionnelle qui la contraindrait à se laver les mains deux cent cinquante fois par jour ; une pauvre veuve qui ne parvient pas à récupérer les embryons congelés qu'elle a hérités de son défunt mari ; l'inspecteur Derrick (le Navaro allemand, pour ceux qui ne sont pas des aficionados), dont le fils est recherché par toutes les polices allemandes (un comble, non ?) parce qu'il n'a pas payé sa pension d'élémentaire, etc.

« Ne sappez pas ! », demande Morandini à chaque pause publicitaire. Il n'y a rien de risqué. Lorsqu'on a décidé d'évaluer cet infâme broquet une fois pour toutes, mieux vaut le faire d'un trait, en se pinçant le nez, comme on ingurgiterait une culotte d'huile de fofe de mort.

SAMEDI 17 FÉVRIER

TF 1

13.00 Journal.
13.30 Reportages.
Les pénétrants d'Andromède, de Christian Bricout et Patrick Delport (15 min). 846340
14.05 L'homme qui tombe à pic.
La dernière série. Série.
15.05 Mac Gyver.
Compte à rebours. Série.
16.00 Melrose Place.
Un duo pour trois. Série.
16.35 Hércule.
17.45 Thriller millions d'amis.
18.35 Alerie à Mailbou.
La vie est un cadeau. Série.
19.20 Vidéo gag.
20.00 Journal, Tiersé.
La Minute hippique, Météo.

20.45
LES ANNÉES TUBES
Divertissement (125 min).
Jean-Pierre Foucault sera entouré des Inconnus pour nous faire revivre les grands tubes des années 80 comme : Les Sales Gosses, Ace of Base, Prince & New Power Generation, Jean Schlitzstein.

22.50
DANS LA GUEULE DU LOUP
Téléfilm de Russell Solberg, avec Corey Michael Eubank, Michael Eubank (100 min). 838848
Un recenseur de crânes est engagé malgré lui dans le milieu violent et corrompu des journaux clandestins de lutte à main nue.
0.30 Formule foot.
1.05 Trophée Andros sur glace. Sport.
1.40 Journal, Météo.
1.50 Les Rendez-vous de l'été (quatre). 2.30 et 2.50, 3.20, 4.30, 5.15, 5.45, 6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 24.15, 24.45, 25.15, 25.45, 26.15, 26.45, 27.15, 27.45, 28.15, 28.45, 29.15, 29.45, 30.15, 30.45, 31.15, 31.45, 32.15, 32.45, 33.15, 33.45, 34.15, 34.45, 35.15, 35.45, 36.15, 36.45, 37.15, 37.45, 38.15, 38.45, 39.15, 39.45, 40.15, 40.45, 41.15, 41.45, 42.15, 42.45, 43.15, 43.45, 44.15, 44.45, 45.15, 45.45, 46.15, 46.45, 47.15, 47.45, 48.15, 48.45, 49.15, 49.45, 50.15, 50.45, 51.15, 51.45, 52.15, 52.45, 53.15, 53.45, 54.15, 54.45, 55.15, 55.45, 56.15, 56.45, 57.15, 57.45, 58.15, 58.45, 59.15, 59.45, 60.15, 60.45, 61.15, 61.45, 62.15, 62.45, 63.15, 63.45, 64.15, 64.45, 65.15, 65.45, 66.15, 66.45, 67.15, 67.45, 68.15, 68.45, 69.15, 69.45, 70.15, 70.45, 71.15, 71.45, 72.15, 72.45, 73.15, 73.45, 74.15, 74.45, 75.15, 75.45, 76.15, 76.45, 77.15, 77.45, 78.15, 78.45, 79.15, 79.45, 80.15, 80.45, 81.15, 81.45, 82.15, 82.45, 83.15, 83.45, 84.15, 84.45, 85.15, 85.45, 86.15, 86.45, 87.15, 87.45, 88.15, 88.45, 89.15, 89.45, 90.15, 90.45, 91.15, 91.45, 92.15, 92.45, 93.15, 93.45, 94.15, 94.45, 95.15, 95.45, 96.15, 96.45, 97.15, 97.45, 98.15, 98.45, 99.15, 99.45, 100.15, 100.45, 101.15, 101.45, 102.15, 102.45, 103.15, 103.45, 104.15, 104.45, 105.15, 105.45, 106.15, 106.45, 107.15, 107.45, 108.15, 108.45, 109.15, 109.45, 110.15, 110.45, 111.15, 111.45, 112.15, 112.45, 113.15, 113.45, 114.15, 114.45, 115.15, 115.45, 116.15, 116.45, 117.15, 117.45, 118.15, 118.45, 119.15, 119.45, 120.15, 120.45, 121.15, 121.45, 122.15, 122.45, 123.15, 123.45, 124.15, 124.45, 125.15, 125.45, 126.15, 126.45, 127.15, 127.45, 128.15, 128.45, 129.15, 129.45, 130.15, 130.45, 131.15, 131.45, 132.15, 132.45, 133.15, 133.45, 134.15, 134.45, 135.15, 135.45, 136.15, 136.45, 137.15, 137.45, 138.15, 138.45, 139.15, 139.45, 140.15, 140.45, 141.15, 141.45, 142.15, 142.45, 143.15, 143.45, 144.15, 144.45, 145.15, 145.45, 146.15, 146.45, 147.15, 147.45, 148.15, 148.45, 149.15, 149.45, 150.15, 150.45, 151.15, 151.45, 152.15, 152.45, 153.15, 153.45, 154.15, 154.45, 155.15, 155.45, 156.15, 156.45, 157.15, 157.45, 158.15, 158.45, 159.15, 159.45, 160.15, 160.45, 161.15, 161.45, 162.15, 162.45, 163.15, 163.45, 164.15, 164.45, 165.15, 165.45, 166.15, 166.45, 167.15, 167.45, 168.15, 168.45, 169.15, 169.45, 170.15, 170.45, 171.15, 171.45, 172.15, 172.45, 173.15, 173.45, 174.15, 174.45, 175.15, 175.45, 176.15, 176.45, 177.15, 177.45, 178.15, 178.45, 179.15, 179.45, 180.15, 180.45, 181.15, 181.45, 182.15, 182.45, 183.15, 183.45, 184.15, 184.45, 185.15, 185.45, 186.15, 186.45, 187.15, 187.45, 188.15, 188.45, 189.15, 189.45, 190.15, 190.45, 191.15, 191.45, 192.15, 192.45, 193.15, 193.45, 194.15, 194.45, 195.15, 195.45, 196.15, 196.45, 197.15, 197.45, 198.15, 198.45, 199.15, 199.45, 200.15, 200.45, 201.15, 201.45, 202.15, 202.45, 203.15, 203.45, 204.15, 204.45, 205.15, 205.45, 206.15, 206.45, 207.15, 207.45, 208.15, 208.45, 209.15, 209.45, 210.15, 210.45, 211.15, 211.45, 212.15, 212.45, 213.15, 213.45, 214.15, 214.45, 215.15, 215.45, 216.15, 216.45, 217.15, 217.45, 218.15, 218.45, 219.15, 219.45, 220.15, 220.45, 221.15, 221.45, 222.15, 222.45, 223.15, 223.45, 224.15, 224.45, 225.15, 225.45, 226.15, 226.45, 227.15, 227.45, 228.15, 228.45, 229.15, 229.45, 230.15, 230.45, 231.15, 231.45, 232.15, 232.45, 233.15, 233.45, 234.15, 234.45, 235.15, 235.45, 236.15, 236.45, 237.15, 237.45, 238.15, 238.45, 239.15, 239.45, 240.15, 240.45, 241.15, 241.45, 242.15, 242.45, 243.15, 243.45, 244.15, 244.45, 245.15, 245.45, 246.15, 246.45, 247.15, 247.45, 248.15, 248.45, 249.15, 249.45, 250.15, 250.45, 251.15, 251.45, 252.15, 252.45, 253.15, 253.45, 254.15, 254.45, 255.15, 255.45, 256.15, 256.45, 257.15, 257.45, 258.15, 258.45, 259.15, 259.45, 260.15, 260.45, 261.15, 261.45, 262.15, 262.45, 263.15, 263.45, 264.15, 264.45, 265.15, 265.45, 266.15, 266.45, 267.15, 267.45, 268.15, 268.45, 269.15, 269.45, 270.15, 270.45, 271.15, 271.45, 272.15, 272.45, 273.15, 273.45, 274.15, 274.45, 275.15, 275.45, 276.15, 276.45, 277.15, 277.45, 278.15, 278.45, 279.15, 279.45, 280.15, 280.45, 281.15, 281.45, 282.15, 282.45, 283.15, 283.45, 284.15, 284.45, 285.15, 285.45, 286.15, 286.45, 287.15, 287.45, 288.15, 288.45, 289.15, 289.45, 290.15, 290.45, 291.15, 291.45, 292.15, 292.45, 293.15, 293.45, 294.15, 294.45, 295.15, 295.45, 296.15, 296.45, 297.15, 297.45, 298.15, 298.45, 299.15, 299.45, 300.15, 300.45, 301.15, 301.45, 302.15, 302.45, 303.15, 303.45, 304.15, 304.45, 305.15, 305.45, 306.15, 306.45, 307.15, 307.45, 308.15, 308.45, 309.15, 309.45, 310.15, 310.45, 311.15, 311.45, 312.15, 312.45, 313.15, 313.45, 314.15, 314.45, 315.15, 315.45, 316.15, 316.45, 317.15, 317.45, 318.15, 318.45, 319.15, 319.45, 320.15, 320.45, 321.15, 321.45, 322.15, 322.45, 323.15, 323.45, 324.15, 324.45, 325.15, 325.45, 326.15, 326.45, 327.15, 327.45, 328.15, 328.45, 329.15, 329.45, 330.15, 330.45, 331.15, 331.45, 332.15, 332.45, 333.15, 333.45, 334.15, 334.45, 335.15, 335.45, 336.15, 336.45, 337.15, 337.45, 338.15, 338.45, 339.15, 339.45, 340.15, 340.45, 341.15, 341.45, 342.15, 342.45, 343.15, 343.45, 344.15, 344.45, 345.15, 345.45, 346.15, 346.45, 347.15, 347.45, 348.15, 348.45, 349.15, 349.45, 350.15, 350.45, 351.15, 351.45, 352.15, 352.45, 353.15, 353.45, 354.15, 354.45, 355.15, 355.45, 356.15, 356.45, 357.15, 357.45, 358.15, 358.45, 359.15, 359.45, 360.15, 360.45, 361.15, 361.45, 362.15, 362.45, 363.15, 363.45, 364.15, 364.45, 365.15, 365.45, 366.15, 366.45, 367.15, 367.45, 368.15, 368.45, 369.15, 369.45, 370.15, 370.45, 371.15, 371.45, 372.15, 372.45, 373.15, 373.45, 374.15, 374.45, 375.15, 375.45, 376.15, 376.45, 377.15, 377.45, 378.15, 378.45, 379.15, 379.45, 380.15, 380.45, 381.15, 381.45, 382.15, 382.45, 383.15, 383.45, 384.15, 384.45, 385.15, 385.45, 386.15, 386.45, 387.15, 387.45, 388.15, 388.45, 389.15, 389.45, 390.15, 390.45, 391.15, 391.45, 392.15, 392.45, 393.15, 393.45, 394.15, 394.45, 395.15, 395.45, 396.15, 396.45, 397.15, 397.45, 398.15, 398.45, 399.15, 399.45, 400.15, 400.45, 401.15, 401.45, 402.15, 402.45, 403.15, 403.45, 404.15, 404.45, 405.15, 405.45, 406.15, 406.45, 407.15, 407.45, 408.15, 408.45, 409.15, 409.45, 410.15, 410.45, 411.15, 411.45, 412.15, 412.45, 413.15, 413.45, 414.15, 414.45, 415.15, 415.45, 416.15, 416.45, 417.15, 417.45, 418.15, 418.45, 419.15, 419.45, 420.15, 420.45, 421.15, 421.45, 422.15, 422.45, 423.15, 423.45, 424.15, 424.45, 425.15, 425.45, 426.15, 426.45, 427.15, 427.45, 428.15, 428.45, 429.15, 429.45, 430.15, 430.45, 431.15, 431.45, 432.15, 432.45, 433.15, 433.45, 434.15, 434.45, 435.15, 435.45, 436.15, 436.45, 437.15, 437.45, 438.15, 438.45, 439.15, 439.45, 440.15, 440.45, 441.15, 441.45, 442.15, 442.45, 443.15, 443.45, 444.15, 444.45, 445.15, 445.45, 446.15, 446.45, 447.15, 447.45, 448.15, 448.45, 449.15, 449.45, 450.15, 450.45, 451.15, 451.45, 452.15, 452.45, 453.15, 453.45, 454.15, 454.45, 455.15, 455.45, 456.15, 456.45, 457.15, 457.45, 458.15, 458.45, 459.15, 459.45, 460.15, 460.45, 461.15, 461.45, 462.15, 462.45, 463.15, 463.45, 464.15, 464.45, 465.15, 465.45, 466.15, 466.45, 467.15, 467.45, 468.15, 468.45, 469.15, 469.45, 470.15, 470.45, 471.15, 471.45, 472.15, 472.45, 473.15, 473.45, 474.15, 474.45, 475.15, 475.45, 476.15, 476.45, 477.15, 477.45, 478.15, 478.45, 479.15, 479.45, 480.15, 480.45, 481.15, 481.45, 482.15, 482.45, 483.15, 483.45, 484.15, 484.45, 485.15, 485.45, 486.15, 486.45, 487.15, 487.45, 488.15, 488.45, 489.15, 489.45, 490.15, 490.45, 491.15, 491.45, 492.15, 492.45, 493.15, 493.45, 494.15, 494.45, 495.15, 495.45, 496.15, 496.45, 497.15, 497.45, 498.15, 498.45, 499.15, 499.45, 500.15, 500.45, 501.15, 501.45, 502.15, 502.45, 503.15, 503.45, 504.15, 504.45, 505.15, 505.45, 506.15, 506.45, 507.15, 507.45, 508.15, 508.45, 509.15, 509.45, 510.15, 510.45, 511.15, 511.45, 512.15, 512.45, 513.15, 513.45, 514.15, 514.45, 515.15, 515.45, 516.15, 516.45, 517.15, 517.45, 518.15, 518.45, 519.15, 519.45, 520.15, 520.45, 521.15, 521.45, 522.15, 522.45, 523.15, 523.45, 524.15, 524.45, 525.15, 525.45, 526.15, 526.45, 527.15, 527.45, 528.15, 528.45, 529.15, 529.45, 530.15, 530.45, 531.15, 531.45, 532.15, 532.45, 533.15, 533.45, 534.15, 534.45, 535.15, 535.45, 536.15, 536.45, 537.15, 537.45, 538.15, 538.45, 539.15, 539.45, 540.15, 540.45, 541.15, 541.45, 542.15, 542.45, 543.15, 543.45, 544.15, 544.45, 545.15, 545.45, 546.15, 546.45, 547.15, 547.45, 548.15, 548.45, 549.15, 549.45, 550.15, 550.45, 551.15, 551.45, 552.15, 552.45, 553.15, 553.45, 554.15, 554.45, 555.15, 555.45, 556.15, 556.45, 557.15, 557.45, 558.15, 558.45, 559.15, 559.45, 560.15, 560.45, 561.15, 561.45, 562.15, 562.45, 563.15, 563.45, 564.15, 564.45, 565.15, 565.45, 566.15, 566.45, 567.15, 567.45, 568.15, 568.45, 569.15, 569.45, 570.15, 570.45, 571.15, 571.45, 572.1

50 من الإجمالي

A la vie, à la mort

par Pierre Georges

CE N'EST QU'UN ORDINA-
TEUR. Ce n'est qu'un homme. Et
ce n'est qu'un défi. Deep Blue,
Garry Kasparov, intelligence
brute, intelligence vive, qui l'em-
portera ? Front contre front, mat
contre mat, programme de coups
contre génie du jeu. On pourrait
se rassurer ainsi.

Mais ce serait vain. Car, on l'au-
ra bien compris, ce qui se joue à
Philadelphie dépasse de beau-
coup la collision de deux formes
d'intelligence supérieure, celles
de super-matrasse IBM et du grand
maître Kasparov. De beaucoup
aussi la conquête de cet univers il-
limité à soixante-quatre cases et
trente-deux pièces et pourtant
sans fin, ni limites. On ne joue pas.
On ne joue plus à Philadelphie. En
tout cas, pas aux seuls échecs. On
y tue, la mort ou la vie, la mort
contre la vie.

Entre humains, et à ce niveau, le
jeu d'échecs est déjà une affaire
de meurtre. De beau meurtre
peut-être, mais de meurtre tout
de même. Le perdant sort en lam-
beaux, lésé, humilié, vidé, tué, le
cerveau devant, comme on di-
rait les deux pieds devant.

Les grands maîtres sont des
tueurs et pas seulement à gages,
en millions de dollars. Ils sont des
tueurs-nés. Ils ont la folie, le goût,
l'arrogance et le plaisir du
meurtre échiquéen. Mat comme
mort, précisément de l'arabe
« mat », mort. Valence ou mourir,
maître ou esclave, il n'est d'autre
issue à cette tragédie sanglante.

Et voici qu'aujourd'hui, dans
une transposition fin de siècle, le
drame ultime, la victoire ou la
mort, se joue entre une machine
et un homme. Il n'en sera pas
moins sanglant. On peut appeler
Deep Blue comme l'on veut. Ordina-
teur géant, le « Monstre », le
« tas de ferraille », l'adversaire
« virtuel », et tout ce que l'on peut

imaginer. Deep Blue s'en moque.
Deep Blue n'en éprouvera ni
émotion, ni sentiment, ni chaud,
ni froid. Deep Blue n'est pas un
tueur-né. Simplement un tueur-
programmé.

Car tel est bien l'enjeu. Deep
Blue n'a pas été inventé pour
jouer. Mais pour tuer. L'homme a
inventé l'ultime machine à tuer
l'homme. A coups de pro-
grammes, à coups de génie, à
coups de millions de coups-se-
conde ! L'homme entend
conduire l'homme aux extrêmes
limites humaines, le contraindre,
par le fer et le feu informatiques, à
jeter l'éponge humaine.

Jeu dangereux, inévitable jeu.
Deep Blue et Garry Kasparov ne
sont en ce sens que les grands
maîtres d'un défi fort commun.
Les échecs sont la mort. Ils sont la
vie aussi. Et ce que défend Garry
Kasparov face au monstre froid,
ce n'est pas seulement sa vie à lui,
sa raison de vivre et son empire,
c'est un peu la nôtre.

La mort ou la vie ! Notre uni-
vers quotidien est peuplé, et de
plus en plus, de bêtes Deep Blue,
de ces ordinateurs faits par
l'homme et pour l'homme et qui
finissent, minotours froids, par le
dévorer. Ces machines ont tué des
millions d'emplois. Et elles ont
créé des millions d'autres. Mais
elles ont surtout, comme le fait re-
marquer *The Economist*, renvoyé
l'homme sans qualification aux
ouïettes du progrès.

On peut toujours se rassurer.
Penser que Kasparov finira par ga-
gner envers et contre la Machine
qui ne pense pas, triomphe du gé-
nie humain contre l'intelligence
bête. Espérer que, cette fois-ci en-
core, le maître-ordinateur dictera sa
loi à la maîtresse-machine. Mais
pour combien de temps ? Deep
Blue, monstre enfantin, n'a d'évi-
dence pas fin sa croissance !

Nouvel assassinat d'un militant nationaliste en Corse

LA « GUERRE CIVILE » entre na-
tionalistes corses a-t-elle repris,
vendredi 16 février, dans les rues
d'Ajaccio ? C'est désormais la ques-
tion qui se pose après la mort de
Jules Massa, âgé de quarante et un
ans, garde du corps de François
Santoni, souvent présenté comme
l'un des dirigeants du FLNC-canal
historique. Jules Massa a été tué de
plusieurs balles devant une école du
quartier des Salines, à l'entrée sud
d'Ajaccio.

En 1995, onze militants nationa-
listes ont été tués dans des assassi-
nats restés inexplicables, où se mê-
laient vengeances personnelles, riva-
lités politiques et sans doute, pour
certains, règlements de compte
relevant du droit commun. François
Santoni lui-même avait été grièvement
blessé le 29 mai 1995, lors d'un
attentat où le garde du corps
qu'il accompagnait, Stéphane
Gallo, avait été tué. Quelques jours
après, le 19 mai, Jules Massa
avait été arrêté pour port d'armes
prohibé et condamné à six mois de
prison, dont quatre avec sursis, ce
qui lui avait peut-être sauvé la vie.

Le dernier assassinat date du
28 octobre 1995. Un meurtre, dans
la nuit du nouvel An, avait pu laisser
penser que la guerre s'était rallu-
mée. Mais les enquêtes se sont
orientées vers d'autres pistes. A l'au-
tome, des négociations - impli-
quant des personnalités extérieures
à la mouvance nationaliste -
avaient abouti à une sorte de paix

armée. Cet assassinat pose aussi un
nouveau problème au gouverne-
ment et à Jean-Louis Debry, le mi-
nistre de l'Intérieur, responsable du
dossier corse et engagé dans un dia-
logue avec l'ensemble des compo-
santes politiques, y compris les na-
tionalistes. De l'avis général en
effet, une conjonction de facteurs
peut-être exceptionnelle. Ce nou-
veau climat a été symbolisé par l'an-
nonce, en janvier, d'une trêve des
attentats du FLNC-canal historique.

Le 16 février est la date anniver-
saire de l'assassinat de Jean-Pierre
Leca, garde du corps d'Alain Orsoni,
dirigeant du MPA. Cet assassinat
n'a jamais été revendiqué par le
FLNC-canal historique et est plutôt
attribué à un règlement de comptes
commandité par le Milieu. De
source proche du FLNC-canal histo-
rique, on estimait vendredi matin
que le nouvel assassinat était sans
doute à mettre au compte des
« contentieux personnels », et ne re-
met pas en cause le processus poli-
tique en cours.

De fait, les dirigeants de la
Cuncolta, vitrine légale du FLNC ca-
nal historique ne cessent de souli-
gner leur attachement à ce proces-
sus. Un nouveau pas devait être
franchi samedi avec la transforma-
tion de la la Cuncolta en parti poli-
tique avec François Santoni, préci-
sément, comme l'un des dirigeants.

J.-L. A.

BOURSE		TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		3615 LE MONDE		
Cours relevés le vendredi 16 février, à 10 h 15 (Paris)						
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES						
Tokyo Nikkei	11471,80	+0,94	+14,73			
Tokyo Nikkei sur 3 mois						
21 jan.	11471,80					
16 fév.	11471,80					
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES						
	Cours au 1502	Var. en %	Var. en fin 95			
Paris CAC 40	1964,21	+0,40	+4,93			
Londres FT 100	3770,60	+0,68	+2,20			
Zurich	1954,27	-	+1,59			
Milan MIB 30	982	-4,61	-6,12			
Frankfurt Dax 30	2417,51	-0,39	-7,25			
Bruelles	1632,40	-0,55	-5,94			
Suisse SSI	1360,91	-	-4,63			
Madrid Ibes 35	371,08	+0,11	+3,63			
Amsterdam CBS	340,60	-0,87	-5,94			

Trage du Monde date vendredi 16 février 1996 : 501 171 exemplaires

Tirage du Monde daté vendredi 16 février 1996 : 501 171 exemplaires

Un proche de M. Chirac devient conseiller politique de M. Juppé

Pour répondre aux critiques de la majorité, le premier ministre remanie son cabinet

LE DÉPART de l'hôtel Matignon
de Pierre-Mathieu Duhamel, direc-
teur adjoint du cabinet du premier
ministre, se confirme (*Le Monde* du
16 février). Il s'inscrit dans un re-
maniement de l'équipe qui entoure
Alain Juppé depuis son entrée en
fonctions en mai 1995. Chargé des
dossiers économiques et sociaux,
M. Duhamel, s'il obtient, comme il
le souhaite, la présidence du CIC,
pourrait être remplacé par Jean de
Courcel, ancien directeur financier
de Schneider et actuellement
membre du cabinet de M. Juppé en
qualité de conseiller pour les af-
faires économiques et financières.

L'aspect le plus spectaculaire de
ce remaniement est l'arrivée de
Jean-François Probst, ancien colla-
borateur de Charles Pasqua, avec
lequel il avait rompu il y a plusieurs
années. M. Probst avait appartenu
au cabinet de Michèle Alliot-Marie
dans le gouvernement d'Edouard
Balladur. Sa prise de position pub-
lique en faveur de Jacques Chirac
lui avait valu d'être écarté de ses
fonctions au ministère de la Jeune-
sse et des sports. Il avait alors
participé à l'organisation des ré-
seaux de campagne de M. Chirac,
notamment en direction des petits
patrons, des commerçants et des
artisans.

L'entrée de M. Probst dans
l'équipe de M. Juppé est destinée à
renforcer celle-ci sur le plan poli-
tique. Il se chargera notamment
des relations avec les parlemen-

taires, qu'il connaît bien en tant
qu'ancien secrétaire général du
groupe RPR du Sénat. Il devrait su-
perviser également les relations
avec la presse. Proche du président
de la République, M. Probst n'avait
pas caché dès les premières se-
maines de la mise en place du gou-
vernement Juppé, ses critiques sur
certains choix du premier ministre.

LA PRÉSIDENCE DU CIC
Après le départ de Remy Char-
don, ancien directeur du cabinet de
M. Chirac à l'hôtel de Ville et qui a
quitté Matignon pour la présidence
de la Société du tunnel sous le
Mont-Blanc, un autre collabora-
teur du premier ministre pourrait
renoncer aux fonctions qu'il exerce
actuellement. Il s'agit d'Yves Cabane,
chargé de mission auprès de
M. Juppé et qui, après les pourpar-
lers dont il a été chargé en Nou-
velle-Calédonie (*Le Monde* du
16 février), pourrait à son tour quiter
le cabinet du premier ministre.

Interrogé, jeudi 15 février, au
cours de son voyage en Russie, sur
l'information publiée par *Le Monde*
du 16 février relative à propos ses
interventions pour que M. Duha-
mel obtienne la présidence du CIC,
le premier ministre a répondu : « Je
n'ai pas de commentaire à faire ».
M. Juppé a assuré, toutefois, que
« les textes, les lois et les procédures
seront respectés », avant de rejeter
les « rumeurs » et les « allégations »
de la presse.

Pour sa part, Jean-Jacques Bon-
naud, président du GAN, l'action-
naire majoritaire du CIC, a fait sa-
voir par un communiqué qu'il
« dément formellement les propos
qui lui sont prêtés par le journal *Le
Monde* » [nous lui avions attribué
le mot « diktat » au sujet de l'inter-
vention du premier ministre]. Sans
autre commentaire sur l'affaire,
M. Bonnaud précise que « la nomi-
nation des administrateurs et du
président » du groupe CIC se fait
« dans le cadre normal du conseil
d'administration et de l'assemblée
générale ».

Entreprise publique « de second
rang », c'est-à-dire détenue indis-
crètement par l'Etat, le Crédit in-
dustriel et commercial, propriété
du GAN à 92 %, ne fait pas partie
de celles dont les dirigeants sont
nommés en conseil des ministres.
C'est donc en tant qu'actionnaire
du GAN que le gouvernement en-
tend intervenir sur le choix du pré-
sident du CIC. Le mandat de l'ac-
tuel titulaire du poste, Jean-Pierre
Aubert, proche des socialistes,
vient à échéance le 20 mars. Le
conseil d'administration est en
principe convoqué pour le 23 fé-
vrier, bien que Matignon souhaite
qu'il se réunisse sans délai. L'avenir
de M. Duhamel ne paraît pas
garanti vendredi matin, la mise au
point de M. Bonnaud n'apportant
aucune précision sur la réponse
qu'il entend apporter à la demande
de l'Etat actionnaire.

Le procès posthume d'une « collabo » divise la Belgique

BRUXELLES
de notre correspondant

Un des procès les plus singuliers de ces dernières
années s'est achevé, mercredi 14 février, avec un ar-
rêt de la cour militaire de Bruxelles, qui - statuant
dans une procédure en révision, et infligeant une peine
« à titre posthume » - a condamné à la réclu-
sion à perpétuité Irma Laplasse, une Flamande dont
le nom suscite encore de vives passions en Belgique,
un demi-siècle après les faits.

Cette femme, une fermière d'Oostduinkerke, dans
la région néerlandophone du royaume, avait été
exécutée en 1945, à Bruges. On lui reprochait d'avoir
dénoncé sept membres de la Résistance qui déte-
naient son fils en raison des sympathies de la famille
pour l'occupant : le 8 septembre 1944, les Allemands
avaient lancé un raid contre le repaire des maquis,
qui furent tués. Le procès d'Irma Laplasse eut lieu
deux mois plus tard, dans un climat passionné, en
pleine bataille des Ardennes, devant un tribunal mi-
litaire.

Il se termina par une condamnation à mort. De-
puis, de nombreuses voix s'élevaient pour dé-
noncer la fragilité des témoignages sur lesquels re-
posait l'accusation. A tel point que, en 1994, le
président ministre de la Justice, le social-chrétien
francophone Melchior Wathelet, lança la procédure
en révision.

Commencé en décembre 1995, le second procès
fut marqué par un coup de théâtre quand le mi-
nistre public demanda l'acquiescement de la fusillade et
le versement par l'Etat de dommages et intérêts à

ses descendants. Il n'en fallait pas plus pour relancer
le débat sur l'immunité générale. Quel que soit le fon-
dement de l'assertion selon laquelle la Flandre a col-
laboré plus volontiers que la Wallonie avec l'oc-
cupant nazi, c'est un fait que les néerlandophiles
sont nombreux à mettre en question les verdicts
prononcés à la Libération.

En 1944-1945, quelque 750 000 dossiers furent ou-
verts. Le gouvernement en exil à Londres avait don-
né compétence aux juridictions militaires pour les
examiner. Des dizaines de milliers de peines de pri-
son furent prononcées. Sur 2 940 condamnations à
mort, dont 1 683 par défaut, 242 furent exécutées,
parmi lesquelles celles de quatre femmes. L'extrême
droite néerlandophone se sert de ces condamna-
tions souvent expéditives pour faire le procès de
l'Etat belge et demander l'indépendance de la
Flandre. C'est dire si le verdict de mercredi était at-
tendu.

Les juges n'ont pas innocenté la fermière fla-
mande mais ils lui ont reconnu des circonstances at-
ténuantes : en dénonçant les résistants, elle agissait
par amour maternel. A en juger d'après les premiers
commentaires, ce soul de nuance n'a pas mis en
terme à l'affaire, dans un pays où, dix ans après la
Libération, il fallait encore produire un certificat de
civisme, prouvant que vous n'aviez pas collaboré
avec l'occupant, délivré par la mairie pour passer le
permis de conduire ou ouvrir un compte de chèques
postaux.

Jean de la Guérivière

En vente
chez votre
marchand
de journaux

Le Monde

21^e année
du bilan économique
et social

200 PAGES - VIENT DE PARAÎTRE

**BILAN
DU
MONDE**

L'année économique
et sociale 1995

L'analyse de 177 pays

Michel Noir continue d'exiger le « dépaysement » de son procès

SELON *Le Figaro* du 16 février, le
procureur adjoint de Lyon, Paul
Weisbuch, mis en examen pour
destruction de pièces dans l'affaire
Noir-Botton (*Le Monde* daté 21-
22 janvier), a précisé, lors d'une au-
dience par le juge d'instruction,
que, si le « document Sarroca »
avait été perdu, c'était « de sa
faute ». Soulignant que l'enquête
Noir-Botton était suivie, depuis le
9 décembre 1992, par le procureur
de Lyon, Jean-Amédée Lathoud -
« l'iso facto destinataire de tout ce
qui concernait l'affaire Botton » -
M. Weisbuch indique : « Si cette
pièce a été perdue, c'est de ma faute,
à supposer que le document soit par-
venu jusqu'à moi. Je tiens également
à préciser que, puisque sur le listing,
il n'y a pas de mention « transmis au
PR [procureur de la République] »,
c'est que M. Lathoud, vraisemblable-
ment, n'a jamais eu ce document
entre les mains ».

Il précise aussi que ce dossier
sensitif a fait l'objet d'« ordres »
émanant de sa hiérarchie. « Ces
ordres viennent de M. Nadal [le pro-
cureur général de Lyon], qui les a
reçus lui-même de M. Terrier [le di-
recteur des affaires criminelles et
des grâces de l'époque] qui les a re-
çus lui-même de M. Vauzelle [le
garde des sceaux de l'époque] ».

M. Weisbuch a examiné le 10 janvier, pour
« destruction de pièces judiciaires,
violation du secret de l'instruction et
violation du secret professionnel »,
Paul Weisbuch, est soupçonné
d'avoir fait disparaître du dossier
Noir-Botton un document contenant
en cause l'ancien maître de Lyon.
M. Weisbuch, un ancien chef de cabi-
net de M. Lathoud, a été mis en exa-
men, après avoir été mis en examen,
dans l'événement du jeudi, détails
les relations « complexes, positi-
onnelles, affectives, serrées et enche-
vêtrées » entre l'ancien maître et son
gendre, Pierre Botton. Enregistré
sur le fichier informatique du pa-
quet de Lyon - le bordereau de sa-
tis indicatif : « Abus de biens so-
ciaux, plainte du 11/12/92, mis en
cause : M. Botton, M. Noir Mi-
chel », ce document n'a pas été
trouvé dans les archives.

UN ARCHAIQUE
Le texte de M. Sarroca ne pré-
sentait pas forcément un intérêt
majeur pour l'enquête - il conte-
nait peu de précisions sur les liens
financiers entre M. Noir et son
gendre - mais il pouvait peser très
fortement sur l'avenir du dossier. A
l'époque, le Parlement examinait
en effet une réforme de la procé-
dure pénale qui prévoyait de su-
primer un archaïsme qui avait
beaucoup freiné le développement
des « affaires », le privilège de ju-
diction. En vertu de ce texte, tous
les magistrats qui découvraient le
nom d'un élu dans une procédure
devaient transmettre leur dossier à
la Cour de cassation, qui « dépay-
sait » alors le dossier vers une autre
juridiction.

Le « document Sarroca », qui
mentionnait le nom de Michel
Noir, et qui avait donc pu entraver
le dessaisissement de la jurisdic-
tion lyonnaise, a été enregistré par
le parquet de Lyon à une date in-
connue : le 11 décembre 1992. A
l'époque, la suppression des privi-
lèges de juridiction avait déjà été
votée par le Parlement mais la loi,
qui date du 4 janvier 1993, n'était
pas encore entrée en vigueur.

Estimant que la disparition de ce
document constituait « une manipu-
lation de procédure », les défen-
seurs de Michel Noir souhaitent
que leur client comparaisse ailleurs
que devant la juridiction lyonnaise
lors du procès du détournement de
subventions municipales, qui doit
se tenir du 11 au 13 mars. La re-
quête en dépaysement déposée par
M. François Saint-Pierre et Mario
Stasi a été rejetée, le 12 février, par
le procureur général de Lyon,
M. Nadal, mais les avocats de
M. Noir ont saisi directement le
procureur général près la Cour de
cassation, Pierre Truche.

Anne Chemin



Le re-
V

هكذا من لامل

Le Monde

FISCALITÉ 1996

DÉCLARATION DE REVENUS
Comment remplir
le formulaire et calculer votre impôt
sur les revenus de 1995 ▼ pages VI à XII

LE SYSTÈME FISCAL FRANÇAIS
Les principaux impôts, leur évolution
au cours de l'histoire
et les projets de réforme
▼ pages II et III

COMPARAISONS INTERNATIONALES
L'importance
des prélèvements obligatoires
dans les principaux pays industrialisés
▼ pages IV et V



Le retour chaotique de l'impôt

VIVE l'impôt ! A l'heure où les Français sont conviés à remplir leur devoir de contribuables en déclarant leurs revenus de 1995 à l'administration fiscale, le slogan comptera sûrement très peu de partisans. Quel homme politique, d'ailleurs, osera jamais entonner semblable refrain ? Même si l'impôt joue un rôle déterminant dans un Etat de droit, même s'il lui permet d'assurer quelques-unes de ses missions les plus essentielles – la redistribution, le paiement de la dette sociale, en même temps que le financement des dépenses d'intérêt général, comme l'éducation nationale ou encore la défense –, l'antifiscalisme, quand ce n'est pas purement et simplement le jacobinisme antifiscal, reste l'une des constantes du débat public. Tous les dictionnaires populaires vont dans le même sens : « Trop d'impôt tue l'impôt » ; « Un bon impôt est un vieil impôt ».

Et pourtant, le débat fiscal qui périodiquement secoue la France est à un tournant. Il ne se trouve, certes, aucun dirigeant d'une grande formation politique, ni à gauche ni à droite, pour faire sien ce mot d'ordre. Mais, indéniablement, l'histoire fiscale hexagonale est en train de vivre une période charnière ; et la controverse autour du rôle et de la place de l'impôt s'exprime depuis peu dans des termes nouveaux.

En ce début d'année 1996, il y a d'abord une période qui est en passe de se clore. Fini les baisses d'impôt systématiques, le balancier est maintenant reparti dans l'autre sens. Et cette évolution-ci est évidemment de première importance, car depuis plus de dix ans la politique économique ne connaissait qu'un seul principe, celui du « moins-disant fiscal ». Se souvenait-on des mesures en cascade prises aussi bien par les gouvernements socialistes que par ceux de droite durant cette période ? Avec un empressement égal d'un côté et de l'autre, ils ont allégé quasiment tous les impôts. Au motif que la France pouvait être victime d'une « délocalisation » des capitaux – ce qui ne s'est pas du tout confirmé –, la fiscalité de l'épargne a été réduite à néant, ou presque. Au motif que les allègements fiscaux au profit des entreprises pourraient faire baisser le chômage – ce qui ne s'est pas plus vérifié –, la taxe professionnelle a été plafonnée année après année, et le taux de l'impôt sur les sociétés a été abaissé très en deçà des niveaux en vigueur dans la plupart des grands

pays développés. Construction européenne oblige, la TVA, elle aussi, a vu ses taux supérieurs disparaître. Sans parler des diminutions successives de l'impôt sur le revenu, des allègements de taxe d'habitation. Bref, à quelques exceptions notables près, comme la création de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) – un prélèvement mal construit et purement symbolique – ou celle de la contribution sociale généralisée (CSG) – un prélèvement plus réussi, même s'il a été très controversé à sa naissance –, la mode a été au libéralisme, pour ne pas dire à l'ultralibéralisme fiscal. Au total, durant la dernière décennie, ce sont près de 200 milliards de francs d'allègements fiscaux qui ont été consentis aux contribuables. Ce qui devait faire des miracles : dynamiser l'économie, relancer la croissance, faire refleurir le chômage.

Or cette page-là est maintenant tournée et, à cela, il y a au moins deux explications. D'abord, la fameuse équation de l'économiste libéral américain Arthur Laffer, selon laquelle « trop d'impôt tue l'impôt », s'est avérée une nouvelle fois peut-être intellectuellement séduisante, mais impraticable. On en voit aujourd'hui le résultat. Si elle n'a pas permis de stimuler franchement l'activité, ou, à tout le moins, de limiter les effets de la récession, la politique fiscale qui s'est inspirée de ce commandement a eu un effet pervers incontestable : elle a entraîné le pays dans une spirale infernale, celle de l'Etat pauvre. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 200 milliards de francs, c'est à peu de chose près les deux tiers du déficit budgétaire que connaît actuellement la France.

Et puis, surtout, à gauche comme à droite, le débat fiscal a basculé parce que chacun a compris récemment qu'avec la dramatique envolée du chômage on ne pouvait plus aborder le débat sur la réforme fiscale comme auparavant. Fallait-il ainsi abaisser le taux de l'impôt sur les sociétés de 50 % en 1984 à 33,3 % désormais ? Avec le recul, tous les experts se sont mis à penser que la mesure a évidemment contribué à assainir de manière spectaculaire la situation financière des entreprises et même à porter leurs taux d'auto-financement à des niveaux historiques. Mais qui dit plus d'argent dans les trésoreries des entreprises ne dit pas forcément plus d'investissement ou plus d'embauches. Insensiblement, une nouvelle question a donc émergé : quitte à ce que l'Etat fasse des sacrifices et se résigne à rogner sur ses recettes, les sommes en cause n'auraient-elles

pas été mieux utilisées, mieux ciblées, si elles avaient été affectées à une diminution du coût du travail ?

Ce changement de problématique s'effectue, certes, dans une confusion qui ne contribue pas à la sérénité du débat. En faut-il une preuve, on la trouve dans l'in-vraisemblable « loupé » fiscal que le gouvernement d'Alain Juppé a commis. Alors que le candidat Chirac avait fait campagne en promettant une foison de nouvelles baisses d'impôt, le premier ministre a suivi le chemin opposé. Majoration exceptionnelle de 10 % de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur la fortune, relèvement de 18,6 % à 20,6 % du taux normal de la TVA, coup de pouce sur la fiscalité pétrolière et sur les droits sur les tabacs, relèvement de certains prélèvements sur l'épargne et remise en cause de plusieurs déductions liées à l'assurance-vie, création d'un nouvel impôt pour le remboursement de la dette sociale (RDS) : au total, près de 120 milliards de francs d'impôts nouveaux ont été décidés pour 1996, dont près de 100 milliards à la charge des seuls ménages.

PLUS grave, M. Juppé a joué de l'arme fiscale avec une brutalité sans précédent dans l'histoire économique récente du pays, au moment précis où une conjoncture économique singulièrement déprimée justifiait un extrême doigté. Sans doute fallait-il changer le cap de la politique fiscale. Sauf à accepter que la Sécurité sociale s'enfonçe chaque jour davantage dans ses déficits, au point de s'y noyer, sauf à se résigner à tailler toujours plus, avec les conséquences dramatiques que l'on devine, dans les crédits budgétaires consacrés à l'emploi, à l'école ou encore aux banlieues, il fallait sûrement changer de discours et réapprendre aux contribuables que les baisses d'impôt ne sont pas la panacée d'une gestion sérieuse des finances publiques. Mais il y avait évidemment manière et manière de le faire. Celle qui a été retenue – dire une chose et faire exactement l'inverse – risque d'avoir une conséquence pémideuse : discréditer encore plus l'impôt au moment précis où celui-ci aurait dû être réhabilité.

Il n'empêche ! Négocié avec d'in-vraisemblables embardées, ce virage fiscal n'est pas seulement dû à des raisons de circonstances ou à des maladroites. Il témoigne aussi d'une évolution profonde et récente dans les conceptions fiscales des grands partis politiques français, qu'il s'agisse du PS, du RPR ou de l'UDF. Qu'on se souvienne, par exemple, des polémiques qu'avait suscitées, en 1991, quand elle fut créée par Mi-

chel Rocard, la CSG. Elle avait donné lieu à une guerre fratricide entre les socialistes. La droite, de son côté, toutes tendances confondues, avait dénoncé ce nouvel impôt et avait promis de le supprimer.

Or la CSG fait désormais partie du paysage fiscal français et le tout nouveau RDS est son impôt jumeau. Le montant du prélèvement ou son opportunité font encore débat, mais pas son principe ni sa construction. C'est en effet l'une des grandes nouveautés de la controverse fiscale. Alors que, durant de longues années, la droite et la gauche se bernaient à ne parler que des impôts, la problématique s'est récemment élargie à l'ensemble des prélèvements obligatoires, impôts et cotisations sociales confondus. En clair, un consensus, inattendu mais heureux, s'est progressivement réalisé : chacun a admis que, pour faire refleurir le chômage, il fallait en priorité non pas baisser les impôts, mais d'abord rééquilibrer le financement de la protection sociale, qui pèse à près de 80 % sur les revenus du travail, et donc très peu sur ceux du capital. En fait, chacun a admis que le premier des chantiers auquel il fallait s'atteler était celui ouvert avec la CSG, autrefois homie, en baissant certaines cotisations sociales et en y substituant un prélèvement plus large.

Dans ce nouveau débat fiscal qui se fait jour, il existe cependant des repères qui, eux, restent immuables. Si le chômage bouleverse, ici ou là, des convictions anciennes, la controverse sur le caractère équitable de l'impôt, elle, suscite toujours les mêmes clivages. Entre, d'un côté, la droite, qui songe encore – même si, pour le court terme, le projet a été mis sous l'éteignoir – à baisser les taux supérieurs de l'impôt sur le revenu ou encore à rendre la CSG déductible de ce même impôt sur le revenu (ce qui défavoriserait les foyers les plus modestes, ceux qui ne sont pas assujettis), et, de l'autre côté, la gauche, qui rêve, mais sans trop oser le dire, de réformer l'impôt crouplon que constitue l'ISF et de bâtir, en France, un véritable impôt sur le capital, sur le modèle allemand, les désaccords sont restés inchangés.

Mais, pour l'heure, cette dernière polémique a perdu de son acuité. En période de forte croissance, le débat porte nécessairement sur les vertus sociales et redistributrices de l'impôt. En période de stagnation, il se déplace logiquement sur le terrain de l'efficacité économique. Alors, envers et contre tout, malgré la confusion de la controverse, malgré la rafale de prélèvements nouveaux : vive l'impôt !

Laurent Mauduit

La grande réforme fiscale est reportée à des jours meilleurs

M. Juppé souhaite cependant, dès cette année, modifier en profondeur le financement de l'assurance-maladie en créant une cotisation sociale

La réduction des prélèvements obligatoires et la simplification de l'impôt sur le revenu, promesse récurrente des candidats de droite, attendra des jours meilleurs. Alain Juppé a annoncé le report de la réforme fiscale le 5 décembre, en plein conflit social, tirant ainsi un trait « momentanément » sur l'une des « tâches prioritaires » que Jacques Chirac s'était assignées pour « stimuler l'activité économique et donc augmenter les recettes de l'Etat ». De la grande réforme du système fiscal-social promise par le chef de l'Etat, et reprise en mai 1995 par le premier ministre dans sa déclaration de politique générale, il ne reste plus aujourd'hui qu'un élément : le remplacement progressif de la cotisation d'assurance-maladie des actifs, assise sur les salaires, par une cotisation sociale déductible de l'impôt et prélevée sur tous les revenus (salaires, retraites, capital, etc.).

A gauche comme à droite, on s'accorde depuis des années sur un point : une refonte du système des prélèvements obligatoires, qui pèse trop sur le travail et nourrit le chômage, est devenue urgente. Les effets anti-économiques ne sont pas la seule tare du système. Le conseil des Impôts en 1990 et la commission Ducamin en 1995 ont montré que le système fiscal-social est peu progressif et pèse relativement plus lourd sur les bas et les moyens revenus. L'impôt sur le revenu est, certes, très progressif et concentré sur les tranches de revenus élevées (5 % des contribuables les plus riches en payent 52 %). Mais les cotisations sociales, qui représentent une masse financière cinq fois plus importante, sont dégressives et pénalisent les salariés modestes.

Le système fiscal pêche aussi par sa complexité. Nombre d'experts plaident pour une simplification de l'imposition directe des ménages, et donc la suppression de tout ou partie des cent-seize « niches » (déduc-

tions, réductions, etc.) qui ont transformé le système français en un véritable « gruyère ». Des experts jugent également nécessaire d'accroître le nombre de contribuables dans un pays où, sur 29,1 millions de foyers, 12,9 millions sont exonérés de l'impôt sur le revenu.

Même à bien, une telle réforme rapprocherait la fiscalité française de celle des grands pays industrialisés. Dans son dernier bilan fiscal, le Syndicat national unifié des Impôts (SNUI) rappelle que l'impôt sur le revenu ne représente, en France, que 14,1 % des prélèvements, alors que la moyenne est de 26,1 % dans l'Union européenne (données 1993). Dans l'esprit du gouvernement, elle devrait se traduire par une baisse de la pression fiscale et sociale qui pèse sur les ménages et les entreprises.

Dès mai 1995, M. Juppé avait pris imprudemment l'engagement de lancer la réforme de l'impôt sur le

revenu dès 1996. Nommé ministre des finances, Alain Madelin s'était attelé à la tâche pour rendre l'impôt « plus clair, plus simple, plus juste » et réduire le taux « de 20 % à 25 % pour l'ensemble des Français ». Après le limogeage de M. Madelin, son successeur a repris le flambeau. L'annonce par M. Arturès d'une suppression possible de l'abattement de 20 % dont bénéficient les salariés - immédiatement démentie par M. Juppé - a montré la difficulté de l'exercice. Les recettes dégressives par la suppression des avantages fiscaux auraient été redistribuées sous la forme d'une baisse des sept taux du barème de l'impôt sur le revenu.

Mais c'est toute l'architecture de la fiscalité que le gouvernement envisageait de modifier. Le schéma le plus ambitieux consistait à créer un système à deux étages : le premier aurait été constitué par un prélèvement à assiette très large et proportionnel au revenu, comme la CSG ;

le second aurait pris la forme d'un impôt sur le revenu avec un barème plus simple et moins progressif. Le gouvernement entendait ainsi ramener de 56,8 % à 50 %, voire 40 %, le taux maximal d'imposition, tout en assurant la quasi-totalité de ménages à l'impôt. Mais M. Juppé n'a jamais précisé la philosophie de sa réforme. En prénotant un système « plus juste », il n'a pas répondu à la question : plus juste pour qui ?

Les services de Bercy ont travaillé à la réforme tout l'été et une partie de l'automne, jusqu'à ce que l'évidence finisse par s'imposer : la baisse des recettes de l'Etat rendait la suppression des avantages fiscaux, déjà sensible politiquement, très difficile à mettre en œuvre. Les experts estiment, en effet, qu'il faut de vingt à trente milliards de francs pour engager une réforme de l'impôt sur le revenu. Dès lors que les pouvoirs publics ne disposaient pas d'une manne à redistribuer aux contribuables, la réforme attendue

par l'électorat de droite était compromise. Une partie de la majorité a pourtant demandé au gouvernement de ne pas différer la réforme fiscale, estimant que la baisse des prélèvements obligatoires était la condition sine qua non d'une relance de l'activité. Pour amorcer le mouvement, des balladuriers comme Nicolas Sarkozy et François Léotard ont aussi réclamé le report du remboursement de la dette sociale, Edouard Balladur suggérant même d'accorder aux contribuables un délai de quelques mois pour le paiement du premier tiers provisionnel. Autant de suggestions repoussées par M. Juppé.

Reste donc, aujourd'hui, la réforme du financement de l'assurance-maladie, qui, sous réserve d'inventaire, est soutenue par la CFDT et la Mutualité française. En présentant son plan sur la Sécurité sociale, le 15 novembre, M. Juppé avait précisé qu'un projet de loi serait soumis au Parlement avant

l'été, la réforme pouvant être engagée dès juillet. La création d'une cotisation sociale généralisée de 1,5 % sur tous les revenus permettrait, à prélèvements constants, de réduire de deux points la cotisation maladie des salariés (6,80 % actuellement) et de redistribuer du pouvoir d'achat aux salariés. La réforme pourrait entrer en vigueur dès cette année. Mais elle pose des difficultés politiques et techniques considérables, notamment vis-à-vis des retraités, dont la cotisation maladie va déjà beaucoup augmenter en 1996 et 1997.

En dépit des difficultés, MM. Chirac et Juppé n'ont renoncé ni à la réforme de l'impôt ni à la réduction des prélèvements, qu'ils comptent amorcer au plus tard en 1998. Alain Lamassouze, ministre délégué au budget, a rappelé, dimanche 11 février, au « Club de la presse » d'Europe 1, la croissance revenue et les déficits maîtrisés, « nous pourrions passer à la réforme fiscale et notamment la réforme de l'impôt sur le revenu, a-t-il affirmé. 49 % des Français ne paient pas l'impôt sur le revenu, c'est une situation anormale, il faut revenir à une situation où la plus grande partie des Français (le) paie, et en même temps il faut que le taux d'impôt soit plus bas ».

Dans sa politique sociale dictée par les idées de la conjoncture, le gouvernement vient de donner deux nouvelles preuves des difficultés d'une refonte de la fiscalité et d'une baisse des prélèvements : après avoir plaidé pour une simplification de l'impôt, M. Juppé a accordé une nouvelle déduction fiscale pour les intérêts d'emprunts des crédits à la consommation, alors que de nouveaux allègements pour les Corses ou encore pour les agriculteurs, après avoir prôné une réduction de la pression fiscale, il a accordé de 120 milliards de francs en 1996.

Jean-Michel Baudet

Un système injuste et inefficace

Le système fiscal français fait l'objet de deux grandes critiques : il est, par de nombreux aspects, socialement injuste, et souvent économiquement inefficace.

L'injustice, d'abord. Elle a plusieurs origines. En premier lieu, la fiscalité directe, qui, globalement, tient mieux compte que les autres impôts des revenus des contribuables, génère des recettes moindres que la fiscalité indirecte : 545 milliards de francs dans le premier cas en 1994, contre 919 milliards dans le second cas. Ce manque de prise en compte des facultés contributives des contribuables est encore renforcé par une fiscalité locale souvent aberrante, une imposition sur le patrimoine et l'épargne faible voire purement symbolique. Publié l'été dernier, le rapport de la mission Ducamin avait illustré ces disparités en prenant trois exemples de couples de contribuables, le premier étant salarié, le deuxième rentier (revenus de capitaux mobiliers) et le troisième propriétaire (revenus immobiliers). Il en était arrivé à la

conclusion que, pour un même revenu de 236 000 francs, le premier couple subit un prélèvement égal à 54,4 %, le deuxième de 42,9 % et le troisième de 37,2 %.

Si l'on considère non plus seulement les prélèvements fiscaux mais l'ensemble des prélèvements obligatoires, c'est-à-dire les impôts et les cotisations sociales, les inégalités sont encore plus criantes car le système français se distingue par une très faible progressivité. Au total, l'Etat prélève, en effet, peu d'impôts, ce qui ne représente, en 1996, que 14,9 % de la richesse nationale. De plus, l'impôt sur le revenu, le seul prélèvement véritablement progressif, occupe une place très restreinte sur l'échiquier fiscal. En revanche, les cotisations sociales, qui sont dégressives, approchent 21,6 % du PIB. Pour ces deux raisons qui se combinent, le rôle de redistribution des prélèvements obligatoires est donc très faible. Plus faible, en tout cas, que dans la plupart des autres grands pays développés.

L'inefficacité économique du système fiscal français tient, lui aussi, à plusieurs facteurs. D'abord, certains prélèvements, comme la taxe professionnelle constituent un non-sens fiscal. En d'autres temps, François Mitterrand avait parlé de « l'impôt imbécile ». Plus généralement, « et c'est une nouveauté du débat fiscal français », la gauche et la droite ont découvert que la seule baisse des prélèvements sur les entreprises, à commencer par les dimutions de l'impôt sur les sociétés, n'était pas un gage, tant s'en faut, de recul du chômage. Object d'incessantes critiques, la fiscalité française justifie sûrement une réforme de fond, mais plus encore le système global des prélèvements obligatoires, c'est-à-dire y compris les cotisations sociales, qui font assurer par les seuls salariés près de 80 % du financement de la protection sociale. Ce qui, évidemment, freine fortement les créations d'emplois.

Laurent Mondon

Au fil des siècles, histoire d'une légitimité

Si l'histoire de l'impôt est bien entendue celle de ses techniques, de ses modalités, c'est l'histoire de sa légitimité qui est sans doute essentielle. On peut se demander pourquoi, en effet, de génération en génération, la fiscalité pourtant toujours désagréablement ressentie n'a jamais été refusée dans son principe.

La légitimité de l'impôt est étroitement liée aux formes les plus primitives du prélèvement fiscal. Ces formes s'enracinent dans un enchevêtrement complexe de déterminismes économiques, politiques et religieux, avec néanmoins deux caractéristiques profondes que l'on retrouve dans chacune : la présence de rapports de violence mais aussi d'échanges et de soumission acceptée.

Le pillage peut être considéré comme une forme primitive de prélèvement obligatoire qui se singularise par son caractère épisodique et irrégulier. Mais très vite, les pillards prirent conscience qu'il valait mieux substituer à un prélèvement désordonné la perception d'un tribut en définitive plus productif (G. Ardant, *Histoire de l'impôt*, tome I, Fayard, 1972). Le tribut, forme organisée du pillage, va pouvoir s'installer au moment où des groupes abandonnent progressivement l'éphémérité et la précarité de la cueillette et de la chasse, et adoptent une démarche économique et sociale nouvelle consistant à stocker les denrées alimentaires et, partant, à se penser dans l'avenir. En même temps, les conditions sont réunies pour que puisse prendre naissance une forme embryonnaire d'Etat se nourrissant elle-même de cette régularité du tribut. L'instauration par une partie des membres de la communauté du paiement du tribut peut permettre alors la constitution progressive d'une armée et d'une administration structurées et permanentes, et finalement l'édification d'un pouvoir en mesure d'exercer sa domination par la possession du monopole de la violence. De grands empires s'emparent ainsi de plus en plus nombreux tout au long de l'histoire sur la base de la normalisation d'un tribut, devenu rapide-

ment un impôt levé de manière minutieuse, réfléchie et organisée. Ces impôts réclamés par le souverain à ses sujets pouvaient prendre des formes variées, corvées (la construction de la grande pyramide de Gizeh par Chéops fut en partie l'œuvre de paysans réquisitionnés pour y travailler) ou d'autres types de redevances en nature.

A côté de la transformation du pillage en tribut puis en impôt, ou parfois en association à cette évolution, un phénomène religieux a sans doute contribué à renforcer de manière décisive la légitimité du prélèvement fiscal : la pratique des sacrifices aux dieux. Le rituel sacrificiel est un élément fondamental à la survie de chacun et à celle du groupe.

Violence et autorité, mais aussi échange et solidarité, telle est la matrice à partir de laquelle s'est forgé l'impôt, c'est-à-dire un prélèvement obligatoire régulier, destiné à financer un pouvoir politique organisé et permanent. Et c'est au travers d'une longue évolution comportant de multiples facteurs, économiques, reli-

gieux et politiques, ainsi que des pratiques d'une extrême variété (prélèvement en nature, en argent, prélèvement sur le revenu, sur la propriété, sur la circulation des biens) que l'impôt est devenu légitime en son principe même. Une légitimité qui ne sera pas fondamentalement remise en cause par les révoltes, pourtant très présentes dans toute l'histoire fiscale de l'Antiquité à nos jours. La caractéristique remarquable de ces révoltes est qu'elles n'ont jamais contesté la nécessité de l'impôt lui-même mais tantôt l'injustice de telle ou telle modalité de prélèvement, tantôt les irrégularités et exactions commises par ceux qui le recouvraient, tantôt encore le mauvais usage qu'en faisait le souverain.

Ce n'est qu'après une très longue période d'autoritarisme fiscal (voir ci-dessous) que s'est imposé peu à peu le principe essentiel du consentement de l'impôt.

Ce consentement suppose que soit expressément acceptée la levée du prélèvement par ceux sur qui en retombe la charge. La procédure a

eu une portée décisive dans l'évolution de nos institutions politiques puisqu'elle est à l'origine de l'Etat parlementaire démocratique. Une évolution qui, d'ailleurs, s'est amorcée très tôt, lorsque le souverain s'est trouvé dans l'incapacité de couvrir avec les revenus de son seul domaine des charges, en particulier d'ordre militaire, devenues de plus en plus lourdes. Faute de pouvoir obtenir par la force des subsides supplémentaires, il s'est vu dès la fin du XIII^e siècle dans l'obligation de négocier la levée d'aides, d'abord extraordinaires, puis qui sont progressivement devenues régulières.

Ainsi, sur la base d'assemblées ne réunissant à l'origine que les vassaux et destinées à autoriser temporairement le souverain à lever des impôts afin de faire face à des opérations militaires précises (en 1188, Philippe Auguste leva dans ce cadre la dime saladin) mais aussi à des dépenses d'ordre personnel (en 1308, Philippe le Bel leva une taille pour marier sa fille), se constituaient en France des Etats généraux (Parlement en Grande-Bretagne, les Cor-

tès en Espagne). L'élément est décisif. La réunion de la noblesse, du clergé et des représentants des villes franches pour la levée de subsides est considérée par G. Ardant comme un fait de premier ordre qui « a aidé à faire accepter le principe de l'impôt ».

Le prélèvement obligatoire est né de la violence mais aussi de la solidarité

Un principe capital puisqu'il représente la première pierre dans la construction des régimes parlementaires démocratiques. Dès le 17^e juin 1789, l'Assemblée nationale décrète que toutes les contributions sont dorénavant légales parce que non consenties. Et le principe du consentement de l'impôt est inscrit de manière expresse dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen à l'article 14 : « Tous les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. » Seul détenteur désormais du pouvoir fiscal, du pouvoir d'imposer, le pouvoir législatif entendait toutefois aller plus loin dans ses prérogatives financières, avec l'objectif, notamment, de contrôler l'utilisation de l'impôt en décidant du chèque et du montant des dépenses publiques. Cet objectif sera atteint dans la première moitié du XIX^e siècle, le Parlement s'attribuant un pouvoir budgétaire étendu.

Les débats et enjeux vont se déplacer et se centrer dans la seconde moitié du XIX^e siècle sur une autre question de fond, celle du meilleur système fiscal envisageable, c'est-à-dire à la fois le plus juste et le plus rentable.

Très vite, les impôts mis en place durant la période révolutionnaire, influencés par les idées des physi-

ocrates (permis de la richesse provenait de la terre et que, par conséquent, il convenait de taxer le foncier), vont se révéler inadaptes à l'évolution économique et sociale, marquée par le développement de l'industrie et l'apparition d'une classe ouvrière venant se concentrer dans les villes. Déjà l'on avait vu réapparaître sous le Premier Empire des impôts indirects afin de pallier les insuffisances de la fiscalité directe. Mais surtout va s'affirmer l'idée qu'il serait plus efficace et plus équitable d'instituer un impôt global sur le revenu à taux progressif.

A la fin du XIX^e siècle, les débats sont bouillants. Les radicaux, avec Joseph Caillaux, et les socialistes sont partisans d'une solidarité par l'impôt, ainsi que de sa personnalisation en tenant compte de la capacité contributive du contribuable. Les libéraux, eux, estiment au nom d'une philosophie individualiste et non interventionniste, que l'impôt doit être considéré comme le prix d'une service rendu, ou comme une sorte de prime d'assurance, que les citoyens acceptent de payer en échange de services rendus par l'Etat (sécurité, justice, défense, voirie...). Au travers de la confrontation de ces thèses, ce sont deux théories, deux conceptions de l'impôt et de sa légitimité qui s'affrontent, celle de l'impôt-solidaire et celle de l'impôt-échange. C'est cette fois la question de la légitimité économique et sociale de l'impôt qui se trouve posée.

Finalement, la progressivité sera instituée avec la création d'un impôt global sur le revenu au début du siècle, un impôt qui coexiste de nos jours avec nombre d'autres prélèvements obligatoires (impôts locaux, taxes sur le chiffre d'affaires, impôt sur les sociétés, cotisations sociales). Associée pendant de longues années à l'idée de justice fiscale, la progressivité de l'impôt a contribué à renforcer la légitimité de la fiscalité en lui donnant une caution sociale. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui les impôts progressifs représentent une part largement minoritaire de l'ensemble des prélèvements.

Michel Baudet, directeur de la « Revue française de finances publiques »

Quelq

C'est de...

les répo-

concernent

particuliers

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

et de l'Etat

Quelques repères pour entrer dans le maquis des impôts

C'est peu dire que le système fiscal français est un labyrinthe dans lequel les contribuables se perdent. De la fiscalité directe, qui pèse sur les ménages, à la fiscalité indirecte, à laquelle sont soumis les consommateurs, en passant par la fiscalité de l'épargne, celle sur le patrimoine ou encore la fiscalité locale prélevée au profit des collectiv-

ités territoriales, les impôts sont innombrables et répondent, tous, à des règles du jeu distinctes, avec des taux et des bases d'imposition différents, des exonérations, des abattements ou des dégrèvements multiples. Pour compliquer le tout, les gouvernements successifs - de gauche et de droite - ont eu fil des ans promis une simplification de

l'impôt, mais, en réalité, ils n'ont eu de cesse que de le compliquer davantage, en multipliant des réformes ponctuelles. Qui paie l'impôt ? Est-il économiquement efficace ? Est-il socialement juste ? Pour se forger une opinion, le contribuable n'a donc d'autre solution que de pénétrer dans le maquis inextricable des prélèvements obligatoires.

● L'IMPÔT SUR LE REVENU

- CARACTÉRISTIQUES : c'est un prélèvement progressif. Autrement dit, plus le contribuable a des revenus élevés, plus sa contribution d'impôt est forte. Jusqu'en 1994, il existait 13 tranches d'imposition. Depuis 1995, le nombre de tranches a été ramené à 7. Pour un contribuable assujéti à l'impôt sur le revenu, le taux de 0 % s'applique pour la fraction de ses revenus inférieure à 22 630 francs ; à 25 % entre 22 630 francs et 49 440 francs ; à 35 % entre 49 440 francs et 87 020 francs ; à 45 % entre 87 020 francs et 140 900 francs ; à 50 % entre 140 900 francs et 229 260 francs ; à 55 % entre 229 260 francs et 282 730 francs ; et à 56,8 % au-delà. Ces taux d'imposition s'appliquent sur ce que les experts appellent le revenu net global du contribuable. De nombreux abattements et déductions diverses ayant été décidés au fil des ans, le rendement de cet impôt a certes augmenté, mais le nombre de contribuables assujétis n'a cessé de diminuer. Ainsi, en dix ans, les rentrées fiscales ont-elles progressé de près de moitié, passant de 211 milliards de francs en 1985 à 296 milliards en 1995 ; mais, dans le même temps, la proportion des contribuables non imposables a sans cesse progressé. En 1994, 29,1 millions de déclarations ont été remplies par les contribuables. Ces déclarations ont donné lieu à 14,7 millions d'avis d'imposition (50,5 % de l'ensemble), tandis que 12,9 millions ont été non imposables.

- PISTES DE RÉFORME : la gauche est attachée à cet impôt qu'elle juge plus juste que d'autres, à cause de sa progressivité. La droite, elle, le juge trop concentré, trop compliqué, et assorti de taux d'imposition trop élevés. Depuis plusieurs années, elle suggère donc de réduire le nombre de tranches d'imposition, de baisser les taux d'imposition, notamment les plus élevés, et de supprimer de nombreux abattements, en particulier ceux dont bénéficient quelque 80 professions (VRP, journalistes, etc.). Durant la campagne présidentielle, Lionel Jospin avait admis qu'il convenait de remettre « à plat les exonérations, abattements et privilèges quand ils ne sont pas justifiés ».

● LA CSG ET LE RDS

- CARACTÉRISTIQUES : même s'ils servent à financer la Sécurité sociale, la contribution sociale généralisée et le remboursement de la dette sociale, en vigueur depuis le 1^{er} février 1996, sont considérés comme des impôts. Le taux de la CSG est actuellement de 2,4 % et s'applique à presque tous les revenus, salariaux et non salariaux. Le RDS, lui, est un impôt cousin de la CSG. Son assiette est seulement un peu plus large (gains de jeux, etc.) et son taux plus réduit : il est de 0,5 %. Prélèvements proportionnels aux revenus, la CSG et le RDS sont donc plus justes que les cotisations sociales (qui sont en partie plafonnées, et donc dégressives), mais moins équitables que l'impôt sur le revenu, qui est progressif.

- PISTES DE RÉFORME : l'actuelle majorité songe à rendre la CSG déductible de l'impôt sur le revenu. La gauche, elle, est hostile à ce projet, qui, par définition, avantagerait les contribuables imposables et désavantagerait les non-imposables, c'est-à-dire les moins aisés.

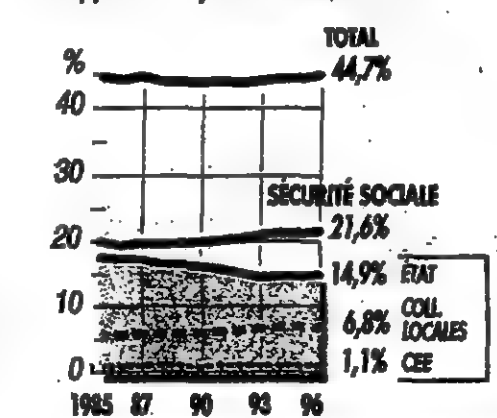
● LA FISCALITÉ DE L'ÉPARGNE

- CARACTÉRISTIQUES : dans la perspective de la libéralisation des mouvements de capitaux en Europe, en 1990, les gouvernements de gauche et de droite ont argué d'un risque de fuite des capitaux - qui, en réalité, ne s'est pas vérifié - et ont défendu une politique de « moins-dit fiscal ». D'abord, de nombreux produits d'épargne sont détaxés (livret A, codevi, compte et plan d'épargne-logement, plan d'épargne populaire, etc.). Avant la récente réforme du livret A, le Crédit mutuel avait ainsi calculé qu'un couple sans enfant, cumulant l'ensemble des avantages offerts par ces produits, pouvait placer 2 460 000 francs et en obtenir une rémunération annuelle nette d'impôts de 130 200 francs, soit un rendement de 5,29 %. De plus, certains revenus mobiliers ouvrent droit à des abattements au titre de l'impôt sur le revenu, compris entre 8 000 et 16 000 francs. Les plus-values de cessions de titres donnent lieu à une taxation plus avantageuse que l'impôt sur le revenu. Le taux d'imposition est de 19,4 % et ne joue qu'au-delà d'un montant annuel de cessions de 200 000 francs en 1996.

Au total, la fiscalité de l'épargne est donc très faible, en France. Dans le seul cas de l'impôt sur le revenu qui pèse sur les capitaux mobiliers, les rentrées fiscales ont chuté à 16 milliards de francs en 1994 contre 34 milliards en 1985.

- PISTES DE RÉFORME : durant la campagne présidentielle, M. Jospin avait préconisé une réforme de cette fiscalité, trop avantageuse pour les hauts revenus. La droite n'est pas loin de marcher sur ces brisées. Plusieurs remises en cause d'avantages fiscaux pour l'épargne figurent dans la loi de finances pour 1996.

Prélèvements obligatoires rapportés au produit intérieur brut



14,7 MILLIONS D'AVIS D'IMPOSITION
SOIT 50,5% DE L'ENSEMBLE DES DÉCLARATIONS

12,9 MILLIONS D'AVIS DE NON-IMPOSITION
SOIT 49,5% DE L'ENSEMBLE DES DÉCLARATIONS

● LES IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE

- CARACTÉRISTIQUES : plusieurs prélèvements distincts entrent dans cette catégorie. Ils pèsent, toutefois, d'un poids relativement faible dans les recettes de l'Etat.

Il y a d'abord l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Largement symbolique, il devrait rapporter 9 milliards de francs en 1996 et concerne un peu plus de 170 000 contribuables. Comme l'impôt sur le revenu, il s'agit d'un prélèvement progressif : le taux d'imposition pour 1996 est de 0 % pour les patrimoines dont la valeur est inférieure à 4,61 millions de francs ; de 0,5 % pour la fraction du patrimoine comprise entre 4,61 millions et 7,5 millions ; de 0,7 % entre 7,5 millions et 14,88 millions ; de 0,9 % entre 14,88 millions et 23,1 millions ; de 1,2 % entre 23,1 millions et 44,73 millions ; et 1,5 % au-delà. De nombreux biens sont exonérés (biens professionnels, œuvres d'art, forêts, etc.).

Les droits de mutation à titre gratuit rapportent à peine plus à l'Etat : 30 milliards de francs en 1994. Ce montant recouvre 311 636 déclarations de succession et 218 517 donations. Dans le cas des successions en ligne directe, le taux d'imposition maximal atteint 40 %. La taxation entre en vigueur au-delà du seuil de 330 000 francs pour un conjoint et 300 000 francs par enfant.

Enfin, l'Etat et les collectivités locales prélèvent un impôt sur les mutations à titre onéreux, soit des recettes fiscales s'élevant à 32 milliards de francs.

- PISTES DE RÉFORME : les socialistes rêvent de réformer l'ISF pour en faire un véritable impôt sur le capital, sur le modèle allemand. La droite, elle, préconise un allègement, notamment dans le cas des droits de succession. Le gouvernement avait ainsi inclus dans le projet de loi de finances pour 1996 une disposition conduisant à alléger très fortement les droits de transmission sur les entreprises, que le Conseil constitutionnel a censuré. L'enjeu de la polémique fiscale se comprend au regard de cette statistique : preuve de l'extrême concentration des fortunes, en France, 1 % des défunts transmettent 20 % du patrimoine.

● LA TVA

Créée en 1954, la taxe sur la valeur ajoutée est la principale recette fiscale de l'Etat : en 1996, elle devrait rapporter 761 milliards de francs pour 1 264 milliards de francs de recettes nettes. Il s'agit d'un impôt indirect, c'est-à-dire qui frappe indistinctement tous les consommateurs. La TVA est collectée par les entreprises, qui la facturent à leurs clients et la reversent au fisc. Le taux dit « normal » d'imposition, qui jusqu'en 1986 culminait à 33,3 %, est depuis le 1^{er} août 1995 fixé à 20,6 %. Il existe aussi un taux « réduit » de 5,5 %, qui s'applique essentiellement aux produits alimentaires, et un taux « super-réduit » de 2,1 %, notamment pour les médicaments.

- PISTES DE RÉFORME : la gauche estime que cet impôt indirect est injuste, mais n'évoque pas de réforme particulière. A droite, certains experts ont longtemps défendu l'idée de faire financer la protection sociale par la création d'une « TVA sociale » se substituant à certaines cotisations sociales. Très en vogue en 1992 et 1993, l'idée a perdu du terrain.

● L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

- CARACTÉRISTIQUES : il rapporte approximativement deux fois moins que l'impôt sur le revenu : soit seulement 155 milliards de francs en 1995. Le taux d'imposition, qui pèse sur les bénéfices, a été ramené de 50 % en 1984 à 33,3 % actuellement. Cet impôt, qui bénéficie lui aussi de nombreuses déductions (report en arrière des déficits, déductions des provisions, crédit d'impôt, etc.), est payé spontanément par les entreprises sous la forme de quatre acomptes par an, en fonction du bénéfice imposable prévu, la régularisation étant effectuée après la clôture de l'exercice, lors du paiement de l'acompte suivant. Il s'agit aussi d'un impôt très concentré : en 1993, les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de francs représentaient 2,1 % des entreprises passibles de cet impôt, mais ont versé 63 % des contributions exigibles au titre de l'IS. Les entreprises moyennes ou petites paient donc peu ou pas du tout d'impôt.

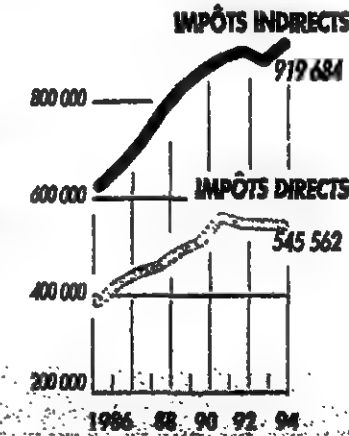
- PISTES DE RÉFORME : de nombreux experts tendent à penser que cet impôt est « poreux » et que de nombreuses sociétés, de manière tout à fait officielle, parviennent à payer beaucoup moins d'impôt qu'elles ne le devraient. En tout état de cause, les socialistes, après avoir longtemps prôné une baisse de cet impôt, estiment maintenant qu'on a été trop loin en ce sens, sans que cela ait eu un impact sur l'emploi. Lionel Jospin préconise un relèvement à 40 % du taux de l'impôt pour les bénéfices non distribués. Le gouvernement a fait un pas dans la même direction en instituant une surtaxe exceptionnelle de 10 %, depuis le printemps 1995.

Recettes fiscales nettes 1996



Evolution en millions de francs

	1985	1988	1991	1994
IMPÔTS DIRECTS				
IMPÔT SUR LE REVENU	211 246	230 646	308 514	295 628
IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	67 579	135 240	154 411	134 410
IMPÔTS INDIRECTS				
CONTRIBUTION FINANCIÈRE MOYENNE	51 125	70 732	78 198	80 654
IMPÔT SUR LES CARBURANTS	83 177	107 670	112 786	141 143
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	102 885	352 837	641 927	645 496
IMPÔT DE CONSOMMATION SUR LES TABACS	14 630	18 332	23 429	30 304



● LES IMPÔTS LOCAUX

- CARACTÉRISTIQUES : les quatre principaux impôts locaux, appelés aussi les « quatre vieilles », sont la taxe d'habitation (60,2 milliards de francs en 1994), la taxe professionnelle (148 milliards de francs) et les deux impôts fonciers, bâtis (85 milliards de francs) et non bâtis (8 milliards de francs). Collectés au profit des collectivités locales, ces impôts sont l'objet de nombreuses critiques - à gauche comme à droite. La première raison tient à l'assiette de ces impôts, qui est souvent injuste ou anti-économique. Dans le cas de la taxe d'habitation, l'impôt est en effet calculé sur la base non pas des revenus du contribuable mais en fonction de ce que les experts appellent « la valeur locative cadastrale ». Dans le cas de la taxe professionnelle, le calcul prend notamment en compte les investissements et l'emploi, ce qui constitue un frein à l'embourgeoisement et au développement. De plus, les collectivités locales ont une grande liberté de ma-

nœuvre dans la fixation des taux d'imposition : 8,20 % à Paris par exemple pour la taxe d'habitation en 1995, contre 30,23 % à Nîmes. Deux contribuables ayant des revenus identiques peuvent donc être soumis à une contribution d'impôt enregistrant des variations considérables.

- PISTES DE RÉFORME : tous les experts conviennent que ces injustices devraient, de toute urgence, être corrigées, au moins dans le cas de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle. Mais tous les projets récents ont avorté. La réforme conçue par les socialistes visant à prendre en compte les revenus dans l'assiette de la taxe d'habitation, sous la forme d'une « taxe départementale sur le revenu », a ainsi été torpillée, en son temps, par Pierre Bérégovoy. De plus, à gauche comme à droite, on partage l'idée qu'il faudrait changer l'assiette de la taxe professionnelle, en retenant par exemple la valeur ajoutée comme critère, mais aucun gouvernement n'a eu le courage de franchir le pas.

● LES AUTRES IMPÔTS INDIRECTS

- CARACTÉRISTIQUES : les deux autres principaux impôts indirects sont les droits de consommation sur les tabacs et la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Dans le cas du tabac, les fabricants doivent d'abord répercuter sur leurs prix de vente le taux normal de la TVA (20,6 %). Cette somme est ensuite taxée d'un droit de consommation égal à 54,95 % du prix de vente, majoré de 30,9375 francs les mille cigarettes. Dans le cas des carburants, la France est le pays européen où l'essence hors taxes est la moins chère (en moyenne 1,04 franc le litre) et la plus chère après l'impôt (6,07 francs le litre de super-carburant). La TIPP est l'impôt dont les recettes ont le plus augmenté : 148 milliards de francs en 1996, contre 83 milliards en 1985.

- PISTES DE RÉFORME : il est de bon ton dans l'opposition de dénoncer le poids croissant de ces prélèvements indirects, et, une fois au pouvoir, de continuer à relever ces impôts.

Les Français sont moins imposés sur le revenu que leurs voisins

Le poids des cotisations sociales (19,6 % du produit intérieur brut) est cependant plus élevé qu'en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni et dans la plupart des autres pays industrialisés.

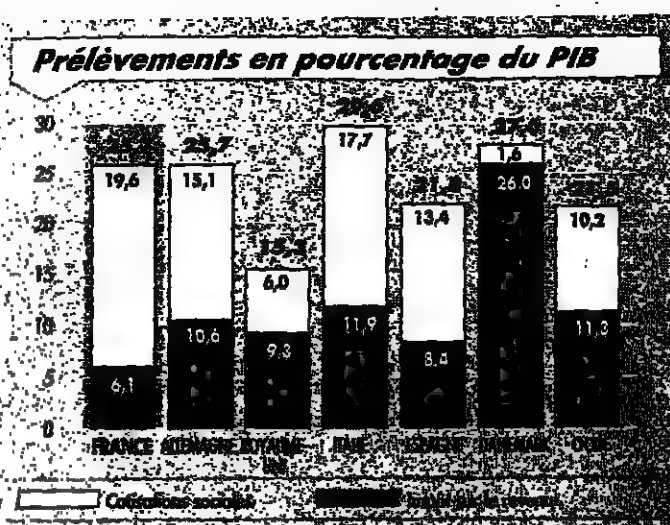
La plupart des grands pays industrialisés ont un système d'impôt sur le revenu des personnes physiques qui peut comprendre un seul impôt ou plusieurs impôts se distinguant par les types de revenus imposés (salaires ou revenus de capitaux...), ou l'affectation des recettes (États ou collectivités locales). Ainsi l'OCDE classe-t-elle dans la catégorie « impôts sur le revenu des personnes physiques » pour la France l'impôt sur le revenu proprement dit, mais aussi la CSG et quelques autres impôts. Même en prenant cette définition large, l'imposition sur le revenu apparaît faible en France puisqu'elle représente 6 % du PIB en 1993 contre une moyenne OCDE de 11,3 %. Si on se limite à l'impôt sur le revenu proprement dit, on tombe à 4,2 %.

Le poids de l'imposition sur le revenu par rapport au PIB est plus grand chez nos voisins, Allemagne, Royaume-Uni, Italie par exemple. De même, l'impôt sur le revenu ne représente que 14 % des recettes des administrations en France, contre 29 % en moyenne dans l'OCDE, nos voisins étant proches de cette moyenne. Cependant, si l'on inclut dans la comparaison l'ensemble des impôts sur le revenu et les impôts du type de la CSG française mais aussi les cotisations sociales,

les écarts sont nettement plus faibles. (voir ci-contre tableau des prélèvements en pourcentage du PIB)

Si, pour la moyenne de l'OCDE, les poids respectifs par rapport au PIB des cotisations (salariales et employeurs confondus) et de l'impôt sont similaires, il n'en va pas de même dans chaque pays : au Danemark par exemple, les cotisations sont presque inexistantes alors qu'en Espagne, en Italie, en Allemagne, leur poids est d'environ 1,5 fois celui de l'impôt, contre 3 fois en France et même 5 fois environ si l'on considère le seul impôt sur le revenu proprement dit.

Ces différences tiennent largement à l'organisation de la protection sociale : les prestations sociales peuvent être versées selon les pays, par le budget de l'État ou par des organismes publics spécifiques de sécurité sociale, comme en France ; de plus, les prestations versées par ces organismes peuvent être plus ou moins importantes : par exemple, au Royaume-Uni, les pensions de retraite qu'ils versent sont relativement faibles, du fait de l'importance des fonds de pension privés ; ce facteur contribue à expliquer le faible poids des cotisations dans ce pays, car les cotisations aux fonds de pension sont considérées comme une épargne et non pas comme un prélèvement.



La composition du prélèvement n'est pourtant pas indifférente non plus du point de vue redistributif : les cotisations sociales sont parfois proportionnelles (le taux reste identique quand le revenu augmente) et souvent dégressives (le taux baisse quand le revenu augmente), du fait en particulier de l'existence de plafonds, alors que l'impôt sur le revenu est parfois proportionnel mais généralement progressif (le taux monte quand le revenu augmente) : de plus, alors que les cotisations sociales ne sont en général prélevées que sur les revenus d'activité (salaires, bénéfices des indépendants), l'impôt sur le revenu s'applique aussi aux autres catégories de revenus (pensions, intérêts, dividendes, éventuellement plus-values...). Enfin, les cotisations sociales sont individuelles : elles sont identiques quels que soient la situation de famille et le nombre d'enfants, à la différence de l'impôt sur le revenu, qui prend généralement en compte ces données.

On peut aussi comparer quelques pays en considérant un contribuable-type. L'OCDE publie régulièrement une comparaison des divers prélèvements directs pesant sur l'ouvrier moyen de chaque pays membre, défini comme un contribuable percevant le salaire moyen des ouvriers de l'industrie du pays. Bien entendu le niveau de ce salaire moyen peut être très différent d'un pays à l'autre pour de multiples raisons, parmi lesquelles on trouvera le niveau des prélèvements : par exemple, l'ouvrier allemand subit un taux de prélèvement élevé, par rapport à ses homologues des autres pays, mais le ni-

veau de son salaire brut est aussi plus élevé. (Voir tableau intitulé « Prélèvements directs en pourcentage du salaire brut 1994 ».)

Plusieurs facteurs permettent de comprendre ces différences. Tout d'abord, les déductions opérées sur le revenu pour obtenir le revenu imposable. Beaucoup de pays pratiquent des déductions pour des dépenses particulières (santé, logement, intérêts d'emprunt...) mais les déductions standard sont importantes en France, notamment du fait du niveau des cotisations sociales lui-même : comme elles sont déductibles du revenu, leur niveau élevé réduit d'autant le salaire imposable. Il en va de même pour les abattements de droit commun : la législation française a prévu, sous des plafonds assez élevés, un abattement de 10 % du salaire pour frais professionnels et un autre de 20 % applicable aux salaires (ainsi qu'aux pensions et bénéfices des indépendants adhérents à un centre agréé). Dans les autres pays cités, ces abattements n'existent pas, se réduisant à la déduction d'une somme fixe ou encore à un pourcentage nettement plus bas qu'en France.

Ensuite, le niveau de la première tranche de l'impôt sur le revenu peut comporter une première tranche à taux zéro : en d'autres termes, l'impôt ne commence à être prélevé qu'au-delà d'un niveau de revenu imposable minimum (22 000 F environ en France pour un célibataire) mais ce revenu minimum peut se situer plus ou moins haut dans l'échelle des revenus. Ainsi en France représente-t-il, pour un célibataire, 32 % du revenu imposable de l'ouvrier

moyen, contre 12 % seulement en Allemagne. Quant à l'impôt britannique, il ne comporte pas de tranche à taux zéro.

La comparaison montre que le poids de l'impôt est toujours plus faible pour l'ouvrier marié avec deux enfants, mais la prise en compte de la situation de famille est très différente d'un pays à l'autre : alors qu'en France, les couples mariés doivent obligatoirement remplir une déclaration commune et qu'ils sont seuls à pouvoir le faire, le Royaume-Uni, le Danemark et l'Italie taxent les conjoints séparément ; l'Allemagne laisse le choix aux couples mariés d'une déclaration commune ou de déclarations individuelles.

La France et l'Allemagne pratiquent le système dit du quotient conjugal : l'impôt d'un couple marié est égal à deux fois celui d'un individu dont le revenu serait la moitié de celui du couple ; si les deux conjoints ont des revenus égaux, ils paient donc autant d'impôt en étant mariés qu'en ne l'étant pas. Si leurs revenus sont différents, en revanche, ils paient en général un impôt inférieur à la somme de ceux qu'ils paieraient séparément. Les pays qui pratiquent l'imposition individuelle prennent souvent en compte le mariage par le biais d'un abattement fixe (Royaume-Uni, Italie) ou d'un crédit d'impôt dans certaines conditions (Danemark). L'Espagne a des barèmes d'imposition différents pour les célibataires et les couples.

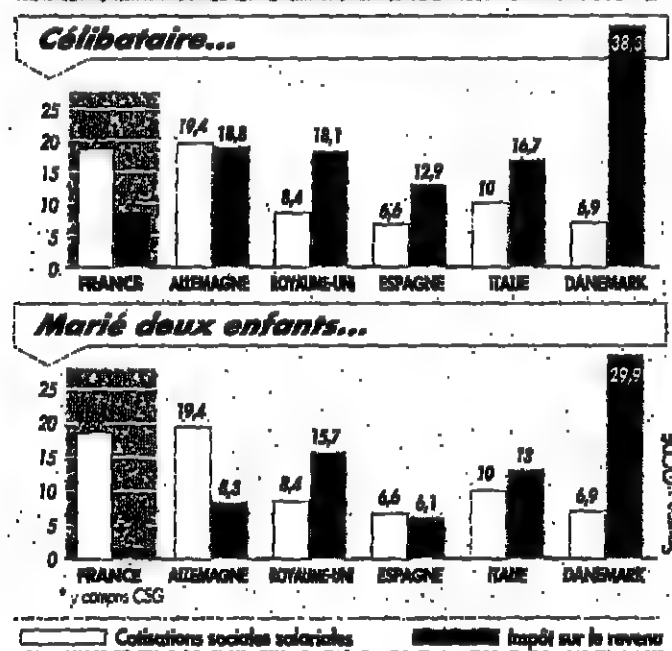
Le nombre d'enfants fait également l'objet de traitements très différents : en France, le système du quotient en tient compte en augmentant le nombre de parts avec le nombre d'enfants : par

exemple, un couple avec deux enfants bénéficiera de 3 parts, contre 2,5 pour un couple avec un enfant. Ce système diminue l'impôt d'autant plus fortement que le revenu est plus élevé ; la diminution est toutefois plafonnée.

Dans plusieurs autres pays, les enfants sont pris en compte par un abattement fixe que l'on multiplie par le nombre d'enfants (Allemagne, Italie, Espagne), ce qui, en général, réduit moins l'impôt que le système du quotient et est plus défavorable aux revenus élevés. Toutefois, une comparaison complète devrait prendre en compte également le système de prestations familiales, lui aussi très différent selon les pays.

La comparaison des barèmes d'impôt progressif est d'une portée très limitée puisque ces taux s'appliquent à des revenus imposables qui sont calculés différemment et que la construction du barème est aussi très différente d'un pays à l'autre : par exemple, au Royaume-Uni, il n'y a pas de tranche à taux zéro, au contraire de la France ou de l'Allemagne. Le niveau du taux marginal le plus bas (en dehors du taux zéro), celui du taux marginal maximum et le nombre de tranches varient nettement selon les pays. (Voir ci-dessous tableau des barèmes d'impôt progressif.)

Enfin de nombreux pays (Allemagne, Royaume-Uni, par exemple) prélèvent à la source l'impôt sur le revenu des salariés avec un ajustement en fin d'année pour tenir compte des changements dans la situation du contribuable, et, le cas échéant, de ses autres revenus : l'impôt est donc versé au Trésor par les employeurs et calculé sur les revenus de l'année et non pas, comme en France, sur ceux de l'année précédente.



La tentation des paradis fiscaux

L'expatriation peut être avantageuse, à condition d'en payer le prix. Ce qui veut dire, pour le contribuable, réduire fortement ses liens économiques et personnels avec la France.

DEVANT l'accroissement des charges fiscales qui pèsent sur les titulaires de hauts revenus, la tentation est grande de rechercher une optimisation par le recours à des solutions étrangères, particulièrement en Europe où la Communauté constitue, après tout, un grand marché intérieur où les hommes, les marchandises et les capitaux peuvent circuler librement. Si certains pays européens offrent des avantages et permettent aux capitaux de « respirer » hors fiscalité, n'est-il pas normal de chercher à en bénéficier ? Sans doute mais, à moins d'avoir décidé de basculer délibérément dans la fraude fiscale, à condition de respecter le dispositif législatif français qui est, là aussi, assez strict.

Bien souvent, en effet, l'attrait que constitue l'absence d'imposition à l'étranger se révèle un véritable miroir aux alouettes puisque les revenus de placement, même d'origine étrangère, qui bénéficient à un résident de France sont nécessairement imposables dans notre pays.

L'impôt sur le revenu est en effet assis en France sur une base mondiale ; c'est dire qu'il atteint tous les revenus, que ceux-ci soient d'origine française ou étrangère. Si, par exemple, un contribuable résident de France perçoit des intérêts d'origine luxembourgeoise, ces revenus seront exonérés d'impôt au Luxembourg mais ne perdront pas, pour autant, leur qualité de revenus imposables en France.

Certes, dira-t-on, il faut encore que l'administration fiscale ait les moyens d'assurer une imposition effective, ce qui suppose la mise en place de mécanismes de contrôle fiscal, par nature plus difficiles et plus aléatoires, s'agissant d'opérations internationales. Mais, dans cette perspective, depuis quelques années, l'administration s'est dotée de moyens parmi lesquels figurent notamment l'obligation de déclaration annuelle des comptes ouverts, utilisés ou clos à l'étranger et le renforcement récent des possibilités d'exercice du droit de communication

auprès des intermédiaires financiers, en ce qui concerne le transfert de capitaux à l'étranger.

Pour les contribuables résidents de France, il n'existe, au fond, guère de possibilité que pour ceux qui ont une véritable activité internationale et qui exercent celle-ci dans différents pays. Pour ceux-là, la ventilation naturelle de leurs salaires entre les différents pays concernés permet d'atténuer la progressivité de l'impôt, ce qui procure un avantage en matière fiscale ou sociale, à condition que la réalité de l'activité des personnes s'y prête.

En Europe, les pays les plus recherchés sont le Royaume-Uni, la Belgique et la Suisse.

Alors, en dehors de ces quelques considérations, existe-t-il d'autres solutions ? Vient immédiatement à l'esprit celle, radicale, de l'expatriation, qui peut effectivement s'avérer avantageuse, à condition toutefois d'en payer le prix, ce qui, en réalité, signifie réduire fortement l'ensemble de ses liens avec notre pays. C'est que la notion de domicile est, en France, particulièrement large, et, si l'on songe à une domiciliation dans un autre pays de la Communauté européenne, il faut, en simplifiant, opérer un véritable basculement de son foyer d'habitation permanent de la France vers l'étranger et être en mesure de situer hors de France le centre de ses intérêts vitaux. Autrement dit, il est nécessaire que les liens personnels et économiques du contribuable soient plus étroits avec l'autre pays qu'avec la France.

Si tant est que cela soit possible, où aller ? Parmi les diverses localisations qui ont actuellement la fa-

veur en Europe figurent essentiellement le Royaume-Uni, la Belgique et la Suisse.

Au Royaume-Uni, il est possible d'acquiescer la qualité de résident non domicilié, à condition de n'être pas de nationalité britannique ; l'avantage se matérialise par le fait que seuls les revenus de source britannique sont imposables, alors que les revenus d'origine étrangère ne sont soumis à l'impôt que s'ils sont rapatriés. Il est ainsi possible de réaliser des revenus importants en dehors du territoire britannique en évitant à la fois l'impôt britannique, à condition de ne pas virer les sommes sur un compte britannique ni de les utiliser pour l'acquisition de biens ou services situés au Royaume-Uni. Il est aussi possible d'effectuer des donations non imposables dans la mesure où le donateur ne décède pas dans les sept ans de la donation et, en toute hypothèse, de ne pas supporter de droit de donation sur les transmissions de biens non britanniques.

Autre pays attrayant, la Belgique, qui, pourtant, ne fait pas figure de paradis en matière d'impôt sur le revenu.

Qui n'a rêvé d'être imposé sur la base d'un forfait relativement modeste, quels que soient ses revenus ?

Si les revenus d'activité sont, en effet, fortement taxés, certains revenus passifs subissent, eux, des prélèvements moins importants ; par exemple, les dividendes ne supportent qu'un précompte mobilier calculé au taux libératoire de 25,75 %, et les plus-values de cessions de titres de sociétés étrangères ne supportent pas, en général, d'impôt. Par

ailleurs, les donations peuvent, dans certains cas, n'être pas soumises à l'impôt, à condition que le donateur ne décède pas dans les trois ans.

Reste enfin un pays souvent considéré comme un havre fiscal, la Suisse, où certains contribuables fortunés peuvent bénéficier, lorsqu'ils viennent de l'étranger, d'un impôt à forfait, négocié avec l'administration cantonale. Qui, en effet, n'a rêvé d'être imposé sur la base d'un forfait relativement modeste, quelle que soit l'importance de ses revenus ? En dehors même des contraintes qui tiennent à la nécessité, comme au Royaume-Uni et en Suisse, d'avoir son véritable foyer d'habitation permanent et son centre des intérêts vitaux en Suisse, il faut cependant savoir qu'il existe des accords spécifiques aux relations franco-suisse et que les contribuables imposés sur une base forfaitaire peuvent parfois se voir dénier la qualité de résident suisse dans le cadre de la convention fiscale conclue entre la France et la Suisse en 1966. Il faut donc y prendre garde, de même qu'il faut réfléchir aux cantons qui conviennent le mieux au profil fiscal de l'expatrié (certains cantons, par exemple, prévoient des avantages particuliers en matière de droits de mutation et d'autres, non) et à son mode de vie.

Dans l'ensemble, l'utilisation de ces facilités ne pose pas de difficultés insurmontables lorsqu'elle correspond à la réalité. Mais c'est alors que l'on n'est plus un contribuable français, tout simplement parce que la décision a été prise de s'installer ailleurs ; le bât ne blesse, finalement, que pour ceux qui ne cherchent, dans la solution étrangère, qu'un allègement de leur fiscalité personnelle sans accepter d'en payer le prix en termes de vie personnelle et qui s'installent dans une situation intermédiaire qui peut, finalement, se révéler fort dange-reuse si à la fois la France et l'autre État revendiquent ensemble la résidence de l'expatrié.

Bruno Gouthière
Avocat au Bureau Francis Lefebvre

55 من الإجمالي

sur le revenu que leurs voisins

L'évasion fiscale, fléau de l'Europe de l'Est

Dans les ex pays communistes, l'ouverture des marchés a encouragé une fraude massive

La fiscalité a beau ne pas être très médiatique, elle constitue l'un des aspects fondamentaux de la transition économique. Lors d'un Etat choisit de passer d'un système administratif, dans lequel il charge de gérer et de redistribuer l'ensemble de la production du pays, à un système de marché, dans lequel la majeure partie de la production est d'origine privée, le concept de finances publiques est radicalement modifié.

Dans les pays communistes, l'impôt sur le revenu n'existait pratiquement pas. Des impôts sur les salaires étaient prélevés directement auprès des employeurs. La fiscalité des entreprises était par ailleurs surtout basée sur le chiffre d'affaires, ainsi que sur les « profits », des entreprises, qui cherchaient surtout à obtenir le maximum de cotisations budgétaires, avaient tendance à gonfler leur production de biens, souvent inutilisés, parfois fictifs. Les ménages, eux, recevaient des salaires généralement inchangés d'année en année, puisque l'inflation n'existait théoriquement pas, ainsi que des compensations ou monétaires. Celles-ci passaient indirectement par l'Etat (gratuité du logement, des transports...) ou par les entreprises (livraisons de produits alimentaires, centres de vacances...). Le budget de l'Etat étant quasiment entièrement financé par ces cotisations, la fiscalité relevait surtout des écritures comptables.

Dans les premières années de ré-

formes, les Etats se sont efforcés de séparer clairement la comptabilité des entreprises publiques des comptes budgétaires. Les gouvernements ont dû décaler des recettes fiscales au moment où la production se contractait fortement, et où les salaires réels diminuaient. Presque partout, ils ont choisi l'introduction de la TVA, qui présente l'avantage d'être répartie tout au long du processus de production. Celle-ci est cependant complexe à manipuler, et les problèmes de paiements inter-entreprises compliquent encore son utilisation, dans l'ex-URSS tout particulièrement. Des impôts sur le revenu des personnes physiques ont aussi été introduits, avec des progressivités parfois très fortes (quinze taux, allant de 5 % à 60 %, en Roumanie).

La réforme fiscale est en chantier dans l'ensemble de la région et, partout, plusieurs années seront encore nécessaires pour construire un système stable. Les pays les plus avancés d'Europe centrale en sont à tenter d'harmoniser leurs taux de TVA avec ceux de l'Union européenne, car cette démarche est nécessaire pour une adhésion future. Les pays les plus reculés de l'ex-URSS, devenus indépendants, tentent pour leur part de collecter les sommes qui autrefois partaient directement à Moscou, tandis que la capitale de la Russie cherche à recueillir des recettes de l'ensemble des régions de la Fédération. Même dans les pays ayant préservé leur

unité géographique et politique, la décentralisation du système fiscal est jugée nécessaire. L'ensemble de la région doit aussi achever la conception d'un système fiscal attractif pour les entreprises nouvellement créées, ainsi que pour les investisseurs étrangers, qui ont souvent pris peur devant la lourdeur et la complexité de la fiscalité.

Tous les pays doivent en outre réformer le financement des comptes sociaux : les services médicaux fournis par les entreprises diminuent, les taux de chômage ont beaucoup augmenté. Et, si l'Europe de l'Est partage nombre des problèmes économiques du monde en développement, sa démographie ressemble à celle des pays industriels, dont les populations vieillissantes représentent une charge croissante.

Partout, le changement de système économique s'est traduit par une fraude fiscale massive. En Roumanie, l'évasion fiscale a été élevée au rang de « fléau national ». En Hongrie, les percepteurs sont désormais rémunérés à la commission. Les questions fiscales dégénèrent souvent en querelles politiques. Ce fut le cas lorsque le Parlement a rejeté un projet gouvernemental visant à radier des prestations familiales les familles à patrimoine élevé. En République tchèque, les formulaires de déclaration des revenus sont apparus en 1993. Les affirmations du premier ministre Vaclav Klaus, qui vante l'allègement de la pression fiscale,

sont régulièrement contestées. En Russie, la police fiscale ressemble souvent à la lutte contre le grand banditisme, et les inspecteurs vont jusqu'à porter des gilets pare-balles (Le Monde du 10 août).

La fraude fiscale est largement la conséquence du développement de l'économie parallèle, qui échappe totalement au fisc. Les salaires officiels ne représentent parfois qu'une faible partie du revenu des ménages, et la production de nombreuses entreprises n'est pas déclarée. Les organismes internationaux doivent donc affronter une contradiction : ils sont forcés, au moins à court terme, de fermer les yeux sur les « économies souterraines », qui tirent l'activité et l'emploi, mais réclament par ailleurs une consolidation des finances publiques. Les gouvernements se sont souvent appuyés sur des recettes exceptionnelles, comme les privatisations, en Hongrie par exemple, ou sur des crédits internationaux. La Russie a ainsi intégré les prêts du FMI dans ses projets de loi de finances. La plupart des pays ont aussi beaucoup accru les recettes issues du commerce extérieur. De telles mesures ne sont pourtant concevables qu'à très court terme. L'émergence d'un secteur privé stable, pourvoyeur d'emplois et de fonds pour les finances publiques, est un objectif à plus longue échéance.

Françoise Lézard, avec nos correspondants en Europe de l'Est

Les Scandinaves attachés à l'Etat-providence

STOCKHOLM de notre correspondant en Europe du Nord

Les Scandinaves paient beaucoup plus d'impôts que leurs partenaires du Sud au sein de l'Union européenne. « Mais que voulez-vous, ils aiment ça, soupire Björn Tarras-Wahlberg, le président de Skattebetalarna, l'association nationale des contribuables suédois. Sous nos latitudes, les gens sont plus tolérants à l'égard de l'Etat, ils lui font plus confiance qu'en France ou en Italie. En fait, ils demeurent profondément attachés à l'idée de l'Etat fort qui les protège de la naissance à la tombe, selon la formule consacrée de la société de bien-être. » Et ce n'est certes pas dans un pays méditerranéen qu'un dirigeant politique oserait dire, comme l'a fait la social-démocrate Mona Sahlin au cœur d'une récente campagne électorale : « Je trouve choquant de payer beaucoup d'impôts ! C'est le signe d'une société saine. » En Suède, « ça passe », même si certains avaient quand même difficilement leur rage.

Tous les sondages le montrent : si l'on demande aux Scandinaves de choisir entre une hausse de la fiscalité et une réduction de la protection sociale, une majorité d'entre eux opte pour la première solution. Cela dit, les finances de l'Etat-providence étant largement déficitaires, les Suédois ont été soumis depuis octobre 1994 aux deux régimes : diminution des prestations sociales et relèvement des impôts directs et indirects, exception faite de la TVA sur les produits alimentaires, qui a été abaissée.

Dans ces sociétés nordiques, où la social-démocratie (tendance pragmatique) a eu un poids politique prépondérant depuis un demi-siècle, le fisc a traditionnellement privilégié les entreprises et l'industrie d'exportation aux dépens des particuliers. « Ce sont les premières victimes du système, estime M. Tarras-Wahlberg. En 1991, une réforme fiscale a réduit l'impôt sur le revenu, car on avait atteint le seuil de tolérance, mais depuis quelques mois la pression fiscale augmente de nouveau. » A Stockholm, par exemple, un salarié gagnant 200 000 couronnes par an (140 000 francs français environ) verse 34 % de son traitement au percepteur et la notion de quotient familial est ici totalement inconnue.

Si l'on ajoute la TVA et toute la panoplie de taxes indirectes, le taux d'imposition passe à 62 %. Par ailleurs, le contribuable ignore la destination exacte de ses contributions. L'impôt est prélevé mensuellement à la source et le bulletin de paie ne mentionne pas les pourcentages qui vont au financement de la Sécurité sociale ou des fonds de pensions et retraites. « La lisibilité est nulle, ça rappelle la démocratie populaire, regrette-t-on à l'Association des « payeurs d'impôts », qui compte 170 000 familles membres et qui publie un périodique, Le Bon Sens. En caricaturant un tantinet la situation, ce magazine écrivait récemment que « le

HARO SUR LES TRICHEURS
Les médias sont intrigués sur les salaires et les impôts, car si les « payeurs » acceptent bon gré mal gré les ponctions du fisc, ils exigent en revanche que celles-ci soient équitables et appliquées à tous : haro sur les tricheurs ! A Stockholm, la presse populaire du soir ne manque pas de publier la liste des citoyens les plus riches du royaume, leurs revenus et leurs impôts payés... ou non payés. Les répercussions sur un budget familial de la moindre réforme fiscale ou d'une baisse d'un demi-point de la TVA font immédiatement l'objet de tableaux chiffrés au centime près ! Depuis quelques semaines, les émoluments élevés, les grosses notes de frais et - avant tout - les impôts dérisoires des nouveaux fonctionnaires suédois et finlandais de l'Union européenne, sont dans le collimateur. « Scandaleux ! », « Si c'est ça l'Union européenne, on aurait mieux fait de voter non ! », peut-on lire dans les courriers des lecteurs.

« Le travail doit rapporter ! » est un des vieux slogans du petit Parti libéral suédois, qui dénonce inlassablement les effets décourageants sur l'esprit d'entreprise d'une pression fiscale à ses yeux écrasante. Dans le débat politique à Stockholm, tous les partis, à l'exception de la gauche ex-communiste, s'accordent à dire que le seuil de tolérance est atteint et qu'il n'est plus possible d'augmenter les impôts sur le revenu et les cotisations sociales. Mais ceux-ci continuent, au total, de progresser, et les citoyens l'acceptent sans trop broncher. « Vous admettez, constate avec le sourire Björn Tarras-Wahlberg, qu'il n'est pas facile d'être président d'une association de défense des contribuables dans un pays comme le mien... »

Alain Debove

Contreverse américaine autour d'un impôt-miracle

WASHINGTON de notre correspondant

La popularité de Steve Forbes, candidat à l'élection présidentielle, tient peut-être davantage à sa suggestion de démanteler l'administration fiscale (IRS) et de convertir tous ses agents qu'à son projet d'instituer une fiscalité sur le nouveau socle serait la « flat tax », cet impôt-miracle censé résoudre bien des problèmes de l'Amérique : si le système préconisé par le milliardaire - un taux forfaitaire applicable à l'impôt sur le revenu et à la taxation des bénéfices des sociétés - est critiqué, rare, en revanche, sont les défenseurs d'une fiscalité kaïaleenne, hormis bien sûr les légions de comptables et d'avocats que celle-ci fait vivre.

Un homme qui propose de remplir les déclarations d'impôt sur une carte postale mérite donc d'être écouté... Le niveau des prélèvements obligatoires aux Etats-Unis est le plus bas parmi les pays du G 7. La fiscalité américaine est assez atypique, dans la mesure où l'imposition du revenu représente actuellement 89 % des recettes de l'Etat fédéral.

Si la réforme de M. Forbes apparaît « révolutionnaire », c'est précisément parce qu'elle vise à détacher le revenu et le capital, tout en imposant davantage la consommation. Un tel résultat serait obtenu en réduisant considérablement la progressivité de l'impôt, et en modifiant son « assiette ».

Trois sortes de critiques sont adressées au système en vigueur. La première est de pénaliser l'épargne, tout en encourageant la consommation, une conséquence particulièrement préoccupante dans un pays où l'épargne nationale souffre d'une anémie chronique (4,5 % du revenu des ménages, contre 14 % en France). Comme dans d'autres pays industrialisés, l'épargne est

en effet doublement imposée : au stade de l'impôt sur le revenu, puis sur le produit de ce revenu.

La deuxième critique tient à l'extrême complexité du système, due à une multitude d'abattements et de crédits d'impôt, qui profitent notamment aux revenus du capital. Ceux-ci font les beaux jours des conseillers fiscaux, mais représentent un manque à gagner considérable pour l'Etat fédéral. Selon certaines estimations, les Américains dépensent plus de 100 milliards de dollars par an (500 milliards de francs), en frais de conseils fiscaux ! Les deux économistes de Princeton qui sont à l'origine de la « flat tax », Robert Hall et Alvin Rabushka, ont calculé que le temps passé à remplir les déclarations d'impôt représente 15,4 % du rendement de l'impôt sur le revenu !

La troisième critique concerne le caractère inéquitable du système. La politique fiscale est un instrument majeur de la politique industrielle, ce qui signifie que l'assiette des déductions s'applique de façon différente selon les contribuables. La réforme de 1986, introduite par le président Reagan, a amené une nouvelle diminution du taux d'imposition marginal des revenus les plus élevés, tout en élargissant l'assiette de l'impôt par la suppression de plusieurs exemptions. Elle se voulait « neutre ». En réalité, elle s'est traduite par une forte augmentation du déficit budgétaire et de l'endettement de l'Etat.

M. Forbes veut aller plus loin : il propose de supprimer le barème de l'impôt sur le revenu, qui est actuellement composé de cinq tranches (de 5 % à 39,8 %), et de le remplacer par un taux unique de 17 %. Celui-ci comprendrait un abattement à la base équivalent à 36 000 dollars (environ 180 000 francs) pour un couple avec deux enfants, destiné à préserver une certaine pro-

gressivité de l'impôt. Les revenus du capital seraient exonérés (notamment les plus-values), mais, en contrepartie, toutes les exemptions et déductions seraient supprimées.

Ce principe s'appliquerait de la même façon aux entreprises (actuellement imposées sur leurs bénéfices au taux de 35 %) : la base d'imposition serait réduite par la déductibilité des dépenses d'investissement et la non-imposition des revenus du capital, mais élargie par la suppression de la déduction des intérêts. Steve Forbes assure que l'adoption de la « flat tax » aura pour effet de libérer l'épargne et l'investissement, donc d'accroître les flux financiers, enfin de faire baisser les taux d'intérêt et le niveau d'endettement de l'Etat. Mais les inconvénients du système paraissent nombreux. Le premier est de remettre largement en cause le principe de la progressivité de l'impôt, ainsi que sa fonction redistributrice.

L'impôt unique profiterait essentiellement aux contribuables les plus riches tout en frappant de plein fouet la classe moyenne, principale bénéficiaire des abattements en vigueur. Les experts du Trésor ont, d'autre part, calculé qu'un taux unique de 17 % entraînerait un alourdissement du déficit budgétaire de quelque 200 milliards de dollars par an. Pour que l'opération reste neutre, il faudrait que le taux forfaitaire soit d'au moins 20 %.

Enfin, il n'est pas sûr, actuellement, qu'une baisse de la fiscalité provoquerait une augmentation de l'épargne et de l'investissement. Le débat sur la « flat tax » a donc le mérite de rouvrir celui sur la fiscalité, mais il est improbable qu'il aboutisse rapidement à un bouleversement législatif, surtout avant l'échéance présidentielle.

Laurent Zucchini

« Le citoyen allemand travaille 163 jours par an pour l'Etat »

BONN de notre correspondant

Les prélèvements obligatoires en Allemagne atteignent aujourd'hui un niveau record qui est la conséquence de l'unification, mais aussi du vieillissement de la population, du chômage, et donc du coût de plus en plus important des dépenses sociales. Les impôts et les cotisations sociales sont tellement lourds qu'ils sont devenus - tous les partis politiques et les syndicats tombent d'accord sur ce diagnostic - une entrave à l'activité économique, à la consommation, voire à la créativité générale de la société.

« Trop d'impôt tue l'impôt » : cette formule s'applique particulièrement bien à l'Allemagne. « Le citoyen allemand travaille 163 jours par an pour l'Etat », soulignent inlassablement les organisations de petits contribuables.

Le poids des prélèvements obligatoires amène de plus en plus d'entreprises allemandes à investir à l'étranger. Le montant des cotisations sociales, réparties entre l'employeur et le salarié, atteint aujourd'hui plus de 40 % du salaire

brut et augmente les coûts salariaux d'une manière telle qu'il est souvent plus simple, pour une entreprise allemande, de déplacer ses capacités en Pologne ou en République tchèque que de continuer à investir en Allemagne.

Côté impôts, le bilan n'est guère plus satisfaisant. L'évasion fiscale, qui est pratiquée à grande échelle, prive l'Etat de dizaines de milliards de marks de recettes fiscales chaque année (le SPD évoque la somme annuelle de 130 milliards). Les corporatistes les plus divers ont réussi à obtenir, d'année en année, de considérables remises fiscales. Quant au citoyen moyen, il passe chaque année un temps considérable à calculer, avec ou sans l'aide d'un conseiller fiscal, le meilleur moyen de réduire le montant de ses impôts.

Dès lors qu'on a l'intelligence de savoir placer son argent, il est possible de profiter d'innombrables solutions pour éviter le coutelet du fisc. Avec l'unification, les incitations fiscales à investir dans les Länder de l'Est se sont multipliées de manière considérable et

souvent peu justifiée (pour le plus grand plaisir des entreprises de bâtiments et travaux publics). Une réforme de fond du système fiscal - qui, par ailleurs, est réputé pour son caractère extrêmement complexe et bureaucratique - est unanimement considérée comme une nécessité.

La baisse des cotisations sociales est devenue une priorité absolue pour le gouvernement allemand, qui a engagé des mesures de réduction des coûts de la santé et une réforme de l'assurance-vieillesse afin d'y parvenir. Sur le plan des impôts, la pression très forte de la fiscalité directe (l'impôt sur le revenu, progressif, touche beaucoup plus de foyers qu'en France) pourrait être diminuée au cours des prochaines années grâce à une augmentation de la fiscalité indirecte et notamment de la TVA. Aujourd'hui déjà, les impôts indirects représentent plus de la moitié des recettes fiscales en Allemagne. Quant à la fiscalité directe, elle est essentiellement fondée sur l'impôt sur les salaires, prélevé à la source. Mais personne n'a osé jusqu'ici

montrer un courage politique suffisant pour mettre en œuvre une grande réforme fiscale qui irait dans le sens d'une plus grande justice sociale.

De multiples propositions ont néanmoins été formulées en vue d'un « impôt écologique » qui permettrait de libérer le travail, surimposé, au profit d'une imposition plus forte sur l'énergie consommée (carburants, entre autres) ou l'émission de substances nocives (comme le dioxyde de carbone). La CDU au pouvoir avait elle-même élaboré un projet de loi en ce sens, mais il a été abandonné il y a quelques mois face aux pressions de la grande industrie.

Les réformes effectivement engagées sont moins spectaculaires, et relèvent d'une approche pragmatique. A la fin du mois de janvier, le gouvernement allemand a décidé une série d'allègements fiscaux dans le cadre de son programme de relance. C'est ainsi que l'impôt sur la fortune et sur le patrimoine industriel ainsi que la taxe professionnelle assise sur le

capital d'exploitation des entreprises seront supprimés au 1er janvier 1997. Au niveau de l'imposition directe, une baisse de deux points de l'impôt de solidarité, destiné à financer une partie des coûts de l'unification, interviendra au 1er juillet 1997 (il passera de 7,5 % à 5,5 % des sommes payées au titre de l'impôt sur le revenu).

L'an dernier, d'autres allègements fiscaux avaient été obtenus grâce au relèvement du seuil d'exonération des plus bas revenus et de l'amélioration des aides aux familles (abattement fiscal plus favorable pour les ménages avec enfants). Certes, toutes ces dispositions sont importantes. Mais certaines d'entre elles (comme le relèvement de l'exonération sur les bas revenus et la suppression de l'impôt sur la fortune) ont été imposées au pouvoir par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, au nom du principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt.

A chaque fois qu'il est question de s'attaquer aux innombrables subventions fiscales, ou qu'on évoque une réforme de l'impôt sur le

Lucas Delattre

هذا من لإمل

La déclaration de vos revenus de 1995

VOUS AVEZ DÉJÀ REÇU, ou vous allez prochainement recevoir, les imprimés nécessaires à la déclaration de vos revenus de 1995. En effet, l'administration envoie à domicile jusqu'à la mi-février :

- la déclaration des revenus aux contribuables qui ont déjà souscrit ce formulaire l'an dernier : la plupart des salariés et retraités reçoivent un formulaire simplifié en quatre pages (n° 2042 S) au lieu de six pour la déclaration normale (n° 2042 N) ;
- la déclaration n° 2044 (feuille bleue) aux propriétaires fonciers ayant déclaré l'an dernier des loyers, des fermages ou d'autres revenus des immeubles (redevances d'affichage) ;
- la déclaration n° 2047 (feuille rose) aux personnes encaissant des revenus hors de France ;
- la notice n° 2041-AM sur la détaxation « Monory » aux contribuables qui ont déclaré les années passées des achats d'actions à ce titre ;
- les déclarations spéciales professionnelles.

● **SI VOUS NE RECEVEZ PAS** ces imprimés, vous pourrez les demander à partir du 20 février dans les centres des impôts. Dans les communes où ces services ne sont pas installés, les maires distribuent des déclarations de revenus (seulement le modèle normal), et des annexes n° 2044 pour la déclaration des revenus fonciers. Enfin, si vous avez réalisé des plus-values sur la vente de valeurs mobilières ou d'immeubles, les déclarations n° 2074 et 2049 correspondantes doivent être retirées dans les centres des impôts.

● **LES CONTRIBUABLES** qui ont reçu la déclaration simplifiée n° 2042 S et qui auraient en 1995 des revenus ou des charges autres que ceux qui sont prévus sur ce formulaire peuvent néanmoins l'utiliser et se procurer un livret intercalaire de déclaration n° 2042 I (auprès de leur centre des impôts) sur lequel ils indiqueront l'ensemble des revenus et des charges qui ne peuvent être mentionnés sur l'imprimé n° 2042 S.

● **LA DÉCLARATION**, que vous devez souscrire pour le lundi 4 mars 1996,

minuit, au plus tard, a subi, par rapport à l'an dernier, des modifications pour tenir compte des mesures nouvelles. Celles-ci seront examinées au fur et à mesure de l'exposé des différentes rubriques et signalées par l'adjectif « NOUVEAU ».

● **VOUS ÊTES DISPENSÉ** de tout calcul, abattement, déduction ou limitation, qui seront automatiquement effectués lors de l'exploitation informatique de votre déclaration. Nous publions toutefois les barèmes vous permettant de calculer vous-même votre impôt à payer et ainsi de vérifier, lorsqu'il vous sera adressé par l'administration, votre avis d'imposition. En outre, la direction générale des impôts met à nouveau le service de calcul de l'impôt à la disposition des possesseurs d'un Minitel. Numéro d'appel : 36-15, code « IR SERVICE ».

● **NOUVEAU** PAS de conserver le double de votre déclaration et toutes les pièces justificatives pendant trois ans, car vos déclarations peuvent être contrôlées pendant cette période.

Comment remplir votre formulaire

Qui doit souscrire la déclaration ?

Identification et adresse

CAS GÉNÉRAL. - La déclaration doit être souscrite par tout foyer dont l'un quelconque des membres perçoit des revenus imposables. Toute personne disposant d'une résidence principale doit faire sa déclaration. Les personnes qui ne sont pas imposables y ont tout intérêt : l'administration leur adressera automatiquement un avis de non-imposition, qui est utile lors de certaines démarches (ouverture d'un livret d'épargne populaire) ou de demandes à caractère social pour justifier de leurs ressources.

COUPLES MARIÉS. - Ils souscrivent une seule déclaration pour les revenus du ménage. Toutefois les époux mariés sous le régime de la séparation de biens et qui ne vivent pas ensemble font l'objet d'une imposition séparée (chacun en qualité de célibataire). De même, il y a lieu à déclaration distincte (en qualité de séparé) en cas d'abandon du domicile conjugal pour mésestime, à la condition que les époux aient, chacun, des revenus et, en cas d'instance de divorce ou de séparation, lorsque les époux ont obtenu l'autorisation de vivre séparément.

MARIAGE EN 1995. - Les couples qui se sont mariés en 1995 doivent procéder ainsi :

- chacun souscrit, à son nom comme célibataire (éventuellement divorcé ou veuf) et sur le formulaire reçu à domicile, une déclaration de ses propres revenus et, le cas échéant, de ses enfants à charge, pour la période antérieure au mariage (remplir le cadre A, case C, éventuellement D ou V, et ligne X) ;
- les deux époux déposent, en outre, une déclaration des revenus du ménage et des personnes comptées à charge pour la période postérieure au mariage (remplir le cadre A, case M et ligne X).

DIVORCE OU SÉPARATION EN 1995. - Comme pour le mariage, les époux doivent déposer une déclaration (en qualité de mariés) pour la période de vie commune antérieure à la séparation ou au divorce (si un des époux ne la signe pas, elle lui est néanmoins opposable) : remplir le cadre A, case M et ligne Y. D'autre part, chaque ex-époux souscrit, comme divorcé ou séparé, une déclaration personnelle de ses revenus postérieurs au divorce (ainsi que les revenus des enfants dont il a la garde et qu'il compte à charge) en remplissant le cadre A, case D et ligne Y.

DÉCÈS D'UN CONJOINT EN 1995. - Quel que soit

le conjoint qui est décédé, les conséquences sont les mêmes : deux impositions sont établies.

Pour les revenus du ménage antérieurs au décès, la personne qui souscrit la déclaration doit remplir le cadre A (M et ligne Z) ;

Pour les revenus personnels de l'époux survivant, postérieurs au décès, celui-ci doit remplir le cadre A (V et ligne Z). Bien qu'ayant servi la case V (veuf), le conjoint survivant bénéficie pour cette année du nombre de parts correspondant à la situation d'un contribuable marié (toutefois, la demi-part dont pouvait bénéficier le conjoint décédé, s'il était invalide, n'est pas reportable sur le survivant).

DÉCLARATION SOUSCRITE PAR UN ENFANT À CHARGE. - Le contribuable dont un enfant à charge possède des revenus propres peut demander l'imposition distincte de cet enfant. Dans ce cas, il cesse d'être considéré comme à charge pour le calcul de l'impôt dû par ses parents. L'imposition distincte est généralement la plus avantageuse, excepté lorsque le revenu de l'enfant ne représente qu'une faible fraction du revenu des parents.

REMARQUE. Union libre : chaque des deux personnes doit souscrire une déclaration comme célibataire (ou veuf ou divorcé). Si elles ont un enfant, celui-ci ne peut être compté à charge qu'une fois.

OU ENVOYER LA DÉCLARATION ?

Adressez votre déclaration au service des impôts mentionné sur la déclaration, en tête de la première page, même si vous avez déménagé (ce service la transmettra alors au centre des impôts de votre nouveau domicile). N'adressez pas votre déclaration au percepteur, il est seulement chargé du recouvrement de l'impôt.

● **SI VOUS N'ÊTES PAS** en possession de tous les éléments nécessaires à l'établissement de votre déclaration, vous devez souscrire une déclaration provisoire en précisant les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de satisfaire à vos obligations.

● **SI VOUS SOUSCRIVEZ** plusieurs déclarations (mariage, séparation...), envoyez-les ensemble au centre des impôts du domicile conjugal.

1) **Etat civil.** - Outre les rectifications ou compléments à apporter aux informations préidentifiées, l'indication de la date de naissance est très importante pour l'application automatique de certains abattements. En effet, si vous êtes âgé (e) de plus de soixante-cinq ans ou invalide (titulaire d'une pension d'invalidité de guerre ou d'accident de travail d'au moins 40 % ou titulaire de la carte d'invalidité), vous bénéficiez d'un abattement de 9 620 F si le revenu net global de votre foyer n'excède pas 59 500 F ; il est de 4 810 F si ce revenu est compris entre 59 500 F et 96 200 F ; il est doublé si votre conjoint répond aux mêmes conditions : l'ordonnateur déduira automatiquement cet abattement.

2) **Adresse.** - Si vous avez déménagé en 1995, précisez votre nouvelle adresse au cadre 3 de la déclaration. En cas de déménagement après le 1^{er} janvier 1996, indiquez votre nouvelle adresse page 6 de la déclaration normale ou page 4 de la déclaration simplifiée. Si vous souscrivez la déclaration au nom d'une succession, indiquez vos coordonnées.

3) **Signature.** - Il faut prendre soin de signer la déclaration. Chaque époux doit signer.

4) **Profession.** - L'emplacement réservé sur le formulaire à cette mention étant assez limité, en particulier si vous avez plusieurs professions, indiquez les sigles des organismes-payeurs.

Situation de famille

La situation qui a été retenue pour votre dernière imposition est préimprimée page 1, dans le cadre 4 de la déclaration que vous avez reçue à domicile. Si votre situation ne s'est pas modifiée en 1995, vous ne devez porter aucune mention spéciale sur votre déclaration. En particulier, vous n'avez pas à remplir le cadre A (page 2). Si, au contraire, votre situation s'est modifiée ou si la situation imprimée est fautive ou incomplète, remplissez le cadre A de la page 2, intitulé « Situation de famille en 1995 » : il en est ainsi, notamment, en cas de mariage, séparation, divorce ou décès du conjoint en 1995 (n'oubliez pas d'inscrire la date correspondante, ligne X, Y ou Z).

● **LES CÉLIBATAIRES**, veufs ou divorcés invalides ayant des charges de famille bénéficient d'une demi-part supplémentaire de quotient familial.

● **LES MÉNAGES** ont droit à une demi-part supplémentaire lorsque l'un des conjoints remplit une des conditions suivantes :

- il est titulaire, pour une invalidité d'au moins 40 %, d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre ;
- il est titulaire d'une pension d'invalidité pour accident de travail de 40 % ou plus ;
- il est titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.

Les ménages où les deux conjoints sont invalides bénéficient d'une part supplémentaire.

Si la carte d'invalidité a été demandée à la mairie avant le 1^{er} janvier 1996 mais n'est pas encore attribuée, inscrivez la date de la demande à l'emplacement prévu pour le numéro et la date de la carte.

● Une demi-part supplémentaire est accordée aux ménages lorsque l'un des conjoints a plus de soixante-cinq ans et est titulaire de la carte du combattant. Cet avantage ne peut se cumuler avec les majorations de quotient familial prévues en cas d'invalidité.

● **LES PERSONNES** de plus de soixante-cinq ans, célibataires, divorcées ou veuves n'ayant pas d'enfant à leur charge ont droit à une part et demi de quotient familial au lieu d'une part si elles sont titulaires de la carte du combattant ; le même avantage est octroyé aux veuves âgées de plus de soixante-cinq ans des personnes mentionnées ci-dessus.

Personnes à charge

L'administration imprime, dans le cadre 5 de la première page, les personnes à charge déclarées l'an dernier, à l'exception des enfants qui ne sont pas de droit à charge et qui doivent souscrire une demande de rattachement, auquel cas il y a lieu de remplir le cadre D de la deuxième page.

Vérifiez scrupuleusement les mentions préimprimées dans ce cadre 5 et, en cas d'erreur, omission, ou si un enfant n'est plus à charge, remplissez, à la page 2, le cadre D en cas de rattachement d'enfants majeurs ou mariés à votre foyer fiscal, le cadre C pour les autres enfants et personnes à charge, de manière à indiquer la situation qui doit être retenue : vous devez obligatoirement mentionner dans les cases appropriées le nombre des personnes à votre charge qui remplissent les conditions énumérées face à ces cases et rappelées ci-après, et indiquer les deux derniers chiffres de leur année de naissance.

Pour le calcul de l'impôt, vos charges de famille sont appréciées au 1^{er} janvier (ou au début de la période d'imposition s'il est postérieur au 1^{er}) ou au 31 décembre 1995 (ou à la fin de la période d'imposition si elle se situe avant le 31/12) selon la solution la plus avantageuse. Si vous utilisez un imprimé de déclaration qui n'est pas préidentifié et si vous avez des personnes à charge, remplissez les cadres C et D.

LES ENFANTS À CHARGE

Tout enfant né en 1995, enregistré à l'état civil, est compté à charge, même s'il est décédé en cours d'année. Vous bénéficiez d'une part entière, au lieu d'une demi-part, pour chaque enfant à charge à partir du troisième enfant. Vous pouvez compter à charge vos enfants ou ceux de votre conjoint, légitimes ou naturels, adoptifs ou recueillis à votre foyer au cours de leur minorité (s'ils sont, dans ce dernier cas, à votre charge effective et exclusive).

1) VOS ENFANTS CÉLIBATAIRES

a) **ENFANTS ÂGÉS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS.** - Les enfants âgés de moins de dix-huit ans au 1^{er} janvier 1995, ainsi que les enfants nés en 1995 et les infirmes quel que soit leur âge, peuvent être comptés à charge (les enfants infirmes titulaires de la carte d'invalidité donnent droit à une demi-part supplémentaire ; ils comptent donc pour une part ou une part et demi si vous avez au moins trois personnes à charge). S'ils ont perçu des revenus, ceux-ci doivent alors être ajoutés aux vôtres.

l'indé donnent droit à une demi-part supplémentaire ; ils comptent donc pour une part ou une part et demi si vous avez au moins trois personnes à charge). S'ils ont perçu des revenus, ceux-ci doivent alors être ajoutés aux vôtres.

- **Cas des parents divorcés ou séparés.** - L'enfant est considéré à la charge du parent qui en a la garde (soit par décision judiciaire, soit de fait lorsqu'il n'y a pas eu de jugement).

Le parent qui n'en a pas la garde ne peut pas le déclarer à charge, mais peut déduire de ses revenus la pension alimentaire qu'il verse pour lui.

En cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale, l'enfant est à la charge du parent chez lequel il réside habituellement, conformément à la décision du juge. En l'absence de cette indication et si les enfants sont hébergés alternativement par chacun des parents, ces derniers doivent alors désigner d'un commun accord celui d'entre eux qui doit les compter à charge et qui bénéficiera ainsi de la majoration du quotient familial. L'autre parent peut déduire de ses revenus le montant de l'obligation alimentaire. Si vous êtes dans ce cas, joignez une note explicative à votre déclaration.

b) **ENFANT AYANT ATTEINT L'ÂGE DE DIX-HUIT ANS EN 1995.** - Vous pouvez le compter à charge tout en déclarant seulement les revenus qu'il a perçus avant la date de sa majorité. L'enfant, de son côté, déclare les revenus qu'il a perçus depuis la date de sa majorité.

c) **ENFANTS ÂGÉS DE PLUS DE DIX-HUIT ANS.** - Ils sont, en principe, imposés à leur propre nom. Ils peuvent toutefois demander à être rattachés au foyer fiscal de leurs parents s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- être âgés de moins de vingt et un ans ;
- être âgés de moins de vingt-cinq ans pour les étudiants ;
- effectuer leur service militaire légal, quel que soit leur âge.

L'OPTION POUR LE RATTACHEMENT

Cette option, amovible, est irrévocable. ● Pour formuler cette option, utilisez la demande de rattachement figurant dans le cadre D de la page 2 de la déclaration normale ou simplifiée.

● L'accord du parent est considéré comme établi dès

lors qu'il a déclaré l'enfant à charge et a joint à sa déclaration l'option pour le rattachement. Le contribuable qui accepte le rattachement bénéficie d'une demi-part supplémentaire ou, dans certains cas, d'une part.

● Le rattachement entraîne, pour le ou les parents, l'obligation d'inscrire dans leurs revenus ceux perçus par l'enfant pendant l'année entière.

- **Cas des parents divorcés ou séparés.** - Le rattachement peut être demandé à l'un ou l'autre des parents, mais jamais aux deux à la fois.

2) VOS ENFANTS MARIÉS

OU CHARGES DE FAMILLE

Lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

- être âgés de moins de vingt et un ans,
- être âgés de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils sont étudiants,

- effectuer leur service militaire, quel que soit leur âge.

Ils peuvent opter pour le rattachement au foyer des parents (ou de l'un d'eux si ces derniers sont séparés).

● Ce rattachement est global : il s'applique au jeune ménage, même lorsqu'un seul des époux remplit les conditions pour être considéré à charge et, le cas échéant, à leurs enfants.

● Il peut être demandé à la famille de l'un ou l'autre des conjoints (jamais aux deux).

● L'avantage accordé au parent bénéficiaire de ce rattachement prend la forme d'un abattement sur le revenu de 27 990 F par personne prise à charge.

● Les revenus du jeune ménage sont imposés avec ceux du foyer de rattachement.

● En cas de mariage en cours d'année d'un enfant âgé de plus de dix-huit ans, un même contribuable ne peut, à la fois, bénéficier d'une majoration du nombre de parts et d'un abattement.

3) VOS ENFANTS INFIRMES

Ils peuvent être comptés à charge quel que soit leur âge (ils donnent droit à une part s'ils sont titulaires de la carte d'invalidité). Mais, pour un enfant infirme majeur, vous pouvez renoncer à le compter à charge et déduire la pension alimentaire que vous lui versez (dans la limite de 27 990 F). Cette pension n'est pas soumise à

l'impôt au nom de l'enfant s'il s'agit de frais de séjour payés à un établissement hospitalier.

● **LES ENFANTS** de plus de dix-huit ans, infirmes quel que soit leur âge, peuvent être rattachés, quel que soit leur âge (pour l'option, voir plus haut). Le service national au titre de l'aide technique ou de la coopération technique équivaut fiscalement au service militaire.

4) VOS ENFANTS EFFECTUANT

LEUR SERVICE MILITAIRE

Ils peuvent demander à vous être rattachés, quel que soit leur âge (pour l'option, voir plus haut).

Le service national au titre de l'aide technique ou de la coopération technique équivaut fiscalement au service militaire.

5) LES PERSONNES INVALIDES

(AUTRES QUE VOS ENFANTS)

Il est possible de compter à charge toute personne invalide recueillie à votre foyer, sans qu'il soit nécessaire qu'il existe un lien de parenté entre elle et vous-même et sans exclusion en fonction du montant des ressources (elle donne droit à une part, ou une part et demi si vous avez au moins trois personnes à charge). Les conditions sont les suivantes :

- la personne doit obligatoirement vivre en permanence sous votre toit ;
- elle doit être titulaire de la carte d'invalidité d'au moins 80 % (carte prévue par l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale).

Bien entendu, vous devez, en contrepartie de cet avantage, déclarer ses revenus avec les vôtres, dans la catégorie correspondante (par exemple, « Pensions, retraites, rentes... »).

هكذا من الامل

1. Traitements, salaires et pensions

Doivent être déclarés les rémunérations principales (salaires, primes, traitements, soldes, gages, indemnités) et les gratifications et pourboires notamment.

a) SALAIRES, AVANTAGES EN NATURE ET INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

Si vous ne percevez que des salaires qui ne donnent pas lieu à une déduction supplémentaire, vous n'avez que cette colonne à remplir, la déduction de 10 % pour frais professionnels étant calculée et déduite directement par l'ordinateur (pour chaque bénéficiaire, le minimum de déduction pour frais professionnels est de 2 230 F, sans toutefois pouvoir excéder le montant brut des salaires encaissés).

Cette déduction de 10 % est limitée à 74 590 F. Elle couvre les frais professionnels courants (trajet du domicile au lieu de travail, frais de repas, de vêtements spéciaux, de documentation, etc.) dont le remboursement constituerait une allocation imposable.

Vous devez ajouter à votre salaire les avantages en nature si votre employeur vous loge, vous nourrit, vous fournit des prestations ou des marchandises (eau, gaz, chauffage, électricité...) ou met une voiture à votre disposition. Ces avantages doivent être évalués pour leur montant réel. Toutefois, pour la nourriture et le logement, et si votre salaire n'a pas dépassé 155 940 F en 1995, vous pouvez les évaluer d'après le tarif prévu en matière de Sécurité sociale.

b) CAS PARTICULIERS

Salaires versés aux apprentis munis d'un contrat régulier d'apprentissage. - Ne déclarez que la fraction du salaire excédant 44 000 F.

Service national. - Les sommes et avantages en nature dont bénéficient les militaires non officiers pendant la durée légale du service national ou la durée correspondante à ce service national pour les engagés ne sont pas imposables. Il en est de même des indemnités perçues par les jeunes gens affectés au service de l'aide technique et de la coopération.

Étudiants. - En dehors des indemnités des stages obligatoires (n'exécute pas trois mois) qui sont exonérées, les rémunérations perçues par les étudiants qui travaillent sont imposables selon les règles du droit commun. Les bourses versées aux étudiants en fonction de critères de ressources pour leur permettre de poursuivre leurs études lorsqu'ils appartiennent à des familles modestes ne sont pas imposables.

Travailleurs privés d'emploi. - Toutes les allocations de chômage versées par les Assedic ou le FNS sont imposables.

REMARQUE: Les allocations versées depuis 1990 par les Assedic employées pour créer ou développer une entreprise sont imposables sur les revenus de la catégorie des traitements et salaires.

Dirigeants de société. - Les allocations forfaitaires pour frais d'emploi doivent être ajoutées au salaire dans tous les cas, ainsi que les remboursements en cas d'option pour la déduction des frais réels ou de déduction supplémentaire. L'administration admet qu'une allocation de frais de déplacements calculée en fonction du barème kilométrique qu'elle publie chaque année ne revêt pas un caractère forfaitaire s'il est justifié du nombre de kilomètres parcourus, mais constitue un « remboursement ». Toutefois, il est indispensable de préciser la date, l'objet et l'importance des déplacements, à défaut de quoi il s'agit d'allocations forfaitaires imposables.

Parmi les remboursements de frais exonérés - sauf option pour les frais réels ou une déduction forfaitaire supplémentaire - le fisc admet : les frais de déplacements professionnels autres que les trajets du domicile au lieu du travail (restauration, transport, hôtel), les invitations professionnelles au restaurant, les cadeaux offerts aux relations professionnelles, à condition qu'ils soient appuyés de justificatifs.

Déduction des intérêts d'emprunts contractés pour soucrire au capital de sociétés nouvelles ou pour participer à des opérations de rachat d'entreprises. - Peuvent être déduits du salaire les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 :

- pour soucrire au capital d'une société qui se crée (ou d'une SCOP issue de la transformation d'une société précédente) dans laquelle l'intéressé sera salarié ;

- pour racheter l'entreprise dans laquelle le contribuable exerce un emploi salarié.

Le montant déductible ne peut excéder 50 % du salaire versé par la société nouvelle ou rachetée, ni la somme de 100 000 F.

Ces limites sont portées à la totalité du salaire versé par la société rachetée et à 150 000 F pour les intérêts des emprunts contractés du 15 avril 1987 au 31 décembre 1991 pour le rachat d'entreprise par leurs salariés.

Pour les emprunts contractés à compter du 1^{er} janvier 1992 pour le rachat d'entreprises par leurs salariés, le montant des intérêts déductibles ne peut excéder le montant brut du salaire versé par la société rachetée ni 100 000 F. Les opérations de rachat d'entreprises par leurs salariés effectuées à partir du 1^{er} janvier 1992 ouvrent droit soit à la déduction des intérêts d'emprunts, soit à la réduction d'impôt prévue spécialement pour ces opérations (voir « 7. Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt », paragraphe h).

En tout état de cause, la déduction des intérêts de ces emprunts n'est autorisée que si les titres sont conservés cinq ans au moins et si des justificatifs nécessaires sont joints à la déclaration.

Indemnité de départ à la retraite ou en préretraite. - En cas de départ volontaire, l'indemnité est exonérée dans la limite de 20 000 F.

En cas de mise à la retraite sur décision de l'employeur, l'indemnité est exonérée à hauteur du montant de l'indemnité de mise à la retraite prévue par la

convention collective de branche (avec un minimum de 20 000 F).

Le surplus est imposable, mais peut donner lieu, sur demande expresse du contribuable, à l'application du système du « quotient » qui permet d'atténuer l'effet de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu. Les contribuables qui font ce choix indiqueront le montant de ce surplus imposable à la page 6 de la déclaration, cadre O, ligne OXX.

Au lieu de l'application du système du « quotient », il est possible de demander que la fraction imposable de l'indemnité de départ volontaire en retraite ou de mise en retraite perçue en 1995 soit répartie par sa taxation par quarts sur l'année 1996 et les trois années suivantes (de 1996 à 1998). Il faut en faire la demande par note jointe à la déclaration. Une fois exercé, le choix pour cet étalement sur les années à venir est irrévocable.

Licenciement. - a) L'indemnité de licenciement est exonérée d'impôt sur le revenu dans la limite du montant de l'indemnité légale ou de l'indemnité prévue par la convention collective de branche (montant le plus élevé des deux) qui est considérée représenter des dommages et intérêts. Les sommes allouées au salarié licencié en plus du montant de l'indemnité légale ou de l'indemnité conventionnelle de branche sont imposables à l'impôt sur le revenu, quelle que soit la justification de ce versement complémentaire, et doivent donc être comprises dans les salaires traitables.

Cette fraction imposable de l'indemnité de licenciement peut, à la demande des intéressés, être taxée en faisant application du système du « quotient », ce qui, d'une manière générale, a pour effet de réduire l'impact de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu. Son montant est alors porté, non à la rubrique 1 « Traitements, salaires, pensions », mais à la page 6 de la déclaration (page 4 de la déclaration simplifiée), cadre O, ligne OXX.

b) L'indemnité compensatrice de délai-congé, due en application du code du travail, est imposable pour son montant total.

Lorsque le délai-congé se répartit sur plus d'une année civile, cette indemnité peut être déclarée par le contribuable en plusieurs fractions correspondant respectivement à la part de l'indemnité affectée à chacune des années considérées.

Exemple : licencié le 1^{er} décembre 1995 et percevant une indemnité compensatrice de délai-congé de six mois, le contribuable pourra rattacher :

- à ses revenus de 1995, la fraction de l'indemnité affectée au mois de décembre 1995 (soit un mois) ;

- à ses revenus de 1996, la fraction de l'indemnité affectée aux mois de janvier à mai 1996.

Départ volontaire de l'entreprise. - Les primes versées par un employeur à un salarié qui accepte de quitter l'entreprise sont imposables. Elles peuvent donner lieu à application du système du « quotient » sur demande du contribuable.

Toutefois, les indemnités de départ volontaire versées dans le cadre d'un plan global de réduction d'effectifs sont exonérées à concurrence du montant de l'indemnité légale ou conventionnelle qui aurait été perçue en cas de licenciement.

Rémunérations versées en cas de maladie. - Les indemnités journalières versées par les organismes de la Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole ou pour leur compte sont soumises à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les salaires.

Sont exonérées les indemnités journalières :

- d'accidents du travail ;

- de repos, versées aux femmes pendant leur congé de maternité ;

- de maladie, versées aux assurés reconnus atteints d'une maladie comportant un traitement prolongé et des soins particulièrement coûteux.

Les rémunérations qu'une entreprise verse en sus des prestations journalières de Sécurité sociale sont imposables. Il en est de même si ces sommes sont payées par l'intermédiaire du comité d'entreprise ou versées par un organisme de retraite ou d'assurance directement au bénéficiaire pour le compte de l'employeur.

Lorsqu'un salarié se couvre personnellement du risque de perte de salaire en cas de maladie, auprès d'une compagnie d'assurances, les primes versées ne sont pas déductibles. Corrélativement, les sommes reçues en exécution du contrat ne sont pas imposables.

Enfin, les sommes versées en cas de maladie ou de maternité par les régimes spéciaux, qui assurent le maintien du salaire, sont toujours imposables (par exemple le régime des fonctionnaires).

Primes de mobilité. - Quel que soit leur montant, les primes et indemnités versées à titre exceptionnel aux salariés lors d'un changement de lieu de travail impliquant un transfert du domicile ou de la résidence peuvent, sur demande des intéressés, être imposables en faisant application du système du « quotient ».

Levée d'options de souscription ou d'achat d'actions. - Les salariés qui ont procédé en 1995 à une levée des options de souscription ou d'achat d'actions que leur société leur a offertes, à partir du 1^{er} janvier 1990, avec réduction de prix, doivent déclarer, comme étant imposable comme des salaires, la partie de cette réduction qui excède 10 % (5 % pour les actions attribuées depuis le 1^{er} juillet 1993).

D'autre part, en cas de cession ou de conversion au porteur en 1995 avant la fin du délai d'indisponibilité, la différence entre la valeur des actions lors de la levée de l'option et le prix d'acquisition constitue un complément de salaire imposable selon la règle du quotient, en fonction du nombre d'années entières écoulées de la date de l'offre d'option à celle de la cession des titres ou de leur conversion au porteur (voir également « 3. Plus-values et gains divers », paragraphe h).

Indemnités de fonction des élus locaux. - Ces indemnités sont normalement soumises à une retenue à la source.

Les élus locaux peuvent toutefois opter pour l'imposition de ces indemnités selon le régime des traitements et salaires. Dans ce cas, il convient de mentionner à la ligne NZ du paragraphe 8 de la page 6 de la

déclaration des revenus (page 4 de la déclaration simplifiée) le montant de la retenue à la source effectuée pour qu'elle soit déduite de l'impôt et, en cas d'excédent, restituée.

c) FRAIS RÉELS JUSTIFIÉS

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10 % est insuffisante en regard aux frais que vous avez engagés au cours de l'année 1995, de demander que vos frais réels soient retenus, à la condition de fournir un état détaillé dans le cadre « autres renseignements » (page 6 de la déclaration normale ou page 4 de la déclaration simplifiée) et de conserver les justificatifs que le service des impôts peut exiger.

Vous devez alors ajouter à vos salaires les indemnités forfaitaires ou les remboursements de frais qui vous ont été alloués par votre employeur et, si ce dernier met une voiture à votre disposition pour vos déplacements professionnels, la valeur correspondant à cet avantage en nature.

Dépenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la profession. - Vous pouvez déduire les matériels et les meubles de bureau ainsi que les matériels et outillages dont le prix d'achat n'excède pas 2 500 F hors taxes. Au-delà de ces limites, seule la dépréciation annuelle est déductible.

Frais d'études et d'examen. - Ils sont déductibles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômes recherchés permettent l'amélioration de la situation professionnelle ou l'accès à une autre profession.

Frais supplémentaires de repas. - Si vous n'avez pas conservé les justificatifs précis, ils peuvent être évalués à une fois et demie le montant du minimum horaire garanti par repas, soit en moyenne pour 1995 de 26,15 F à 26,54 F, pour les salariés dont la rémunération excède le plafond de la Sécurité sociale (155 940 F pour 1995), et à une fois ce minimum pour les autres salariés, soit en moyenne de 17,43 F à 17,69 F pour ceux ne relevant pas de la Mutualité sociale agricole et de 21,79 F à 22,11 F pour ceux qui en relèvent. Bien entendu, vous devez justifier de la réalité et du nombre de repas pris à l'extérieur.

Cotisations syndicales. - Les salariés qui optent pour la prise en compte de leurs frais professionnels réels peuvent les déduire, à la condition de ne pas demander le bénéfice de la réduction d'impôt correspondante (voir « 7. Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt », paragraphe a).

Frais de transport du domicile au lieu de travail. - Il convient de distinguer deux situations :

- Si la distance entre le domicile et le lieu de travail n'excède pas 40 kilomètres, la déduction des frais de transport est admise en totalité à la seule condition d'en justifier.

- Si cette distance est supérieure à 40 kilomètres, la déduction est admise dans les mêmes conditions pour les quarante premiers kilomètres. Le surplus n'est déductible que si le salarié fait état de circonstances particulières, notamment liées à l'emploi, justifiant l'éloignement de son domicile et de son lieu de travail.

Il est ainsi tenu compte notamment des difficultés à trouver un emploi à proximité du domicile, de la précarité ou de la mobilité de l'emploi, de la mutation géographique professionnelle à la suite d'une promotion, du démenagement de l'entreprise ou de tout autre motif indépendant de la volonté du salarié.

En revanche, il s'agit pour des raisons de convenances personnelles que vous avez fixé votre habitation loin de votre lieu de travail, vous ne pouvez prétendre à la déduction des frais de transport au-delà de 40 kilomètres.

Pour évaluer vos frais de voiture dans le cas où vous ne disposez pas de la totalité des justificatifs, l'administration publie, à titre indicatif, un tableau des prix de revient kilométriques suivant la puissance du véhicule et le nombre de kilomètres parcourus pour la profession qu'il vous appartient de justifier. Ce tableau figure à la page 32 de la notice explicative de la déclaration normale et à la page 2 de celle de la déclaration simplifiée.

Il n'y a pas de refaction à opérer sur ces prix de revient lorsque le véhicule est ancien ou a été acheté d'occasion ni à distinguer selon la nature des parcours (ville ou route).

Locaux professionnels. - Les loyers de ces locaux ainsi que les charges s'y rapportant sont déductibles à la condition que l'employeur ne mette aucune pièce à la disposition du salarié. Lorsque le local est à usage mixte (habitation, profession), la déduction porte sur les seules charges correspondant au local professionnel ; elles sont calculées en proportion de la superficie de ce local par rapport à la superficie totale du logement.

Les personnes propriétaires de leurs locaux professionnels ne peuvent déduire un loyer fictif ou leur valeur locative.

Voyages représentants de commerce. - Les dépenses occasionnées par les relations avec la clientèle (correspondances, invitations, cadeaux...) peuvent être évaluées, en cas d'impossibilité de fournir les justificatifs, à 2 % des commissions avec un maximum forfaitaire de 3 500 F.

d) DÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES

L'exercice de certaines professions ouvre droit à une déduction supplémentaire pour frais. Vous devez indiquer le montant de votre revenu qui y correspond, ainsi que le taux admis pour permettre le calcul (vous devez ajouter vos indemnités de frais à votre salaire). Cette déduction est limitée à 50 000 F.

Une déduction supplémentaire de 25 % est accordée aux écrivains et compositeurs pour les droits d'auteur intégralement déclarés par des tiers et soumis au régime fiscal des salaires. Elle est limitée à 50 000 F (si vous percevez d'autres salaires ouvrant droit également à une déduction supplémentaire, indiquez, dans le cadre « autres renseignements » de la déclaration, par taux de déduction, le détail et la nature des sommes bénéficiant des déductions).

e) PENSIONS, RETRAITES ET RENTES VIAGÈRES À TITRE GRATUIT

Il faut entendre par rentes viagères à titre gratuit celles dont le paiement n'est pas effectué en contrepartie du versement d'un capital en argent ou de l'aliénation d'un bien meuble ou immeuble.

Principales exonérations. - Sont exonérées de l'impôt sur le revenu : l'allocation aux vieux travailleurs versée par les caisses de Sécurité sociale, l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation supplémentaire allouée par le Fonds national de solidarité, la pension versée aux victimes militaires ou civiles de la guerre, les rentes viagères servies à titre de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation judiciaire pour la réparation d'un préjudice corporel entraînant une incapacité permanente totale, les pensions et les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, la pension alimentaire versée, pour un ascendant disposant de faibles ressources, directement à une maison de retraite ou à un établissement hospitalier.

Doivent être déclarées sous cette rubrique : - les pensions de vieillesse et de retraite servies par le régime général de la Sécurité sociale ou les autres régimes, par les régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, pensions des fonctionnaires civils et militaires ;

A NOTER. - Si le paiement de votre pension a été mensualisé en 1987, des aménagements ont été prévus pour que l'imposition ne porte chaque année que sur douze mensualités.

Les calculs sont effectués par votre organisme payeur. Vous faites figurer sur votre déclaration la somme indiquée par cet organisme.

- les pensions d'invalidité (sauf : les pensions d'assurance-invalidité dont le montant n'excède pas l'allocation aux vieux travailleurs et si les ressources de l'intéressé ne dépassent pas le plafond prévu pour l'attribution de cette allocation ; les pensions allouées en vertu du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) ;

- les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

- l'allocation de garantie de ressources servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle ; les allocations servies en vertu de conventions du Fonds national de l'emploi après l'âge de soixante ans ;

- les rentes constituées à titre gratuit dont le régime d'imposition est identique à celui des pensions.

Le plafond maximum de l'abattement de 10 % dont bénéficient les pensions et rentes est fixé à 31 900 F. Il s'apprécie par foyer. L'abattement minimum est fixé à 1 960 F par bénéficiaire.

Lorsque le plafond doit jouer (foyer percevant des pensions dont le montant est supérieur à 319 000 F), il est, pour le calcul de l'abattement de 20 % (voir paragraphe f ci-après), réparti au prorata des pensions de chacun.

REMARQUES :

Rachats de cotisations de retraite. Joignez dans tous les cas une note justificative.

Ils sont déductibles des salaires ou, le cas échéant, des pensions de la personne qui a personnellement effectué les rachats. Si le bénéficiaire ne dispose pas de salaires ou pensions, les rachats doivent être portés dans la rubrique des charges déductibles « Déductions diverses ».

Sommes retrées ou pensions perçues au titre d'un plan d'épargne-retraite (PER). - Les retraits effectués sur un PER, les arérages perçus au titre de ce plan sont imposables comme des pensions, sauf, s'ils ont été soumis au prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu. Les contribuables qui ont bénéficié d'un crédit d'impôt à ce titre doivent rajouter aux retraits ou arérages à déclarer et indiquer son montant à la case N° de la page 6 (page 4 de la déclaration simplifiée) pour qu'il soit déduit de leur cotisation d'impôt sur le revenu.

Pécule versée en fin de carrière aux footballeurs professionnels. - Il est imposable comme les pensions, avec application du système du quotient qui permet d'atténuer l'effet de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu.

f) ABATTEMENT DE 20 %

SOUS LES SALAIRES ET PENSIONS

Cet abattement ne s'applique qu'à la fraction des salaires et pensions nets de chaque bénéficiaire n'excédant pas 680 000 F. Il est donc limité à 136 000 F.

Son taux est ramené à 10 % pour la fraction comprise entre 478 000 F et 680 000 F des salaires nets versés à des dirigeants par des sociétés dans lesquelles ils contrôlent plus de 35 % des droits sociaux. Cette limite de 478 000 F s'applique à l'ensemble des rémunérations en cause et non plus à leur montant unitaire.

REMARQUE: L'abattement de 20 % ne s'applique qu'aux salaires et pensions déclarés spontanément par les contribuables ; les redressements effectués par l'administration sur ces revenus ainsi que les salaires et pensions déclarés après l'envoi d'une mise en demeure de déposer la déclaration des revenus n'ouvrent pas droit à cet abattement.

g) RENTES VIAGÈRES À TITRE ONÉREUX (en contrepartie de l'aliénation d'un capital ou d'un bien meuble ou immeuble)

Utilisez une colonne pour chaque rente et inscrivez le montant brut annuel de vos rentes et l'âge que vous aviez au moment de l'entrée en jouissance. D'ordinaire, la fraction imposable de ces rentes est calculée par l'ordinateur. Elle est égale à : moins de 50 ans : 70 % ; 50 à 59 ans : 50 % ; 60 à 69 ans : 40 % ; plus de 69 ans : 30 %. Si vous percevez une rente viagère en vertu d'une clause de réversibilité, inscrivez l'âge que vous aviez au moment du décès du précédent bénéficiaire. Si elle a été initialement constituée au profit d'un ménage, c'est l'âge du conjoint le plus âgé au moment de l'entrée en jouissance qui peut être retenu.

4. Revenus fonciers (suite)

Suite de la page VIII

Pour bénéficier de cette exonération, vous devez joindre à votre déclaration de revenus une note précisant les conditions de la location, une copie du bail, une copie de l'avis d'imposition du locataire et de documents attestant la vacance de l'immeuble pendant les deux années précédant la location.

● **Exonération des loyers liés de la location de logements vacants (ensemble des communes).** À compter du 1^{er} janvier 1993, les loyers des deux premières années de location d'un logement précédemment vacant sont exonérés d'impôt sur le revenu sous réserve que les conditions suivantes soient remplies : la location doit avoir pris effet en 1993 ; le logement devait être vacant depuis plus d'un an au 31 décembre 1992 ; le logement doit répondre à des normes minimales de confort ; le propriétaire doit s'engager à louer le local, non meublé et à usage d'habitation principale, pendant au moins six ans.

Cette exonération s'applique dans les mêmes

conditions pour les locations de logements vacants depuis plus d'un an entre le 30 juin et le 31 décembre 1994, lorsque le contrat de location a pris effet avant le 31 décembre 1995.

● Les subventions de l'Association nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) constituent des recettes imposables. Sont également taxables, les indemnités d'assurance se rapportant à des travaux déductibles. Corrélativement, la totalité des dépenses correspondant à ces subventions et indemnités est à comprendre dans les charges déductibles des revenus fonciers.

● Si vous louez un appartement meublé ou des locaux nus mais à un locataire qui les destine à la location meublée et si la location présente un caractère commercial en raison des modalités du bail, reportez-vous au paragraphe B « Loueurs en meublé non professionnels » du chapitre 5.

● Vous devez joindre à votre déclaration l'annexe bleue n° 2044. Si vous ne l'avez pas reçue, deman-

dez-la à votre centre des impôts (ou dans certaines mairies), ainsi que la notice explicative correspondante.

● **Copropriétaires :** pour être déductibles, les provisions pour travaux avancées au syndic doivent avoir été reversées en 1995 par ce dernier aux entrepreneurs (conservez l'attestation du syndic).

● **Sort des déficits fonciers.** Les déficits fonciers correspondant à des dépenses déductibles des revenus fonciers autres que les intérêts d'emprunts et payés en 1994 étaient déductibles du revenu global, dans la limite annuelle de 50 000 F.

● **NOUVEAU :** Les déficits fonciers correspondant à des dépenses de nature non professionnelle sont déductibles des revenus fonciers dans la limite de 70 000 F.

L'excédent de déficit sur ces 50 000 F ou 70 000 F, ou celui qui résulte d'intérêts d'emprunts, ainsi que

les déficits antérieurs à 1994 restent encore reportables se déduisent exclusivement sur les revenus fonciers réalisés au cours des cinq années suivantes pour les immeubles urbains et des neuf années suivantes pour les propriétés rurales.

Par ailleurs et par exception, certains déficits fonciers peuvent être admis en déduction des autres revenus ; c'est le cas des déficits :

— provenant d'immeubles classés monuments historiques ;

— résultant de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière dans un secteur sauvegardé ou dans un périmètre de restauration immobilière sous réserve que certaines conditions soient remplies.

En pratique, il suffit de reporter les déficits subis en 1995 ou antérieurement sur les lignes CE à CG de la rubrique « Revenus fonciers » de la déclaration selon les indications de la déclaration annexe des revenus fonciers n° 2044 ou 2044 (spéciale).

5. Revenus des professions non salariées

Si vous relevez du régime du bénéfice réel ou de la déclaration contrôlée, reportez vos résultats et plus-values éventuelles à la rubrique 5 en distinguant selon qu'ils proviennent ou non d'une activité relevant d'un centre ou d'une association agréée.

a) BÉNÉFICES AGRICOLES

Est exploitant agricole tout contribuable (propriétaire exploitant, métayer ou fermier) qui tire un revenu régulier de la vente des produits qu'il récolte (même s'il exerce une autre activité). Il en est de même si vous êtes membre d'une société de personnes ayant pour objet l'exploitation d'une propriété agricole ou forestière, d'un GAEC ou d'un groupement forestier.

● **Régime du forfait.** Vous devez souscrire une déclaration spéciale n° 2342 au plus tard le 31 mars 1996. Si vous n'avez pas d'autre revenu, vous disposez pour souscrire votre déclaration d'un délai allant jusqu'au dernier jour du mois suivant celui de la publication des bénéfices forfaitaires au Journal officiel.

Mais si vous avez d'autres revenus, vous êtes tenu de souscrire la déclaration générale des revenus dans le délai normal, en inscrivant une croix dans la case de la ligne RH, SH ou TH (forfait non encore fixé).

Si vous avez des activités accessoires de nature commerciale ou artisanale, se situant ou non dans le prolongement de votre activité agricole (par exemple, activité de tourisme à la ferme ou travaux forestiers pour des tiers), et si vos recettes correspondantes n'excèdent pas 150 000 F, vous pouvez inscrire le montant brut de ces recettes commerciales accessoires aux lignes RP, SP ou TP du paragraphe A : dans ce cas, un abattement de 50 % vous sera automatiquement accordé.

REMARQUE. Les revenus accessoires (location du droit d'affichage, de chasse, d'exploitation de carrières, redevances trifoncières...) perçus par les propriétaires exploitants agricoles sont des revenus fonciers (déclaration n° 2044), sauf lorsque les terres sont inscrites à l'actif d'une exploitation : soumise au régime du bénéfice réel. Dans ce dernier cas, ces produits sont imposables dans la catégorie des bénéfices agricoles.

● **Régime transitoire.** Ce régime s'applique aux exploitants individuels dont la moyenne des recettes des deux années précédentes (1993-1994) est comprise entre 500 000 F et 750 000 F et qui ne sont pas déjà soumis à un régime réel d'imposition. Les exploitants ne peuvent relever de ce régime pendant plus de cinq ans. Il se caractérise par des obligations comptables réduites. Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale n° 2136 et la déclaration d'ensemble des revenus le 2 mai 1996 au plus tard.

● **Régime du bénéfice réel simplifié.** Ce régime est applicable soit sur option, soit obligatoirement lorsque la moyenne des recettes de l'exploitation, mesurée sur les deux années 1993 et 1994, est comprise entre 500 000 F et 1,8 million de francs. Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale n° 2139, un bilan simplifié n° 2139 A et la déclaration d'ensemble des revenus au plus tard le 2 mai 1996, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

● **Régime du bénéfice réel normal.** Si la moyenne de vos recettes de 1993 et 1994 excède 1,8 million de francs, vous êtes de plein droit sous ce régime. Vous pouvez également opter pour ce régime si vous relevez du forfait ou si vos recettes sont comprises entre 500 000 F et 1,8 million de francs. Dans ce cas, vous devez déposer la déclaration spéciale n° 2143 et la déclaration des revenus au plus tard le 2 mai 1996, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

● **Déduction des déficits.** Ils ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le revenu net d'autres sources dont dispose le contribuable excède un montant fixé à 200 000 F à compter de l'imposition des revenus de 1995.

b) BÉNÉFICES INDUSTRIELS, COMMERCIAUX

En dehors des personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, soit personnellement, soit comme associés d'une société de personnes, des particuliers peuvent être imposables dans cette catégorie de revenus lorsqu'ils réalisent certaines opérations :

— achats et reventes d'immeubles soit à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel mais habituel ;

— location d'établissements industriels ou commerciaux munis du matériel ou du mobilier nécessaires à leur exploitation ;

— location en meublé ; toutefois, les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation principale sont exonérées pour les produits de cette location, à la double condition que les pièces louées constituent, pour le locataire, sa résidence principale et que le prix de location demeure fixé dans des limites raisonnables. Les locations de chambres d'hôtes n'excédant pas 5 000 F par an sont également exonérées. Il en va de même pour les locations ou sous-locations en meublé consenties au profit de personnes de condition modeste (voir les conditions à remplir au n° 4 « Revenus fonciers »).

● **Régime micro-BIC.** Les contribuables ayant réalisé en 1995 un chiffre d'affaires n'excédant pas 70 000 F, hors TVA, recettes exceptionnelles non comprises et ayant bénéficié en 1995 soit de l'exonération soit de la franchise de TVA, bénéficient du régime micro-BIC. Ce régime reste applicable pour 1995 si cette année est la première où le chiffre d'affaires est supérieur à 70 000 F sans excéder 100 000 F. Il suffit à ces contribuables d'inscrire le montant de leur chiffre d'affaires sur les lignes RM, SM ou TM du cadre A. Leur bénéfice imposable sera déterminé sous déduction d'un abattement de 50 % sur ce chiffre d'affaires, avec un minimum de 2 000 F. Ce calcul est effectué automatiquement par l'ordinateur.

● **Régime du forfait.** C'est le régime normal des petites entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 F (150 000 F pour un prestataire de services). Il faut déposer une déclaration spéciale n° 951 au plus tard le 15 février 1996 pour les entreprises dont le forfait est renouvelable en 1996 et au plus tard le 2 mai 1996 pour celles dont le forfait a été fixé en 1995 pour la période 1994-1995. Dans ce dernier cas, vous devez reporter le chiffre sur la déclaration des revenus, lignes RJ, SJ ou TJ. Si, au contraire, le bénéfice de 1995 doit être fixé en 1996, il convient de cocher la case correspondant à ces lignes.

● **Régime simplifié d'imposition des petites et moyennes entreprises.** À compter de l'imposition des bénéfices taxables au titre de l'année 95, la loi fixe à 5 millions (1 500 000 F pour les prestataires de services) la limite d'application de ce régime (dont peuvent également bénéficier, sur option, les forfaitaires). Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire n° 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 2 mai 1996.

● **Régime du bénéfice réel pour les entreprises les plus importantes.** Vous devez établir la déclaration de résultats n° 2031 et les tableaux comptables annexes ; le délai de déclaration est fixé au 2 mai 1996. Les résultats sont reportés sur la déclaration d'ensemble.

ATTENTION. Si vous avez opté pour un régime de bénéfice réel, vous ne pouvez déduire vos déficits éventuels que des bénéfices retirés de l'activité de location (portez vos résultats ligne JL du paragraphe D s'il s'agit d'un bénéfice, ligne XL s'il s'agit d'un déficit).

● **Loueurs en meublé non professionnels.** Si le montant total des loyers que vous avez perçus en 1995 n'excède pas 70 000 F, vous êtes placés sous le régime micro-BIC. Vous êtes dispensés de souscrire la déclaration n° 951. Joignez simplement à votre déclaration une note donnant le montant et le lieu de vos locations et portez, lignes RL, SL ou TL du paragraphe A, le montant brut des recettes. L'abattement de 50 % avec minimum de 2 000 F sera calculé par l'ordinateur.

c) REVENUS NON COMMERCIAUX

● **Déclaration contrôlée (n° 2035).** Ce régime est obligatoire pour les titulaires de charges et offices et pour les personnes ayant réalisé en 1995 plus de 175 000 F de recettes brutes (non compris les gains exceptionnels et les honoraires rétrocedés déductibles). Toutefois, les contribuables dont les recettes ont pour la première fois dépassé la limite de 175 000 F en 1995 sont autorisés à demeurer soumis au régime de l'évaluation administrative pour la fixation du bénéfice de cette année. Les adhérents des associations agréées et les associés d'une société civile de moyens ont jusqu'au 2 mai 1996 pour déposer la déclaration n° 2035.

● **Évaluation administrative (n° 2037).** Ce régime est applicable aux personnes non soumises obligatoirement au régime de la déclaration contrôlée (ou qui n'ont pas opté pour lui).

● **Régime spécial BNC.** Si, en 1995, vous avez perçu des revenus non commerciaux n'excédant pas, remboursements de frais compris, 70 000 F hors TVA, vous êtes dispensés de souscrire une déclaration spéciale de bénéfices non commerciaux. Il vous suffit de porter le montant brut de vos recettes, remboursements de frais compris, directement sur les lignes RN, SN ou TN du cadre A du paragraphe 5 de la déclaration d'ensemble des revenus. L'abattement de 25 %, avec un minimum de 2 000 F, sera calculé par l'ordinateur.

Ce régime spécial reste applicable la première année où les recettes dépassent 70 000 F à la condition qu'elles n'excèdent pas 100 000 F. Pour les assujettis à la TVA, l'application de ce régime est de plus subordonnée à la condition d'avoir bénéficié en 1995 de la franchise en base de cette taxe.

REMARQUE. Les contribuables imposables dans cette catégorie (sauf ceux qui sont le titulaire d'un mandat électoral ou d'un mandat de confiance) sont assujettis à la TVA. Ils doivent donc déclarer les plus-values de leur chiffre d'affaires nettes de TVA sur les lignes RN, SN ou TN du cadre A du paragraphe 5 de la déclaration d'ensemble des revenus.

● **Activités lucratives non professionnelles** dont les déficits ne sont déductibles que des revenus de la même activité (certains droits d'auteur ou produits d'inventeur, gains de professionnels des jeux et courses) : décrivez les résultats obtenus ligne JM du paragraphe D pour les bénéfices ou ligne KM pour les déficits.

CAS PARTICULIERS. Ont le caractère de revenus non commerciaux :

— les profits réalisés par les peintres et sculpteurs ;

— les revenus des photographes de mode non journalistes ;

— les droits d'auteur, intégralement déclarés par les tiers, lorsque l'écrivain, ou le compositeur, opte pour le régime des revenus non commerciaux ;

— les produits perçus par les héritiers des écrivains et compositeurs ;

— les produits perçus par les inventeurs : en principe, les produits provenant de la cession de brevets ou concession de licences d'exploitation sont imposables au taux proportionnel de 16 % (les porter ligne JN du paragraphe D). Les déficits subis par les inventeurs ne peuvent être déduits que des produits de même nature réalisés la même année ou les cinq années suivantes. Ils doivent être inscrits ligne KM du paragraphe D. L'inventeur doit attendre la réalisation de bénéfices pour imputer les déficits antérieurs. Toutefois, lorsqu'un inventeur expose des frais pour prendre un brevet ou en assurer la maintenance sans percevoir des produits imposables, ou lorsqu'il perçoit des produits inférieurs à ces frais, le déficit correspondant est déductible du revenu global de l'année de la prise du brevet et des neuf années suivantes : l'année de sa réalisation, ce déficit est reporté ligne KM du paragraphe D. Joignez alors à votre déclaration une note dans laquelle vous justifiez bénéficier de ce régime spécial d'imputation des dé-

d) ADHÉRENTS DES CENTRES DE GESTION OU ASSOCIATIONS AGRÉES

Vous n'avez pas à calculer l'abattement auquel vous avez droit. Ne le déduisez pas, l'administration le calculera automatiquement.

Les adhérents des centres de gestion ou associations agréées, qui sont placés de plein droit ou sur option sous un régime réel d'imposition, bénéficient d'un abattement de 20 % de leur bénéfice imposable pour la fraction n'excédant pas 478 000 F et de 10 % au-delà de cette limite jusqu'à 680 000 F. Pour bénéficier de cet avantage, l'adhésion au centre ou à l'association doit être antérieure au 1^{er} avril 1995.

REMARQUE. Les adhérents des centres de gestion ou associations agréées doivent souscrire une déclaration spéciale de bénéfices non commerciaux n° 2035. Ils doivent également déclarer les plus-values de leur chiffre d'affaires nettes de TVA sur les lignes RN, SN ou TN du cadre A du paragraphe 5 de la déclaration d'ensemble des revenus.

e) PLUS-VALUES PROFESSIONNELLES

● 1. Si vous êtes industriel, commerçant, artisan, agriculteur ou si vous exercez une profession libérale et que votre chiffre d'affaires dépasse le double de la limite du forfait, les plus-values à court terme que vous avez réalisées doivent être incluses dans le revenu courant, tandis que les plus-values à long terme sont inscrites au paragraphe B de la rubrique 5 de la déclaration (taux de 16 %).

● 2. Si vous êtes, depuis au moins cinq ans, commerçant, artisan, agriculteur, ou membre d'une profession libérale et que vos recettes n'excèdent pas le double de la limite du forfait ou de l'évaluation administrative, vos plus-values professionnelles sont exonérées sauf pour :

— les plus-values de cession de terrains à bâtir ;

— les plus-values de cession d'immeubles loués meublés si vous n'êtes pas inscrit au registre du commerce ou si, y étant inscrit, votre activité de loueur en meublé représente moins de 50 % de votre revenu global et moins de 150 000 F de recettes annuelles.

Si l'activité est exercée depuis moins de cinq ans, vous relevez du régime décrit au paragraphe 1 ci-dessus, sauf pour la vente de terres agricoles ou forestières qui suivent les règles des plus-values particulières décrites au chapitre 3, paragraphe 1. Joignez alors une note annexe à votre déclaration spéciale faisant apparaître le détail de vos plus-values professionnelles.

f) REVENUS DES GÉRANTS ET ASSOCIÉS

Les rémunérations des gérants majoritaires des SARL et des exploitations agricoles ou de responsabilité limitée (EARL) pluripersonnelles et non familiales, ainsi que celles des membres des sociétés de personnes soumises à l'impôt sur les sociétés, doivent être inscrites à la rubrique spéciale prévue au paragraphe C (lignes UA à WA et UB à WB).

Ces rémunérations bénéficient de l'abattement de 20 % accordé aux salariés. L'abattement est égal à 20 % de la rémunération nette de frais professionnels qui n'excède pas 680 000 F, lorsque le contribuable détient au plus 35 % du capital de la société qui le rémunère.

Si cette participation est supérieure à 35 % du capital, l'abattement de 20 % s'applique à la fraction de la rémunération nette n'excédant pas 478 000 F ; il est de 10 % pour la partie de cette rémunération nette comprise entre 478 000 F et 680 000 F.

Le calcul de l'abattement est effectué par l'ordinateur. Il suffit de mentionner les rémunérations nettes lignes UA à WA ou UB à WB du paragraphe C selon l'importance de la participation au capital.

6. Charges à déduire du revenu

a) PENSIONS ALIMENTAIRES

Vous devez pouvoir justifier cette déduction. Indiquez les nom et adresse des bénéficiaires.

1) PENSION VERSÉE À UN ENFANT MAJEUR

Est admise en déduction la pension alimentaire versée à un enfant majeur, célibataire ou marié, ne disposant pas de ressources suffisantes et auquel ses parents doivent venir en aide (enfant sans emploi par exemple).

Ainsi, vous pouvez porter ligne UH :

— la pension versée à un enfant majeur célibataire : elle sera admise dans la limite de 27 990 F par enfant (indiquez le nombre dans la case UJ) ;

— la pension versée à un enfant majeur marié (ou chargé de famille) : la limite est de 27 990 F si les beaux-parents de votre enfant participent également à l'entretien du jeune ménage (portez alors le chiffre 1 dans la case UJ) ; cette limite est portée à 55 980 F si vous assurez seul l'entretien du jeune couple ou de votre enfant chargé de famille ; dans ce cas vous devez indiquer le chiffre 2 dans la case UJ et justifier que vous participez seul à l'obligation alimentaire en joignant à votre déclaration une note annexe où vous mentionnez les nom et adresse des beaux-parents de votre enfant ou de votre ex-conjoint si vous êtes séparés.

A NOTER. Si la pension alimentaire déduite est ver-

sée à un enfant majeur inscrit dans l'enseignement supérieur, vous avez droit à un avantage minimal en impôt au titre de cette déduction. Cet avantage minimal est égal à 4 000 F par enfant concerné. Mais il ne peut excéder 35 % des sommes versées.

Vous n'avez aucun calcul à effectuer vous-même, l'avantage minimal étant déterminé automatiquement par l'administration.

Pour bénéficier de cette mesure, vous devez indiquer aux lignes UA à UM la part des pensions inscrites à la ligne UH versée à des enfants inscrits dans l'enseignement supérieur. Vous devez également préciser à la page 6 de la déclaration (page 4 de la déclaration

simplifiée) le nom et l'adresse de l'établissement d'enseignement supérieur où sont inscrits ces enfants majeurs pour lesquels vous déduisez une pension alimentaire.

REMARQUE. Les pensions alimentaires versées à des enfants majeurs ne sont pas déductibles si elles sont versées à des enfants majeurs qui ne sont pas inscrits dans l'enseignement supérieur.

Lire la suite page X

هكذا لمن لا يعلم

6. Charges à déduire du revenu (suite)

Suite de la page IX

Il vous ouvre droit, si tel est le cas, à une majoration de votre nombre de parts s'il est célibataire. L'option pour l'une ou l'autre formule dépend de chaque situation particulière, et notamment du montant des revenus perçus par l'enfant en dehors de la pension alimentaire et du nombre de vos enfants (souvenez-vous qu'à partir du troisième enfant vous avez droit à une part par enfant).

Si vous déduisez une pension alimentaire, celle-ci est imposable au nom de votre enfant à concurrence de ce qui est admis en déduction.

Dans le cas du rattachement, vous ne pouvez pas déduire de pension alimentaire, mais vous devez ajouter à vos revenus ceux qui ont été perçus par votre enfant (s'il a travaillé) ou par le jeune couple s'il est marié.

2) AUTRES PENSIONS ALIMENTAIRES (ligne UZ de la déclaration)

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendants et descendants (pour les enfants majeurs : voir paragraphe 1) en vertu de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit et aux ressources de celui qui donne) ou versées, entre époux séparés ou divorcés, en vertu d'une décision de justice lorsque le conjoint est imposé séparément. Si aucune clause d'indexation n'a été prévue par le juge, vous pouvez révaloriser la pension que vous versez pour l'entretien des enfants mineurs dont vous n'avez pas la garde ou pour votre ex-conjoint. Utilisez à cette fin l'indice Insee du coût de la vie.

Si vous vous acquittez en nature de l'obligation alimentaire en recueillant sous votre toit un de vos ascendants sans ressources suffisantes, vous pouvez déduire de votre revenu, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation des avantages en nature retenue pour les cotisations de Sécurité sociale. En 1995, cette évaluation s'élève à 17 160 F.

Les pensions alimentaires, même en nature, doivent être déclarées par les bénéficiaires sous la rubrique « Pensions... » (lorsqu'elles ne sont pas déductibles, il est admis qu'elles ne soient pas imposables).

● **Rentes en capital prévues en cas de divorce.** - La pension alimentaire due en cas de divorce, pour l'entretien d'un enfant mineur, peut être remplacée par le versement d'argent entre les mains d'un organisme agréé chargé de verser à l'enfant une rente indexée. Dans ce cas, vous pouvez déduire une somme égale au montant du capital versé divisé par le nombre d'années au cours desquelles la rente doit

être servie. La déduction ne peut excéder 18 000 F par an pour un même enfant, cette limitation n'étant toutefois pas applicable pour un enfant infirme. Vous devez joindre à votre déclaration, la première fois que vous pratiquez cette déduction, une attestation de l'organisme agréé chargé du versement de la rente.

● **Contribution aux charges du mariage.** - Son montant est déductible des revenus de l'époux qui la verse sous la double condition que ce versement résulte d'une décision de justice et que les conjoints soient imposés séparément, soit parce que l'un a abandonné le domicile conjugal, chacun disposant de revenus distincts, soit parce qu'ils sont séparés de biens et ne vivent pas sous le même toit.

b) DÉDUCTIONS DIVERSES

Il s'agit :
- des rentes payées à titre obligatoire et gratuit et constituées avant le 2 novembre 1959 ;
- des versements effectués pour la constitution de la retraite mutualiste des combattants et destinés à la constitution d'une rente donnant lieu à majoration de l'Etat (6 750 F pour 1995) ;
- des intérêts payés, au titre des prêts de réinstallation ou de reconversion, par les Français rapatriés ou rentrant de l'étranger ;
- de la fraction des charges foncières relative aux monuments historiques ne procurant aucune recette à leurs propriétaires s'en réservant la jouissance ;
- des versements obligatoires ou volontaires de cotisations ouvrières de Sécurité sociale qui n'ont pas été déduits d'un revenu particulier.

REMARQUE. Les cotisations versées à une mutuelle ou à tout autre organisme de prévoyance ou d'assurance à adhésion facultative ne sont pas déductibles du revenu imposable.

c) FRAIS D'ACCUEIL D'UNE PERSONNE DE PLUS DE 75 ANS

Une déduction est accordée aux contribuables qui recueillent sous leur toit une personne de plus de soixante-quinze ans (non parente en ligne directe) ayant pour 1995 moins de 39 721 F de ressources (plafond porté à 69 576 F si cette personne est mariée). Il n'est pas possible de cumuler cette déduction avec la prise en compte dans le nombre de parts s'il s'agit d'une personne de plus de soixante-quinze ans ayant la carte d'invalidité.

La limite de déduction est fixée, pour l'année, à

la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises (non reconnus d'utilité publique) et aux établissements d'enseignement supérieur ou artistique, publics ou privés à but non lucratif agréés (Indiquez leur montant ligne GE) retenus dans la limite de 1,25 % du revenu net imposable ;
- les versements au profit de fondations ou associations reconnues en outre d'utilité publique retenus dans la limite de 5 % du revenu net imposable, s'ils sont effectués en totalité à ces dernières. Cette limite de 5 % s'applique également aux versements effectués au profit des associations culturelles ou de bienfaisance autorisées à recevoir les dons et legs.

● **NOUVEAU.** Les dons et cotisations versés à des associations de financement (ou mandataires) des campagnes électorales ou des partis et groupements politiques sont également retenus dans cette limite de 5 %. Mentionnez l'ensemble des dons concernés par le plafond de 5 % à la ligne GC.

REMARQUE. Les limites de 1,25 % et 5 % des dons s'entendent des sommes versées à la personne ou à l'établissement qui garde l'enfant diminuées du montant de l'allocation reçue à ce titre de la caisse d'allocation familiale ou de la mutualité sociale agricole ainsi que des indemnités pour frais de garde d'enfants reçues de l'employeur. La réduction d'impôt est accordée aux contribuables seuls et aux couples mariés lorsque les deux conjoints travaillent au moins à mi-temps ou ne peuvent exercer une activité en raison d'une longue maladie ou d'une infirmité ou de la poursuite d'études dans un établissement d'enseignement supérieur. Dans ce cas, précisez les nom et adresse de l'établissement d'enseignement supérieur en cas de poursuite d'études. Il convient d'indiquer à la page 6 de la déclaration (page 4 de la déclaration simplifiée), dans le cadre « Justificatif de vos charges », les nom et adresse de la personne ou de l'organisme qui garde l'enfant. S'il s'agit d'une assistante maternelle, un document attestant de son agrément doit être joint à la déclaration des revenus.

REMARQUE. Si l'enfant est gardé au domicile du contribuable, c'est la réduction d'impôt relative aux sommes versées pour l'emploi d'un salarié à domicile qui s'applique.

17 160 F par personne. Cet avantage ne constitue pas un revenu imposable pour le bénéficiaire dès lors qu'il ne résulte pas d'une obligation alimentaire, comme c'est le cas entre ascendants et descendants. Vous devez mentionner en annexe le nom de la personne recueillie et être en mesure de justifier de ses ressources.

d) ACQUISITION DE PARTS DE COPROPRIÉTÉ DE NAVIRES NEUFS

Les personnes physiques fiscalement domiciliées en France peuvent déduire de leur revenu les sommes versées, entre le 1^{er} janvier 1991 et le 31 décembre 1995, pour l'acquisition de parts de copropriété de navires civils de charge ou de pêche neufs, livrés au cours de cette période. La déduction est égale à 25 % des versements effectués en 1991, 1992, 1993, 1994 et 1995 pour l'acquisition de parts de navires livrés en 1995. Cette déduction est plafonnée à 50 000 F pour les contribuables mariés et à 25 000 F pour les autres redevables.

Cet avantage est soumis à la double condition que l'acquéreur des parts les conserve jusqu'au 31 décembre de la quatrième année suivant celle de la déduction et que la copropriété affrète le navire, coque nue, pendant au moins cinq ans.

e) PERTES EN CAPITAL

Les personnes physiques qui ont souscrit en numéraire au capital d'une société nouvelle créée à compter du 1^{er} janvier 1994, ou à une augmentation en capital, à compter du 1^{er} janvier 1994, d'une société en difficulté, peuvent déduire les pertes en capital subies en cas d'échec de la société. Il en est ainsi à la condition que la société soit soumise à l'impôt sur les sociétés, exerce une activité industrielle ou commerciale et se soit trouvée en état de cessation de paiement en 1995.

● **NOUVEAU.** Ce dispositif peut également s'appliquer aux personnes physiques qui ont souscrit en numéraire au capital d'une société nouvelle créée à compter du 1^{er} janvier 1994.

La perte, qui est égale au montant de la souscription diminué des sommes éventuellement récupérées, est déductible dans la limite de 200 000 F pour les couples mariés et 100 000 F pour les autres contribuables.

Cette perte doit figurer ligne CB. Il faut joindre à la déclaration une attestation de souscription et une copie du jugement concernant l'entreprise.

e) ASSURANCE-VIE (lignes MG et MH)

La réduction est égale à 25 % de la prime représentative de l'opération d'épargne. Il doit s'agir de contrats comportant la garantie d'un capital en cas de vie et d'une durée effective au moins égale à six ans, ou bien comportant la garantie d'une rente viagère avec jouissance effectivement différée d'au moins six ans.

● **NOUVEAU.** Cette réduction s'applique également aux primes versées à compter du 1^{er} septembre 1995 au titre des contrats à versements fractionnés, quelle que soit la date de conclusion ou de prorogation du contrat ;
- aux primes versées au titre de souscriptions périodiques des primes à versement unique, ou prorogées à compter du 20 septembre 1995, lorsque l'impôt de référence des contrats concernés excède 7 000 F.

La part d'épargne des primes versées en 1995 ouvrant droit à la réduction d'impôt doit être mentionnée selon les indications figurant dans la notice explicative de la déclaration des revenus, soit à la ligne MG, soit à la ligne MH.

La base de calcul de cette réduction est limitée à 4 000 F + 1 000 F par enfant à charge. Vous devez annexer à votre déclaration les certificats établis par la compagnie d'assurances.

f) RENTES-SURVIE ET CONTRATS D'ÉPARGNE-HANDICAP (ligne MK)

Les primes versées dans le cadre d'un contrat de rente-survie (contrat d'assurance-décès garantissant le versement d'un capital ou d'une rente viagère pour un enfant atteint d'une infirmité l'empêchant d'avoir une activité professionnelle rentable ou d'acquiescer une formation d'un niveau normal) ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % de leur montant, limitée à 7 500 F, plus 1 500 F par enfant à charge.

La réduction d'impôt s'applique également à la partie de la prime représentative d'épargne versée dans le cadre d'un contrat d'épargne-handicap. Il s'agit de contrats d'assurance-vie, d'une durée d'au moins six ans, garantissant le versement d'un capital ou d'une rente viagère à l'assuré atteint, lors de la conclusion du contrat, d'une infirmité l'empêchant d'avoir une activité professionnelle normalement rentable. Le plafond de 7 500 F, plus 1 500 F par enfant à charge, s'applique globalement pour les primes de contrats de rente-survie et pour la part représentative des primes de contrats d'épargne-handicap. Les certificats établis par les assureurs doivent être joints à la déclaration des revenus.

g) FRAIS DE COMPTABILITÉ ET D'ADHÉSION À UN CENTRE DE GESTION AGRÉÉ (lignes HY et HZ)

Une réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion est accordée afin d'inciter les artisans, commerçants, agriculteurs et membres des professions libérales (dont les recettes n'excèdent pas les limites du forfait) à adhérer à un centre de gestion agréé ou à une association agréée.

f) LA DÉTAXATION DU REVENU INVESTI EN ACTIONS

Si vous (ou votre conjoint) êtes né avant 1932 et si vous avez bénéficié d'une déduction entre 1978 et 1981, vous pouvez déduire les sommes consacrées à de nouveaux achats d'actions de sociétés françaises ou de valeurs assimilées (sicav). Cette déduction porte sur l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées au cours de l'année 1995. Toutefois, si vous avez cédé de telles valeurs après le 1^{er} juin 1978, la déduction est limitée au montant de l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées depuis cette date.

La déduction est limitée à 6 000 F, augmentée de 500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 1 000 F par enfant à partir du troisième. Cette déduction n'est pas possible si vous avez ouvert un PEA ou si vous avez ouvert une notice spéciale au 2041 AM (qui est également disponible dans les centres des impôts), sur laquelle vous trouverez le détail des opérations ouvrant droit à déduction et les conditions de dépôt des valeurs et de conservation.

Si vous avez, en 1995, procédé à des ventes d'un montant supérieur à vos achats, utilisez la fiche de calcul de la notice n° 2041 AM pour déterminer le montant à ajouter à votre revenu imposable.

● **Pour bénéficier de la détaxation,** vous devez joindre à votre déclaration des revenus les états annuels remis par les intermédiaires et mentionner dans la case appropriée le nombre de ces intermédiaires.

g) SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DU CINÉMA OU DE L'AUDIOVISUEL

Une déduction est octroyée aux contribuables qui souscrivent en numéraire au capital des sociétés (Sofica) qui ont pour activité exclusive le financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, à condition que ces œuvres aient reçu l'agrément du ministère de la culture. La déduction est limitée à 25 % du revenu net global (mais il n'y a pas de plafond en valeur absolue) ; la limitation sera faite par l'ordonnateur. Les actions des Sofica ne peuvent être prises en compte également pour la détaxation « Memory ». Elles doivent être conservées au moins cinq ans.

● **NOUVEAU.** Les actions des Sofica peuvent être prises en compte également pour la détaxation « Memory ».

Le plafond de la réduction d'impôt est fixé à 6 000 F (5 000 F pour les agriculteurs la première année d'imposition de plein droit selon un régime de bénéfice réel).

b) SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DES PME (lignes LG et LH)

Les personnes physiques qui, entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1995, souscrivent en numéraire au capital initial ou à des augmentations de capital de sociétés non cotées en Bourse et soumises à l'impôt sur les sociétés ont droit à une réduction d'impôt égale à 25 % du montant de leurs souscriptions.

● **NOUVEAU.** Cette réduction s'applique également aux personnes physiques qui ont souscrit en numéraire au capital d'une société nouvelle créée à compter du 1^{er} janvier 1994, ou à une augmentation en capital, à compter du 1^{er} janvier 1994, d'une société en difficulté, pourvu que la société soit soumise à l'impôt sur les sociétés, exerce une activité industrielle ou commerciale et se soit trouvée en état de cessation de paiement en 1995.

Les sociétés concernées sont exclusivement celles exerçant une activité industrielle, commerciale ou artisanale, et qui sont détenues à hauteur de plus de 50 % soit par des personnes physiques, soit par des sociétés de famille. Le bénéfice de la réduction d'impôt est également subordonné à des conditions tenant à l'importance du chiffre d'affaires ou du bilan, en cas d'augmentation du capital.

La réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise si les titres reçus en contrepartie de la souscription au capital sont cédés avant l'expiration de la cinquième année suivant celle où est intervenue cette souscription.

Les contribuables qui souhaitent bénéficier de cette réduction d'impôt doivent joindre un état individuel délivré par la société. Cet avantage ne peut se cumuler pour une même souscription avec la déduction des emprunts contractés par les salariés pour souscrire au capital d'une société nouvelle (voir paragraphe 1 « Traitements, salaires, pensions ») ou avec celle des pertes en capital, ou encore des souscriptions au capital de Sofica, ou avec les réductions d'impôt au titre des investissements dans les DOM-TOM ou du rachat d'une entreprise par ses salariés.

f) RACHAT D'ENTREPRISE PAR UN SALARIÉ (ligne FH)

Les salariés qui ont souscrit en 1995 au capital d'une société nouvelle créée entre le 1^{er} janvier 1992 et le 31 décembre 1995 et ayant pour objet exclusif de racheter tout ou partie du capital de leur entreprise bénéficiaire, sous certaines conditions, d'une réduction d'impôt égale à 25 % de leurs versements, limités à 80 000 F pour les couples mariés et à 40 000 F pour les autres personnes. Ces plafonds s'appliquent globalement à l'ensemble des versements effectués au cours des trois ans qui suivent la date de constitution de la société.

Lire la suite page XI

7. Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt (suite)

Suite de la page X

Cette réduction d'impôt est remise en cause en cas de cession des titres souscrits avant le 31 décembre de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle est intervenue leur souscription. Il faut joindre à la déclaration de revenus l'attestation établie par la société. Cette réduction d'impôt ne peut se cumuler avec tout avantage de même nature accordé en cas de souscription au capital de la société nouvelle.

1) DÉPENSES DE FORMATION DES CHEFS D'ENTREPRISE INDIVIDUELLE (lignes GY et GZ)

Les chefs d'entreprise individuelle ainsi que les personnes physiques associées de sociétés de personnes soumises à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux selon un régime de bénéfice réel peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 35 % de leurs dépenses de formation professionnelle de la période du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1996, limitées à 10 000 F pour cette période. Les dépenses de formation des conjoints ayant la qualité de conjoint collaborateur ouvrent droit à cette réduction d'impôt (dans ce cas, le plafond s'applique globalement pour les deux conjoints).

2) VERSEMENT À UN FONDS SALARIAL (cases LN à LR)

Une réduction est accordée aux salariés qui participent au financement d'un fonds salarial. Le taux est de 25 % sur le montant des versements, plafonné à 5 000 F par bénéficiaire.

En cas de retrait en 1995, les réductions correspondantes obtenues précédemment doivent être ajoutées à l'impôt : rubrique K, case NR.

3) ENFANTS À CHARGE POURSUIVANT LEURS ÉTUDES (lignes EA à EF)

Les contribuables qui ont des enfants faisant partie de leur foyer fiscal et poursuivant des études au 31 décembre 1995 bénéficient d'une réduction d'impôt égale à :

- 400 F par enfant fréquentant un collège ;
- 1 000 F par enfant en lycée d'enseignement général ou technologique ou en lycée professionnel ;
- 1 200 F par enfant suivant une formation d'enseignement supérieur.

Il faut joindre à la déclaration un certificat de scolarité établi par le chef de l'établissement fréquenté.

4) DÉPENSES AFFÉRENTES À L'HABITATION PRINCIPALE

Les intérêts des emprunts afférents à l'habitation principale contractés du 1^{er} janvier 1990 au 30 juin 1993 inclus n'ouvrent droit à réduction d'impôt que si votre revenu net imposable (c'est-à-dire après toutes les déductions), par part, n'excède pas 241 660 F. Pour les dépenses de ravalement payées pendant la même période et soldées en 1995, voir les différents plafonds applicables dans la notice de la déclaration.

Cette mesure ne s'applique pas pour les emprunts contractés soit avant le 1^{er} janvier 1990, soit à compter du 1^{er} juillet 1993, ainsi que pour les dépenses payées à partir du 1^{er} juillet 1993.

Vous devez remplir le cadre « Justificatifs » de votre déclaration donnant le détail des justifications de vos dépenses.

► NOUVEAU. Les personnes qui ont obtenu un « prêt à taux zéro » ne peuvent pas bénéficier de la réduction d'impôt pour les intérêts des emprunts contractés à ce titre. Cette mesure ne s'applique qu'aux dépenses de grosses réparations et assimilées.

5) INTÉRÊTS DES EMPRUNTS ET RAVALEMENT (lignes WF à WL)

Si vous êtes propriétaire de votre habitation principale, une réduction est accordée sur les dépenses ci-après dont le montant est plafonné par l'ordonnateur.

• Les intérêts des emprunts.

Il s'agit des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction ou les grosses réparations de votre habitation principale (c'est-à-dire le logement où vous résidez habituellement).

Le taux de la réduction d'impôt est de 25 % et s'applique aux intérêts des cinq premières annuités de l'emprunt.

La base de calcul de la réduction est plafonnée à 15 000 F + 2 000 F par personne à charge. Ce plafond est commun aux intérêts et au ravalement.

Si vous êtes mariés et si vous avez contracté un emprunt entre le 1^{er} janvier 1990 et le 17 septembre 1991 pour l'achat ou la construction d'un logement neuf, le plafond a été porté à 30 000 F + 2 000 F par personne à charge, ou + 2 500 F pour le deuxième enfant, ou + 3 000 F par enfant à partir du troisième.

Pour les emprunts contractés à compter du 18 septembre 1991 pour l'acquisition ou la construction d'un logement neuf, le plafond est porté à 40 000 F pour les couples mariés et à 20 000 F pour les autres contribuables, ces chiffres étant augmentés de 2 000 F par personne à charge ou 2 500 F pour le deuxième enfant et 3 000 F par enfant à partir du troisième.

Définition des grosses réparations. Ce sont les travaux d'une importance excédant celle des opérations courantes d'entretien et de réparation et consistant en la remise en état, la refonte, voire le remplacement d'équipements qui, au même titre que les gros murs, les charpentes et les couvertures, sont essentiels pour maintenir l'immeuble en état d'être utilisé conformément à sa destination : remplacement d'un ascenseur devenu vétuste, d'une chaudière de chauffage central ou refonte totale d'une installation sanitaire.

En revanche, les opérations courantes d'entretien et de réparation d'un immeuble ne peuvent être considérées comme des travaux de grosses réparations, ni les travaux d'amélioration tels que l'installation d'un ascenseur, d'une salle de bains ou du chauffage central dans un immeuble qui en était dépourvu.

La base de la réduction comprend les intérêts et la prime de l'assurance-décès ou de l'assurance « perte

d'emploi » liée au prêt (et, l'année de la signature du contrat, les frais de constitution du dossier). Ne sont pas pris en compte : le remboursement du capital, les honoraires du notaire et les frais d'acquisition.

Changement d'habitation principale. Si vous avez financé l'acquisition ou la construction de votre nouvelle habitation principale au moyen du transfert du prêt qui vous avait été accordé lors de l'acquisition ou de la construction de votre ancienne habitation, vous bénéficiez de la réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunt pour une nouvelle période de cinq ans à compter de la date de l'acceptation du transfert par l'organisme prêteur.

Pour ces prêts, la réduction d'impôt n'est maintenue que pour le nombre d'annuités restant à courir jusqu'à l'expiration de la période initiale de cinq ans suivant la conclusion du prêt transféré.

Les dépenses de ravalement (remise en état des façades : crépis, peintures).

Le plafond de calcul de la réduction, égal à 15 000 F + 2 000 F par personne à charge, est commun avec le plafond des intérêts d'emprunts. Le taux est de 25 %.

Ces dépenses peuvent être portées sur la déclaration une fois tous les dix ans pour un même immeuble et doivent être imputées sur une seule année. Aussi, si vous ne devez régler le solde de ces travaux qu'en 1996, vous pouvez attendre jusqu'en 1997 pour faire état de l'intégralité des sommes versées en 1995 et en 1996. Si les façades de votre immeuble sont en bois, la réduction peut être accordée tous les cinq ans.

6) DÉPENSES DE GROSSES RÉPARATIONS, AMÉLIORATION ET ISOLATION THERMIQUE OU ACOUSTIQUE, RÉGULATION DU CHAUFFAGE (lignes WM à WP)

Une réduction est accordée :

- aux propriétaires qui réalisent, dans leur habitation principale, des travaux de grosses réparations à condition que leur habitation soit située en France et que l'immeuble soit achevé depuis plus de quinze ans (pour la définition des grosses réparations, voir ci-dessus, paragraphe 1, « Intérêts des emprunts ») ; cette condition d'ancienneté ne s'applique pas aux immeubles situés dans une zone déclarée en état de catastrophe naturelle lorsque les travaux ont fait l'objet d'une demande d'indemnisation ;

- aux propriétaires et aux locataires qui effectuent, dans leur habitation principale, des travaux d'isolation thermique ou de régulation du chauffage (mesure applicable, pour les locataires, aux dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 1991), à condition que leur résidence ait été achevée avant le 1^{er} janvier 1992. Les travaux d'isolation thermique ouvrant droit à la réduction d'impôt sont constitués par les travaux d'isolation des parois opaques (toitures, murs en façade...) et des parois vitrées, par la fourniture et la pose de volets isolants, de joints d'étanchéité, par les travaux de calorifugeage des installations de production et de distribution de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, sous réserve que les matériaux mis en œuvre correspondent à certaines caractéristiques ou normes ;

- aux propriétaires pour certaines dépenses d'amélioration (installation d'interphones et de portes blindées, traitement des charpentes contre les termites ; adaptation des logements des handicapés...) payées à compter du 15 mars 1992 pour des travaux effectués dans leur habitation principale, à la condition qu'elle soit achevée depuis quinze ans au moins ;

- aux propriétaires et aux locataires pour les dépenses d'isolation acoustique de leur résidence principale payées à partir du 31 août 1994.

Un dépliant spécial donnant toutes les précisions utiles sur ces travaux et matériaux est à la disposition des contribuables dans les centres des impôts.

La réduction est de 25 % des dépenses de grosses réparations, d'amélioration, d'isolation thermique ou acoustique et de régulation du chauffage, plafonnées pour l'ensemble de la période 1990-1996 à :

- 15 000 F pour une personne célibataire, veuve, divorcée ou séparée ;
- 30 000 F pour un couple marié.

Cette limite est majorée de 2 000 F par personne à charge (de 2 500 F pour le deuxième enfant et 3 000 F pour le troisième).

Mais la base annuelle de calcul de la réduction ne peut dépasser la moitié des plafonds définis ci-dessus, l'excédent éventuel étant reportable l'année suivante. Si vous étiez dans ce cas l'an dernier, reportez-vous à votre avis d'imposition pour connaître la somme à reporter cette année.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

REMARQUES :

- Si vous n'habitez pas encore votre logement, vous pouvez tout de même bénéficier de la réduction : vous devez prendre l'engagement, par lettre jointe, de l'occuper avant le 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de la conclusion du prêt ou du paiement des dépenses pour l'habitation principale. Ce délai est porté à la cinquième année pour les emprunts contractés et les dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 1992.

- La réduction est possible, en cas de changement de domicile, même si vous n'avez déjà bénéficié de cet avantage pour votre précédente habitation.

- La circonstance que la résidence principale d'une personne impossible en France soit située à l'étranger ne s'oppose pas à ce que l'intéressé puisse faire état des intérêts de l'emprunt contracté pour l'achat de cette résidence.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous devez opter soit pour la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit pour la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Mais le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

un établissement de long séjour ou une section de cure médicale ont droit à une réduction d'impôt pour les frais de séjour payés à ce titre (logement, repas, entretien, à l'exclusion des dépenses de soins).

Cette réduction d'impôt s'applique quelle que soit la situation de famille de la personne concernée.

Pour les couples mariés, les deux conjoints peuvent bénéficier de la réduction d'impôt d'its sont, l'un et l'autre, âgés de plus de soixante-dix ans et hébergés dans un établissement de long séjour ou une section de cure médicale.

La réduction d'impôt est égale à 25 % de ces frais, limités à 13 000 F par an (pour les couples mariés, ce plafond s'applique globalement aux dépenses exposées par les deux conjoints).

Cette réduction peut se cumuler avec celle accordée au titre des sommes versées à une aide à domicile pour les couples mariés si l'un des conjoints demeure au foyer du ménage et expose de telles dépenses.

7) SOMMES VERSÉES POUR L'EMPLOI D'UN SALARIÉ À DOMICILE (lignes LY)

Les contribuables fiscalement domiciliés en France ont droit à une réduction d'impôt égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues au titre de cet emploi. Enfin, il faut obligatoirement joindre à la déclaration des revenus l'attestation annuelle délivrée, soit par l'Unasou ou la MSA, soit par l'association ou l'organisme d'aide à domicile, ou encore par le Centre national de traitement du chèque service en cas de règlement du salarié avec un chèque emploi-service.

La réduction d'impôt est égale à 50 % des sommes versées en 1995 pour l'emploi d'un ou plusieurs salariés à leur domicile privé, à temps complet ou à temps partiel, pour effectuer tout ou partie des tâches à caractère familial ou ménager à ce domicile. Sont exclus les salariés embauchés dans le cadre de l'activité professionnelle de l'employeur, les jeunes étrangers placés au pair, les gardiens, concierges et personnels d'immeubles collectifs.

La réduction d'impôt s'applique également au coût des services rendus par les associations agréées par l'État (associations de service aux personnes et associations intermédiaires) ainsi que par les organismes non lucratifs ayant pour objet l'aide à domicile et habilités au titre de l'aide sociale ou conventionnés par un organisme de sécurité sociale (centres communaux d'action sociale, par exemple). La réduction d'impôt se calcule sur les dépenses effectivement supportées en 1995 par le contribuable (salaires nets du salarié, cotisations sociales payées par l'employeur), déductions faites des allocations ou indemnités perçues au titre des diverses aides à caractère social. Il faut mentionner à la page 6 de la déclaration (page 4 pour la déclaration simplifiée) les nom et adresse du salarié, le montant des salaires versés ainsi que les aides perçues

Comment calculer vos impôts sur les revenus de 1995

QUEL MONTANT D'IMPÔT paierons-nous sur les revenus de 1995 ? La loi de finances pour 1996 publiée au *Journal officiel* daté du 31 décembre 1995 permet théoriquement à chaque contribuable de calculer son impôt, puisqu'elle contient notamment le barème de l'impôt sur le revenu. Mais ce barème (pour deux parts) est difficilement utilisable. Outre que le calcul de l'impôt du nécessite la décomposition du revenu en tranches, il n'intègre pas des modifications importantes, comme le plafonnement des effets du quotient familial.

● **LE TABLEAU** que nous présentons ci-dessous permet, lui, un calcul simple de l'impôt intégrant les effets de plafonnement du quotient familial pour les contribuables domiciliés en métropole. En revanche, la décote dont peuvent bénéficier tous les contribuables aux revenus modestes doit être calculée distinctement. De même, il n'est pas tenu compte des réductions d'impôt accordées pour certaines dépenses, comme les intérêts des emprunts pour le logement ou les assurances-vie. Les chiffres de revenus indiqués qui permettent le calcul de l'impôt

sont des revenus imposables, c'est-à-dire après déduction des 10 % et 20 % auxquels vous avez droit (plus les déductions spéciales pour certaines professions) et après arrondissement à la dizaine de francs inférieure.

● **SI VOUS AVEZ PLUS de huit parts ou si vous êtes domicilié(e) dans les DOM, une autre formule vous permet de calculer votre impôt. Mais cette formule ne tient pas compte du plafonnement du quotient familial (nous vous donnons les moyens d'en tenir compte dans un deuxième temps).**

BARÈME POUR CALCULER VOTRE IMPÔT : recherchez dans la colonne qui correspond à votre nombre de parts et à votre situation le montant de votre revenu imposable et appliquez alors les opérations indiquées dans la colonne gauche.

Vous avez	1 part	1,5 part	2 parts	2,5 parts	3 parts	3,5 parts	4 parts	4,5 parts	5 parts	5,5 parts	6 parts	6,5 parts	7 parts	7,5 parts	8 parts
● I - VOUS ÊTES MARIÉ(E)															
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 12 % et déduisez	38 880 5 426	123 600 6 783	148 320 8 140	173 040 9 496	197 760 10 853	222 480 12 209	247 200 13 566	271 920 14 923	296 640 16 279	321 360 17 636	346 080 18 992	370 800 20 349	395 520 21 706		
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 25 % et déduisez	174 940 18 281	217 950 22 851	261 060 27 421	304 070 31 991	347 080 36 562	390 090 41 132	433 100 45 702	476 110 50 272	519 120 54 843	562 130 59 413	605 140 63 983	648 150 68 553	691 160 73 123	734 170 77 693	777 180 82 263
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 35 % et déduisez	261 800 35 685	351 580 44 606	421 360 53 527	490 280 62 448	559 200 71 370	628 120 80 291	697 040 89 212	765 960 98 133	834 880 107 054	903 800 115 975	972 720 124 897	1 041 640 133 818	1 110 560 142 739		
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 45 % et déduisez	458 520 68 885	608 520 79 763	658 520 85 595												
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 50 % et déduisez	565 460 86 791	565 460 102 691	565 460 118 591	565 460 134 491	565 460 150 391	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Votre revenu imposable R est supérieur à Multipliez R par 56,8 % et déduisez	565 460 125 242	565 460 141 142	565 460 157 042	565 460 172 942	565 460 188 842	570 870 204 742	602 880 220 642	634 890 236 542	666 900 252 442	698 910 268 342	730 920 284 242	762 930 300 142	794 940 316 042	826 950 331 942	858 960 347 842
● II - VOUS ÊTES CÉLIBATAIRE, DIVORCÉE(E) OU SÉPARÉ(E) SANS ENFANT OU AVEC DES ENFANTS QUE VOUS ÉLEVEZ SEULE(S)															
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 12 % et déduisez	49 440 2 713	74 160 4 070	98 880 5 426	123 600 6 783	148 320 8 140	173 040 9 496	197 760 10 853	222 480 12 209	247 200 13 566	271 920 14 923	296 640 16 279	321 360 17 636	346 080 18 992	370 800 20 349	395 520 21 706
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 25 % et déduisez	87 020 9 340	130 530 13 711	186 580 18 281	217 530 22 851	261 060 27 421	304 570 31 991	348 080 36 562	391 590 41 132	435 100 45 702	478 610 50 272	522 120 54 843	565 630 59 413	609 140 63 983	652 650 68 553	696 160 73 123
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 35 % et déduisez	140 900 17 842	210 630 26 764	-	229 070 44 606	275 630 53 527	329 670 62 448	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 45 % et déduisez	229 260 34 932	229 260 47 832	229 260 51 632	229 260 67 532											
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 50 % et déduisez	282 730 43 395	282 730 59 295	282 730 63 075	282 730 78 975	282 730 94 875	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Votre revenu imposable R est supérieur à Multipliez R par 56,8 % et déduisez	282 730 62 621	282 730 78 521	282 730 82 301	282 730 98 201	282 730 114 101	289 670 126 001	299 640 141 901	309 610 157 801	319 580 173 701	329 550 189 601	339 520 205 501	349 490 221 401	359 460 237 301	369 430 253 201	379 400 269 101
● III - VOUS ÊTES VEUF(VE) AVEC OU SANS ENFANT OU VOUS ÊTES CÉLIBATAIRE, DIVORCÉE(E), SÉPARÉ(E) SANS ENFANT OU AVEC DES ENFANTS QUE VOUS N'ÉLEVEZ PAS SEUL(E)															
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 12 % et déduisez	49 440 2 713	74 160 4 070	98 880 5 426	123 600 6 783	148 320 8 140	173 040 9 496	197 760 10 853	222 480 12 209	247 200 13 566	271 920 14 923	296 640 16 279	321 360 17 636	346 080 18 992	370 800 20 349	395 520 21 706
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 25 % et déduisez	87 020 9 340	130 530 13 711	186 580 18 281	217 530 22 851	261 060 27 421	304 570 31 991	348 080 36 562	391 590 41 132	435 100 45 702	478 610 50 272	522 120 54 843	565 630 59 413	609 140 63 983	652 650 68 553	696 160 73 123
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 35 % et déduisez	140 900 17 842	210 630 26 764	263 400 35 685	301 440 44 606	333 460 53 527	365 470 62 448	397 480 71 370	429 490 80 291	461 510 89 212	493 520 98 133	525 530 107 054	-	-	-	-
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 45 % et déduisez	229 260 34 932	229 260 47 832	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 50 % et déduisez	282 730 43 395	282 730 59 295	282 730 75 195	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Votre revenu imposable R est supérieur à Multipliez R par 56,8 % et déduisez	282 730 62 621	282 730 78 521	282 730 94 421	301 440 110 321	333 460 126 221	365 470 142 121	397 480 158 021	429 490 173 921	461 510 189 821	493 520 205 721	525 530 221 621	557 540 237 521	589 550 253 421	621 560 269 321	653 570 285 221
ATTENTION															
● Vous n'êtes pas imposable si votre revenu n'exécute pas	40 610	51 910	63 220	74 520	85 830	97 130	108 440	119 740	131 050	142 350	153 660	164 960	176 270	187 570	198 880
● Vous n'êtes pas imposable si votre revenu n'exécute pas et si vous n'avez pas d'enfants à charge	42 270	53 570	64 880	76 180	87 490	98 790	110 100	121 400	132 710	144 010	155 320	166 620	177 930	189 230	200 540

Exemple :
● Vous êtes marié(e), 3 parts, revenu imposable de 320 000 F : votre impôt est égal à :
 $(320\,000\text{ F} \times 35\%) - 53\,527\text{ F} = 58\,473\text{ F}$ (tableau I).

● Vous êtes célibataire sans enfant, 1 part, revenu imposable de 150 000 F : votre impôt est égal à :
 $(150\,000\text{ F} \times 45\%) - 31\,932\text{ F} = 35\,568\text{ F}$ (tableau II).

● Vous êtes divorcé(e) avec 2 enfants à charge que vous élevez seuls, 2,5 parts, revenu imposable de 135 000 F : votre impôt est égal à :
 $(135\,000\text{ F} \times 25\%) - 22\,851\text{ F} = 10\,899\text{ F}$ (tableau II).

Remarque : si vous êtes célibataire, divorcé(e), ou séparé(e), sans enfant à charge mais avec une (ou des) personne(s) handicapé(s) à charge, utilisez le tableau III pour calculer votre impôt.

● Vous êtes veuf(ve), 3 parts, revenu imposable de 270 000 F : votre impôt est égal à :
 $(270\,000\text{ F} \times 35\%) - 53\,527\text{ F} = 40\,973\text{ F}$ (tableau III).

● Vous êtes célibataire et vous avez un enfant à charge que vous n'élevez pas seuls (vie maritale), 1,5 part, revenu imposable de 200 000 F : votre impôt est égal à :
 $(200\,000\text{ F} \times 35\%) - 26\,764\text{ F} = 43\,236\text{ F}$ (tableau III).

- SI VOUS AVEZ PLUS DE 8 PARTS OU SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ (E) DANS UN DOM, utilisez les formules ci-après, après avoir déterminé votre quotient familial, c'est-à-dire le résultat de la division de votre revenu imposable par votre nombre de parts (soit R votre revenu et N votre nombre de parts) :

Si votre quotient familial (R divisé par N) : _____ votre impôt sera égal à : 0 ;
 n'exécute pas 22 610 F
 est supérieur à 22 610 F et inférieur ou égal à 49 440 F, votre impôt sera égal à : (R x 0,12) - (2 143,40 F x N) ;
 est supérieur à 49 440 F et inférieur ou égal à 87 020 F, votre impôt sera égal à : (R x 0,25) - (9 700,40 F x N) ;
 est supérieur à 87 020 F et inférieur ou égal à 140 900 F, votre impôt sera égal à : (R x 0,35) - (17 842,40 F x N) ;
 est supérieur à 140 900 F et inférieur ou égal à 229 260 F, votre impôt sera égal à : (R x 0,45) - (31 932,40 F x N) ;
 est supérieur à 229 260 F et inférieur ou égal à 282 730 F, votre impôt sera égal à : (R x 0,50) - (43 395,40 F x N) ;
 est supérieur à 282 730 F, _____ votre impôt sera égal à : (R x 0,558) - (62 622,04 F x N).

■ Si vous êtes domicilié (e) dans un DOM, vous bénéficiez, en premier lieu, d'un abattement de 30 % (Guadeloupe, Martinique, Réunion) plafonné à 33 310 F, ou de 40 % (Guyane) plafonné à 44 070 F.

■ **Plafonnement du quotient familial.** La réduction d'impôt pour chaque demi-part s'ajoutant à 1 part (personne seule) ou à 2 parts (mariées) ne peut excéder 15 900 F.

Toutefois, pour les célibataires, divorcés ou séparés ayant un ou des enfants à charge qu'ils élèvent seuls, la réduction d'impôt correspondant à la première des demi-parts s'ajoutant à 1 part est limitée à 3 780 F (soit 19 680 F pour la part entière accordée pour le premier des enfants à charge) ; s'ils n'ont pas d'enfant à charge, mais une personne invalide à charge (autre qu'un enfant) ou s'ils ont des enfants à charge qu'ils n'élèvent pas seuls (vie maritale), les demi-parts additionnelles sont normalement plafonnées à 15 900 F d'impôt chacune.

■ **Comment alors effectuer les calculs ?** Calculez votre impôt avec votre nombre de parts (1), puis une deuxième fois (A) avec 1 part (non marié (e)) ou 2 parts (mariés). Si la différence entre les deux excède le produit (B) de 15 900 F par le nombre de demi-parts s'ajoutant à 1 ou 2 parts (somme réduite à 3 780 F pour la première demi-part additionnelle pour un célibataire, divorcé ou séparé ayant au moins un enfant à charge qu'il élève seul), votre impôt est égal à A - B (dans le cas contraire, il est égal à 1).

- DU RÉSULTAT RESSORTANT DU BARÈME OU DES FORMULES DE CALCUL, vous devez retrancher, dans l'ordre :

■ la *décote*, si votre impôt est inférieur à 4 320 F : elle est égale à 4 320 F-I (I est le montant de votre impôt après déduction des réductions d'impôt) ;

■ **les réductions d'impôt pour charges ou investissements**: dons aux associations, dépenses de formation des chefs d'entreprise individuelle, cotisations syndicales, frais de garde de jeunes enfants, dépenses d'hébergement dans un établissement de long séjour ou une section de cure médicale, intérêts d'emprunt et dépenses afférentes à votre habitation principale, primes d'assurance-vie, frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé, fonds salariaux, frais d'emploi d'un salarié à domicile, souscriptions au capital des PME, rachat d'une entreprise par ses salariés, investissements immobiliers localisés, investissements dans les DOM-TOM, enfants à charge poursuivant des études dans le secondaire ou le supérieur.

ATTENTION. Toutes les réductions d'imposition sont soumises à l'application de la décote prévue en faveur des contribuables.

REMARQUE : Si vous avez des remboursements à effectuer, vous devez vous conformer aux conditions d'indemnité ou de non respect des conditions prévues pour les remboursements effectués par la compagnie d'assurance ou de remboursement de dépenses pour votre voyage. Renseignez-vous auprès de votre compagnie d'assurance.

■ **Exemple de calcul de l'impôt dans les DOM :**
Vous êtes marié(e), domicilié(e) à la Réunion, vous avez 4 parts, votre revenu imposable est égal à 580 000 F (après arrondissement). Votre quotient familial est égal à $580\,000 : 4 = 145\,000$. Il est compris entre 138 410 F et 225 210 F. L'impôt I est égal à $(580\,000 \text{ F} \times 0,45) - (31\,932,4 \text{ F} \times 4) = 133\,720 \text{ F}$ (-30% limité à 33 310 F) = 99 960 F. Pour vérifier si le placement dont le quotient familial s'applique, il faut calculer l'impôt A sur deux parts : $(580\,000 \text{ F} \times 0,568) - (62\,621,04 \text{ F} \times 2) = 204\,198 \text{ F}$ (-30% limité à 33 310 F) = 170 888 F. La différence entre A et I, soit 70 928 F, représente le produit « B » de 15 900 F \times 4 = 63 600 F, votre impôt est égal à A - B, soit 170 888 F - 63 600 F = 107 288 F.